

TOME 4

du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction

Documents de référence



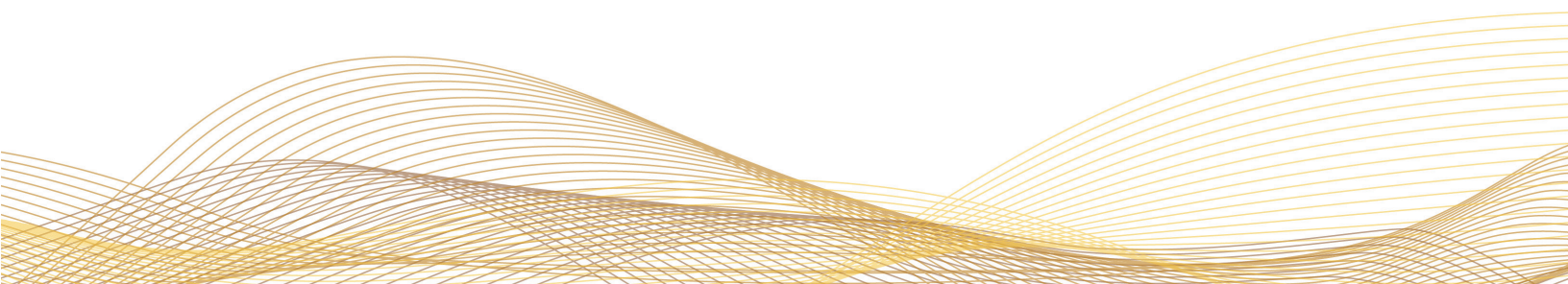
TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 7 - ANNEXES ET AUTRES DOCUMENTS

CHAPITRE 1 - ANNEXES.....	3
Annexe 1 Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.....	4
Annexe 2 Liste des personnes ayant pris part aux travaux de la Commission.....	21
Annexe 3 Requêtes en demande de statut présentées devant la Commission	29
Annexe 5 Liste des témoins entendus devant la Commission	40
Annexe 6 Liste des organismes de surveillance et de contrôle ayant témoigné devant la Commission	57
Annexe 7 Liste des participants aux consultations publiques de la Commission.....	58
Annexe 8 Liste des experts entendus devant la Commission.....	62
Annexe 9 Liste des experts ayant participé aux tables rondes.....	64
Annexe 10 Décisions rendues par les tribunaux en lien avec la Commission.....	68
Annexe 11 Le fonctionnement des municipalités québécoises	71
Annexe 12 Évolution des seuils déterminant le mode de sollicitation des contrats.....	76
Annexe 13 Seuils d'application / Accords de libéralisation des marchés publics	80
Annexe 14 Le financement des projets d'infrastructures au niveau municipal.....	82
Annexe 15 Cadre normatif lié aux dépenses électorales.....	84
Annexe 16 Modalités de versement d'une contribution en argent liquide en vertu de la <i>Loi électorale</i>	87
Annexe 17 Calcul d'une allocation publique en vertu de la <i>Loi électorale</i>	88
Annexe 18 Exclusions aux dépenses électorales	89
Annexe 19 Processus de certification de l'Autorité des marchés financiers.....	91
Annexe 20 Deux visions du crime organisé.....	95
Annexe 21 Indicateurs de détection de la collusion et d'analyse des appels d'offres.....	98
Annexe 22 Les différents modes de passation des marchés publics	110
CHAPITRE 2 - AUTRES DOCUMENTS	127
Liste des acronymes.....	128
Liste des raisons sociales	136
Liste des pièces déposées	151

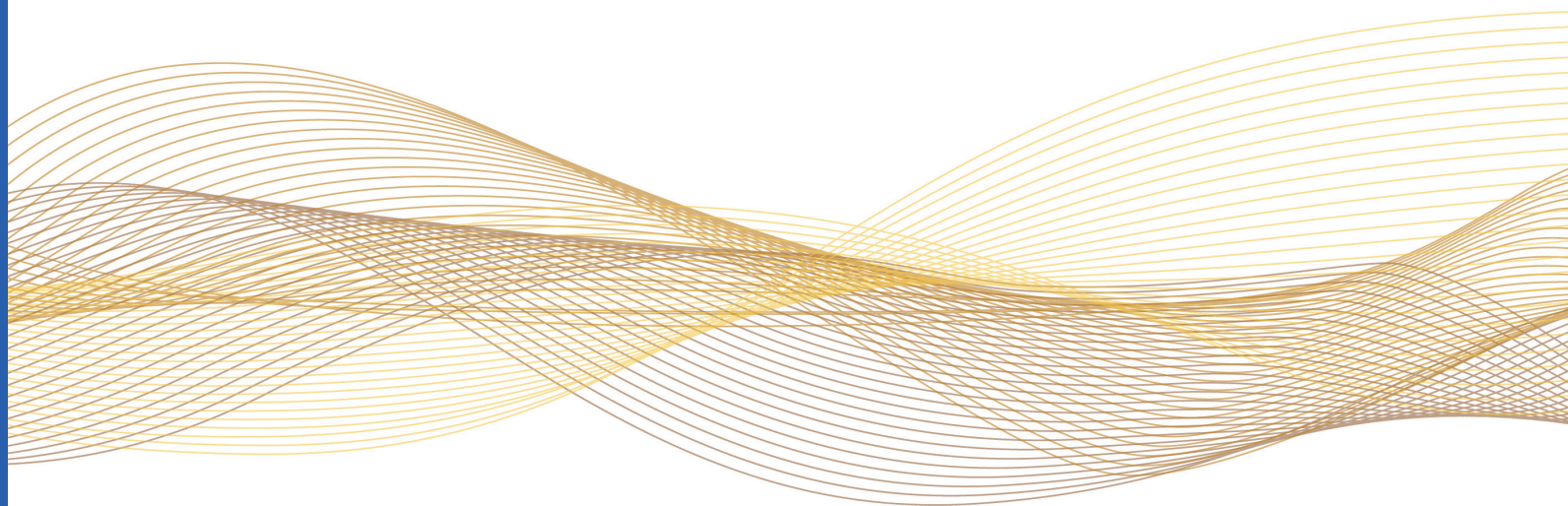
Partie 7

Annexes et autres documents



Chapitre 1

Annexes



ANNEXE 1 - RÈGLES DE PROCÉDURE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

I. Mandat de la Commission

1. Par décret du 9 novembre 2011, portant le numéro 1119-2011, le gouvernement du Québec a constitué la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction avec mandat :
 - (a) d'examiner l'existence de stratagèmes et, le cas échéant, de dresser un portrait de ceux-ci qui impliqueraient de possibles activités de collusion et de corruption dans l'octroi et la gestion de contrats publics dans l'industrie de la construction incluant, notamment, les organismes et les entreprises du gouvernement et les municipalités, incluant des liens possibles avec le financement des partis politiques;
 - (b) de dresser un portrait de possibles activités d'infiltration de l'industrie de la construction par le crime organisé;
 - (c) d'examiner des pistes de solution et de faire des recommandations en vue d'établir des mesures permettant d'identifier, d'enrayer et de prévenir la collusion et la corruption dans l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction ainsi que l'infiltration de celle-ci par le crime organisé.
2. Les commissaires nommés en vertu du décret numéro 1119-2011 sont l'honorable France Charbonneau, juge de la Cour supérieure du Québec, présidente, maître Roderick A. Macdonald et monsieur Renaud Lachance, FCA.

II. Adoption, modification et application des règles

3. Les commissaires adoptent les présentes Règles de procédure, après les avoir soumises à la consultation.
4. Les commissaires peuvent, au cours du mandat de la Commission, modifier ces Règles au besoin pour améliorer le déroulement de l'enquête ou pour toute autre raison. Les modifications entreront en vigueur au moment de leur publication sur le site Internet de la Commission.
5. Tous les témoins, participants et intervenants, et leurs avocats seront réputés avoir pris l'engagement d'observer les Règles. Ils pourront signaler tout manquement à celles-ci aux commissaires.

6. Les commissaires ont discrétion pour prescrire toute mesure propre à assurer le bon déroulement de l'enquête et à sauvegarder les droits des parties, y compris le temps alloué pour toute intervention, quelle qu'elle soit.
7. Les commissaires traitent tout manquement aux Règles comme ils le jugent nécessaire. Ils peuvent, entre autres, révoquer la qualité pour agir d'une partie ou restreindre, à un moment ou à un autre, le droit d'une partie, d'un avocat, d'un représentant des médias ou d'un membre du public de participer ou d'assister aux audiences, y compris de les en exclure.
8. En ce qui concerne les cas qui n'ont pas été prévus dans ces Règles, les commissaires rendent leurs décisions en conformité avec le droit applicable, tout en s'assurant de l'efficacité du processus d'enquête, dans le respect des droits des parties et des personnes impliquées, ainsi que dans un esprit d'équité procédurale.
9. Les commissaires ont le devoir d'assurer la saine gestion de l'enquête et de veiller à son bon déroulement. Ils peuvent, de leur propre initiative, prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif. Ils voient à régler le cours de l'enquête de toute manière qui leur paraît désirable et qui n'est pas incompatible avec les Règles et les lois applicables, sous réserve de l'article 10.
10. Les commissaires ont discrétion pour dispenser quiconque de l'application des Règles aux conditions qu'ils déterminent. Ils ont discrétion pour modifier tout délai prescrit par les Règles sur demande motivée.

III. Interprétation et définitions

11. Dans les Règles, le masculin et le singulier peuvent également désigner le féminin et le pluriel, et vice-versa.
12. À moins d'indication contraire, les termes suivants signifient :
 - (a) Adresse du site Internet de la Commission : www.ceic.gouv.qc.ca. Adresse courriel : greffe@ceic.gouv.qc.ca;
 - (b) Avocat de la Commission : avocat nommé par les commissaires pour aider la Commission à mener son mandat à terme;
 - (c) Commission : Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction;
 - (d) Construction : activité régie par la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B1.1) et comprenant l'érection, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, y compris la préparation du site, les travaux de déboisement d'excavation, de forage et de dynamitage, la fourniture de produits et de matériaux, la fourniture

d'équipement et de machinerie si ceux-ci sont prévus par contrat, ainsi que l'installation et la réparation des équipements fixes d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil;

- (e) Contrat public : contrat conclu avec un organisme ou une personne du secteur public au sens de l'article 3 de la Loi concernant la lutte contre la corruption (L.R.Q., c. L6.1);
- (f) Crime organisé : désigne un groupe composé de trois personnes ou plus, existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions pour en tirer un avantage direct ou indirect;
- (g) Document : est considéré comme un document tout support sur lequel sont conservés des éléments d'information ou des données et, notamment, tout support papier ou électronique, bande ou disque sonore ou vidéo, analogique ou numérique, photographie, carte, graphique ou microfiche;
- (h) Enquêteur de la Commission : enquêteur nommé par les commissaires pour aider la Commission à mener son mandat à terme;
- (i) Greffe de la Commission : greffe@ceic.gouv.qc.ca;
- (j) Industrie de la construction : se rapporte, de façon non limitative, à l'ensemble des entreprises, des professionnels et autres personnes qui réalisent des travaux et fournissent des matériaux et des services relativement à de la construction;
- (k) Intervenant : personne à qui les commissaires ont accordé ce statut devant la Commission;
- (l) Numéro de télécopieur de la Commission : 514 873-0497.
- (m) Octroi et gestion de contrats : comprend la planification, l'attribution et l'exécution de contrats de construction ainsi que la surveillance, l'approbation, la réception et le paiement des travaux et la gestion des réclamations en découlant;
- (n) Participant : personne à qui les commissaires ont accordé ce statut devant la Commission;
- (o) Parties : participants et intervenants au sens des Règles;
- (p) Personne : désigne un individu, une société, une fiducie, une association, y compris une association de salariés au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), une personne morale de droit public ou de droit privé, un organisme public au sens de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., c. V-5.01) ou de la Loi concernant la lutte contre la corruption (L.R.Q., c. L-6.1) et une entité

autorisée au sens de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3) et un parti municipal au sens de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2);

- (q) Procureur de la Commission : avocat de la Commission désigné par les commissaires pour exercer les pouvoirs spécifiquement prévus par les Règles;
- (r) Règles : les présentes Règles de procédure.

IV. Qualité pour agir

13. Participant :

- (a) Les commissaires accordent le statut de participant à une personne qui a un intérêt important et direct concernant l'un des sujets de l'enquête et qui est susceptible d'être affectée par le rapport de la Commission;
- (b) Les commissaires fixent les conditions de participation de cette personne, la nature et la portée de sa participation de même que les parties de l'enquête auxquelles elle pourra participer;
- (c) Les commissaires peuvent en tout temps, après avoir donné au participant l'occasion de se faire entendre, modifier son statut ou les conditions de sa participation ou lui retirer son statut de participant;
- (d) Les commissaires peuvent ordonner que plusieurs participants ayant des intérêts similaires soient représentés conjointement et partagent un seul octroi de qualité.

14. Intervenant :

- (a) Les commissaires accordent le statut d'intervenant à toute personne qui a un intérêt réel concernant les sujets de l'enquête ou qui jouit d'une expertise particulière qui pourrait contribuer à l'exécution de leur mandat;
- (b) Les commissaires fixent les conditions de participation de cette personne, la nature et la portée de sa participation de même que les parties de l'enquête auxquelles elle pourra participer;
- (c) Les commissaires peuvent en tout temps, après avoir donné à l'intervenant l'occasion de se faire entendre, modifier son statut ou les conditions de sa participation ou lui retirer son statut d'intervenant;
- (d) Les commissaires peuvent ordonner que plusieurs intervenants ayant des intérêts similaires soient représentés conjointement et partagent un seul octroi de qualité.

15. Avant d'octroyer la qualité pour agir, les commissaires tiennent compte de l'ensemble des demandes soumises à la Commission et s'assurent que le temps et les coûts envisagés demeurent proportionnels à la nature et à la finalité du mandat.
16. Demande de qualité pour agir : toute personne désirant obtenir le statut de participant ou d'intervenant présente une demande écrite à la Commission avant la date déterminée par les commissaires ou, par la suite, à tout moment jugé acceptable par les commissaires, en indiquant :
 - (a) Son nom, son adresse, ses numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que son adresse courriel;
 - (b) La nature de son intérêt pour les travaux de la Commission;
 - (c) Le statut recherché ainsi que les motifs justifiant cette demande;
 - (d) La contribution qu'elle est susceptible d'apporter aux travaux de la Commission;
 - (e) L'identité de l'avocat la représentant et les coordonnées de celui-ci, tel que cela est indiqué au sous-paragraphe a).
17. La demande est accompagnée d'un affidavit signé par le requérant qui indique, en outre, qu'il a pris connaissance des Règles de la Commission et qu'il s'engage à les respecter.
18. Les personnes désirant obtenir qualité pour agir auront le droit de faire des représentations orales d'un maximum de 15 minutes devant les commissaires à la date fixée à cet effet par la Commission ou à tout autre moment fixé subséquemment par elle.
19. Sous réserve des conditions établies par les commissaires lors de l'octroi du statut de participant, la participation d'une personne ayant obtenu la qualité de participant comprendra :
 - (a) L'accès aux documents que les procureurs de la Commission ou d'un participant entendent mettre en preuve devant la Commission, sous réserve de toute ordonnance rendue aux termes des Règles;
 - (b) La réception des résumés de témoignage anticipé (will-say) des témoins devant être entendus par la Commission, aux conditions énoncées dans les Règles ou les ordonnances rendues en vertu de celles-ci;
 - (c) Une place à la table des avocats durant les parties de l'enquête pour lesquelles la personne a obtenu le statut de participant;

- (d) La possibilité de proposer aux procureurs de la Commission de convoquer certains témoins ou de déposer certains documents, y compris par ordonnance à cet effet;
 - (e) Le droit de contre-interroger les témoins dans les limites de l'intérêt de ce participant et sur les questions touchant les motifs reliés à l'obtention de son statut de participant;
 - (f) Le droit de faire des représentations finales dans les limites des conditions fixées par les commissaires en vertu de la Règle 13 b).
20. Sous réserve des conditions établies par les commissaires lors de l'octroi du statut d'intervenant, la participation d'une personne ayant obtenu la qualité d'intervenant comprendra :
- (a) L'accès aux documents que les procureurs de la Commission ou d'un participant entendent mettre en preuve devant la Commission, sous réserve de toute ordonnance rendue aux termes des Règles;
 - (b) La réception, dans la mesure de leur intérêt, des résumés de témoignage anticipé des témoins devant être entendus par la Commission, aux conditions énoncées dans les Règles ou les ordonnances rendues en vertu de celles-ci;
 - (c) Une place à la table des avocats durant les parties de l'enquête pour lesquelles la personne a obtenu le statut d'intervenant;
 - (d) La possibilité de proposer aux procureurs de la Commission d'interroger un témoin sur certains points précis ou, avec la permission des commissaires, d'interroger ce témoin sur des points précis;
 - (e) Le droit de faire des représentations finales dans les limites des conditions fixées par les commissaires en vertu de la Règle 14 b)
21. Les procureurs de la Commission ont, en tout temps, qualité pour agir devant la Commission de même que pour agir au nom de la Commission devant les tribunaux judiciaires.
22. Dès leur entrée en fonction, les avocats, les enquêteurs et les autres membres du personnel de la Commission prêtent le serment de confidentialité requis par les commissaires.

IV.I. Pouvoirs de demande de renseignement et de saisie

- 22.1 Seuls les procureurs de la Commission peuvent être autorisés par un commissaire à exercer les pouvoirs d'un avocat prévus aux articles 2 et 4 de la Loi attribuant certains pouvoirs de saisie et d'inspection à la Commission d'enquête sur l'octroi

et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (L.Q. 2012, c. 17).

V. Droit à l'avocat et représentation devant la commission

23. Tout participant et tout intervenant ont le droit d'être représentés par un avocat devant la Commission.
24. Toute personne convoquée comme témoin par la Commission a le droit d'être assistée par un avocat. Celui-ci ne pourra pas poser de questions au témoin. Il ne pourra formuler des objections que relativement aux droits fondamentaux du témoin.
25. Toute personne autre qu'un individu a l'obligation d'être représentée par un avocat devant la Commission.
26. Les frais d'avocat sont assumés par les participants, les intervenants et les témoins qui sont représentés ou assistés.

VI. Demandes et requêtes

27. Tout acte de procédure est signifié à la Commission au greffe de celle-ci, uniquement par courriel ou télécopieur, ainsi qu'à l'avocat de toute partie intéressée et à toute partie intéressée non représentée, par huissier, télécopieur ou courriel; les assignations à comparaître sont signifiées à la personne par huissier ou par un agent de la paix.
28. Sauf si elle fait l'objet d'une dispense par les commissaires, toute demande est présentée par écrit à la Commission. Elle doit être appuyée d'un affidavit attestant des faits qui n'apparaissent pas au dossier de la Commission, accompagnée d'un avis de présentation et déposée au greffe de la Commission au moins cinq (5) jours francs avant la date prévue pour sa présentation. Ces conditions ne s'appliquent pas aux demandes relatives au huis clos, à la non-divulgence, la non-publication et la non-communication ou autre ordonnance de confidentialité qui peuvent être faites verbalement en tout temps.

VII. Entrevues préalables avec les témoins

29. Les avocats ou les enquêteurs de la Commission pourront interroger, préalablement aux audiences, les personnes qui possèdent des renseignements ou des documents ayant un rapport avec le sujet de l'enquête.
30. Si les procureurs de la Commission décident qu'une personne sera convoquée comme témoin à la suite d'une entrevue, ils rédigent un résumé de témoignage

anticipé et lui en remettent un exemplaire pour examen avant qu'elle comparaisse devant la Commission.

31. Ce résumé de témoignage anticipé ne peut être utilisé dans le but d'interroger ou de contre-interroger un témoin, ni être versé au dossier de l'audience. Un tel résumé sera en outre toujours assujéti aux dispositions de confidentialité prévues dans les Règles.

VIII.I. Mesures de sécurité

32. Les résumés de témoignage anticipé seront remis aux avocats des participants et des intervenants sur engagement de les garder confidentiels, de prendre les moyens pour assurer cette confidentialité, de détruire tous les exemplaires des résumés à la fin des audiences de la Commission et de ne s'en servir dans aucune autre instance, quelle qu'elle soit, conformément à l'engagement apparaissant à l'annexe A des Règles.
 - 32.1 Nul ne peut pénétrer dans les locaux de la Commission en possession d'un objet pouvant servir à porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne, à la menacer ou à l'intimider, à moins d'être autorisé par la loi à porter une arme.
 - 32.2 Nul ne peut accéder aux locaux de la Commission sans se soumettre aux contrôles de sécurité mis en place par la Commission.
 - 32.3 Quiconque refuse de se soumettre aux contrôles de sécurité mis en place par la Commission ne peut être admis dans les locaux de la Commission et, le cas échéant, doit immédiatement les quitter. S'il refuse de quitter les lieux, il peut faire l'objet d'une expulsion.
 - 32.4 Les contrôles de sécurité peuvent être effectués, selon ce qui est indiqué dans les circonstances, notamment au moyen de l'une ou de plusieurs des méthodes suivantes :
 - 1° en exigeant que les personnes franchissent un portique détecteur de métal;
 - 2° en soumettant les porte-documents, sacs à main et effets personnels des personnes à un examen radioscopique ou à un examen visuel;
 - 3° en soumettant les personnes à une fouille personnelle, au moyen d'un détecteur de métal manuel ou par palpation corporelle; une fois à l'intérieur d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, les personnes qui y circulent peuvent de nouveau être soumises à des contrôles si l'agent de la paix a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il y a danger pour la sécurité des usagers ou du public ou qu'une personne a en sa possession un objet prohibé par l'article 32.1.

- 32.5 Il est procédé aux contrôles de sécurité par des agents de la paix, lesquels peuvent être assistés par des agents de gardiennage, selon ce que détermine le ministre de la Sécurité publique.
- 32.6 Malgré les dispositions de l'article 32.2, les personnes suivantes peuvent, après s'être identifiées et avoir prouvé leur qualité auprès des personnes chargées de l'application des contrôles de sécurité, pénétrer dans l'immeuble ou la partie d'immeuble sans être assujetties à ces contrôles :
- 1° les membres inscrits au tableau de l'un des ordres professionnels suivants ainsi que leurs stagiaires : le Barreau du Québec, la Chambre des notaires du Québec et la Chambre des huissiers de justice du Québec ;
 - 2° les agents de la paix ;
 - 3° toute autre personne munie d'une autorisation spéciale, délivrée par la Commission.
- 32.7 Les personnes visées à l'article 32.6 ne sont pas exemptées des contrôles pouvant être appliqués aux personnes qui circulent à l'intérieur des locaux de la Commission si l'agent de la paix a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il y a danger pour la sécurité des usagers ou du public ou qu'une personne a en sa possession un objet prohibé par l'article 32.1.
- 32.8 Un avis doit être affiché bien en vue dans l'immeuble où sont situés les locaux de la Commission en vue d'informer les usagers et le public des prohibitions et des contrôles de sécurité qui peuvent y être appliqués. L'avis informe quiconque ne souhaite pas se soumettre aux contrôles qu'il ne pourra pas être admis dans les locaux de la Commission et, le cas échéant, qu'il devra les quitter. L'avis indique également que le refus de se soumettre aux contrôles de sécurité ou le fait de quitter les lieux ne libère pas une personne de toute autre obligation de s'y trouver, notamment dans le cadre d'une instance.

VIII. Audiences

33. La Commission fixe la date, l'heure et le lieu de ses audiences. À moins d'avis contraire, celles-ci débutent à 9 h 30 pour se terminer à 16 h 30. La Commission siègera trois (3) semaines sur quatre (4) et quatre (4) jours par semaine.
34. Les personnes présentes se lèvent quand les commissaires entrent dans la salle d'audience et restent debout jusqu'à ce que ceux-ci aient pris leur siège. Quand l'audience est suspendue ou terminée, elles se lèvent de nouveau et demeurent debout jusqu'à la sortie des commissaires.

35. Nul n'est autorisé à s'adresser aux commissaires s'il ne se lève d'abord, à moins d'en être dispensé par ceux-ci. Les témoignages se font assis.
36. Ceux qui assistent aux audiences doivent se comporter avec respect, garder le silence et s'abstenir de manifester leur approbation ou leur désapprobation. Les téléphones cellulaires, y compris les appareils mobiles de type BlackBerry, doivent être fermés en tout temps.
- 36.1 Les avocats d'une partie sont tenus d'informer la personne désignée à cet effet par les commissaires qu'ils quittent la salle d'audience pour le reste de la séance.

IX. Huis clos et ordonnances d'interdiction de divulgation, de publication ou de communication

37. Les audiences de la Commission sont publiques. Les commissaires peuvent cependant, lorsque les circonstances l'exigent, imposer le huis clos ou émettre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication ou la communication de tout témoignage, document ou élément de preuve pour assurer notamment :
 - (a) La protection des parties, des témoins ou du public;
 - (b) Le maintien de l'ordre et l'administration efficace de l'enquête;
 - (c) Le respect des privilèges reconnus en droit et du secret professionnel;
 - (d) La protection des enquêtes policières en cours;
 - (e) La protection de la vie privée;
 - (f) La protection contre la diffamation;
 - (g) Un procès juste et équitable aux personnes qui ont des litiges existants ou à venir;
 - (h) La protection de renseignements confidentiels, y compris les secrets commerciaux;
 - (i) Le respect de tout autre droit, lorsque jugé nécessaire par les commissaires.
38. Lorsqu'une partie demande aux commissaires d'émettre une ordonnance afin qu'une partie des audiences se tienne à huis clos ou interdisant la divulgation, la publication ou la communication de tout témoignage, document ou élément de preuve, la demande doit être formulée dès que possible, verbalement ou par écrit. La preuve et les arguments à l'appui de telles demandes pourront être présentés à huis clos ou en public ou en combinant les deux formules, à la discrétion des commissaires et conformément aux Règles qui s'appliqueront aussi aux audiences à huis clos, sous réserve des modifications pertinentes.

39. À moins de décision contraire des commissaires, toute audience à huis clos est assujettie à une ordonnance de non-publication, de non-divulcation et de non-communication.
40. S'il existe des motifs sérieux, un témoin peut demander aux commissaires d'adopter des mesures pour protéger son identité. Le témoin peut, entre autres, demander d'être entendu à huis clos et demander l'application de toute mesure visant à protéger la confidentialité de son témoignage. Si la demande est approuvée, le témoin bénéficie d'un traitement « confidentiel » qui, aux fins de l'enquête, inclut le droit à l'utilisation d'initiales non identificatoires à la place de son nom. Aucune reproduction de l'image du témoin, où qu'il soit ou de sa voix, n'est alors permise par quelque moyen que ce soit, à quelque moment que ce soit.

X. Preuve

41. Les commissaires peuvent recevoir toute preuve qu'ils jugent pertinente au mandat de la Commission, que celle-ci soit admissible devant une cour de justice ou non, en prenant soin d'apprécier sa valeur probante eu égard aux conséquences de son admission et en respectant les droits fondamentaux de son auteur ou des personnes qui peuvent en être affectées.
42. À moins que les commissaires n'en décident autrement, la preuve est présentée par les procureurs de la Commission.
43. Les procureurs de la Commission ou les commissaires ont toute latitude pour refuser de convoquer un témoin ou permettre la présentation d'une preuve.
44. En cas de refus des procureurs de la Commission de convoquer un témoin ou de présenter une preuve, un participant peut demander aux commissaires l'émission d'une ordonnance exigeant la convocation de ce témoin ou la présentation de cette preuve. La demande précise le nom et l'adresse du témoin, contient un résumé de son témoignage et en décrit la pertinence ou énonce les raisons pour lesquelles le participant se trouve dans l'impossibilité de fournir un tel résumé. Une copie de toute preuve documentaire ou matérielle que le participant entend verser au dossier lors de ce témoignage est annexée à cette demande. Si les commissaires jugent la demande bien fondée, les procureurs de la Commission convoquent le témoin ou présentent la preuve.
45. Toute personne peut demander à la Commission l'autorisation de témoigner selon les mêmes conditions.
46. Les participants et les intervenants fournissent aux avocats de la Commission, dans les meilleurs délais, le nom et l'adresse de tous les témoins qui possèdent des renseignements pertinents ainsi qu'une copie des documents pertinents.

47. Toute question de privilège doit, dès que possible, être dénoncée à la Commission par écrit pour qu'il en soit disposé dans le respect des règles applicables. L'objection peut également être faite verbalement à l'audience.
48. Lors des audiences, la Commission fait prendre les dépositions des témoins par sténographie, sténotypie ou enregistrement mécanique ou numérique et requiert le nombre de transcriptions requises pour son usage. Ces transcriptions doivent être disponibles pour les participants, les intervenants, les médias et les membres du public dans le respect des ordonnances de non-publication et de non-divulgaration et sont aux frais de ceux qui les requièrent.
49. Dans les transcriptions, les initiales non identificatoires remplacent le nom des témoins auxquels les commissaires ont accordé un traitement confidentiel. Il en va de même dans les rapports de la Commission qui utilisent la preuve fournie par ces témoins.

XI. Interrogatoires

50. Les témoins sont entendus à l'audience. Les commissaires peuvent autoriser le témoignage de panels de témoins. Ils peuvent également autoriser le témoignage par visioconférence.
51. Tout témoin doit faire le serment de dire la vérité. Le greffier de la Commission doit voir à ce que la formule du serment, laquelle consiste à faire l'affirmation solennelle de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité, soit lue au témoin de manière qu'il la comprenne bien.
52. Les procureurs de la Commission interrogent d'abord le témoin. Ils peuvent le faire au moyen de questions suggestives.
53. Les participants peuvent ensuite contre-interroger le témoin, aux conditions et dans l'ordre établis par les commissaires au moment de l'octroi de la qualité pour agir ou par la suite, mais uniquement dans les limites de leur intérêt. Les commissaires peuvent circonscrire les sujets du contre-interrogatoire et imposer une limite de temps.
54. À la suite du témoignage d'un participant, l'avocat qui le représente peut l'interroger aux conditions prescrites par les commissaires.
55. Les commissaires peuvent, même d'office, limiter ou mettre fin à un contre-interrogatoire s'ils sont d'avis qu'il n'est pas pertinent, qu'il est répétitif par rapport à un contre-interrogatoire précédent ou qu'il est abusif ou vexatoire.
56. Un document qui n'a pas été préalablement communiqué aux avocats de la Commission ne peut être utilisé en contre-interrogatoire avant d'avoir été porté à

l'attention des avocats de la Commission au moins trois (3) jours ouvrables avant la date prévue pour l'interrogatoire principal.

57. Avant qu'un tel document ou élément de preuve puisse être utilisé dans un contre-interrogatoire, l'avocat ayant l'intention de l'utiliser devra le mettre à la disposition de toutes les parties au plus tard la veille du jour où le témoin intéressé devra témoigner. Les commissaires pourront alors décider si le document ou l'élément de preuve doit être versé au dossier de la Commission.
58. Le témoin peut être réinterrogé par les procureurs de la Commission.
59. Les commissaires peuvent poser au témoin toutes les questions qu'ils jugent utiles.
60. Après qu'un témoin ait prêté serment de dire la vérité au début de sa déposition, aucun avocat autre que celui de la Commission, sauf si les commissaires l'y autorisent, ne pourra lui parler du témoignage qu'il a donné avant que celui-ci n'ait achevé sa déposition. Sauf s'ils ont obtenu la permission des commissaires, les avocats ne peuvent parler à un témoin de sa déposition avant la fin de son contre-interrogatoire.
61. Si nécessaire, un témoin peut être interrogé plus d'une fois.
62. Les procureurs de la Commission peuvent requérir, de la part de témoins consentants, des affidavits qu'ils peuvent déposer en preuve, sous réserve de respecter le droit des participants intéressés à demander un contre-interrogatoire.
63. Dans le cas d'une audience à huis clos, les commissaires décideront quels avocats pourront être présents, quelle est la portée du contre-interrogatoire qu'ils pourront faire du témoin et dans quelle mesure il leur sera permis de discuter de la preuve ainsi recueillie avec la personne qu'ils représentent ou assistent. Tout avocat ainsi autorisé à assister aux séances à huis clos devra prêter serment de respecter toutes les conditions de sa participation.

XI.I. Engagements

64. Les commissaires pourront ordonner que les avocats des parties ne soient pas présents lors d'une audience à huis clos.
- 64.1 Un témoin doit, à la demande des commissaires, prendre l'engagement de communiquer au procureur de la Commission un document ou renseignement demandé par un commissaire, le procureur de la Commission ou l'avocat d'un participant, dès le lendemain ou dans le délai fixé par les commissaires.
- 64.2 Les engagements sont notés dans un ordre séquentiel par le greffier de la Commission et identifiés sous la cote E.

- 64.3 Les documents ou renseignements sont communiqués au procureur de la Commission qui les traite conformément aux dispositions des articles 42 et suivants des Règles.

XII. Expertises

65. Un participant qui souhaite faire entendre un expert doit préalablement présenter une demande écrite aux procureurs de la Commission. La demande doit préciser le sujet sur lequel il veut faire entendre l'expert et fournir un résumé du rapport proposé.
66. Si les procureurs de la Commission ou, à défaut, les commissaires y consentent, le participant remet à ces derniers ainsi qu'aux participants et aux intervenants une copie du rapport écrit sur lequel le témoignage portera, au moins dix (10) jours avant la date convenue pour le témoignage de l'expert. À cette occasion, une copie du curriculum vitae de l'expert de même qu'une liste des autorités sur lesquelles il entend s'appuyer sont également remises aux avocats de la Commission ainsi qu'aux participants et aux intervenants.
67. Les expertises présentées par la Commission sont soumises aux mêmes règles de dépôt que les rapports.
68. Il est possible de faire entendre un comité d'experts aux conditions énoncées dans les paragraphes qui précèdent.

XIII. Gestion documentaire

69. Préalablement à la déposition d'un témoin, les avocats de la Commission s'efforceront de fournir aux participants et aux intervenants les documents qu'ils entendent mettre en preuve, sous réserve d'un engagement que tous les documents ou renseignements ne serviront qu'aux fins de l'enquête.
70. Tous les exemplaires des documents fournis seront rendus à la Commission s'ils ne sont pas déposés en preuve.
71. Les avocats n'ont le droit de fournir ces documents ou ces renseignements à leurs clients et à leurs experts respectifs que conformément aux engagements de confidentialité qui peuvent être exigés et dans la mesure où ces clients et ces experts signent des engagements à cet effet. Les engagements pris ne s'appliqueront plus à un document ou à un renseignement qui est déposé au dossier public de la Commission. La Commission pourra toutefois présenter un de ces documents ou de ces renseignements à un témoin avant qu'il ne témoigne, aux fins de l'enquête en cours.

72. Les participants fourniront sur support numérique aux procureurs de la Commission tous les documents qu'ils entendent déposer à titre de pièces ou auxquels ils entendent se référer pendant les audiences, au moins trois (3) jours ouvrables avant le moment où ils entendent s'y référer ou avant le moment où ils entendent déposer ledit document.
73. Certains documents pourront, en tout ou en partie, être confidentiels, faire l'objet d'une ordonnance de non-divulgence, de non-publication ou de non-communication ou n'être disponibles que pour les avocats de tous les participants et de tous les intervenants ou de certains d'entre eux (Lawyers' eyes only). Dans un tel cas, l'accord écrit de la partie devra avoir été obtenu préalablement à la remise du document à l'avocat.
74. La transcription des témoignages et les pièces « P » sont disponibles sur le site internet de la Commission.
75. Une copie de la transcription officielle des témoignages est disponible en s'adressant au greffe de la Commission et en payant les frais qui y sont reliés.
76. Les participants fourniront aux avocats de la Commission tous les documents qu'ils entendent déposer à titre de pièces ou auxquels ils entendent se référer pendant les audiences, au moins trois (3) jours ouvrables avant celui où ils déposeront un document ou s'y référeront.
77. Toute la preuve documentaire déposée devant la Commission ainsi que la transcription des témoignages sont identifiées par la cote « P » pour les audiences publiques, dans l'ordre numérique et, le cas échéant, par la cote « C » pour les audiences à huis clos ou les audiences où les documents pour lesquels une ordonnance de non-divulgence, de non-publication, de non-communication ou une autre ordonnance de confidentialité a été émise.
78. Une copie de la transcription « P » des témoignages et des pièces « P » est mise à la disposition des avocats des parties aux fins de consultation. Ces documents sont disponibles dans un bureau situé en dehors de la salle d'audience.
79. Une autre copie de la transcription « P » des témoignages et des pièces « P » est disponible dans la salle de presse à l'intention des médias. Toute autre personne peut en obtenir copie en s'adressant au greffe de la Commission et en payant les frais qui y sont reliés.
80. Dès que possible, une copie des transcriptions « P » et des pièces « P » sera disponible sur le site Internet de la Commission.
81. Seuls les commissaires, aux conditions qu'ils déterminent, peuvent autoriser et donner accès aux transcriptions de témoignages et aux pièces « C ».

XIV. Avis de conclusion défavorable

82. Si la Commission envisage de faire un rapport défavorable à l'égard d'une personne ou de lui imputer une conclusion de mauvaise conduite, celle-ci doit être informée par un préavis suffisant de la nature des reproches que les commissaires pourraient lui adresser.
83. Ce préavis est confidentiel et n'est communiqué qu'à la personne intéressée et à son avocat par les procureurs de la Commission.
84. Le préavis indique à la personne qui peut faire l'objet d'un rapport défavorable ou d'une conclusion de mauvaise conduite qu'elle a la possibilité de se faire entendre en personne ou par un avocat.
85. La personne qui reçoit un tel avis peut requérir le statut de participant, le cas échéant.
86. Toute audience sur la forme ou la suffisance de l'avis se tient à huis clos.

XV. Couverture médiatique

87. La Commission a pris toutes les dispositions nécessaires pour que les audiences publiques soient diffusées en direct sur le site Internet de la Commission et qu'elles soient également disponibles en direct pour tous les diffuseurs. Les audiences seront également disponibles en différé sur le site Internet.
88. Des caméras et des microphones sont placés à des endroits prédéterminés dans la salle d'audience. Seules les caméras fixes dotées d'un système d'éclairage installé par la Commission sont autorisées dans la salle d'audience.
89. Aucun point de presse ni aucune entrevue ne sont autorisés dans la salle d'audience ou ailleurs que dans un lieu extérieur à la salle d'audience, désigné par la Commission. À moins d'autorisation spéciale de la part d'un commissaire.
90. Les commissaires pourront autoriser un photographe, aux moments et aux conditions qu'ils auront fixés, à prendre des photographies dans la salle avant le début des audiences. Il devra cependant les mettre à la disposition des autres médias.
91. Aucune autre forme ou méthode d'enregistrement, de rediffusion ou de photographie que celles prévues par ces Règles n'est permise.
92. Les représentants des médias sont tenus de respecter les directives de la Commission.
93. En cas d'ordonnance de non-publication, les médias présents doivent prendre toutes les mesures pour que l'ordonnance soit respectée pendant toute sa durée.

94. S'ils ne sont pas défendus, les reportages concernant la déposition d'un témoin qui bénéficie d'un traitement confidentiel ne doivent contenir aucun renseignement susceptible de révéler son identité.

XVI. Recherche et élaboration de politiques

95. La Commission peut, en sus des audiences publiques, à sa seule discrétion et à tout moment, avoir recours à divers moyens de recherche et d'élaboration de politiques relativement aux questions liées à son mandat.
96. Elle peut solliciter la présentation de mémoires à ce sujet. Les mémoires reçus seront publiés sur le site Internet de la Commission.
97. Elle peut convoquer des rencontres au cours desquelles des mémoires seront présentés, des experts entendus ou des débats organisés sur des sujets préalablement choisis. Ces audiences se dérouleront en public à moins que le huis clos ne soit nécessaire pour des motifs d'ordre public.
98. Le public pourra faire valoir ses observations sur ces mémoires et ces débats publics en les faisant parvenir à la Commission, par courriel ou par la poste, dans les délais fixés par les commissaires.

XVII. Rapports

99. Avant de rédiger un rapport, les commissaires doivent donner aux parties susceptibles d'y être visées défavorablement l'occasion d'être entendues.
100. À cet effet, les procureurs de la Commission transmettent les avis de conclusion défavorable prévus à la section XIV des Règles et rédigent une liste de questions devant être examinées dans le rapport à l'intention des participants et des intervenants, leur permettant ainsi de faire valoir leur position.

XVIII. Formulaires

101. Les formulaires reproduits aux annexes A à J, variés pour convenir aux cas d'espèce, sont censés être bons, valables et suffisants dans les circonstances auxquelles ils pourvoient respectivement.

ANNEXE 2 - LISTE DES PERSONNES AYANT PRIS PART AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION

- France Charbonneau, présidente et commissaire
- Renaud Lachance, commissaire
- Feu Roderick Macdonald, commissaire

Ces personnes ont travaillé à un moment ou à un autre à la Commission, pour des périodes variables.

Nom et prénom	Fonction
AREL, Jean-Marc	Enquêteur
BARBARENO, Xiomara	Réceptionniste
BEAUCHEMIN, René	Directeur adjoint aux enquêtes
BEAUDOIN, Donald	Enquêteur
BEAUDOIN, Robert	Analyste-enquêteur
BEAULIEU, Yves	Enquêteur
BÉDARD, Gilles	Analyste-enquêteur
BERNIER, Barbara-İshah	Agente de recherche
BERTHIAUME, Vicky	Avocate
BÉRUBÉ, Camille	Avocate
BESSETTE, Sylvain	Enquêteur
BETTEZ, Pierre	Enquêteur
BLACKBURN, Hugo	Enquêteur
BLAIS, Dominik	Agent de recherche
BLANCHETTE, Isabelle	Bibliotechnicienne
BOISCLAIR, François	Analyste
BOISVERT, Josée	Adjointe administrative
BOLDUC, Christian	Archiviste-conseil
BOUCHARD, Johany	Agente de recherche
BOUCHER, Guylaine	Rédactrice

Nom et prénom	Fonction
BOULIANNE, Marie-Christine	Agente de recherche
BOURDON, Richard	Directeur des communications
BRAKER, Maria	Avocate
BRODEUR, André	Huissier
BRODEUR, Pierre-Olivier	Agent de recherche
BRUNETTE, Jean-Claude	Huissier
CANTIN, Simon	Enquêteur
CARTIER, Geneviève	Procureure, directrice de la recherche et responsable de la rédaction du rapport final
CAUMARTIN, Pierre	Agent de liaison
CHAEER, Wafâa	Agente de recherche
CHAMBERLAND, Sylvie	Adjointe administrative
CHAMPAGNE, Cédric	Archiviste
CHARTRAND, Claude	Procureur en chef adjoint ¹
CHÉNARD, Gabriel	Agent de recherche
CHOQUETTE, Alexandre	Étudiant
CHOUINARD, Linda	Adjointe administrative
CHUMMUN, Anjanadevi	Adjointe administrative
CLOUTIER, Jean-Claude	Analyste-enquêteur
CLOUTIER, Stephen	Enquêteur
COMEAU, André	Enquêteur
COMEAU, Martin	Directeur adjoint de la recherche
COMEAU, Michel	Enquêteur
CÔTÉ, Amélie	Agente de recherche
CÔTÉ, Patrick	Enquêteur
COUTU, Pierre	Préposé à l'accueil

¹ Jusqu'au 25 novembre 2012.

Nom et prénom	Fonction
CRÉPEAU, Paul	Procureur
DAIGLE, Camille	Analyste-enquêteur
DANNEAU, Annie G.	Agente de recherche
DESAULNIERS, Éric	Analyste-enquêteur
DESROSIERS, Guy	Analyste-enquêteur
DESROSIERS, Roxanne	Greffière
DIONNE, Francis	Agent de recherche
DRAPEAU, Jean-Claude	Analyste-enquêteur
DROLET, Hélène	Attachée d'administration
DROUIN-LÊ, David	Agent de recherche
DUFOUR, Pascal	Agent de recherche
DUHAMEL, Solange	Greffière
DUROCHER-DUMAIS, Laurent	Technicien en administration
ELASSAL, Édith-Farah	Avocate
FAUBERT, Camille	Technicienne en administration
FERLAND, Élisabeth	Procureure
FORTIN, Gabrielle	Analyste
FORTIN, René	Directeur adjoint des opérations et enquêtes
FOURNIER, François	Coordonnateur à l'analyse / rédacteur
FRANCŒUR, Gino	Secrétaire et administrateur général ²
GALLANT, Denis	Procureur en chef adjoint ³
GAUDREAU, Jean-Rock	Agent de liaison
GAUTHIER, Jeannette	Ingénieure / enquêteuse
GAUTHIER, Michel	Analyste
GIGUÈRE, Martine	Greffière

² À partir du 21 septembre 2012.

³ Du 26 novembre 2012 au 18 mars 2014.

Nom et prénom	Fonction
GILLES, Isabelle	Avocate
GODIN, Manon	Agente de liaison
GUTIERREZ LOPEZ-HOULE, Philippe	Agent de recherche
HOGG, Denis	Enquêteur
JACQUES, Joscelyne	Responsable de l'administration
JEAN, Martin	Consultant
JETTÉ-LÉGER, Marc-Antoine	Technicien en informatique
KADRI, Faïza	Agente de recherche
KHABBAZ, Antoinette	Technicienne en administration
LABRIE-MASSE, Julien	Stagiaire
LACASSE, Dominic	Enquêteur
LAFRANCE, Jacques	Consultant
LAMOTHE, Mario	Directeur adjoint des opérations et enquêtes
LANCTUIT, Lucie	Avocate
LAROCHE, Joanie	Agente de recherche
LATULIPPE, Lucie	Secrétaire et administratrice générale
LAUZIER, Alain	Consultant spécial
LEBEL, Sonia	Procureure en chef ⁴
LÉGARÉ, Jonathan	Enquêteur
LEMAY, Caroline	Agente de recherche
LEMAY, Christian	Agent de recherche
LEMIEUX, Annie	Agente de recherche
LESAGE-MANN, Élane	Agente de recherche
LESSARD, Antoine	Avocat
LUSSIAÀ-BERDOU, Cainnech	Procureur

⁴ À partir du 7 novembre 2012.

Nom et prénom	Fonction
LUSSIER, Sylvain	Procureur en chef ⁵
LYNCH, Steve	Agent de recherche
MALLANDAIN, Véronique	Agente de recherche
MARCHAND, Frédéric	Enquêteur
MERCIER, Diane	Agente de bureau
MILANO, Nicodemo	Enquêteur
MORIELLO, Giovanni	Enquêteur
MORIN, Julie	Technicienne en administration
NAPPERT, Mireille	Archiviste
NAUD, Chantal	Adjointe administrative
NÉRON, Frédérick	Étudiant
NOËL, André	Enquêteur / rédacteur
NOËL, Dario	Enquêteur
OLIKOYI, Fernande	Technicienne en administration
OUELLET, Marie	Agente de recherche
OUELLETTE, Marc-André	Enquêteur
PAGÉ, François	Enquêteur
PAQUIN, Julie	Directrice de l'analyse
PARADIS-DUFOUR, Julien	Agent de recherche
PARENTEAU, Manon	Agente de bureau
PIGEON, Robert	Directeur des opérations et enquêtes
PORTER, Érika	Procureure
RACETTE, Chantal	Stagiaire
RAMOS-PAQUE, Emma	Avocate
REEVES-LATOURE, Maxime	Analyste

⁵ Jusqu'au 6 novembre 2012.

Nom et prénom	Fonction
RIOUX, Nathalie	Technicienne en administration
RITI, Keith	Avocat
ROBITAILLE, Marie-Pier	Agente de recherche
ROCHE, Danielle	Greffière
ROY, Alain	Rédacteur
ROY, Claudine	Procureure
ROY, Érick	Enquêteur
ROY, Mélanie	Agente de recherche
SAVARD, Denis	Enquêteur
SAVOIE, Louis-Philippe	Agent de recherche
TALBOTT, Jeff	Agent de recherche
TENTI, Valentina	Agente de recherche
TERRIAULT, Dorothée	Adjointe administrative
TREMBLAY, Simon	Procureur en chef adjoint ⁶
TRUDEAU, Mireille	Adjointe administrative
TRUONG, Minh-Tri	Enquêteur
VAUDRIN, François	Analyste
VECCHIO, Éric	Enquêteur
VIAU, Laurent	Agent de recherche

La Commission a aussi pu compter sur la présence à demeure de professionnels au service du Centre de services partagés du Québec en matière de ressources informationnelles et sur la collaboration de plusieurs autres partenaires externes :

- Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)
 - Ressources financières
 - Ressources humaines
 - Ressources matérielles

⁶ À partir du 19 mars 2014.

- Ministère de la Justice du Québec (MJQ)
 - Prêt de locaux (au début de la CEIC)
 - Prêt de personnel (au début de la CEIC)
- Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
 - Ressources matérielles
 - Ressources informationnelles
 - Ressources humaines (paie et assiduité)
- Société québécoise des infrastructures (SQI)
 - Locaux
- Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)
 - Location du parc de véhicules
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
 - Constables spéciaux
- Sûreté du Québec (SQ)
 - Gestion de la sécurité des locaux (centrale d'alarme)
 - Protection des témoins et des personnalités
 - (Prêt de personnel)
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)
 - (Prêt de personnel)
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
 - (Prêt de personnel)
- Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)
 - (Prêt de personnel)
- Vérificateur général (VG)
 - (Prêt de personnel)
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
 - (Prêt de personnel)
- Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)
 - (Prêt de personnel)
- Autorité des marchés financiers (AMF)
 - (Prêt de personnel)

- Service des poursuites pénales du Canada (SPPC)
 - (Prêt de personnel)
- Riopel, Gagnon, Larose et associés
 - Sténographes officiels
- Témoin production inc.
 - Production des audiences et diffusion sur le Web

ANNEXE 3 - REQUÊTES EN DEMANDE DE STATUT PRÉSENTÉES DEVANT LA COMMISSION

Date de réception	Date de décision	Requérant	Statut demandé	Statut obtenu
2012-05-15	2012-06-07	Directeur général des élections du Québec (DGEQ)	Intervenant	Intervenant
2012-05-16	2012-06-07	Procureur général du Québec (PGQ)	Participant	Participant
2012-05-17	2012-06-07	Association de la construction du Québec (ACQ)	Participant	Participant
2012-05-22	2012-06-07	Barreau du Québec	Participant	Intervenant
2012-05-22	2012-06-07	FTQ-Construction	Participant	Participant
2012-05-23	2012-06-07	Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ)	Participant	Participant
2012-05-24	2012-06-07	Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)	Participant	Intervenant
2012-05-25	2012-06-07	Hydro-Québec	Participant	Participant
2012-05-25	2012-06-07	Ordre des ingénieurs du Québec	Intervenant	Intervenant
2012-05-25	2012-06-07	Ville de Montréal	Participant	Participant
2012-05-28	2012-06-07	Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC[I])	Participant	Participant

Date de réception	Date de décision	Requérant	Statut demandé	Statut obtenu
2012-05-28		Ordre des architectes du Québec (OAQ)	Intervenant	Demande retirée vu le processus permettant de déposer un mémoire
2012-05-28	2012-06-07	Union des municipalités du Québec (UMQ)	Intervenant	Intervenant
2012-06-03	2012-06-07	Parti Québécois (PQ)	Participant	Participant
2012-06-03	2012-06-07	Québec solidaire	Intervenant	Intervenant
2012-09-10	2012-09-20	Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	Intervenant	Intervenant
2012-09-17	2012-09-20	Coalition Avenir Québec	Intervenant	Intervenant
2012-10-12	2012-10-17	Parti libéral du Québec (PLQ)	Participant	Participant
2012-10-19	2012-10-25	Ville de Laval	Participant	Participant
2012-10-22	2012-10-23	Union Montréal – Équipe Tremblay (UM)	Participant	Participant
2013-01-29 2013-01-30	2013-01-30	Construction Frank Catania et associés	Intervenant Participant	Participant
2013-03-22	2013-03-28	Dessau inc.	Participant	Participant
2013-04-29	2013-05-02	Roche Itée, Groupe-conseil	Participant	Participant
2013-08-30	2013-09-05	Fonds de solidarité FTQ et entités liées : Fonds régionaux, Fonds immobilier et Fonds locaux	Participant	Participant

Date de réception	Date de décision	Requérant	Statut demandé	Statut obtenu
Requêtes présentées par des individus				
2012-03-09		Bourbonnais, Jacques-Émile		Requête non maintenue
2012-03-09		Costache, Marian		Requête non maintenue
2012-05-23	2012-06-07	Marcotte, Richard maire de Mascouche	Participant	Refus
2012-05-24	2012-06-07	Blouin, Ginette	Participant	Refus
2012-05-24	2012-06-07	Sénéchal, Pierre-Paul et Maranda, Louise	Participant	Refus
2012-05-25	2012-06-07	Krysiewski, André	Participant	Refus
2012-05-25	2012-06-07	Krysiewski, Catherine	Participant	Refus
2013-01-29	2013-05-03	Bibeau, Pierre	Intervenant ou participant	Refus
2013-05-12	2013-05-21	Chevrette, Guy	Participant	Refus
2012-05-22		Trottier, Roger	Demande de statut de participant ou intervenant	Requête non maintenue

ANNEXE 4 - DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION

Date	Requérant	Décision
2012-06-20 Orale et écrite	Parti Québécois	Décision concernant l'accès au deuxième rapport auquel Duchesneau a fait référence lors de son témoignage
2012-09-27 Orale 2012-09-28 Écrite	DPCP	Décision sur la requête amendée en ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de certaines parties du témoignage de Lino Zambito
2012-10-09	DPCP	Décision sur la requête de certains intervenants pour lever partiellement l'ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de certaines parties du témoignage de Lino Zambito
2012-10-16 Orale	DPCP	Décision sur la levée partielle de l'ordonnance de non-publication du 28 septembre 2012 concernant le témoignage de Lino Zambito
2012-11-08	DPCP	Décision sur la demande de certains intervenants visant à lever l'ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de parties du témoignage de Lino Zambito
2012-11-15 Orale	Leclerc , Michel	Décision sur la demande en diffusion différée d'un témoignage
2012-11-22	Desjardins, Raynald	Décision sur une requête en annulation d'assignation à un témoin basée sur les articles 7 et 13 et l'alinéa 11 d) de la Charte canadienne des droits et libertés
2012-11-26	DPCP	Décision sur la demande des intervenants visant à lever l'ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation d'une partie du témoignage d'André Durocher
2013-01-21 Orale	Dumont, Martin	Décision sur une requête de remise d'une citation à comparaître
2013-01-22 Orale	Zampino, Frank Gauthier, Daniel	Décision de non-publication préventive du témoignage d'Isabelle Toupin

Date	Requérant	Décision
2013-01-24 Orale 2013-01-28 Écrite	Zampino, Frank Gauthier, Daniel	Décision sur la demande des intervenants visant à lever l'ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage d'Isabelle Toupin
2013-01-29 Orale	DPCP	Décision sur une requête en non-publication préventive du témoignage de Michel Lalonde
2013-01-31 Orale	DPCP	Décision sur une requête en non-publication préventive du témoignage de Jacques Victor
2013-02-04 Orale	DPCP	Décision sur la requête en non-publication préventive du témoignage de Joseph Farinacci
2013-02-15	DPCP	Décision sur les trois requêtes du DPCP visant à obtenir des ordonnances d'interdiction de publication d'extraits des témoignages de Michel Lalonde, Jacques Victor et Joseph Farinacci
2013-02-20	DPCP	Décision rectificative de la décision du 15 février 2013
2013-03-26 Orale	DPCP	Décision sur une requête en demande de non-publication préventive concernant le témoignage de Bernard Trépanier
2013-04-17 Orale	DPCP	Décision sur la non-publication préventive d'extraits de témoignage de Frank Zampino en lien avec des accusations criminelles
2013-04-17	DPCP	Décision sur la requête du DPCP visant à obtenir une ordonnance d'interdiction de publication d'extraits du témoignage de Marc Deschamps
2013-04-30 Orale	DPCP	Décision sur la requête en non-publication préventive partielle du témoignage de Gilles Cloutier
2013-05-13 Orale	Parti Québécois	Décision sur la demande de divulgation de la déclaration antérieure du témoin Gilles Cloutier
2013-05-13 Orale et écrite Différée	DPCP	Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de certaines parties du témoignage de Gaétan Turbide

Date	Requérant	Décision
2013-05-13 Orale	DPCP	Décision sur les requêtes en non-publication d'extraits du témoignage de Bernard Trépanier ainsi que sur l'objection à l'admissibilité en preuve de certaines pièces
2013-05-15 Orale Différée	DPCP	Décision sur une requête en ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation du témoignage de Jean Roberge
2013-05-21	Chevrette, Guy Beaulieu, Gilles Parti Québécois	Décision sur diverses requêtes relatives au témoignage de Gilles Cloutier
2013-05-23 Orale Différée	DPCP	Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication du témoignage de Gilles Théberge
2013-05-28 Orale Différée	DPCP	Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication du témoignage de Pierre Allard et mise sous scellé de la requête
2013-06-11 Orale Différée	DPCP	Décision sur une requête en interdiction de publication du témoignage de Michael « Mike » Mergl
2013-06-13 Orale Différée	DPCP	Décision sur une ordonnance en interdiction de publication différée du témoignage de Bahjat Ashkar ainsi que sur une requête en ordonnance d'interdiction de publication du témoignage de Pierre Lambert
2013-06-18 Orale Différée	DPCP	Décision sur une requête en ordonnance d'interdiction de publication du témoignage de Claude Asselin et mise sous scellé de la requête
2013-06-18	DPCP	Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation immédiate de certaines parties du témoignage de Ronnie Mergl
2013-06-19 Orale Différée	DPCP	Décision sur des requêtes amendées en ordonnance d'interdiction de publication des témoignages de Gilles Théberge, Jean Bertrand, Pierre Allard, Marc Gendron et Roger Desbois
2013-09-05 Orale	Robert, Richard	Décision sur une requête en ordonnance de non-publication en vertu de l'article 37 des règles de procédure pour le témoin Richard Robert

Date	Requérant	Décision
2013-09-05 Orale Préventive	DPCP	Décision sur les requêtes en ordonnance de non-publication des témoignages de Simon Riverin, Richard Ayotte, Jean-Marc Arel (projet Écrevisse), Michel Patenaude, Steve Laliberté, Paul Sauvé (projet Diligence), Richard Robert (projet Hégémonie) et du sergent Stéphane Viens
2013-09-09	Goyette, Richard	Décision (transaction) annulant la demande péremptoire et le <i>subpœna duces tecum</i> et maintien sous scellé jusqu'au 26 septembre 2013 du manuscrit non révisé du livre de Jocelyn Dupuis et Richard Goyette (document mis sous scellé le 5 septembre 2013)
2013-09-17 Orale	Fonds de solidarité FTQ Gionet, Guy Arsenault, Michel	Décision de déposer sous scellé la requête en vue d'interdire l'utilisation des conversations enregistrées et d'autres preuves électroniques recueillies par la Sûreté du Québec
2013-09-17 Orale	Fonds de solidarité FTQ	Décision sur une requête concernant une étude diagnostique de la firme L.M. Sauvé
2013-09-19 Orale	Fonds de solidarité FTQ	Décision sur la publication des paragraphes 10 et 11 de la requête en vue d'interdire l'utilisation des conversations enregistrées et d'autres preuves électroniques recueillies par la Sûreté du Québec
2013-09-19 Orale	DPCP	Décision sur la publication partielle du témoignage de Paul Sauvé rendu le 18 septembre 2013
2013-09-24	DPCP	Décision sur la requête de certains intervenants pour lever partiellement l'ordonnance d'interdiction de publication et de divulgation de certaines parties du témoignage de monsieur Paul Sauvé
2013-09-30	Fonds de solidarité FTQ Gionet, Guy Arsenault, Michel	Décision sur la requête du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FSTQ), Guy Gionet et Michel Arsenault en vue d'interdire l'utilisation de communications interceptées
2013-10-07	DPCP	Décision sur la rescision des conclusions des ordonnances temporaires émises antérieurement dans le cas de Stéphane Viens et Richard Robert

Date	Requérant	Décision
2013-10-21	DPCP	Décision sur les requêtes du DPCP visant à obtenir des ordonnances d'interdiction de publication d'extraits de témoignages de Michel Patenaude, Steve Laliberté et Paul Sauvé
2013-10-21 et 2013-10-22 Rectifiée	DPCP	Décision sur les requêtes du DPCP visant à obtenir des ordonnances d'interdiction de publication d'extraits de témoignages de Simon Riverin, Richard Ayotte et Jean-Marc Arel
2013-10-29	Parti Québécois	Décision sur la requête du Parti Québécois visant à obtenir communication des déclarations de Gilles Cloutier
2013-11-11 Orale	DPCP	Décision sur la requête en ordonnance d'interdiction de publication du témoignage de Yannick Payette
2013-11-13 Orale	DPCP	Ordonnance de la mise sous scellé d'un affidavit au soutien d'une requête concernant le témoin 106 (Laurent Gaudreau)
2013-11-14 Orale	Gaudreau, Laurent	Décision relative à la publicité des motifs de la requête, à l'identité du témoin et au contenu du témoignage
2013-11-25 Orale	DPCP	Décision préventive sur une requête en ordonnance de non-publication du témoignage de Louis-Pierre Lafortune et mise sous scellé
2013-11-25 Orale	Lafortune, Louis-Pierre	Décision concernant deux requêtes en témoignage à huis clos et cassation de <i>subpoena</i> (mise sous scellé)
2013-11-26 Orale Préventive	DPCP	Décision sur une requête en non-publication du témoignage de Louis-Pierre Lafortune
2013-11-28	Lafortune, Louis-Pierre	Décision sur la demande de Louis-Pierre Lafortune de témoignage à huis clos
2013-11-28	Lafortune, Louis-Pierre	Décision sur la requête de Louis-Pierre Lafortune en cassation de <i>subpoena</i>
2013-12-02 Orale	DPCP	Décision concernant la levée de l'interdiction de publication du témoin Laurent Gaudreau
2013-12-04 Orale	Lefebvre, Raymonde	Décision sur une requête en annulation d'assignation à un témoin

Date	Requérant	Décision
2013-12-05	DPCP	Décision sur le moment à partir duquel prononcer l'ordonnance d'interdiction de publication touchant les témoignages de Jean Roberge, Roger Desbois, Marc Gendron, Gilles Thériège, Pierre Allard, Ronnie Mergl, Jean Bertrand, Mike Mergl, Bahjat Ashkar, Pierre Lambert, Jean Gauthier et Claude Asselin
2014-01-27	DPCP Lafortune, Louis-Pierre Payette, Yannick	Décision sur la requête visant à obtenir des ordonnances d'interdiction de publication d'extraits du témoignage de Yannick Payette
2014-01-27	DPCP Lafortune, Louis-Pierre Payette, Yannick Ouimet, Normand	Décision sur la requête visant à obtenir des ordonnances d'interdiction de publication d'extraits du témoignage de Louis-Pierre Lafortune
2014-02-13 Orale Préventive	DPCP	Décision sur des requêtes en non-publication des témoignages de Jérôme Bédard et Clément Desrochers
2014-03-24	Parti Québécois	Décision sur la demande du Parti Québécois visant à participer aux interrogatoires préalables tenus par les commissaires
2014-04-17 Orale	Témoin 138	Décision sur la requête en non-publication du témoignage du témoin 138, de son identité et de celle de son entreprise
2014-05-08 Orale Différée	DPCP	Décision d'ajourner les décisions relatives aux projets Honorer et Garrot
2014-05-08	DPCP	Décision de mettre sous scellé les neuf requêtes liées au projet Lauréat
2014-05-15 Orale Différée	DPCP	Décision d'ajourner au 18 septembre 2014 les neuf requêtes liées au projet Lauréat
2014-05-22	Côté, André	Décision sur la requête d'André Côté pour report de l'audience ou subsidiairement pour interdire la publication de son témoignage, et mise sous scellé
2014-06-02 Orale	Michaud, France	Décision sur le témoignage en différé de France Michaud
2014-06-02 Orale 2014-06-04 Écrite	Témoin 178	Décision sur une requête en non-publication du témoignage du témoin 178 (témoin A)

Date	Requérant	Décision
2014-07-29	Accurso, Antonio	Décision sur la demande amendée d'Antonio Accurso en divulgation de certains renseignements et pour obtenir des directives
2014-09-02 Orale	Accurso, Antonio	Décision sur la requête de non-publication préventive du témoignage
2014-09-04 Orale	Accurso, Antonio	Décisions accueillant partiellement une objection (engagement pris par les procureurs de la Commission et à la mise en œuvre de celui-ci)
2014-09-29 Orale	DPCP	Confirmation de la levée de l'ordonnance rendue concernant la publication des témoignages touchant aux projets suivants : Fiche : Lino Zambito, André Durocher, Michel Lalonde, Gilles Cloutier; Faufil : Isabelle Toupin, Michel Lalonde, Jacques Victor, Joseph Farinacci, Marc Deschamps, Bernard Trépanier, Frank Zampino; Hégémonie : Richard Robert, Stéphane Viens; et décision d'ajourner au 19 janvier 2015 les ordonnances de non-publication pour les projets Honorer, Garrot et Lauréat
2015-02-09 2015-02-10	Confidentiel	Décisions sur les demandes des requérants d'être entendus en audience relativement aux préavis de conclusions factuelles défavorables
2015-03-13	Confidentiel	Décision sur trois requêtes relatives à la forme et à la suffisance des préavis de conclusions factuelles défavorables
2015-03-27	DPCP	Décision sur la requête du DPCP afin que certains témoignages soient interdits de publication
2015-04-09	Confidentiel	Décision sur la publicité des audiences en réponse aux préavis de conclusions factuelles défavorables
2015-05-12	Confidentiel	Décision sur la requête pour précisions à la suite d'un préavis de conclusion factuelle défavorable amendé signifié au requérant

Date	Requérant	Décision
2015-09-17	Accurso, Antonio	Décision concernant la requête visant l'émission d'une ordonnance temporaire d'interdiction de publication et de divulgation des conclusions factuelles défavorables contenues au rapport final à l'encontre du requérant

ANNEXE 5 - LISTE DES TÉMOINS ENTENDUS DEVANT LA COMMISSION

N°	Témoign
1	LAFRANCE, Jacques
2	DUMONT, Michel
3	GINGRAS, Chantal
4	CARPENTIER, Marcel
5	DUCHESNEAU, Jacques TRUDEL, Annie MORIN, Martin
6	DELAGRAVE, Louis
7	TENTI, Valentina
8	AMATO, Mike
9	PISTONE, Joseph D.
10	FÉQUIÈRE, Linda
11	SEBASTIANO, Vinicio
12	VECCHIO, Éric
13	ZAMBITO, Lino
14	SURPRENANT, Gilles
15	PAGLIARULO, Élio
16	DUMONT, Martin
17	LECLERC, Luc
18	VÉZINA, Gilles
19	THEMENS, Yves
20	PAQUETTE, Michel
21	CARRIER, Martin
22	THÉRIAULT, François
23	LECLERC, Michel
24	PAPINEAU, Pierre
25	DUROCHER, André

N°	Témoïn
26	CADOTTE, Michel
27	THÉORET, Jean
28	DI IORIO, Piero
29	ROY, Erick
30	PION, Alexandra
31	PIGEON, Robert
32	TOUPIN, Isabelle
33	LALONDE, Michel
34	VICTOR, Jacques
35	FARINACCI, Joseph
36	BORSELLINO, Giuseppe
37	MILIOTO, Nicolo
38	DESROSIERS, Guy
39	MARCIL, Robert
40	POURREAUX, Serge
41	LÉGER, Claude
42	OUELLET, Christian
43	DUHAIME, Claude
44	DUJMOVIC, Ghislaine
45	PERREAULT, François
46	MEUNIER, Charles
47	NOËL, André
48	DENTICO, Domenic
49	BEAUDRY, Luce
50	GARON, Stéphanie-Anne
51	DION, Richard
52	CADOTTE, Yves
53	LAVALLÉE, Pierre
54	NADEAU, Jocelyn

N°	Témoign
55	SAURIOL, Rosaire
56	DESCHAMPS, Marc
57	TRÉPANIÉ, Bernard
58	MORROW, André
59	ZAMPINO, Frank
60	TREMBLAY, Gérald
61	CLOUTIER, Gilles
62	ROBERGE, Jean
63	DESBOIS, Roger
64	GENDRON, Marc
65	THÉBERGE, Gilles
66	ALLARD, Pierre
67	MERGL, René (alias Ronnie)
68	BERTRAND, Jean
69	GOYER, Richard
70	FRADET, Benoit
71	ANGELOPOULOS, Basile
72	GUERTIN, Jocelyne
73	LEGAULT-BERNIER, Ginette
74	MERGL, Michael (alias Mike)
75	ASHKAR, Bahjat
76	DUPUIS, Lucien
77	VALLÉE, Claude
78	AUCLAIR, Vincent
79	LAMBERT, Pierre L.
80	GAUTHIER, Jean
81	ASSELIN, Claude
82	GÉLINAS, Marc-André
83	MATHIEU, Patrice

N°	Témoign
84	BELLEAU, Alain
85	VIENS, Stéphan
86	ROBERT, Richard
87	ANCTIL, Jocelyn
88	RIVERIN, Simon
89	AYOTTE, Richard
90	AREL, Jean-Marc
91	PATENAUDE, Michel
92	LALIBERTÉ, Steve
93	SAUVÉ, Paul
94	BÉRARD, Stéphanie
95	PEREIRA, Kenneth
96	MORIN, Gaétan
97	RINGUETTE, Benoit
98	ANTOINE, André
99	CRÊTE, François
100	MILANO, Nicodemo
101	CLOUTIER, Stephan
102	DUPUIS, Jocelyn
103	PAYETTE, Yannick
104	MARION, Richard
105	THÉRIAULT, Guy
106	GAUDREAU, Laurent
107	GAGNON, Richard
108	COMEAU, Michel
109	LAFORTUNE, Louis-Pierre
110	BELLAVANCE, Bernard
111	LEFEBVRE, Raymonde
112	GIONET, Guy

N°	Témoign
113	LAVALLÉE, Jean
114	ARSENAULT, Michel
115	FAULKNER, Paul
116	LAROUCHE, Serge
117	ARSENAULT, Eugène
118	STE-MARIE, Jacques
119	SAVARD, Rock
120	GAGNÉ, Daniel
121	PEDNEAULT, Normand
122	SABOURIN, Jean-François
123	LAPRISE, Pierre
124	GAUTHIER, Bernard
125	POULIOT, Marcel
126	CLOUTIER, Martin
127	DESROCHERS, Clément
128	BÉDARD, Jérôme
129	MERCURE, Louis
130	COMEAU, Martin
131	BÉDARD, Normand
132	ROIREAU, Marcel
133	HAINS, Nicolas
134	DAUNAIS, Serge
135	HAMEL, Guy
136	GAUTHIER, Jeannette
137	NIDING, Daniel
138	<i>Ordonnance de confidentialité relative à l'identité</i>
139	PAQUET, Claude
140	PRUD'HOMME, André
141	FOURNIER, Paul-André

N°	Témoign
142	GAGNÉ, Florent
143	BEAUDRY, François
144	BEAULIEU, Jean-Paul
145	ROUSSY, Gilles
146	TURCOTTE, Mario
147	BERGERON, Luc
148	TREMBLAY, Claude
149	CHEVRETTE, Guy
150	BERTHOLD, Luc
151	MARCHAND, Louis
152	DUHAMEL, Karen
153	GOURDE, Yannick
154	BOULET, Julie
155 Panel	DESAULNIERS, Éric NOËL, André
156	GAGNON, Jean-Frédéric
157	BERGERON, Normand
158	SOUDRY, Gabriel
159	FRANCO, Immacolata
160	FRAILE, Miguel
161	GAUTHIER, Yves
162	CHEBL, Charles
163	CÔTÉ, André
164	MICHAUD, France
165	DUMONT, Yvan
166	BINETTE, Michel
167	LEHOUILIER, Vincent
168	CRISTOFARO, Joseph
169	LAGACÉ, Michel

N°	Témoign
170	TREMBLAY, Jacques A.
171	OLECHNOWICZ, Kazimir
172	FAY, Christian
173	MURRAY, Ernest
174	CÔTÉ, Christian
175	TRUCHON, Jocelyne
176	BIBEAU, Pierre
177	CÔTÉ, Marc-Yvan
178	<i>Ordonnance de confidentialité</i> Témoign A (autre pseudonyme: Jean Gagnon)
179	LORTIE, Bruno
180	NORMANDEAU, Nathalie
181	BENOÎT, Robert
182	PAPINEAU, Lucie
183	BOIVIN, Ginette
184	TRÉPANIÉ, Violette
185	ACCURSO, Antonio
186	CAILLÉ, André
187	DICK, Georges
188	LAPORTE, Réal
189	FORGET, Michel
190 Panel	FISET, Lucie LAFOND, Denis
191	LAFRENIÈRE, Robert
192	BEAUPRÉ, Jacques
193	MARCOUX, Nathaly
194 Panel	BUSSIÈRE, Simon SENÉCAL, Julie
195	BOULANGER, Steve
196	LEMIEUX, Diane
197	BOND, Alain

N°	Témoign
198	BERGERON, Jacques
199	LAMONTAGNE, Serge
200	USCLAT, Thierry
201	VILLENEUVE, Jean
202 Panel	FORGET, Marcel STEVENSON, Éric BLACKBURN, Julie
203	PARENTEAU, Alain
204	TREMBLAY, Jocelyne
205	MORNEAU, Louis
206	NOËL, Nathalie
207	BUREAU, Paulin
208	TRUDEL, Yves
209	CASGRAIN, François
210	TOUMI, Ahcene
211 Panel	PAQUETTE, Daniel TURCOTTE, Guy
212	ST-LAURENT, Jacques
213	SAMSON, Michel
214	GILL HEARN, Rose
215	THACHER, Thomas
216	GUAY, Pierre-Yves
217	LAPOINTE, Pierre
218	TREMBLAY, Louis
219 Panel	FILLION, Jacques LALONDE, Robert
220	DUTRISAC, Jean-Paul
221 Panel	PELLETIER, Michel FORGET, Michel
222 Panel	LALONDE, Benoit DE GRÂCE, Benoit

N°	Témoign
223 Panel	WILKINS, David POHLMANN, Andreas
224 Panel	LUSSIER, Benoît MARTIN, Luc
225 Panel	THÉRIAULT, Christian BERNARDI, Alberto
226 Panel	DION, Nathalie DUMONT, Jean-Pierre
227 Panel	GAGNON, Michel BOUCHARD, Robert
228 Panel	BOLDUC, Denis SYLVESTRE, Pierre-Guy
229 Panel	MARTINEAU, Lucie SAUCIER, Louis-Joseph
230 Panel	PERRON, Richard RIOPEL, Pierre
231 Panel	MCMAHON, Daniel DUGAL, André
232	ÉMOND, François
233 Panel	CARIGNAN, Vincent LABBÉ, Alexandra
234	LAROCQUE, André
235	DOLBEC, Sylvie
236 Panel	DILHAC, Marc-Antoine NADEAU, Christian
237 Panel	MYLES, Brian CRAIG, Pierre
238	FORTIER, Jean E.
239 Panel	DORVAL, Yves-Thomas LAMY, Guy-François
240 Panel	PARADIS, Jean LAVOIE, André
241	LAJEUNESSE, Mario

N°	Témoign
242 Panel	ÉMOND, André TREMBLAY, Martin
243 Panel	JOLIN, Gisèle BOURQUE, Marie
244	BENZAQUEN, Jack
245 Panel	MAGINA, Paulo BERTOK, Janos
246 Panel	BERNIER, Pierre MYERS, Anna Elizabeth
247	BUEB, Jean-Pierre
248	JOHNSTON, Michael
249	NOREAU, Pierre
250	ST-MARTIN, Denis
251	DUPONT, Benoît
252	CONNOR, John
253	LEVI, Michael
254 Panel	LABELLE, Huguette LALONDE, Paul
255	WEINSTOCK, Daniel
256	ARTHURS, Harry
257	COMTOIS, Yves
258	ROSE-ACKERMAN, Susan
259	HOPKIN, Jonathan
260 Panel	ROBERTS, Neal A. JOLIN, Michel
261	DI NICOLA, Andrea
262	LÉGARÉ, Gaétan
263	Ordre des ingénieurs du Québec
264	Guay
265	BT Céramique et B. Francesco
266	DEL PESCHIO, Federico

N°	Témoign
267	GIRARD, Bernard
268	LALLI, Léo
269	TARTAGLINO, Giorgio
270	ZAJDEL, Saulie
271	GIGNAC, Clermont
272	LORTIE, Pierre
273	BAILLARGEON, Pascale BAILLARGEON, Pierre
274	Bau-Val Inc.
275	Carrière Bernier Itée
276	DESJARDINS, Guy
277	VIRGILIO, François
278	Équation Groupe Conseil
279	Experts Conseils Papko
280	Filiatrault, McNeil & Associés inc.
281	Groupe Mathers
282	J. Dufresne Asphalte Itée
283	LACHAPELLE, Luc
284	LEFRANÇOIS, Léo (succession)
285	MATHERS, Normand
286	MARC-AURÈLE, Guy
287	Valmont Nadon Excavation
288	ANCTIL, Pierre
289	Leroux Beaudoin Hurens & Associés
290	GAUTHIER, Jean-François
291	Soter et Succession Marc Lussier
292 Panel	MOREAU, Danny POULIN, Bernard
293	MÉNARD, Sophie
294	MORIN, Normand

N°	Témoign
295	TOURIGNY, Yvon
296	Canbec / ANDREOLI, Frank Enrico
297	BENTIVEGNA, Antonio BENTIVEGNA, Aurélio
298	BORSELLINO, Giuseppe
299	CASSIUS DE LINVAL, Robert
300	Catalogna & Frères Itée
301	Construction Canasa / SALVO, Giuseppe
302	Entreprises Daniel Robert Inc.
303	Excavations Gilbert Théorêt
304	Pavages Hampstead
305	BIANCAMANO, Gaëtan
306	PAUL-HUS, Mario
307	BARBUSCI, Frank
308	Coffrage Magma
309	LAROCQUE, Philippe
310	BÉLANGER, Richard
311	BISSONNET, Michel
312	Claulac
313	DEGUIRE, Gilles
314	Groupe Conseil GIE inc. / ABIKHZER, Charles
315	LACASSE, Sylvain (décédé)
316	PAVONE, Sergio
317	Qualitas
318	Union Montréal
319	Rapide-Chèque
320	RICHER, Monique
321	BEAUMONT, Jean-Pierre
322	GAGNON, Michel

N°	Témoign
323	SENHAJI, Karim
324	Chagnon (1975) Ltée
325	Electroméga Ltée
326	J.L. Le Saux Ltée
327	SEMERJIAN, Noubar
328	FUGÈRE Jr., Roger
329	BOSSÉ, André
330	DROUIN, Jocelyn
331	DUGAS, Pierre-André
332	PUPIL, Gordon
333	AUDETTE, Gilles
334	BOLDUC, Louis
335	BOLDUC, Yvon
336	ABDALLAH, Robert
337	DAUPHIN, Claude
338	DELORME, Yvan
339	MACIOCIA, Cosmo
340	SANTAMARIA, Pierre
341	ST-ONGE, Jean-François
343	Compagnie de construction et de développement Crie Ltée
344	ROBITAILLE, Antoine
345	AYOUB, Ramez
346	CARON, Michel
347	LAVOIE, Denis
348	MARQUIS, Claude
349	GIGUÈRE, Jocelyn
350	Lécuyer & Fils Ltée
351	SURPRENANT, Sylvie
352	BERTRAND, Rosaire

N°	Témoign
353	BOIVIN, Ginette
354	MAROIS, Pauline
355	PARENT, Robert
356	Parti libéral du Québec
357	Parti Québécois
358	Directeur général des élections du Québec
359	ARBOUR, Nancy
360	Béton provincial Ltée
361	CHAGNON, Jacques
362	CHEVARIE, Germain
363	CHEVARIE, Roger
364	MCCALLUM, Ron
365	PARÉ, Jean-Guy
366	Premier Tech Technologies
367	Énergie Carboneutre / THÉRIAULT, Yves
368	Doncar Construction
369	GIGUÈRE, Éric
370	LAFLEUR, Paul
371	LELIÈVRE, Gaétan
372	MARTEL, Mario
373	ROUSSY, François
374	Construction DJL
375	DUPRÉ, Jean-Paul
376	Genivar
377	LORTIE, Yves
378	SNC-Lavalin
379	ARSENEAU, Joël
380	CRISPIN, Bruno
381	PAULHUS, François

N°	Témoign
382	Demix-Holcim (Canada) inc.
383	Constructions Anor (1992) inc.
384	FAUCHER, Marcel
385	LAMONTAGNE, Jostran
386	LABONTÉ, Benoit
387	GIGUÈRE, Joseph
388	LVM Technisol
389	BIBEAU, Marc
390	LAJOIE, Jean
391	CARIGNAN, Claude
392	CORDATO, Marlène
393	COLLIN, Jacques
394	Pavage Dion / DION, Robert
395	Raymond Bouchard Excavation
396	CAYER, Dominic
397	CANTIN, François
398	Dessau
399	BEAUCHAMP, Line
400	GIRARD, Marlène
401	WHISSELL, David
402	MAMELONET, George
403	BOURCIER, Jean-Bosco
404	Construction Soter inc.
405	Grues Moderne
406	FORCILLO, Sammy
407	LAFOND, Alain
408	BERNARDI, Alberto
409	LAROCQUE, André
410	CHÉLIN, Annie

N°	Témoign
411	BEAUDET, Benoit
412	GENDRON, Denise
413	CLOUTIER, Édouard
414	RHEAULT, François
415	BOURDAGES, Gaston
416	DAIGLE, Ghislain
417	GAGNON, Gilles
418	LORD, Guillaume
419	Hackons la corruption
420	CARON, Jocelyn
421	PLAMONDON, Josée
422	DESROSIERS, Jules
423	CHAPDELAINE, Louis
424	HÉTU, Luc
425	PIGEON, Lucien
426 Panel	DILHAC, Marc-Antoine
	NADEAU, Christian
	NÉRON, Pierre-Yves
427	COSTACHE, Marian
428	GAGNON, Martin Benoît
429	LABELLE, Michael
430	Nord Ouvert
431	LEFEBVRE, Orkia
432	FORTIN, Patrice
433	LÉGER, Pierre
434	ROUILLON, Stéphane
435	Mouvement du 24 septembre
436	La Coalition pour des CHUs sans PPP
437	Québec solidaire
438	Barreau du Québec

N°	Témoign
439	Association des constructeurs de route et grands travaux du Québec
440	FTQ-Construction
441	Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
443	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
444	Association québécoise des lobbyistes
445	Association des vérificateurs généraux municipaux du Québec
446	Association des ingénieurs-conseils du Québec
447	Macogep inc.
448	Union des municipalités du Québec
449	Institut de médiation et d'arbitrage du Québec
450	Institut de la confiance envers les organismes
452	Fonds de solidarité FTQ
453	Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)
454	Cercle des Administrateurs de Sociétés Certifiées
455	Mémoire déposé par l'Association des cadres municipaux de Montréal
456	Association de la construction du Québec
457	Fédération des associations de cadres municipaux du Québec
458	Ligue d'action civique
459	CLOUTIER, Jean-Claude
461	TRUDEL, Pierre
462	Ministère des Transports du Québec

ANNEXE 6 - LISTE DES ORGANISMES DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE AYANT TÉMOIGNÉ DEVANT LA COMMISSION

- Directeur général des élections du Québec
- Unité permanente anticorruption
- Régie du bâtiment du Québec
- Corporation des maîtres électriciens du Québec
- Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec
- Commission de la construction du Québec
- Bureau du contrôleur général de la Ville de Montréal
- Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal
- Ville de Laval (direction générale)
- Commission municipale du Québec
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Autorité des marchés financiers
- Société québécoise des infrastructures
- Direction des enquêtes et de la surveillance des marchés au ministère des Transports du Québec
- École nationale de police du Québec
- Agence du revenu du Québec
- Commissaire au lobbyisme
- Bureau des soumissions déposées du Québec
- Commissaire à l'éthique et à la déontologie
- Vérificateur général du Québec
- Bureau de la concurrence du Canada
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- Ordre des ingénieurs du Québec
- Office des professions du Québec
- Sûreté du Québec

ANNEXE 7 - LISTE DES PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS PUBLIQUES DE LA COMMISSION

Individus et organismes dont le mémoire a été rendu public

- Individus
 - Benoit Beaudet
 - Alberto Bernardi
 - Gaston Bourdages
 - Jocelyn Caron
 - Louis Chapdelaine
 - Annie Chélin
 - Édouard Cloutier
 - Marian Costache
 - Ghislain Daigle
 - Jules Desrosiers
 - Marc-Antoine Dilhac, Christian Nadeau et Pierre-Yves Néron
 - Patrice Fortin
 - Gilles Gagnon
 - Martin Benoît Gagnon
 - Denise Gendron
 - Luc Hétu
 - Michael Labelle
 - Alain Lafond
 - André Larocque
 - Orkia Lefebvre
 - Pierre Léger
 - Guillaume Lord
 - Lucien Pigeon
 - Josée Plamondon
 - François Rheault
 - Stéphane Rouillon

- Organismes
 - Alliance des professionnels et des professionnelles de la Ville de Québec (ALLPPVQ)
 - Association des cadres municipaux de Montréal (ACMM)
 - Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)
 - Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ)
 - Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ)⁷
 - Association des vérificateurs généraux municipaux du Québec (AVGMQ)
 - Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ)
 - Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)
 - Association québécoise des lobbyistes (AQL)
 - Cercle des administrateurs de sociétés certifiés
 - Coalition CHUs sans PPP
 - Comité de défense des contribuables
 - Confédération pour le rayonnement étudiant en ingénierie au Québec (CRÉIQ)
 - Conseil canadien des marchés publics (CCMP)
 - Conseil du patronat du Québec (CPQ)
 - Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)
 - Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)
 - Fédération des associations de cadres municipaux du Québec (FACMQ)
 - Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ)
 - Hackons la corruption
 - Institut canadien des économistes en construction – Québec (ICEC-Québec)
 - Institut de la confiance dans les organisations (ICO)
 - Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
 - Ligue d'action civique (LDAC)
 - Macogep
 - Mouvement du 24 septembre
 - Nord Ouvert
 - Ordre des architectes du Québec (OAQ)
 - Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ)

⁷ Depuis mai 2015, l'organisme s'appelle l'Association des firmes de génie-conseil – Québec (AFG).

- PMI-Montréal Inc. (Project Management Institute)
- SNC-Lavalin
- Syndicat canadien de la fonction publique – Québec (SCFP-Québec)
- Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)
- Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
- Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal (SPPMM)
- Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (SPSPEM)
- Transparency International Canada Inc.
- Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC)

Individus et organismes ayant participé aux audiences publiques dans le cadre des consultations publiques

15 octobre 2014

- PMI-Montréal inc. (Project Management Institute)
- SNC-Lavalin
- Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)
- Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ)
- Ordre des architectes du Québec (OAQ)

16 octobre 2014

- Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)
- Syndicat canadien de la fonction publique – Québec (SCFP-Québec)
- Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)
- Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
- Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ)
- Conseil canadien des marchés publics

17 octobre 2014

- Confédération pour le rayonnement étudiant en ingénierie au Québec (CRÉIQ)
- André Larocque
- Alliance des professionnels et des professionnelles de la Ville de Québec (ALLPPVQ)

- Marc-Antoine Dilhac et Christian Nadeau
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ)
- Comité de défense des contribuables
- Conseil du patronat du Québec (CPQ)

20 octobre 2014

- Institut canadien des économistes en construction – Québec (ICEC-Québec)
- Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ)
- Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (SPSPEM)
- Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal (SPPM)
- Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)

ANNEXE 8 - LISTE DES EXPERTS ENTENDUS DEVANT LA COMMISSION

Les experts sont présentés en ordre chronologique de comparution.

- **Janos Bertok**, chef de division, intégrité dans le secteur public, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- **Paulo Magina**, analyste principal des marchés publics, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- **M^e Anna Myers**, avocate et consultante indépendante auprès du Whistleblowing International Network (Londres, Royaume-Uni)
- **Pierre Bernier**, professeur associé, École nationale d'administration publique (ENAP) et ancien haut fonctionnaire dans la fonction publique québécoise (Montréal)
- **Jean-Pierre Bueb**, expert en matière de prévention de la corruption et de lutte contre la corruption (Paris, France)
- **Michael Johnston**, professeur, Département de science politique, Université Colgate (État de New York, États-Unis)
- **Pierre Noreau**, professeur titulaire, Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal
- **Denis Saint-Martin**, professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal
- **Benoît Dupont**, professeur titulaire, École de criminologie et directeur du Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal
- **John M. Connor**, professeur émérite, Département d'économie de l'agriculture, Université Purdue (État de l'Indiana, États-Unis)
- **Michael Levi**, professeur de criminologie, école des sciences sociales, Université Cardiff (Royaume-Uni)
- **Huguette Labelle**, présidente du conseil d'administration de Transparency International et consultante en gouvernance et lutte à la corruption
- **Paul Lalonde**, avocat siégeant au comité juridique de la section canadienne de Transparency International
- **Daniel Weinstock**, professeur, Faculté de droit, Université McGill (Montréal)
- **Harry William Arthurs**, professeur émérite, École de droit Osgoode Hall, Université York (Toronto, Ontario)
- **M^e Yves Comtois**, avocat spécialisé en droit de la concurrence (Bruxelles, Belgique)
- **Susan Rose-Ackerman**, professeure, École de droit, Université Yale (État du Connecticut, États-Unis)

- **Jonathan Hopkin**, professeur associé de politique comparée, Département de science politique, London School of Economics (Royaume-Uni)
- **M^e Neal A. Roberts**, avocat spécialisé dans l'application du *False Claims Act* (État de la Californie, États-Unis)
- **M^e Michel Jolin**, avocat, ancien bâtonnier, associé de la firme Langlois Kronström Desjardins (Ville de Québec)
- **Andrea Di Nicola**, professeur adjoint de criminologie, Faculté de droit de l'Université de Trente (Italie)

ANNEXE 9 - LISTE DES EXPERTS AYANT PARTICIPÉ AUX TABLES RONDES

La Commission a organisé sept tables rondes avec des experts québécois et internationaux au cours de l'été 2014.

Date	Thèmes	Participants
23 mai 2014	Corruption	Susan Rose-Ackerman Professeure, Faculté de droit, Université Yale (État du Connecticut, États-Unis) Jean-Pierre Bueb Expert en matière de prévention de la corruption et de lutte contre la corruption (Paris, France) Michael Johnston Professeur, Département de science politique, Université Colgate (État de New York, États-Unis) M^e Neal A. Roberts Avocat spécialisé dans l'application du <i>False Claims Act</i> (État de la Californie, États-Unis) Denis Saint-Martin Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal Neill Stansbury Avocat, cofondateur du Global Infrastructure Anti-Corruption Center (Royaume-Uni)
27 mai 2014	<i>False Claims Act</i>	Harry William Arthurs Professeur émérite, Faculté de droit Osgoode Hall, Université York (Toronto, Ontario) Richard Hayes⁸ Chef adjoint de la division civile du Bureau du procureur général des États-Unis pour l'est du district de New York (New York, États-Unis) Gregory Krakower Conseiller principal et conseiller juridique spécial, procureur général de l'État de New York (États-Unis)⁹

⁸ Deputy Chief of Civil Enforcement for the Brooklyn New York United States Attorney General

⁹ Senior Advisor and Special Counsel to the Attorney General of the State of New York

Date	Thèmes	Participants
27 mai 2014	<i>False Claims Act</i>	Marie-Claude Prémont Avocate et ingénieure, professeure titulaire, École nationale d'administration publique (Montréal) M^e Neal A. Roberts Avocat spécialisé dans l'application du <i>False Claims Act</i> (État de la Californie, États-Unis)
29 mai 2014	Crime organisé	Harry William Arthurs Professeur émérite, Faculté de droit Osgoode Hall, Université York (Toronto, Ontario) James B. Jacobs¹⁰ Professeur titulaire de la Chaire Chief Justice Warren E. Burger en droit constitutionnel et tribunaux et directeur du Centre de recherche en criminalité et justice, Faculté de droit, Université de New York (État de New York, États-Unis) Antonio Nicaso Journaliste et auteur, membre du comité consultatif du Nathanson Center on Transnational Human Rights, Crime and Security, University York (Toronto) et du comité directeur de l'Alliance Against Contraband (Genève, Suisse). Professeur en histoire du crime organisé au Middlebury College (État du Vermont, États-Unis) Andrea Di Nicola Professeur adjoint de criminologie, Faculté de droit, Université de Trente (Italie) M^e Neal A. Roberts Avocat spécialisé dans l'application du <i>False Claims Act</i> (État de la Californie, États-Unis)
5 juin 2014	Octroi et gestion des contrats	Marcelin Joanis Professeur agrégé, Département de mathématiques et de génie industriel, École Polytechnique (Montréal) Professeur agrégé (en congé sans traitement), Département d'économie, Université de Sherbrooke. Vice-président, développement économique, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)

¹⁰ Chief Justice Warren E. Burger Professor of Constitutional Law and the Courts, Director, Center for Research in Crime and Justice New York University School of Law

Date	Thèmes	Participants
5 juin 2014	Octroi et gestion des contrats	Roger Nicolet Président de NCK inc., ancien président de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), commissaire de la Commission d'enquête sur l'effondrement du viaduc de la Concorde, ancien maire d'Austin, ancien président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) (Montréal) Jean Paradis Ingénieur civil, professeur retraité en génie de la construction à l'École de technologie supérieure (ÉTS), président de l'Institut canadien des économistes en construction section Québec, consultant et expert en réclamations sur les projets de construction (Montréal) Christian Van Houtte Administrateur de sociétés, économiste et lobbyiste, ex-conseiller de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction (commission Cliche) (Montréal) Jill Wells Conseillère principale à la recherche et aux politiques, Engineers Against Poverty (Londres, Royaume-Uni)
11 juin 2015	Concurrence, collusion et cartels	John M. Connor Professeur émérite, Département d'économie de l'agriculture, Université Purdue (État de l'Indiana, États-Unis) Jean-Luc Landry Économiste, ancien président de l'Association des conseillers financiers du Québec et de l'Association des économistes québécois (Montréal) Lorne Sossin Professeur titulaire et doyen, Faculté de droit Osgoode Hall, Université de York (Toronto, Ontario) Michael Trebilcock Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Toronto Daniel Weinstock Professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill (Montréal)

Date	Thèmes	Participants
13 juin 2015	Corruption, éthique et financement politique	Luc Bégin Professeur titulaire, Faculté de philosophie et directeur de l'Institut d'éthique appliquée, Université Laval (Québec) Pierre Bernier Professeur associé, École nationale d'administration publique (ENAP) et ancien haut fonctionnaire dans la fonction publique québécoise (Montréal) Jean-Herman Guay Professeur titulaire, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke (Sherbrooke) André Lacroix Professeur titulaire, Département de philosophie et d'éthique appliquée et directeur de la Chaire d'éthique appliquée, Université de Sherbrooke Mathieu Lapointe Chercheur invité, Institut d'études canadiennes, Université McGill (Montréal). Pierre Lascoumes Directeur de recherche émérite, Centre d'études européennes de Sciences Po (CEE) (Paris, France)
18 juin 2014	Vérification, enquêtes et surveillance	Benoît Dupont Professeur titulaire, École de criminologie et directeur du Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal Pierre Noreau Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal Marie-Claude Prémont Avocate et ingénieure, professeure titulaire, École nationale d'administration publique (ENAP) (Montréal) Pierre Prévost Pierre Prévost Inc., analyses stratégiques et affaires gouvernementales (Montréal) Marie-Soleil Tremblay Professeure agrégée, École nationale d'administration publique (ENAP) (Québec)

ANNEXE 10 - DÉCISIONS RENDUES PAR LES TRIBUNAUX EN LIEN AVEC LA COMMISSION

Date	Décision	Dossier
Décisions de la Cour supérieure		
2012-04-27	Procureur général du Canada, Gaétan Courchesne (GRC) c. la Commission Jugement sur une requête en révision judiciaire visant l'annulation d'un <i>subpœna duces tecum</i> (Hon. Guylène Beaugé, J.C.S.)	500-17-071027-125
2012-05-30	Charles-André Sauvé c. la Commission Jugement sur une requête en vue d'obtenir des instructions relativement à un <i>subpœna</i> (art. 2, 20, 46 C.p.c.) émis par l'honorable France Charbonneau (Hon. Michel Déziel, J.C.S.)	500-17-072002-127
2012-10-22	Raynald Desjardins c. la Commission Jugement sur une requête en annulation d'une citation à comparaître (Hon. Michael Stober, J.C.S.)	500-36-006424-124
2013-10-01	Gilles Beaulieu c. la Commission Guy Chevette c. la Commission Jugement sur des requêtes en révision judiciaire (art. 846 C.p.c.) (Hon. Claudine Roy, J.C.S.)	500-17-077442-138 500-17-077503-137
2013-10-11	Fonds de solidarité FTQ, Michel Arsenault, Guy Gionet c. la Commission Jugement sur une demande d'ordonnance de sursis (art. 46, 834.1 et 846 C.p.c.) (Hon. Geneviève Marcotte, J.C.S.)	500-17-079187-137
2013-11-21 Orale 2014-02-03 Écrite	Antonio Accurso c. la Commission Jugement sur la transcription révisée des motifs d'un jugement rendu séance tenante le 21 novembre 2013 sur une requête en radiation d'allégations et sur une question d'administration de la preuve (Hon. Jean-François Buffoni, J.C.S.)	500-17-078622-134
2013-11-22	Fonds de solidarité FTQ et Michel Arseneault et Guy Gionet c. la Commission Jugement sur une requête introductive d'instance en révision judiciaire (Hon. André Prévost, J.C.S.)	500-17-079187-137

Date	Décision	Dossier
2013-11-29 Orale 2013-12-16 Écrite	Louis-Pierre Lafortune c. la Commission Jugement sur une requête en sursis d'une assignation à comparaître (Hon. Louis Lacoursière, J.C.S.)	500-17-080027-132 (Non-publication)
2014-01-27 Orale 2014-02-03 Écrite	Antonio Accurso c. la Commission Jugement sur la transcription révisée des motifs d'un jugement rendu séance tenante le 27 janvier 2014 sur une objection à la preuve et une demande de cassation de deux <i>subpœnas duces tecum</i> (Hon. Jean-François Buffoni, J.C.S.)	500-17-078622-134
2014-01-31 Orale 2014-02-03 Écrite	Antonio Accurso c. CEIC et DPCP Jugement sur la transcription révisée des motifs d'un jugement rendu séance tenante le 31 janvier 2014 sur une demande visant à faire entendre deux témoins (Hon. Jean-François Buffoni, J.C.S.)	500-17-078622-134
2014-04-30	Antonio Accurso c. la Commission Jugement sur une requête en révision judiciaire et demande d'exemption constitutionnelle (Hon. Jean-François Buffoni, J.C.S.)	500-17-078622-134
Décisions de la Cour d'appel		
2013-10-18	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) Michel Arsenault Guy Gionet Jugement sur une requête de <i>bene esse</i> pour permission de porter en appel un jugement interlocutoire (art. 26, 29, 46, 494, 508.2 et 511 C.p.c.) (Hon. Allan R. Hilton, J.C.A.)	500-09-023933-138 (500-17-079187-137)
2013-11-29	Gilles Beaulieu, Guy Chevette c. la Commission Jugement sur la demande de permission de porter en appel un jugement de la Cour supérieure (Hon. François Doyon, J.C.A.)	500-09-023966-138 (500-17-077442-138) 500-09-023968-134 (500-17-077503-137)
2014-02-17	Antonio Accurso c. la Commission Jugement sur une requête en permission de porter en appel des jugements interlocutoires de la Cour supérieure des 27 et 31 janvier 2014 et demande de sursis d'exécution d'une assignation à comparaître (Hon. Manon Savard, J.C.A.)	500-09-024202-145 (500-17-078622-134)

Date	Décision	Dossier
2014-03-28	FTQ (Michel Arsenault) c. la Commission Jugement sur une requête pour permission de porter en appel un jugement final rendu le 22 novembre 2013 par l'honorable André Prévost de la Cour supérieure dans le district de Montréal et pour suspension de l'instance (art. 26, 494 et 508.2 C.p.c.) (Hon. Manon Savard, J.C.A.)	500-09-024109-134 (500-17-079187-137)
2014-06-03	Antonio Accurso c. la Commission Jugement sur une requête pour permission de porter en appel un jugement de la Cour supérieure (Hon. François Doyon, J.C.A.)	500-09-024452-146 (500-17-078622-134)
2014-10-03	FTQ (Michel Arsenault) c. la Commission Jugement sur un appel contre un jugement de la Cour supérieure (Hon. Nicholas Kasirer, J.C.A., hon. Jacques J. Levesque, J.C.A., hon. Claude C. Gagnon, J.C.A.)	500-09-024109-134 (500-17-079187-137)
Décisions de la Cour suprême		
2014-04-10	Accurso c. la Commission Jugement sur une requête sollicitant une ordonnance pourvoyant au traitement accéléré de la demande d'autorisation d'appel et demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-024202-145 daté du 17 février 2014 Coram : Les juges LeBel, Karakatsanis et Wagner	35748 (500-09-024202-145)
2014-08-08	Accurso c. la Commission Jugement sur une requête visant à accélérer la procédure de la demande d'autorisation d'appel et demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09- 024452-146, daté du 3 juin 2014 Coram : Les juges LeBel, Cromwell et Gascon	35964 (500-09-024452-146)

ANNEXE 11 - LE FONCTIONNEMENT DES MUNICIPALITÉS QUÉBÉCOISES

Cette annexe dresse un portrait général des pouvoirs et responsabilités qui incombent aux élus et aux fonctionnaires municipaux. Chacun d'eux a des obligations en vertu de la loi qui ne peuvent être modifiées par le conseil municipal¹¹. Elle traite aussi de la gouvernance dans le domaine municipal.

1. LES DIFFÉRENTS ACTEURS

1.1. Le conseil municipal

Une municipalité est représentée par son conseil¹². Celui-ci est composé d'élus : un maire et des conseillers¹³. Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être votés par le conseil en séance¹⁴. En dehors des séances du conseil, les élus ne peuvent pas prendre de décisions au nom de la municipalité¹⁵.

Le maire dispose d'un droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur les affaires et les employés de la municipalité¹⁶. Il peut refuser d'approuver un règlement ou une résolution adoptée par le conseil. Le règlement ou la résolution peut être soumis à nouveau au conseil et s'il est approuvé, le maire est alors tenu de l'approuver¹⁷.

Le conseil peut, par règlement, déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité¹⁸. Dans ce cas, le fonctionnaire ou l'employé qui accorde une autorisation de dépenses l'indique dans un rapport qu'il transmet au conseil à la première séance ordinaire tenue après l'expiration d'un délai de 25 jours suivant l'autorisation¹⁹.

En outre, le conseil nomme par résolution les fonctionnaires et employés qu'il juge nécessaires à l'administration de la municipalité et fixe leur traitement²⁰. Le conseil peut, aux conditions qu'il détermine, déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité qui n'est pas un salarié au

¹¹ Pièce CEIC-R-3543, p. 51.

¹² *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 47; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 79.

¹³ Bien que le nombre de conseillers soit variable, les municipalités de moins de 20 000 habitants ont six conseillers.

¹⁴ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 350; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 83.

¹⁵ Pièce CEIC-R-3543, p. 19.

¹⁶ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 52; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 142.

¹⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 53; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 142.

¹⁸ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 477.2, al. 1; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 961.1, al. 1.

¹⁹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 477.2, al. 5; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 961.1, al. 5.

²⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 71; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 165.

sens du *Code du travail*²¹ le pouvoir d'engager tout fonctionnaire ou employé qui est un tel salarié et, par conséquent, le pouvoir d'autoriser une dépense à cette fin²².

Le conseil peut, par règlement, déléguer à tout fonctionnaire ou employé le pouvoir de former le comité de sélection chargé d'évaluer les soumissions et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué²³.

1.2. Le comité exécutif

Toute municipalité n'ayant pas de comité exécutif ou de comité administratif en vertu de sa charte et comptant au moins 12 conseillers²⁴ peut, par règlement du conseil municipal adopté à la majorité des deux tiers des voix, constituer un comité exécutif de trois ou cinq membres, selon que le conseil se compose de 12 à 20 conseillers ou de plus de 20 conseillers²⁵. Le maire est d'office président du comité exécutif. Ce dernier doit rendre compte de ses travaux au conseil²⁶ et toutes ses décisions doivent être adoptées ou ratifiées par le conseil²⁷.

Le comité exécutif peut être habilité à conclure des contrats au nom de la municipalité en vertu d'une disposition d'une loi particulière ou d'une charte ou à la suite d'une délégation permise par le conseil municipal.

Les dépenses autorisées par tout fonctionnaire ou employé auquel le comité exécutif a délégué le pouvoir doivent être indiquées dans un rapport transmis au comité exécutif à la première séance ordinaire tenue après l'expiration d'un délai de 25 jours suivant l'autorisation²⁸.

1.3. Les fonctionnaires municipaux

La *Loi sur les cités et les villes* (LCV) oblige une municipalité à nommer un directeur général, un greffier et un trésorier. La loi permet d'avoir un secrétaire-trésorier pour remplir les charges de greffier et trésorier. Le *Code municipal* oblige la nomination d'un directeur général et d'un secrétaire-trésorier. Les rôles et responsabilités de ces gestionnaires sont définis dans chacune des lois.

1.3.1. Le directeur général

Pour toutes les municipalités locales, le conseil doit nommer un directeur général²⁹ qui est le fonctionnaire principal de la municipalité³⁰. Il a autorité sur tous les autres fonctionnaires et

²¹ *Code du travail*, RLRQ c. C-27.

²² *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 73.2; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 165.1.

²³ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 573.1.0.1.1, al. 5; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 936.0.1.1, al. 5.

²⁴ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 70.10.

²⁵ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 70.1.

²⁶ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 70.2.

²⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 70.9.

²⁸ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 477.2, al. 6.

employés de la municipalité qui relèvent de lui, à l'exception du vérificateur général qui relève directement du conseil³¹. Sous l'autorité du conseil ou du comité exécutif, le directeur général est responsable de l'administration de la municipalité et, à cette fin, planifie, organise, dirige et contrôle les activités de cette dernière³². L'octroi et la gestion de contrats publics figurent parmi les activités visées.

Pour les municipalités locales régies par le *Code municipal*, le secrétaire-trésorier est d'office le directeur général, à moins que le conseil nomme une autre personne que le directeur général comme titulaire du poste de secrétaire-trésorier³³.

Parmi les fonctions prévues dans la loi, le directeur général prépare le budget et le programme d'immobilisations de la municipalité qu'il soumet à une commission, au comité exécutif ou au conseil. Sous réserve des pouvoirs du maire, il veille à l'exécution des règlements de la municipalité et des décisions du conseil³⁴. Pour les municipalités régies par le *Code municipal*, le conseil peut, par règlement, ajouter des pouvoirs et des obligations au directeur général³⁵. Ainsi, le conseil peut accorder à son directeur général les pouvoirs et obligations prévus dans la LCV.

1.3.2. Le greffier, le trésorier et le secrétaire-trésorier

Le conseil doit toujours avoir un greffier qui est l'employé de la municipalité responsable de la garde du bureau³⁶, des livres, registres, plans, cartes, archives et autres documents appartenant à la municipalité³⁷. Le greffier doit assister aux séances du conseil et dresser le procès-verbal de tous ses actes et délibérations³⁸.

Le conseil doit avoir un trésorier qui est responsable de la perception et de la garde de tous les deniers de la municipalité³⁹. Il tient les livres de comptes où sont inscrites toutes les recettes et dépenses de la municipalité⁴⁰ et il a la responsabilité de dresser le rapport financier⁴¹.

La LCV permet de nommer une seule personne pour remplir les charges de greffier et de trésorier. Elle est alors désignée comme secrétaire-trésorier⁴².

²⁹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 112.

³⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 113; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 210.

³¹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 113.

³² *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 114; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 211.

³³ *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 210, 212.2.

³⁴ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 114.1; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 212.

³⁵ *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 212.1.

³⁶ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 85.

³⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 87.

³⁸ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 90.

³⁹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 97.

⁴⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 100.

⁴¹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 105.

⁴² *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.

Le *Code municipal* oblige la municipalité à avoir un secrétaire-trésorier qui est responsable de la garde du bureau de la municipalité et de ses archives⁴³. Il cumule les fonctions assumées par le greffier⁴⁴ et par le trésorier⁴⁵ décrites dans la LCV.

1.3.3. Le vérificateur général

Depuis 2001, le conseil de toute municipalité de 100 000 habitants et plus doit avoir un fonctionnaire appelé vérificateur général⁴⁶. Le vérificateur général est nommé par résolution adoptée aux deux tiers des voix des membres du conseil pour un mandat de sept ans non renouvelable⁴⁷. Le conseil municipal peut aussi le destituer aux deux tiers des voix. Le vérificateur général doit vérifier notamment les comptes et affaires de la municipalité⁴⁸ et peut vérifier les comptes de toute personne ayant bénéficié d'une aide accordée par la municipalité⁴⁹. Il est aussi responsable de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières affectées à la vérification⁵⁰.

2. LA GOUVERNANCE

En plus de s'assurer que les services offerts dans la municipalité répondent aux besoins de la communauté, l'élu a trois principaux rôles à jouer. Il est à la fois représentant des citoyens, législateur et administrateur⁵¹.

Le conseil municipal adopte le programme des immobilisations⁵² et le budget de la municipalité⁵³ en plus d'assurer l'ordre public sur son territoire en adoptant les résolutions ou règlements nécessaires dans les domaines qui relèvent de sa compétence. Le conseil décide entre autres des projets de construction qui seront réalisés par la municipalité. Il doit aussi exercer un contrôle sur la mise en œuvre des décisions, sur l'application des règlements, sur la réalisation des décisions et des prévisions budgétaires⁵⁴.

De son côté, le directeur général est l'interlocuteur des élus dans leurs communications avec l'administration⁵⁵. Les fonctionnaires se chargent de la mise en application des décisions prises par le conseil et agissent comme intermédiaires entre le conseil et la population⁵⁶.

⁴³ *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 179.

⁴⁴ *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 199-201.

⁴⁵ *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 203.

⁴⁶ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.1.

⁴⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.2.

⁴⁸ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.7.

⁴⁹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.10.

⁵⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 107.6.

⁵¹ Pièce CEIC-R-3543, p. 28.

⁵² *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 473; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 953.1.

⁵³ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 474; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 954.

⁵⁴ Pièce CEIC-R-3543, p. 28.

⁵⁵ Pièce CEIC-R-3543, p. 51.

⁵⁶ Pièce CEIC-R-3543, p. 51.

Le directeur général a le pouvoir de former un service des approvisionnements pour s'occuper de l'octroi et de la gestion des contrats publics. Il peut également former une équipe de services techniques pour réaliser en interne l'ingénierie et les autres services nécessaires à l'octroi et à la gestion des contrats publics. Généralement, ces services sont créés dans des villes où le volume de contrats est suffisant pour le justifier.

ANNEXE 12 - ÉVOLUTION DES SEUILS DÉTERMINANT LE MODE DE SOLLICITATION DES CONTRATS

Ministères et organismes gouvernementaux – De 1996 à 2000

Contrats d'approvisionnement	Moins de 1 000 \$:	Gré à gré
	1 000 \$ à 24 999 \$:	Appel d'offres sur invitation
	25 000 \$ et plus :	Appel d'offres public
Contrats de construction	Moins de 5 000 \$:	Gré à gré
	5 000 \$ à 99 999 \$:	Appel d'offres sur invitation ⁵⁷
	100 000 \$ et plus :	Appel d'offres public
Contrats de services	Moins de 10 000 \$:	Gré à gré
	10 000 \$ à 99 999 \$:	Appel d'offres sur invitation ⁵⁸
	100 000 \$ et plus :	Appel d'offres public

Exceptions

- Un contrat d'approvisionnement relatif à l'achat de sable, de pierre, de gravier ou d'enrobé bitumineux d'une valeur de 1 000 \$ ou plus, mais inférieure à 200 000 \$, peut être octroyé à la suite d'un appel d'offres sur invitation. Un contrat d'une valeur de 200 000 \$ ou plus doit être octroyé à la suite d'un appel d'offres public.
- Un contrat de construction visant la fabrication et la pose d'enrobé bitumineux d'une valeur inférieure à 250 000 \$ peut être octroyé de gré à gré. Lorsque trois critères démontrant l'absence de concurrence sont respectés, un contrat de 250 000 \$ ou plus, mais inférieur à 500 000 \$, peut être octroyé de gré à gré. Lorsque les trois critères démontrant l'absence de concurrence ne sont pas respectés, un contrat de 250 000 \$ ou plus, mais inférieur à 500 000 \$, peut être octroyé à la suite d'un appel d'offres sur invitation. Un contrat de 500 000 \$ et plus doit être octroyé à la suite d'un appel d'offres public.
- En ce qui concerne les contrats de services pour lesquels aucun accord intergouvernemental n'est applicable (tels les services professionnels), le seuil d'appel d'offres public est de 200 000 \$. Dans ce cas, le donneur d'ouvrage doit procéder à un appel d'offres public régionalisé.

⁵⁷ Pour les contrats de construction d'une valeur de 10 000 \$ ou plus, mais inférieure à 100 000 \$, l'appel d'offres sur invitation doit se faire avec le nom des entreprises inscrites au fichier fournisseur.

⁵⁸ Pour les contrats de services devant faire l'objet d'un appel d'offres sur invitation, celui-ci doit se faire avec le nom des entreprises inscrites au fichier fournisseur.

Ministères et organismes gouvernementaux – De 2000 à 2008⁵⁹

Contrats d'approvisionnement	Moins de 5 000 \$:	Gré à gré
	5 000 \$ à 24 999 \$:	Appel d'offres sur invitation ⁶⁰
	25 000 \$ et plus :	Appel d'offres public
Contrats de construction	Moins de 25 000 \$:	Gré à gré
	25 000 \$ et plus :	Appel d'offres public
Contrats de services	Moins de 10 000 \$:	Gré à gré
	10 000 \$ à 24 999 \$:	Appel d'offres sur invitation ⁶¹
	25 000 \$ et plus :	Appel d'offres public

Exceptions

- Les contrats d'approvisionnement relatifs à l'achat de sable, de pierre, de gravier et d'enrobé bitumineux d'une valeur de 5 000 \$ ou plus, mais inférieure à 200 000 \$, doivent être octroyés à la suite d'un appel d'offres sur invitation. Pour les contrats d'une valeur de 200 000 \$ ou plus, l'appel d'offres public est prescrit.
- Les contrats de construction visant la fabrication et la pose d'enrobé bitumineux d'une valeur inférieure à 500 000 \$ peuvent être octroyés de gré à gré.
- Les contrats de services professionnels d'une valeur inférieure à 25 000 \$ peuvent être octroyés de gré à gré. Lorsqu'un appel d'offres est requis pour les services professionnels (25 000 \$ ou plus), le donneur d'ouvrage doit procéder à un appel d'offres public régionalisé.

⁵⁹ *Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics*, 2000 GOQ 2, 5635, art. 11, 12(12), 51, 53, 54.

⁶⁰ Pour les contrats d'approvisionnement devant faire l'objet d'un appel d'offres sur invitation, celui-ci doit se faire avec le nom des entreprises inscrites au fichier fournisseur si la spécialité est prévue au fichier.

⁶¹ Pour les contrats de services devant faire l'objet d'un appel d'offres sur invitation, celui-ci doit se faire avec le nom des entreprises inscrites au fichier fournisseur si la spécialité est prévue au fichier.

Ministères et organismes gouvernementaux – Depuis 2008⁶²

Contrats d'approvisionnement	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ et plus :	Au choix Appel d'offres public
Contrats de construction	Moins de 100 000 \$: 100 000 \$ et plus :	Au choix Appel d'offres public
Contrats de services	Moins de 100 000 \$: 100 000 \$ et plus :	Au choix Appel d'offres public

Pour les contrats d'une valeur inférieure au seuil d'appel d'offres public défini par les accords intergouvernementaux, l'organisme public est libre de procéder par appel d'offres public ou sur invitation ou encore de procéder de gré à gré. Toutefois, l'organisme public doit viser à effectuer une rotation parmi les concurrents ou les contractants auxquels cet organisme fait appel ou recourir à de nouveaux concurrents ou contractants. Il doit également mettre en place des dispositions de contrôle relatives au montant de tout contrat et de toute dépense supplémentaire qui s'y rattache.

Exceptions

- Un contrat pour l'acquisition de sable, de pierre, de gravier ou d'enrobés bitumineux comportant une dépense inférieure à 200 000 \$ peut être conclu de gré à gré. Au-delà de ce seuil, l'appel d'offres public est prescrit.
- Les contrats de services professionnels d'une valeur de 100 000 \$ et plus doivent être octroyés à la suite d'un appel d'offres public régionalisé. Ils ne sont pas visés par les accords intergouvernementaux.
- Un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public peut être conclu de gré à gré lorsqu'un organisme public estime qu'il lui sera possible de démontrer, compte tenu de l'objet du contrat, qu'un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public. Cette exception est notamment utilisée pour les contrats de construction visant la fabrication et la pose d'enrobé bitumineux d'une valeur inférieure à 1 500 000 \$⁶³.

⁶² *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ c. C-65.1, art. 10, 13 et 14; Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, RLRQ c. C-65.1, r. 2, art. 27; *Seuils d'application des accords de libéralisation des marchés publics* (pièce déposée issue du site du sous-secrétariat, CEIC-R-3502).

⁶³ Ce seuil a été réduit à 1 000 000 \$ en 2011.

Municipalités – Avant 2002⁶⁴

Contrats d'approvisionnement	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public
Contrats de construction	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public
Contrats de services	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public

Exceptions

- Les contrats de services professionnels, n'étant pas visés par les accords de libéralisation des marchés publics, peuvent être conclus de gré à gré.

Municipalités – Après 2002⁶⁵

Contrats d'approvisionnement	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public
Contrats de construction	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public
Contrats de services	Moins de 25 000 \$: 25 000 \$ à 99 999 \$: 100 000 \$ et plus :	Gré à gré Appel d'offres sur invitation Appel d'offres public ⁶⁶

⁶⁴ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 573 et 573.1; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 935, 936.

⁶⁵ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 573 et 573.1; Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de certains services professionnels, RLRQ, c. C-19, r. 2, art. 3 et 8; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 935, 936.

⁶⁶ Les contrats de services professionnels comportant une dépense de moins de 500 000 \$ peuvent être octroyés à la suite d'un appel d'offres public régionalisé.

ANNEXE 13 - SEUILS D'APPLICATION / ACCORDS DE LIBÉRALISATION DES MARCHÉS PUBLICS

contrats d'approvisionnement

Entités \ Accord	ACI	AQNB (2008) ACCQO	AQNY	AMP	EQO 2006
Ministères et organismes budgétaires	25 k\$	25 k\$	25 k\$	548,7 k\$	
Autres organismes du gouvernement	25 k\$	25 k\$	25 k\$		
Éducation	100 k\$	100 k\$			
Santé et services sociaux	100 k\$	100 k\$			
Domaine municipal	100 k\$	100 k\$			
Entreprises du gouvernement à vocation industrielle ou commerciale	500 k\$	500 k\$			

contrats de services

Entités \ Accord	ACI	AQNB (2008) ACCQO	AQNY	AMP	EQO 2006
Ministères et organismes budgétaires	100 k\$	100 k\$*	100 k\$	548,7 k\$	
Autres organismes du gouvernement	100 k\$	100 k\$*	100 k\$		
Éducation	100 k\$	100 k\$			
Santé et services sociaux	100 k\$	100 k\$			
Domaine municipal	100 k\$	100 k\$			
Entreprises du gouvernement à vocation industrielle ou commerciale	500 k\$	500 k\$			

* Les contrats de publicité et de relations publiques sont visés à l'AQNB(2008) à partir de 200 k\$.

contrats de travaux de construction

Entités \ Accord	ACI	AQNB (2008) ACCQO	AQNY	AMP	EQO 2006
Ministères et organismes budgétaires	100 k\$	100 k\$	100 k\$	7,7 M\$	
Autres organismes du gouvernement	100 k\$	100 k\$	100 k\$		
Éducation	250 k\$	100 k\$			
Santé et services sociaux	250 k\$	100 k\$			
Domaine municipal	250 k\$	100 k\$			
Entreprises du gouvernement à vocation industrielle ou commerciale	5 M\$	5 M\$			
Société des alcools du Québec Société des loteries du Québec	5 M\$	5 M\$			100 k\$*
Hydro-Québec (HQ)					Selon politique d'HQ**

* Pas d'obligation d'attribuer les contrats par appel d'offres public.

** Ouverture aux entrepreneurs de l'Ontario si l'appel d'offres est ouvert à l'ensemble des entrepreneurs du Québec ou uniquement aux entrepreneurs de l'Outaouais.

Signification des acronymes

ACI : Accord sur le commerce intérieur

ACCQO : Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario

AQNB : Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick (2008)

AQNY : Accord intergouvernemental sur les marchés publics entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York

EQO2006 : Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction (2006)

AMP : Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce

Source : Sous-secrétariat aux marchés publics – 1^{er} avril 2014.

ANNEXE 14 - LE FINANCEMENT DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES AU NIVEAU MUNICIPAL

Lors de la préparation d'un projet, une fois que celui-ci est défini et que les coûts sont estimés, le conseil municipal doit en assurer le financement. Les sommes peuvent être disponibles dans le budget de la municipalité, dans des réserves financières, des fonds réservés, par emprunt et avec l'aide de subventions⁶⁷. Le financement représente un enjeu clé dans les projets de construction.

Pour financer un projet de construction, une municipalité peut utiliser son fonds de roulement⁶⁸ ou tout autre fonds réservé si la dépense correspond aux fins auxquelles il a été constitué⁶⁹. À compter de 2006, toute municipalité peut créer une réserve financière afin de financer les dépenses liées aux services de l'eau (eau potable et eaux usées) ou de la voirie⁷⁰. Cette réserve doit être créée au bénéfice de l'ensemble du territoire de la municipalité⁷¹.

Les règlements d'emprunt

La construction d'infrastructures est généralement financée par emprunt à long terme, pour une durée ne pouvant dépasser la durée de vie utile des biens que le produit de l'emprunt permet à la municipalité de construire⁷². Pour ce faire, le conseil adopte un règlement décrétant un emprunt qui peut préciser l'objet du règlement, la description détaillée de la dépense, le montant et le terme de l'emprunt⁷³. Tout règlement d'emprunt, sauf exception⁷⁴, est soumis à l'approbation des personnes habiles à voter (la population du territoire) et à celle du ministre des Affaires municipales⁷⁵. Parmi les exceptions, si l'unique objet du règlement d'emprunt est l'établissement de plans et devis, seulement l'approbation du ministre est requise⁷⁶. De même, si un emprunt est effectué en attendant le versement d'une subvention et que le montant de l'emprunt est inférieur au montant de la subvention, le règlement d'emprunt ne requiert que l'autorisation du ministre⁷⁷.

Un allègement des approbations requises pour les emprunts relatifs aux travaux d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées ou de voirie est entré en vigueur le 17 juin 2009. Les municipalités

⁶⁷ Pièce CEIC-R-3543, p. 59.

⁶⁸ Pièce CEIC-R-3543, p. 60.

⁶⁹ Pièce CEIC-R-3543, p. 59.

⁷⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 569.7; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1094.7.

⁷¹ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 569.9; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1094.9.

⁷² *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*, L.R.Q., c. D-7, art. 1.

⁷³ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 544; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1063.

⁷⁴ Exemples non exhaustifs : emprunt dont l'unique objet est l'établissement de plans et de devis (*Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1061; *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 556), sommes à payer en vertu d'un jugement (*Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1114; *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 592; *Loi sur la fiscalité municipale*, chapitre F-2.1, art. 249), emprunt pour se conformer à une ordonnance de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2), frais de refinancement d'emprunt ou consolidation de déficit (*Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*, RLRQ, c. D-7, art.).

⁷⁵ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 556; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1061.

⁷⁶ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 556; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1061.

⁷⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 567; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 1093.1.

peuvent depuis adopter un règlement décrétant un emprunt en ne requérant que l'approbation du ministre si au moins la moitié du coût des travaux prévus dans le règlement est subventionnée par le gouvernement ou l'un de ses ministres ou organismes et que le règlement prévoit que le montant de la subvention est entièrement affecté à la réduction du montant global de l'emprunt⁷⁸. Toutefois, le ministre peut exiger que le règlement d'emprunt soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter⁷⁹. Cet allègement s'applique à l'égard d'un règlement d'emprunt adopté avant le 15 juin 2015⁸⁰.

Une fois le règlement d'emprunt approuvé, les deniers provenant d'un emprunt contracté par une municipalité doivent être exclusivement appliqués aux fins auxquelles ils sont destinés⁸¹. Si l'objet du règlement devait être modifié ou la charge sur le contribuable augmentée⁸², un nouveau règlement doit être soumis aux mêmes approbations que le règlement initial⁸³.

⁷⁸ *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, projet de loi n° 45, L.Q. 2009, c. 26 (adoptée par l'Assemblée nationale le 17 juin 2009), 1^{re} sess., 39^e législ. (Qc), art. 117.

⁷⁹ *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, projet de loi n° 45, L.Q. 2009, c. 26 (adoptée par l'Assemblée nationale le 17 juin 2009), 1^{re} sess., 39^e législ. (Qc), art. 117.

⁸⁰ *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, projet de loi n° 69, L.Q. 2012, c. 21 (adoptée par l'Assemblée nationale le 13 juin 2012), 2^e sess., 39^e législ. (Qc), art. 23.

⁸¹ *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*, RLRQ, c. D-7, art. 7.

⁸² Exemples : augmentation du montant de l'emprunt, prolongation du terme de remboursement et modification de la clause de taxation.

⁸³ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 365.

ANNEXE 15 - CADRE NORMATIF LIÉ AUX DÉPENSES ÉLECTORALES

Périodes	Dépenses maximales d'un parti (par électeur dans l'ensemble des circonscriptions où le parti a un candidat officiel)	Dépenses maximales d'un candidat (par électeur de la circonscription où se présente le candidat)		Élections auxquelles ces montants se sont appliqués
		Élection générale	Élection partielle	
Jusqu'au 1 ^{er} mai 2001	0,50 \$	1,00 \$	1,50 \$	- Partielle du 19 février 1996 - Partielle du 10 juin 1996 - Partielle du 9 décembre 1996 - Partielle du 28 avril 1997 - Partielle du 6 octobre 1997 - Partielle du 1 ^{er} juin 1998 - Générale du 30 novembre 1998 - Partielle du 9 avril 2001
Du 2 mai 2001 au 31 mars 2002	0,60 \$	1,00 \$	1,60 \$	- Partielle du 1 ^{er} octobre 2001
Du 1 ^{er} avril 2002 au 31 mars 2003	0,61 \$	1,02 \$	1,63 \$	- Partielle du 15 avril 2002 - Partielle du 17 juin 2002
Du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004	0,62 \$	1,04 \$	1,66 \$	- Générale du 14 avril 2003
Du 1 ^{er} avril 2004 au 31 mars 2005	0,63 \$	1,07 \$	1,70 \$	- Partielle du 20 septembre 2004
Du 1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006	0,64 \$	1,09 \$	1,73 \$	- Partielle du 12 décembre 2005
Du 1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007	0,65 \$	1,11 \$	1,76 \$	- Partielle du 10 avril 2006 - Partielle du 14 août 2006 - Générale du 26 mars 2007
Du 1 ^{er} avril 2007 au 31 mars 2008	0,66 \$	1,13 \$	1,79 \$	- Partielle du 24 septembre 2007
Du 1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2009	0,67 \$	1,15 \$	1,82 \$	- Partielle du 12 mai 2008 - Partielle du 29 septembre 2008 - Générale du 8 décembre 2008
Du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	0,68 \$	1,17 \$	1,85 \$	- Partielle du 22 juin 2009 - Partielle du 21 septembre 2009
Du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	0,68 \$	1,18 \$	1,86 \$	- Partielle du 5 juillet 2010 - Partielle du 13 septembre 2010 - Partielle du 29 novembre 2010

Périodes	Dépenses maximales d'un parti (par électeur dans l'ensemble des circonscriptions où le parti a un candidat officiel)	Dépenses maximales d'un candidat (par électeur de la circonscription où se présente le candidat)		Élections auxquelles ces montants se sont appliqués
		Élection générale	Élection partielle	
Du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	0,69 \$	1,19 \$	1,88 \$	- Partielle du 5 décembre 2011
Du 1 ^{er} avril 2012 au 31 décembre 2012	0,71 \$	1,23 \$	1,94 \$	- Partielle du 11 juin 2012 - Générale du 4 septembre 2012
Du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 mars 2013	0,65 \$	0,70 \$	1,35 \$	
Depuis le 1 ^{er} avril 2013	0,66 \$	0,71 \$	1,37 \$	- Partielle du 9 décembre 2013 - Générale du 7 avril 2014

Dépenses électorales maximales en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums*
dans les municipalités⁸⁴

Période	Pour l'élection au poste de maire ou de maire d'arrondissement					Pour l'élection au poste de conseiller	
	Montant de base	Majoration par personne inscrite sur la liste électorale				Montant de base	Majoration par personne inscrite sur la liste électorale
		Pour les 1 000 premières personnes inscrites	Dans la tranche excédant 1 000 sans excéder 20 000 personnes inscrites	Dans la tranche excédant 20 000 sans excéder 100 000 personnes inscrites	Dans la tranche excédant 100 000 personnes inscrites		
Du 21 juin 2001 au 31 mai 2009	5 400 \$	0 \$	0,42 \$	0,72 \$	0,54 \$	2 700 \$	0,42 \$
Du 1 ^{er} juin 2009 au 20 juin 2013	5 400 \$	0,42 \$		0,72 \$	0,54 \$	2 700 \$	0,42 \$
Depuis le 21 juin 2013	3 780 \$	0,30 \$		0,51 \$	0,38 \$	1 890 \$	0,30 \$

⁸⁴ *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, RLRQ, c. E-2.2, art. 465.

ANNEXE 16 - MODALITÉS DE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION EN ARGENT LIQUIDE EN VERTU DE LA *LOI ÉLECTORALE*

Jusqu'au 1 ^{er} mai 2001	Du 2 mai 2001 au 30 avril 2011	Du 1 ^{er} mai 2011 au 31 décembre 2012	Depuis le 1 ^{er} janvier 2013
Toute contribution en argent de plus de 200 \$ doit être faite au moyen : - d'un chèque - d'un autre ordre de paiement Dans ces deux cas, le paiement doit être tiré sur le compte de l'électeur dans un établissement financier qui a un bureau au Québec.	Toute contribution en argent de plus de 200 \$ doit être faite au moyen : - d'un chèque - d'un autre ordre de paiement Dans ces deux cas, le paiement doit être tiré sur le compte de l'électeur dans un établissement financier qui a un bureau au Québec. La contribution peut également être faite conformément aux règles du DGEQ au moyen : - d'une carte de crédit - d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel du parti ou du candidat indépendant autorisé auquel cette contribution est destinée	Toute contribution en argent de 100 \$ ou plus doit être faite au moyen : - d'un chèque - d'un autre ordre de paiement Dans ces deux cas, le paiement doit être tiré sur le compte de l'électeur dans un établissement financier qui a un bureau au Québec. La contribution peut également être faite conformément aux règles du DGEQ au moyen d'une carte de crédit.	Toute contribution en argent de plus de 50 \$ doit être faite au moyen : - d'un chèque - d'un autre ordre de paiement Dans ces deux cas, le paiement doit être tiré sur le compte de l'électeur dans un établissement financier qui a un bureau au Québec. La contribution peut également être faite conformément aux règles du DGEQ au moyen d'une carte de crédit.

ANNEXE 17 - CALCUL D'UNE ALLOCATION PUBLIQUE EN VERTU DE LA LOI ÉLECTORALE

A	Nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales utilisées lors des dernières élections générales
B	Pourcentage des votes valides obtenus par le parti autorisé
C	Nombre de dollars versés à titre de contribution au parti autorisé, jusqu'à concurrence, pour ces élections générales, de 20 000 \$
D	Nombre de dollars en sus de 20 000 \$ versés à titre de contribution au parti autorisé, jusqu'à concurrence, pour ces élections générales, de 200 000 \$

Jusqu'au 9 décembre 2010 ⁸⁵	Du 10 décembre 2010 au 31 décembre 2012 ⁸⁶	Du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 mars 2015 ⁸⁷
0,50 \$ x A x B	0,82 \$ x A x B « Ce montant est ajusté le 1 ^{er} janvier de chaque année selon la variation de l'indice moyen des prix à la consommation [...] » (art. 82, al. 2)	1,50 \$ x A x B « Ce montant est ajusté le 1^{er} janvier de chaque année selon la variation de l'indice moyen des prix à la consommation [...] » (art. 82, al. 2) En plus de cette allocation, le DGEQ, selon les modalités et la fréquence qu'il détermine, verse aux partis autorisés faisant la preuve du nombre minimal de membres prévu à l'article 82.3 (art. 82.2, al. 1) : 2,50 \$ x C et 1,00 \$ x D Lors d'élections générales, l'allocation supplémentaire suivante est versée aux partis autorisés, dans les 10 jours de la prise du décret ordonnant la tenue d'une élection générale (art. 82.1) : 1,00 \$ x A x B Lors d'élections générales, le DGEQ, selon les modalités et la fréquence qu'il détermine, verse également aux partis autorisés faisant la preuve du nombre minimal de membres prévu à l'article 82.3 (art. 82.2) : 2,50 \$ x C et 1,00 \$ x D

⁸⁵ Loi électorale, RLRQ, c. E-3.3, art. 82.

⁸⁶ Loi électorale, RLRQ, c. E-3.3, art. 82.

⁸⁷ Loi électorale, RLRQ, c. E-3.3, art. 82, 82.1, 82.2.

ANNEXE 18 - EXCLUSIONS AUX DÉPENSES ÉLECTORALES

Ne sont pas des dépenses électorales :

- La publication, dans un journal, un périodique ou un autre imprimé, d'articles, d'éditoriaux, de nouvelles, de chroniques ou de lettres de lecteurs, à la condition que cette publication soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense, qu'il ne s'agisse pas d'un journal, d'un périodique ou d'un imprimé institué aux fins ou en vue de l'élection et que la distribution et la fréquence de publication soient établies de la même façon qu'en dehors de la période électorale.
- Le coût de production, de promotion et de distribution selon les règles habituelles du marché de tout livre dont la vente, au prix courant du marché, était prévue malgré la prise du décret.
- La diffusion par une station de radio ou de télévision d'une émission d'affaires publiques, de nouvelles ou de commentaires, à la condition que cette émission soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense.
- Les frais indispensables pour tenir dans une circonscription une assemblée pour le choix d'un candidat, dont le coût de la location d'une salle et de la convocation des délégués ainsi que la publicité sur les lieux de l'assemblée; ces frais ne peuvent pas excéder 4 000 \$ ni inclure aucune autre forme de publicité.
- Les frais raisonnables d'un candidat pour sa participation à une assemblée pour le choix d'un candidat dans une circonscription. Ces frais ne peuvent inclure aucune publicité, à l'exception de celle qui est faite par le candidat sur les lieux de l'assemblée.
- Les dépenses raisonnables faites par un candidat ou toute autre personne, à même ses propres deniers, pour se loger et se nourrir pendant un voyage à des fins électorales, si ces dépenses ne lui sont pas remboursées.
- Les frais de transport d'un candidat s'ils ne font pas l'objet d'un remboursement.
- Les autres dépenses personnelles raisonnables d'un candidat, qui ne doivent comprendre aucune publicité, si ces dépenses ne lui sont pas remboursées.
- Les frais de transport d'une autre personne qu'un candidat qui sont payés à même ses propres deniers, si ces frais ne lui sont pas remboursés.
- Depuis le 21 octobre 1998 : Le coût des aliments et des boissons servis à l'occasion d'une activité politique lorsque ce coût est inclus dans le prix d'entrée déboursé par le participant.
- Les frais raisonnables engagés pour la publication de commentaires explicatifs de la présente loi, pourvu que ces commentaires soient strictement objectifs et ne contiennent aucune publicité de nature à favoriser ou à défavoriser un candidat ou un parti.

- Les dépenses raisonnables ordinairement faites pour l'administration courante d'au plus deux bureaux permanents du parti dont l'adresse est inscrite au registre du directeur général des élections.
- Les intérêts courus entre le début de la période électorale et le quatre-vingt-dixième jour qui suit le jour du scrutin sur tout prêt légalement consenti à un représentant officiel pour des dépenses électorales, à moins que l'agent officiel n'ait payé ces intérêts et ne les ait déclarés comme dépenses électorales dans son rapport de dépenses électorales.
- Depuis le 21 octobre 1998 : Les dépenses, dont le total pour toute la période électorale n'excède pas 200 \$, faites ou engagées pour la tenue de réunions, y compris la location de la salle et la convocation des participants, pourvu que ces réunions ne soient pas organisées directement ou indirectement pour le compte d'un candidat ou d'un parti.
- Depuis le 21 octobre 1998 : Les dépenses de publicité, dont le total pour la période électorale n'excède pas 300 \$, faites ou engagées par un intervenant particulier autorisé conformément à la section V du présent chapitre pour, sans favoriser ni défavoriser directement un candidat ou un parti, soit faire connaître son opinion sur un sujet d'intérêt public ou obtenir un appui à une telle opinion, soit prôner l'abstention ou l'annulation du vote.
- Depuis le 28 mars 2001 : La rémunération versée à un représentant visé à l'article 316⁸⁸.

⁸⁸ Il s'agit du représentant d'un candidat « auprès du scrutateur ou du préposé à l'information et au maintien de l'ordre ou auprès de chacun d'eux » dans le cadre de toute opération reliée au vote.

ANNEXE 19 - PROCESSUS DE CERTIFICATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Phase 1

La demande est reçue par l'Autorité des marchés financiers (AMF), qui s'assure que celle-ci soit complète, puis la transmet à l'Unité permanente anticorruption (UPAC)⁸⁹.

Phase 2

L'UPAC effectue des vérifications dans les sources ouvertes (médias, audiences de la Commission)⁹⁰. Elle demande aussi à ses partenaires officiels⁹¹ : Sûreté du Québec (SQ)⁹², Commission de la construction du Québec (CCQ)⁹³, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)⁹⁴, Agence du revenu du Québec (ARQ)⁹⁵ et Régie du bâtiment du Québec (RBQ)⁹⁶ d'effectuer des vérifications dans leurs banques de données⁹⁷. Ceux-ci lui transmettent les informations suivantes⁹⁸ :

- SQ : les informations retrouvées dans les plunitifs;
- ARQ⁹⁹ : les informations liées aux infractions de fausse facturation, de malversation et d'autres actes répréhensibles commis dans les cinq dernières années. L'ARQ doit transmettre toutes les informations qu'elle détient à l'UPAC, même si elle est d'avis que l'entreprise est intègre sur le plan fiscal. Par exemple, l'ARQ pourrait considérer que le fait de déceler dix factures de complaisance à la suite d'une seule vérification n'est pas suffisant en soi pour empêcher une entreprise de contracter avec l'État. Il appartient toutefois à l'UPAC de décider si l'avis transmis à l'AMF sera favorable ou non. L'AMF s'assure que l'entreprise a reçu son attestation de l'ARQ selon laquelle l'entreprise est en règle au point de vue fiscal;

⁸⁹ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 163-165; pièce 202P-2087, p. 19-20.

⁹⁰ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 176, 200-203; témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 195-200, 203-204.

⁹¹ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 118-119.

⁹² Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 168.

⁹³ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 175.

⁹⁴ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 175-176.

⁹⁵ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 169-170; témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 171; témoignage de Julie Blackburn, transcription du 25 septembre 2014, p. 171-172.

⁹⁶ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 175.

⁹⁷ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 167-168.

⁹⁸ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 168-170, 175-176; témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 171; témoignage de Julie Blackburn, transcription du 25 septembre 2014, p. 171-172; témoignage d'Yves Trudel, transcription du 1^{er} octobre 2014, p. 111-116.

⁹⁹ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 140-142, 146-153, 155-157, 279; témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 143-146, 153-155, 160-162; témoignage de Julie Blackburn, transcription du 25 septembre 2014, p. 157-159.

- CCQ et RBQ¹⁰⁰ : les informations liées aux constats d'infraction émis, le déplacement des ressources d'une entreprise à l'autre et le retrait de licences;
- MAMOT : les informations portant sur les défaillances liées aux contrats des municipalités.

Depuis le 1^{er} avril 2015, le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) est un partenaire officiel de l'UPAC dans le cadre de l'autorisation de l'AMF. Celui-ci doit fournir les renseignements portant sur toute poursuite pénale et toute déclaration de culpabilité liées aux infractions aux lois électorales retrouvées à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), par exemple, contributions illégales, fausses déclarations, utilisation de prête-noms¹⁰¹. Avant cette date, l'UPAC demandait parfois des informations au DGEQ, comme elle le fait toujours pour le Bureau de la concurrence du Canada (BCC), lorsque des éléments provenant des sources ouvertes démontraient la nécessité de le faire¹⁰².

L'UPAC ne reçoit que l'information déjà publique sur les enquêtes en cours de ses partenaires¹⁰³. Un cloisonnement existe au sein de l'UPAC, entre son service de vérification et celui des enquêtes¹⁰⁴. L'analyste de l'UPAC au dossier reçoit l'ensemble des informations. Lorsque les vérifications ne soulèvent aucun élément problématique, le dossier est traité rapidement (« voie rapide ») et l'avis est envoyé à l'AMF immédiatement, sans passer à la prochaine étape de vérification. La voie rapide est également empruntée lorsqu'il y a suffisamment d'éléments négatifs pour que l'UPAC envoie déjà un avis de refus à l'AMF¹⁰⁵.

Après cette première vérification, les dossiers comportant des éléments à éclaircir (par exemple, l'entreprise a été mentionnée par un témoin devant la Commission¹⁰⁶) peuvent faire l'objet de vérifications sur le terrain. Les analystes-investigateurs de la SQ visitent alors les bureaux de l'entreprise¹⁰⁷. Ils posent des questions liées aux éléments à clarifier, mais peuvent néanmoins élargir la portée de leurs questions s'ils décèlent de nouveaux éléments, liés notamment à l'éthique ou à la gouvernance¹⁰⁸.

¹⁰⁰ Témoignage de Nathaly Marcoux, transcription du 17 septembre 2014, p. 136-137; pièce 193P-2033, p. 32-34.

¹⁰¹ *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics*, LQ 2015, c. 6, art. 36, 38, 40.

¹⁰² Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 131-133, 178.

¹⁰³ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 110-113; pièce 202P-2087, p. 11.

¹⁰⁴ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 110-111.

¹⁰⁵ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 176-177, 179.

¹⁰⁶ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 176, 200-203; témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 195-200, 203-204.

¹⁰⁷ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 177-178, 180, 205, 206, 239-240.

¹⁰⁸ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 180, 205-206, 239-240.

Phase 3

L'UPAC transmet son avis à l'AMF, lui recommandant d'émettre ou non une autorisation¹⁰⁹. Un avis défavorable doit être motivé¹¹⁰.

Phase 4

L'AMF analyse la recommandation de l'UPAC¹¹¹ :

- Lorsque l'avis de l'UPAC est favorable et n'est pas accompagné d'informations tirées de sources ouvertes, l'AMF émet l'autorisation.
- Lorsque l'avis est favorable et accompagné d'informations tirées de sources ouvertes, l'AMF considère les éléments fournis par l'UPAC et peut demander à l'entreprise des informations supplémentaires. Les informations fournies par l'UPAC permettent à l'AMF de cibler les questions à poser à l'entreprise ou les engagements à lui demander.
- Lorsque l'avis est défavorable, l'AMF envoie une demande de correctifs ou un préavis de refus, à moins que les problèmes aient été réglés entre-temps.

Lorsqu'elle exerce sa discrétion, l'AMF considère les critères énumérés dans la loi et se fonde sur les motifs communiqués par l'UPAC¹¹².

Phase 5

L'AMF émet une autorisation ou envoie une demande de correctifs ou un préavis de décision défavorable. Le préavis de décision défavorable est exigé par la loi afin de permettre à l'entreprise de prendre connaissance des faits qui lui sont reprochés¹¹³.

Phase 6

Lorsqu'elle reçoit un préavis de décision défavorable, l'entreprise dispose d'au moins dix jours pour faire valoir ses observations auprès de l'AMF. Ces observations sont alors transmises à l'UPAC pour de nouvelles vérifications¹¹⁴.

Dans certains cas, les entreprises s'engagent volontairement à mettre en place des mesures de suivi, par exemple des rapports sur les mesures de gouvernance interne mises en place. Le suivi

¹⁰⁹ Témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 181; pièce 202P-2087, p. 22.

¹¹⁰ *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, art. 21.31.

¹¹¹ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 181-183, 193-194; pièce 202P-2087, p. 23.

¹¹² Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 138-139, 152-153, 155.

¹¹³ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 194-195.

¹¹⁴ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 207, 210; témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 210-211; pièce 202P-2087, p. 26.

est effectué par des tiers (firmes de comptables ou autres). Certaines entreprises effectuent, de manière proactive, des enquêtes internes avant de soumettre leur demande¹¹⁵.

L'AMF peut demander à une entreprise de mettre en place certaines mesures correctives afin de régler des problèmes isolés, notamment en matière de gouvernance. Elle peut entre autres demander qu'une personne à l'origine d'actes collusoires se retire de l'entreprise¹¹⁶. C'est notamment le cas d'une entreprise de pavage qui a dû congédier un de ses cadres à la demande de l'AMF avant d'obtenir son autorisation¹¹⁷. Ces demandes sont modulées en fonction de la taille et des moyens de l'entreprise¹¹⁸. Dans le cas de problèmes systémiques, l'AMF ne procède pas par demande de correctifs. Elle envoie plutôt alors un préavis de refus¹¹⁹.

L'entreprise peut contester une décision négative de l'AMF devant les tribunaux¹²⁰. L'entreprise peut déposer une nouvelle demande un an (ou moins si l'AMF en juge ainsi) après avoir reçu une décision défavorable¹²¹.

Phase 7

Des vérifications peuvent être effectuées en continu par l'UPAC après l'émission de l'autorisation, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures correctives¹²². Dans le cas des entreprises autorisées sans mesures correctives, l'UPAC effectue des vérifications ciblées lorsqu'elle obtient de nouvelles informations. L'AMF peut retirer l'autorisation en tout temps à la lumière de nouvelles informations¹²³.

¹¹⁵ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 191-193, 211-212.

¹¹⁶ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 183-186, 189-190.

¹¹⁷ Témoignage de Marcel Roireau, transcription du 10 avril 2014, p. 280-285.

¹¹⁸ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 248-249.

¹¹⁹ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 193.

¹²⁰ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 236.

¹²¹ Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 219-220.

¹²² Témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 212-213; témoignage de Marcel Forget, transcription du 25 septembre 2014, p. 213 -214; pièce 202P-2087, p. 27-28.

¹²³ Témoignage de Julie Blackburn, transcription du 25 septembre 2014, p. 50; témoignage d'Éric Stevenson, transcription du 25 septembre 2014, p. 99.

ANNEXE 20 - DEUX VISIONS DU CRIME ORGANISÉ

La vision centrée sur les acteurs

Traditionnellement, le crime organisé est associé à la présence de groupes criminels formels ethniquement homogènes, qui présentent un ensemble de traits caractéristiques comme une structure hiérarchique et durable, des règles concernant le fonctionnement du groupe et la conduite attendue de ses membres, et la tendance à monopoliser les secteurs d'activités illégales où ils opèrent par le recours à la violence et à la corruption.

Cette vision du crime organisé, centrée sur les acteurs, tire ses origines des conclusions de diverses commissions d'enquête sur la *Cosa Nostra* américaine ayant eu cours aux États-Unis à partir des années 1950 et 1960.

La Commission Kefauver (1951) a offert un premier aperçu de la présence d'une organisation criminelle à l'échelle nationale aux États-Unis. Elle conclut que le crime organisé est le résultat d'une conspiration étrangère (ou *alien conspiracy*) connue comme la mafia. En identifiant le crime organisé sur une base notamment ethnique, le crime organisé est perçu comme une menace de l'extérieur, tandis que la participation d'*insiders* et la façon dont un environnement peut créer des opportunités criminelles, est négligé.

Une décennie plus tard, en 1963, dans le cadre d'un événement télévisé, la Commission McClellan, mandatée notamment pour enquêter sur le *racketeering* dans les syndicats, a identifié cette menace dans la *Cosa Nostra*, grâce surtout au témoignage de Joe Valachi, un criminel de carrière de la famille Genovese, une des familles mafieuses de New York. Ce témoignage a servi de principale source d'information sur la *Cosa Nostra* américaine, et a permis d'établir les bases du modèle bureaucratique du crime organisé, qui sera consolidé en 1967 lors d'une troisième commission sur la menace du crime organisé aux États-Unis : la Commission Katzenbach (ou *The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*).

D'après les conclusions de ces commissions, le crime organisé est considéré comme une menace se manifestant à l'échelle nationale avec notamment une structure hiérarchisée, une division précise des tâches parmi ses membres, des codes de conduite. Le crime organisé était alors conçu comme une affaire de criminels de carrière, étrangers, agissant au sein d'organisations criminelles bien structurées et puissantes, représentant une menace extérieure particulièrement sérieuse à l'intégrité de la société américaine. Cette approche associe le crime organisé au prototype de la mafia italo-américaine, qui était visée par les travaux de ces commissions d'enquête.

Pendant quelque temps, cette façon de concevoir le crime organisé a inspiré les discours et les réponses institutionnelles mises en œuvre pour contrer le problème. Elle a été reprise par de nombreux livres romanesques, œuvres de fiction et films sur le sujet. Ceux-ci ont eu un impact important sur la formulation d'un « sens commun » (souvent stéréotypé) du crime organisé, aux

États-Unis comme ailleurs. Encore aujourd'hui, elle imprègne l'imaginaire populaire, et même certains milieux de pratiques, gouvernementaux et policiers (dits officiels), y compris au Québec.

Or, cette vision stéréotypée a rarement été validée par des preuves, et des travaux d'enquête et d'analyse l'ont mise en doute. En fait, des recherches montrent que les organisations criminelles de ce type sont peut-être les formes les plus durables du crime organisé, mais elles sont rares et certainement pas exclusives¹²⁴. Typiquement, les groupes organisés opèrent comme des réseaux commerciaux criminels, axés sur l'action et formés à des fins opportunistes. Ils ne fonctionnent pas nécessairement de manière hiérarchique, mais aussi en réseaux, de manière décentralisée et horizontale; l'origine ethnique n'est plus un critère dominant de leur organisation; et leurs activités ont de tout temps débordé dans l'économie légitime, à tel point qu'on évoque leur vocation entrepreneuriale.

La vision centrée sur les activités : entreprises et réseaux criminels

À partir des années 1960, une vision du crime organisé différente du prototype de la mafia italo-américaine s'est développée. L'attention s'est alors dirigée vers les marchés clandestins, et plus généralement, vers les activités d'approvisionnement en biens et services illégaux. Plutôt qu'aux acteurs, le crime organisé se réfère alors aux activités criminelles nécessitant une certaine organisation, telles que le trafic de stupéfiants, les crimes économiques (manipulation boursière, fraude fiscale et blanchiment d'argent), la traite d'êtres humains, le trafic de migrants, le trafic d'armes à feu, la contrefaçon ou le crime environnemental.

Entreprises criminelles – En mettant davantage l'attention sur la nature et la structure des activités criminelles, certains auteurs ont montré que des entrepreneurs criminels répondent aux mécanismes de l'offre et de la demande dans un marché donné, mais – contrairement à d'autres entrepreneurs – ils opèrent dans des conditions d'illégalité. Le contexte d'illégalité qui entoure les activités des entrepreneurs criminels ne fait pas nécessairement appel à des organisations criminelles formelles, conspiratrices et rigides, mais plutôt à des individus opportunistes et à des regroupements proactifs et flexibles¹²⁵.

Réseaux criminels – Plusieurs recherches ont mis davantage l'accent sur les réseaux criminels et les systèmes de relations (de pouvoir, de collaboration, de partenariats, etc.) qui se forment et se développent entre contrevenants au sein d'un marché donné. Ces réseaux se forment selon les caractéristiques du marché et la disponibilité de complices au sein d'un milieu d'affaires illégal. En fonction des circonstances, ils forment des partenariats basés sur leurs intérêts respectifs.

¹²⁴ Gordon HAWKINS (1969) « God and the Mafia », *The Public Interest*, 14: 24-51; Joseph L. ALBINI (1971) *The American Mafia: Genesis of a Legend*, New York: Meredith; Dwight C. SMITH (1971). « Some Things That May Be More Important to Understand about Organized Crime than Cosa Nostra », *University of Florida law review*, 24: 1-30; Francis IANNI, (1972) *A Family Business*, New York: Russell Sage Foundation.

¹²⁵ En effet, des groupes possédant de telles caractéristiques sont plus aptes à maximiser les profits et à diminuer les risques, en favorisant un partage des ressources plus efficace. La force d'un participant provient en fait de sa fiabilité en tant que partenaire, c'est-à-dire sa capacité de demeurer digne de la confiance des autres. Une telle réputation améliore les accès aux opportunités.

Cette collaboration permet un partage des ressources plus efficace, maximise les profits et diminue les risques de repérage.

En se concentrant sur les activités criminelles dans un marché donné, ces approches mettent davantage l'attention sur la façon dont le crime est organisé, sur l'émergence et le développement des réseaux criminels, et sur la création de partenariats et d'ententes de collaboration entre différents participants. Elles permettent de mieux comprendre les mécanismes alimentant les profits illicites, les modes de réciprocité fondée sur des services mutuels entre participants, ainsi que les zones grises qui séparent les sphères légales des sphères illégales.

ANNEXE 21 - INDICATEURS DE DÉTECTION DE LA COLLUSION ET D'ANALYSE DES APPELS D'OFFRES

Les audiences publiques de la Commission ont révélé de nombreux stratagèmes de collusion relativement à l'octroi des contrats de construction des organismes publics et des municipalités. Des témoignages d'entrepreneurs impliqués dans des cartels ou qui en étaient exclus ont été entendus. Des fonctionnaires et des ingénieurs-conseils ont témoigné des avantages obtenus en échange de leur collaboration aux stratagèmes de collusion. Grâce à ces témoignages, il a été possible de mieux comprendre le fonctionnement d'un système de collusion.

Pour soutenir cette enquête, la Commission s'est procurée et a analysé des données sur les contrats de construction de plusieurs dizaines d'organismes publics, en plus de celles disponibles dans le Système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO). Ce travail a contribué à faire mieux comprendre les stratagèmes, à fournir des pistes aux enquêteurs, à vérifier les faits qu'ils recueillaient et à préparer les témoignages. Des tableaux et des graphiques ont été élaborés afin de confronter des témoins avec des informations inédites, obtenir leurs explications ou simplement illustrer leur témoignage avec des données réelles.

Détecter la collusion grâce à des indicateurs est avant tout un travail de comparaison. Il s'agit de mesurer les indicateurs jugés importants pour ensuite les comparer d'une période de temps à l'autre ou d'un organisme public à l'autre. Cette analyse permet de déceler les situations qui sortent de la normale.

En plus du traitement des données, la Commission a aussi cherché à appuyer son travail sur la connaissance développée en ce domaine au niveau international.

Cette annexe présente un tableau qui contient 15 indicateurs qui ont été utilisés par la Commission. Ils sont regroupés en trois catégories : ceux visant à détecter des indices de collusion dans les marchés; ceux s'intéressant au comportement des entreprises qui se livrent à la collusion et ceux recherchant les indices de collusion dans les prix.

Dans tous les cas, le calcul ou la mesure de ces indicateurs est une tâche relativement simple pour un analyste qui utilise un chiffrier standard. Une partie des données est facilement accessible, en particulier celles du Système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

Toutefois l'accès aux bordereaux de soumission sous forme électronique est beaucoup moins aisé. Il n'y a pas de dépôt centralisé de ce type de documents et ils ne sont pas tous informatisés. L'information contenue dans ces bordereaux est nécessaire pour faire une analyse fine des soumissions suspectes afin de donner des informations stratégiques aux enquêteurs.

Le bordereau de soumission est un des documents standards d'un appel d'offres. Il énumère les travaux à exécuter en les divisant en items. Les quantités prévues pour chaque item y sont inscrites en unités, en tonnes, en mètres cubes, en jours, etc. Chaque soumissionnaire complète

le bordereau de soumission en indiquant son prix unitaire et le prix total de chaque item. Le total global du bordereau est le montant de sa soumission. C'est pourquoi, lorsqu'on soupçonne une collusion, il faut analyser les prix des items des bordereaux de soumission. Cette analyse peut prendre en considération toutes les soumissions d'un appel d'offres ou les trois plus basses, les soumissions d'une même entreprise pour d'autres appels d'offres et même les prix soumis pour un item dans le marché pour une période de temps. Cette analyse a contribué à identifier des entreprises et des personnes d'intérêt aux fins des travaux de la Commission et a produit de nombreuses pistes de discussion avec des témoins. La collusion laisse fréquemment des traces visibles dans les soumissions.

Le tableau suivant présente donc 15 indicateurs utilisés par la Commission. Par la suite, une autre section traite de l'utilité d'un de ces indicateurs dont la valeur ne fait plus de doutes, le coefficient de variation du montant des soumissions.

SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE COLLUSION POTENTIELLE ET DE LEURS MESURES

1. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1. Domination de marché

Un seul concurrent ou un groupe restreint de concurrents occupe une grande part de marché.

- Établir le nombre et la valeur des contrats obtenus par entreprise, par type de travaux (exemple : asphaltage ou travaux électriques) et par segment de marché (exemple : une région, une municipalité, un type d'organisme public), à partir des résultats des appels d'offres (SEAO).
- Ranger les entreprises par ordre décroissant de valeur de contrats obtenus par segment de marché.
- Le Bureau de la concurrence du Canada (BCC) utilise l'indicateur RC4 (ratio de concentration des quatre plus grandes entreprises) pour effectuer la vigie des fusions d'entreprises qui porteraient ce ratio à 65 % ou plus dans un marché donné. Le BCC a le pouvoir de s'objecter à une fusion qui aurait des effets anticoncurrentiels.

1.2. Stabilité des parts de marché

Un ou plusieurs concurrents obtiennent une part de marché relativement stable sur une longue période.

- Distribuer par période annuelle le nombre et la valeur des contrats par entreprise dominante (résultats de l'indicateur « 1 - Domination de marché ») afin de suivre l'évolution dans le temps de leurs parts de marché pour chaque type de travaux et ainsi vérifier si ces parts s'accroissent ou se maintiennent. Si oui, cela peut être le

résultat d'une entente de partage du marché, par exemple en proportion de la taille des entreprises impliquées.

1.3. Répartition des segments de marché entre concurrents

Des concurrents dominant dans des territoires voisins ou auprès de donneurs d'ouvrage différents œuvrant sur un même territoire et bien qu'ils soumissionnent parfois, même souvent, aux mêmes appels d'offres, ils remportent rarement le contrat là où un concurrent domine.

- À partir des résultats de l'indicateur « 2 - Stabilité des parts de marché », observer l'évolution par période annuelle des segments de marché connexes dans lesquels dominant des entreprises distinctes, afin de déceler si on y trouve un schéma stable de réciprocité de position dominante et de position secondaire des concurrents qui, dans ce dernier rôle, semblent offrir des soumissions de complaisance et peuvent avoir fixé les prix pour prévenir la détection de différences difficiles à expliquer dans des marchés connexes.

1.4. Diminution de la concurrence dans un marché

Abandon d'un segment de marché par des soumissionnaires ou diminution du nombre d'adjudicataires différents, sans diminution de la valeur totale des contrats.

- Calculer le nombre moyen de soumissionnaires par appel d'offres et le nombre d'adjudicataires différents par période annuelle pour chaque type de travaux et chaque segment de marché, afin de percevoir la tendance. Une tendance à la baisse indique une diminution de la concurrence. Ceux qui ont quitté le marché peuvent avoir une opinion sur le sujet.

2. COMPORTEMENT DES ENTREPRISES

2.1. Taux de succès (insuccès) anormal d'un soumissionnaire

Une entreprise a un taux de succès très élevé lorsqu'elle soumissionne ou, au contraire, elle soumissionne souvent dans un marché sans obtenir de contrats.

- Calculer le nombre de contrats obtenus sur le nombre total de soumissions afin de détecter les entreprises ayant un taux de succès anormal. Cet indicateur s'ajoute aux autres pour faire ressortir des schémas de domination de marché et de soumission de complaisance. Cela sera d'autant plus probant que des concurrents ont un taux de succès élevé stable là où ils dominent et des taux de succès faibles dans les marchés connexes où ils doivent donner l'apparence de concurrence en soumissionnant. Il y a un coût à faire des soumissions, un entrepreneur n'aime pas gaspiller son temps et ses ressources; il poursuit un but en soumissionnant.

2.2. Fréquence des soumissions uniques

Appels d'offres pour lesquels une seule entreprise a soumissionné pour un projet significatif.

- Établir par entreprise le nombre de fois où elle a été le seul soumissionnaire pour un projet significatif. Cette information peut permettre de compléter un portrait de domination de marché. L'appel d'offres porte peut-être sur une expertise rare, mais le dépôt d'une seule soumission peut être aussi le signe que les concurrents ne veulent pas perdre de temps à soumissionner à un appel d'offres dont l'issue est connue à l'avance. Cela peut aussi être un indice de surchauffe de l'industrie qui est trop sollicitée à ce moment par les donneurs d'ouvrage qui lancent trop d'appels d'offres en même temps; les entreprises ont une capacité limitée de cautionnement auprès des compagnies d'assurance et l'industrie de la construction a une capacité limitée de production sur le court terme.

2.3. Fréquence de la sous-traitance confiée à un concurrent

Une entreprise soumissionne souvent sans succès mais obtient fréquemment des contrats en sous-traitance de ses concurrents.

- Cet indicateur est plus accessible au donneur d'ouvrage public (DOP) lui-même puisqu'un adjudicataire doit l'informer des sous-traitants qu'il utilise. De plus, ces derniers dénoncent souvent eux-mêmes au DOP les conditions de leur contrat avec l'entrepreneur afin de garantir leur paiement. Par ailleurs, la Commission de la construction du Québec connaît tous les entrepreneurs et sous-traitants du domaine de la construction qui exécutent des travaux sur un chantier.

2.4. Retrait ou non-conformité du plus bas soumissionnaire

Le plus bas soumissionnaire retire sa soumission ou il y manque une information ou un document requis.

- Identification dans le SEAO des plus bas soumissionnaires qui ne sont pas les adjudicataires. Un entrepreneur qui ne fait pas partie d'un cartel peu facilement remporter un appel d'offres en soumettant un prix concurrentiel, les prix des autres soumissionnaires étant gonflés. Il peut se laisser convaincre par la suite de retirer son offre afin de laisser le marché au cartel. Néanmoins, un tel retrait occasionne habituellement des frais importants à l'entrepreneur; il peut devoir dédommager le donneur d'ouvrage pour la différence de prix avec le deuxième soumissionnaire. Ces situations méritent donc un examen pour comprendre les raisons du retrait.
- Un soumissionnaire qui subit des pressions d'un cartel avant de déposer sa soumission peut décider de retirer de sa soumission un document essentiel, comme son cautionnement, juste avant de déposer sa soumission afin d'être déclaré non conforme. Cela lui permet de se soustraire aux menaces du cartel sans avoir à

expliquer la situation à ses collaborateurs immédiats qui ont préparé la soumission. Il dira qu'il a fait un oubli.

2.5. Nombre de consortiums et de coentreprises

Des entreprises qui auraient la capacité de soumissionner individuellement le font en consortium ou par l'intermédiaire de coentreprises.

- Le calcul consiste simplement à déterminer le nombre de consortiums ou de coentreprises auxquels une entreprise participe. L'existence d'un consortium entre entreprises de construction et de génie-conseil offre certainement un milieu propice au partage d'intérêts et aux échanges sur la bonne entente commerciale, qui peuvent amoindrir la vitalité de la concurrence et conduire à des ententes collusoires. Cela réduit le nombre de concurrents d'un marché. La présence de consortiums doit être considérée lors des diverses analyses.

3. COMPORTEMENT DES PRIX

3.1. Écart constant entre les montants des soumissions

Pourcentage constant de différence entre les montants soumissionnés.

- Le calcul de cet écart consiste à établir le pourcentage d'augmentation entre le montant de chaque soumission rangé par ordre croissant. Un écart constant, par exemple 3 %, entre les montants des offres pour un même appel d'offres est un signe de collusion. Les collusionnaires ne veulent pas mettre de temps à la préparation de soumissions de convenance. L'organisateur du trucage d'offres est souvent celui qui indique à chacun le prix à soumettre. Parfois un pourcentage constant d'augmentation est appliqué entre chaque prix suggéré aux collusionnaires.

3.2. Coefficient de variation des montants des soumissions

Le coefficient de variation des montants soumis indique le degré de rapprochement des prix soumissionnés. L'expérience internationale confirmée par les travaux de la Commission indique que les prix collusionnés tendent à être plus groupés que ceux fournis en libre concurrence.

- On calcule le coefficient de variation pour les soumissions d'un appel d'offres, mais on peut faire la moyenne de ces coefficients pour les appels d'offres auxquels une entreprise a participé ou pour tous les appels d'offres d'un marché. Calcul : Écart-type des montants soumissionnés/Moyenne de ces montants. Un coefficient de variation plus petit que 5 est un bon indice de collusion dans un marché qui n'est pas trop petit. Les indices de 1, 2 ou 3 sont des candidats sérieux à un examen plus approfondi.

3.3. Hausse des prix soumis pour les items du bordereau de soumission

Le bordereau de soumission est un des documents de l'appel d'offres. Il énumère les articles ou items des travaux à exécuter ainsi que les quantités prévues pour chacun en vue d'en obtenir les prix unitaires et le prix total. La hausse inexpliquée des prix de certains items importants des bordereaux de soumission peut être un effet de la collusion entre les entrepreneurs ou entre leurs fournisseurs ou les deux.

- Cet indicateur est plus accessible au donneur d'ouvrage public (DOP) lui-même puisqu'il requiert l'analyse des informations contenues dans le bordereau de soumission. Plusieurs DOP saisissent électroniquement au moins le bordereau de l'adjudicataire puisque son contenu sert au contrôle des paiements. Certains saisissent aussi les bordereaux d'autres soumissionnaires, ce qui est une pratique à encourager aux fins d'analyse et de vigie de la collusion.
- Chaque projet de construction comporte des différences. Lorsqu'on soupçonne une collusion, il faut examiner les prix des items aux bordereaux pour observer les écarts significatifs. Les soumissions truquées comportent souvent des écarts dans les prix unitaires des bordereaux. La recherche de ces écarts entre les bordereaux déposés pour une même soumission, ou entre les prix soumis récemment par une même entreprise ou avec les prix pratiqués dans d'autres projets sont révélateurs des comportements. Lorsqu'un collusionnaire doit augmenter le montant de sa soumission afin de couvrir un autre entrepreneur, il gonfle souvent un item important de son bordereau.
- Lorsqu'un système de collusion est bien établi, les fournisseurs de matériaux finissent inévitablement par le savoir et tentent d'augmenter leurs prix pour les contrats collusionnés; le collusionnaire n'est pas en mesure de s'en plaindre; il vaut mieux ne pas froisser ceux qui savent ce qui se passe. De sorte que le prix de plusieurs items doit être haussé de beaucoup pour satisfaire tous les appétits éveillés par l'odeur de collusion.

3.4. Écart important entre les montants des deux plus basses soumissions

L'écart important entre les deux plus bas soumissionnaires peut révéler que les autres soumissionnaires forment un cartel et qu'ils ont été pris par surprise par un nouveau venu. Les prix de certains items du bordereau devraient présenter des écarts importants entre le plus bas soumissionnaire et les autres soumissions.

La même situation peut aussi indiquer une collusion entre le plus bas soumissionnaire et la firme ou l'ingénieur chargé du projet.

- On établit simplement cet indicateur par la différence entre les montants des deux plus basses soumissions. Pour les écarts les plus importants, il y a lieu de comparer les prix des bordereaux des soumissionnaires pour identifier les items plus coûteux chez les autres soumissionnaires.
- Toutefois, il se peut que le plus bas soumissionnaire ait mis dans son bordereau de soumission des prix unitaires plus bas que ses propres prix habituels. Cela peut

découler de collusion avec les ingénieurs ou de corruption qui l'assure que les quantités prévues à certains items du bordereau ont été gonflées par les concepteurs. Il peut donc prévoir un prix plus faible dans sa soumission. Dans un tel scénario, les ingénieurs certifieraient que les quantités prévues ont été utilisées alors que le travail a été fait en réalité à moindre coût.

3.5. Inconsistance des prix unitaires des items

Les prix de certains items importants des bordereaux de soumission sont nettement différents entre les soumissionnaires du même appel d'offres ou comparativement aux prix moyens des items standardisés.

- Cet indicateur consiste à calculer la différence entre chaque prix important des bordereaux des deux plus basses soumissions et même des autres soumissions. Cet indicateur est plus approprié pour une analyse plus fine de soumissions repérées à l'aide d'autres indicateurs. Plusieurs organisations standardisent la description du travail à faire relativement à chaque item inscrit au bordereau. Il est donc possible de suivre l'évolution du prix des items et de déceler les variations importantes. La collusion vise à obtenir un profit exagéré; cet objectif laisse fréquemment des traces visibles dans les prix des bordereaux.

3.6. Écart entre le montant de la plus basse soumission et le coût estimé du projet

Chaque DOP doit faire une estimation du coût d'un projet de construction notamment pour déterminer s'il a l'obligation de procéder par appel d'offres public ou s'il peut envisager un appel d'offres sur invitation (moins de 100 000 dollars). Un écart important entre cette estimation et le montant de la plus basse soumission peut indiquer que les prix soumis sont gonflés.

- Le calcul de cet écart est simplement la différence entre le montant de la plus basse soumission et le coût estimé du projet. Cette dernière information est une information confidentielle. Toutefois, les analystes des DOP et des organismes de contrôle peuvent avoir accès à cette information.
- Il faut porter attention aux écarts les plus importants. Normalement, un DOP demande à ses ingénieurs de les expliquer. L'expérience de la Commission révèle qu'il est souvent possible de trouver des arguments techniques plausibles pour justifier un écart. Il faut donc vérifier par l'examen des données historiques si les estimations du concepteur en cause présentent souvent un tel écart avec les soumissions et si le plus bas soumissionnaire ou le groupe de soumissionnaires concernés sont souvent dans cette situation et analyser les items du bordereau qui occasionnent cet écart.

APPLICATION DU COEFFICIENT DE VARIATION DES SOUMISSIONS SUR DES DONNÉES PRÉSENTÉES EN AUDIENCES

Lors des audiences de la Commission, 13 témoins ont passé en revue plusieurs appels d'offres et en ont indiqué 230 dont les soumissions ont été truquées, et 130 autres qui auraient été laissés en libre concurrence.

L'indicateur du coefficient de variation (CV) des montants de soumission a été appliqué à ces deux groupes d'appels d'offres. On obtient le CV en divisant l'écart-type¹²⁶ des montants des soumissions d'un appel d'offres par la valeur moyenne des soumissions reçues. Le CV est exprimé en pourcentage. Un faible CV indique que les montants des soumissions liées à un appel d'offres sont rapprochés les uns des autres. À l'inverse, un CV élevé indique que les prix des soumissions se répartissent dans un plus grand intervalle autour de leur moyenne.

L'analyse du CV des 360 appels d'offres classés en deux groupes permet de constater une différence marquée du CV moyen des appels d'offres selon que les soumissions étaient truquées et non, peu importe le donneur d'ouvrage.

Tableau 1 - Coefficient de variation moyen des appels d'offres selon que les soumissions sont truquées ou en concurrence

Donneurs d'ouvrage	Appel d'offres			
	Soumissions truquées		Soumissions en concurrence	
	N ^{bre}	CV moyen	N ^{bre}	CV moyen
Montréal	137	4,3 %	58	11,0 %
MTQ	30	2,3 %	59	9,7 %
Laval	41	3,9 %	8	14,4 %
Montréal - Arrondissements	19	3,9 %	1	8,3 %
Autres municipalités	3	3,3 %	4	9,3 %
Total général	230	3,9 %	130	10,5 %

Il est possible de faire de nombreuses hypothèses pour expliquer ce phénomène, mais ce qui importe, c'est qu'il est bien réel. Il a d'ailleurs été observé par des chercheurs de plusieurs pays.

Les deux tableaux suivants présentent le comportement du CV selon que les appels d'offres sont distribués en fonction de la valeur du contrat ou du nombre de soumissionnaires.

¹²⁶ L'écart-type sert à mesurer la dispersion, ou l'étalement, d'un ensemble de valeurs autour de leur moyenne.

Tableau 2 - CV moyens des appels d'offres selon la valeur du contrat

	Appel d'offres			
	Soumissions truquées		Soumissions en concurrence	
Valeur du contrat	Nb.	CV moyen	Nb.	CV moyen
< 500 000 \$	33	5,4 %	26	12,3 %
≥ 500 000 \$ < 1 000 000 \$	54	4,3 %	27	11,9 %
≥ 1 000 000 \$ < 1 500 000 \$	24	4,0 %	12	8,7 %
≥ 1 500 000 \$ < 2 000 000 \$	30	3,6 %	7	9,0 %
≥ 2 000 000 \$ < 3 000 000 \$	26	3,6 %	18	9,6 %
≥ 3 000 000 \$ < 4 000 000 \$	26	3,2 %	7	12,5 %
≥ 4 000 000 \$ < 5 000 000 \$	8	3,6 %	8	9,4 %
≥ 5 000 000 \$ < 7 500 000 \$	22	3,0 %	12	11,4 %
≥ 7 500 000 \$ < 10 000 000 \$	2	3,3 %	4	6,4 %
≥ 10 000 000 \$	5	2,1 %	9	7,5 %
Total général	230	3,9 %	130	10,5 %

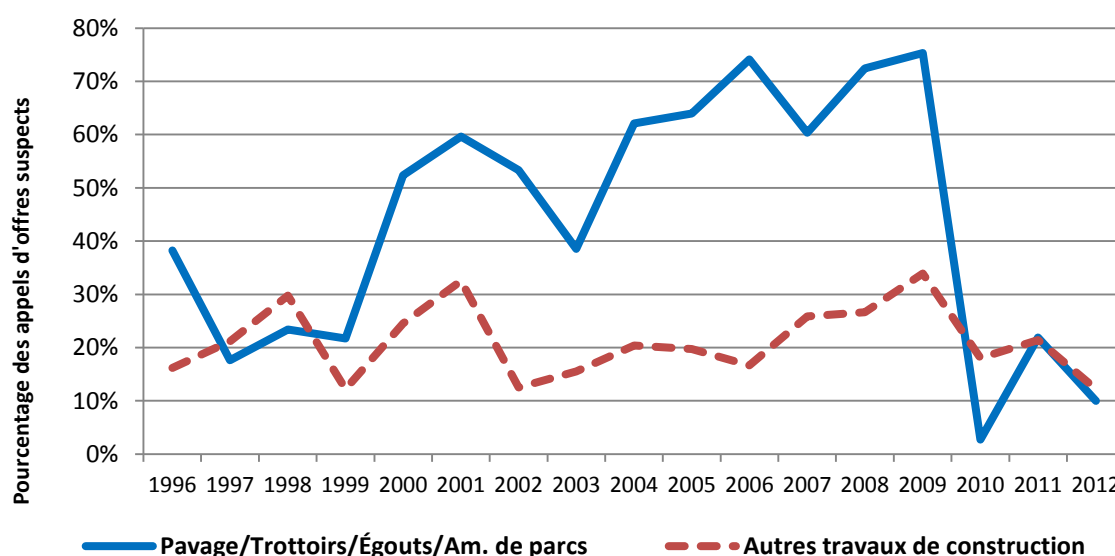
Tableau 3 - CV moyens des appels d'offres selon le nombre de soumissionnaires

	Appel d'offres			
	Soumissions truquées		Soumissions en concurrence	
Donneurs d'ouvrage	Nb.	CV moyen	Nb.	CV moyen
2	16	2,3 %	4	7,2 %
3	7	2,2 %	14	8,4 %
4	12	2,9 %	14	10,0 %
5	26	3,6 %	12	9,1 %
6	31	4,5 %	22	10,2 %
7	28	4,3 %	10	10,8 %
8	41	3,8 %	19	10,4 %
9	23	4,8 %	9	11,6 %
10 et +	46	4,3 %	26	13,1 %
Total général	230	3,9 %	130	10,5 %

Ces tableaux montrent que le CV est plus faible pour des contrats de grande valeur (tableau 2), ainsi que lorsqu'il y a peu de soumissionnaires (tableau 3). Néanmoins, le CV des appels d'offres truqués est toujours beaucoup plus faible que le CV des appels d'offres en concurrence. En outre, le CV des soumissions truquées est presque toujours inférieur à 5 %.

En appliquant le CV aux 2 493 appels d'offres de la Ville de Montréal pour des travaux de construction durant la période s'étendant de 1996 à 2012¹²⁷, on obtient le graphique suivant.

Proportion des 2 493 appels d'offres de la Ville de Montréal pour des travaux de construction entre 1996 et 2012 dont le coefficient de variation du montant des soumissions est plus petit que 5 %, selon les types de travaux



Durant la période couverte par ce graphique, les appels d'offres en « Pavage, Trottoirs, Égouts et Aménagement de parcs » totalisent 1 515 appels d'offres dont 767 ont un CV plus petit que 5 %. Les autres secteurs de construction totalisent 978 appels d'offres dont 209 présentent un CV plus petit que 5 %.

Le graphique montre une forte progression des appels d'offres suspects en « Pavage, Trottoirs, Égouts et Aménagement de parcs » au début des années 2000, puis une chute abrupte en 2010, à la suite des révélations médiatiques et de la mise sur pied de l'escouade « Marteau » de la Sûreté du Québec. Ce dernier phénomène tend à confirmer que les soumissionnaires en « Pavage, Trottoirs, Égouts et Aménagement de parcs » ont changé subitement leur comportement en 2010, probablement par crainte d'être découverts.

L'usage d'indicateurs est un moyen efficace pour détecter les segments de marché qui présentent des risques élevés de collusion.

¹²⁷ Il s'agit des appels d'offres liés au domaine de la construction lancés par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal. Ces données n'incluent pas les contrats des autres villes fusionnées avant l'intégration de leurs services administratifs à ceux de la nouvelle ville de Montréal.

Références

Texte produit à la demande de la Commission

Morselli, C., Laferrière, D. et Reeves-Latour, M., *International experiences in collusion and corruption in the construction industry*. Final report for the Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, septembre 2012, CEIC-R-2887, 46 p.

Autres références pertinentes

Abrantes-Metz, R.M. et Bajari, P. (2009). « Screening for conspiracies: applications for litigation, prelitigation, regulation and internal monitoring ». En ligne : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1357862>, 30 p.

Abrantes-Metz, R.M., Taylor, C.T., Froeb, L.M. et Geweke, J.A. (2005). « Variance Screen for Collusion ». *Vanderbilt Law and Economics Research Paper* No. 05-13; FTC Bureau of Economics Working Paper No. 275. En ligne : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.683922>, 27 p.

Bajari, P. et Summers, G. (2002). « Detecting Collusion in Procurement Auctions ». *Antitrust Law Journal*, 70, p. 143-170.

Combe, Emmanuel (2008). *La politique de la concurrence*. Paris, Éditions La Découverte. 120 pages.

Chassin, Y. et Joanis, M. (2012). *Détecter et prévenir la collusion dans les marchés publics en construction : meilleures pratiques favorisant la concurrence*, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), septembre 2012, CEIC-R-3537, 64 p.

Gupta, S. (2001). « The effect of bid rigging on prices: A study of the highway construction industry ». *Review of Industrial Organization*, 19, p. 453-467.

Harrington, J.E. (2006). *Detecting cartels*. Handbook of Antitrust economics de Paolo Buccirossi; the MIT Press Cambridge, Massachussets, p. 236 à 258.

Heijnen, P., Haan, M. et Soetevent, A. R. (2012). « Screening for Collusion: A Spatial Statistics Approach ». *Tinbergen Institute Discussion Paper* No. 12-058/1. En ligne : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2086604>, 36 p.

Messick, R., McCarthy, L. et Mikhlin-Oliver, G. (2011). *Curbing fraud, corruption in the roads sector*. Report of the Preventive Services Unit of the World Bank's Integrity Vice Presidency, 47 p.

Morozov, I. et Podkolzina, E.A. (2013). « Collusion detection in procurement auctions ». *Higher School of Economics Research Paper* No. WP BPR 25/EC/2013. En ligne : <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2221809>, 36 p.

OECD, Directorate for Financial and Enterprise Affairs, Competition Committee. 1^{er} décembre 2008. *Competition in the Construction Industry*. Document no. DAF/COMP(2008)36, 153 p.

Office of Fair Trading (2011). *Report on the market study and proposed decision to make a market investigation reference*, août 2011, Londres, 122 p.

Petit, L. (2012). *The economic detection instrument of the Netherlands Competition Authority*. NMa Working Papers No. 6. En ligne :
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1992774, 46 p.

Porter, R.H. et Zona, J. D. (1992). « Detection of bid rigging in procurement auctions ». *NBER Working Paper* No. w4013. En ligne: <http://ssrn.com/abstract=233705>, 40 p.

Transparency International (2011), *Bribe payers index 2011*, Transparency International. En ligne :
<http://www.transparency.org/bpi2011>

United States Department of Justice (USDJ). (2005). *Price fixing, bid rigging, and market allocation schemes : what they are and what to look for*. En ligne :
<http://www.justice.gov/atr/public/guidelines/211578.htm>

United States Department of Justice (USDJ). (s.d.). *Preventing and detecting bid-rigging, price fixing, and market allocation in post disaster rebuilding projects : An Antitrust primer for agents and procurement officials*. En ligne :
<http://www.justice.gov/atr/public/criminal/disaster.html#conduct>

ANNEXE 22 - LES DIFFÉRENTS MODES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Introduction

Une multitude de modes de passation des marchés publics sont recensés à travers le monde. La réglementation en vigueur dans chaque pays varie, signifiant que ce n'est pas l'ensemble de ces modes qui est permis (ni qu'il soit souhaitable que chacune de ces règles soit permise). Néanmoins, l'adjudication d'un contrat public comporte une combinaison des éléments distinctifs suivants :

- Le processus d'adjudication
- Les caractéristiques évaluées
- La règle d'adjudication
- Les critères de discrimination des offres

De plus, lors de l'adjudication d'un contrat public, il est possible de procéder à l'évaluation qualitative des offres. Dans cette circonstance, on retrouve également une combinaison des éléments suivants :

- Les critères à évaluer
- La pondération des critères
- La méthode d'évaluation des offres

Ainsi, chaque mode de passation des marchés publics contient des éléments du processus décrit ci-dessus. Les sections suivantes détailleront le contenu de chacun de ces aspects.

L'ADJUDICATION DES CONTRATS PUBLICS

1. LE PROCESSUS D'ADJUDICATION

Le processus d'adjudication représente les étapes successives afin de déterminer l'adjudicataire. Généralement, le processus d'adjudication se fait en une étape, soit en un seul appel d'offres. Toutefois, certaines procédures nécessitent deux étapes.

1.1. En une étape

Lorsque le processus d'adjudication est en une étape, le donneur d'ouvrage exige lors du dépôt des soumissions tous les documents nécessaires à l'adjudication du contrat. Ainsi, le donneur d'ouvrage pourra procéder à l'évaluation des soumissions et déterminer la meilleure soumission.

1.2. En deux étapes : Préqualification

Il est possible de réaliser l'adjudication en deux étapes, en exigeant une préqualification¹²⁸. Le donneur d'ouvrage demande donc dans un premier temps uniquement une démonstration de la qualité des soumissionnaires. Les soumissionnaires qualifiés seront ensuite invités dans une seconde étape de l'appel d'offres où le contrat sera adjugé en fonction de la règle d'adjudication déterminée.

1.3. En deux étapes : Le dialogue compétitif

Le dialogue compétitif est une procédure pouvant être utilisée lorsque le donneur d'ouvrage n'est pas en mesure de définir lui-même ses besoins précis. Il demande dans un premier appel d'offres des propositions de la part des soumissionnaires. Le donneur d'ouvrage sélectionnera les soumissions les plus intéressantes.

Le donneur d'ouvrage tient une négociation avec chacun des soumissionnaires sélectionnés, afin de préciser ses besoins et d'améliorer ses devis. Il pourra ainsi éliminer les exigences inutiles des devis entraînant des coûts pour les soumissionnaires ou encore améliorer d'autres aspects importants des devis.

Un second appel d'offres sera lancé parmi les soumissionnaires sélectionnés lors de la première étape, avec les documents améliorés. Lors du second appel d'offres, le contrat sera adjugé en fonction de la règle d'adjudication déterminée.

Cette procédure est actuellement permise pour les contrats de partenariat public-privé¹²⁹ et pour certains contrats municipaux¹³⁰. Elle est également permise pour les pays membres de l'Union

¹²⁸ *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 5, art. 22.

¹²⁹ *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, art. 21.

¹³⁰ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 573.1.0.5; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 936.0.5.

européenne¹³¹, dans les cas où le donneur d'ouvrage n'est pas en mesure de bien définir ses besoins.

2. LES CARACTÉRISTIQUES ÉVALUÉES

Selon l'*Accord sur le commerce intérieur*, « dans l'évaluation des offres, une Partie peut tenir compte non seulement du prix indiqué, mais également de la qualité, de la quantité, des coûts de transition, des modalités de livraison, du service offert, de la capacité du fournisseur de satisfaire aux conditions du marché public et de tout autre critère se rapportant directement au marché public »¹³². Les caractéristiques d'une soumission pouvant être évaluées sont donc le prix, la qualité, ou encore un mélange qualité/prix.

2.1. Prix

Pour le donneur d'ouvrage, il est possible que le seul élément différenciant deux soumissions soit le prix. Ainsi, à ses yeux, il n'y a pas de différence entre chaque soumission, car celles-ci doivent offrir exactement les mêmes produits, services ou travaux de construction. Pour que le prix soit le seul critère évalué, le donneur d'ouvrage doit avoir un devis détaillé spécifiant ses attentes, afin que l'on puisse comparer les offres reçues uniquement en fonction du prix. Ces offres doivent toutefois respecter les critères de qualité contenus dans les devis.

2.2. Qualité

Pour le donneur d'ouvrage, il est également possible que le seul élément différenciant deux offres soit la qualité. Il cherchera ainsi à maximiser la qualité reçue en fonction des critères énoncés dans le devis (pouvant contenir un prix maximal).

2.3. Qualité/Prix

Le donneur d'ouvrage peut également chercher à obtenir le meilleur compromis entre le prix et la qualité des offres. Ainsi, le donneur d'ouvrage pourrait être prêt à payer un peu plus cher pour obtenir une qualité supérieure. Le donneur d'ouvrage peut exiger deux enveloppes distinctes afin qu'on ne connaisse pas le prix d'une soumission lors de l'évaluation qualitative.

¹³¹ Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, 31 mars 2004, art. 29.

¹³² *Accord sur le commerce intérieur*, 1^{er} juillet 1995, art. 506, par. 6; l'Accord établit en quelque sorte les grands principes qui guident les provinces dans leurs politiques d'approvisionnement. Toutefois, la réglementation en vigueur peut limiter certains choix tout en respectant les principes des Accords.

3. LA RÈGLE D'ADJUDICATION

Toujours selon l'*Accord sur le commerce intérieur*, « les documents d'appel d'offres doivent indiquer clairement les conditions du marché public, les critères qui seront appliqués dans l'évaluation des soumissions et les méthodes de pondération et d'évaluation des critères¹³³ ». Ainsi, avant que les soumissions soient reçues, les soumissionnaires doivent savoir sur quelle base ils seront évalués et comment sera déterminé le gagnant.

Une règle d'adjudication doit permettre d'identifier, parmi les soumissions reçues, laquelle représente la « meilleure offre » aux yeux du donneur d'ouvrage. La section suivante dresse la liste de règles d'adjudication possibles en fonction de la caractéristique évaluée.

3.1. Prix

Lorsque le prix est le seul élément différenciant deux offres, le donneur d'ouvrage cherche généralement à obtenir le meilleur prix.

3.1.1. *Le plus bas prix*

Il s'agit de la règle la plus commune. Chaque soumissionnaire doit offrir un prix forfaitaire ou des prix unitaires (méthode par bordereaux). La meilleure soumission sera celle ayant le prix total le plus bas.

3.1.2. *Le plus petit coût global d'acquisition*

En plus du prix d'acquisition, il est également possible pour un donneur d'ouvrage d'inclure les coûts d'impact liés à l'acquisition (par exemple des frais d'entretien). Dans un tel scénario, la meilleure soumission sera celle présentant le plus petit coût global d'acquisition¹³⁴.

3.1.3. *La meilleure valeur actualisée nette (VAN)*

Dans le cas où un donneur d'ouvrage doit effectuer des paiements sur une longue période, ce dernier pourrait considérer la VAN pour comparer les offres. Comme la valeur de l'argent n'est pas la même dans le temps, la VAN permet de comparer une série de paiements en une valeur actuelle. Dans ce scénario, la meilleure soumission serait celle présentant la VAN la moins élevée.

Ces trois premières règles permettent de différencier des offres sur le critère du prix et de choisir le meilleur prix. Il existe cependant d'autres règles d'adjudication basées sur le prix uniquement, mais ne permettant pas de sélectionner le meilleur prix. Pour la règle suivante, la meilleure offre

¹³³ *Accord sur le commerce intérieur*, 1^{er} juillet 1995, art. 506, par. 6.

¹³⁴ *Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 2, art. 13, al. 2.

n'est pas celle présentant le meilleur prix, mais la plus raisonnable ou la plus près d'une moyenne.

3.1.4. Le prix moyen ou médian

Le donneur d'ouvrage peut choisir la soumission dont l'offre est immédiatement en dessous de la moyenne des soumissions¹³⁵, ou encore la soumission représentant le prix médian. Bien que cette règle ait déjà existé dans certaines administrations, elle a été abandonnée et n'est pas vraiment souhaitable, car si le seul élément distinguant deux offres est le prix, il est illogique d'octroyer un contrat à celui présentant un prix plus élevé.

3.2. Qualité

3.2.1. La meilleure qualité

La seule règle d'adjudication répertoriée jusqu'ici, lorsque l'unique caractéristique évaluée est la qualité, est l'offre conforme présentant la meilleure qualité¹³⁶.

3.3. Qualité/Prix

Lorsqu'un donneur d'ouvrage tente d'obtenir la meilleure combinaison de la qualité et du prix, les règles suivantes sont possibles.

3.3.1. La meilleure qualité/prix

Le donneur d'ouvrage détermine, séparément, la qualité et le prix de chaque soumission. Ensuite, le donneur d'ouvrage divise la qualité par le prix. Le résultat représente la qualité qu'apporte chaque dollar. La meilleure soumission est celle présentant la meilleure qualité/prix ou le meilleur pointage¹³⁷.

¹³⁵ BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS, « Analyse économique des marchés publics dans l'industrie de la construction au Québec », *CIRANO*, 16 décembre 2014, p. 35.

¹³⁶ *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 4, art. 22.

¹³⁷ *Loi sur les cités et villes*, RLRQ, c. C-19, art. 573.1.0.1 et 573.1.0.1.1; *Code municipal du Québec*, RLRQ, c. C-27.1, art. 936.0.1 et 936.0.1.1.

3.3.2. Le plus bas coût par point

À l'inverse de la règle précédente, un donneur d'ouvrage divise le prix par la qualité. Le résultat obtenu représente donc le prix pour chaque point de qualité. La meilleure offre est donc celle présentant le plus bas coût par point¹³⁸, ou encore le prix ajusté le plus bas¹³⁹. Dans la formule utilisée, il est possible d'accorder une importance supérieure à un des deux critères.

3.3.3. Le plus bas prix (qualité minimale)

Un donneur d'ouvrage peut également décider d'utiliser une évaluation de la qualité et du prix, afin d'exiger un seuil minimal de qualité. Ensuite, la règle d'adjudication est le plus bas prix parmi les soumissions ayant obtenu la note de passage.

3.3.4. Le meilleur pointage final à la suite d'une pondération de critères

Une dernière option est de pondérer plusieurs critères. Le prix doit être un des critères pondérés, c'est-à-dire qu'il faut être en mesure de donner une note en fonction du prix soumis. Par exemple, on peut octroyer un score parfait si le prix soumis se retrouve près de l'estimation ou de la médiane et pénaliser un prix éloigné. En fonction du poids accordé à chaque critère, la meilleure soumission est celle présentant le meilleur pointage final à la suite d'une pondération de critères.

Pour sa part, l'Union européenne permet à un donneur d'ouvrage d'octroyer un contrat à « l'offre économiquement la plus avantageuse¹⁴⁰ ». Les trois règles précédentes permettent d'identifier cette meilleure offre.

Pour les trois règles précédentes, il existe de nombreuses façons de paramétrer les formules afin d'obtenir un résultat différent. Par exemple, pour la règle qualité/prix, il est possible de déterminer une formule fixe, mais d'inclure un paramètre permettant d'accorder plus d'importance ou moins d'importance à la qualité¹⁴¹. Également, pour la règle de la pondération de critères, le poids accordé à chaque critère ou encore la méthode pour évaluer le critère du prix peut différer pour chaque appel d'offres.

¹³⁸ TPSGC, « Mémoire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la Commission Charbonneau », 21 octobre 2014, p. 9.

¹³⁹ *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 4, art. 21.

¹⁴⁰ Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, 31 mars 2004, par. 46.

¹⁴¹ *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 4, Annexe 2.

4. LES CRITÈRES DE DISCRIMINATION DES OFFRES

En plus de la caractéristique évaluée et de la règle d'adjudication utilisée, il est possible de déterminer des règles pour rejeter des soumissions. Les règles quant au rejet des soumissions doivent également être décrites dans le document d'appel d'offres.

4.1. Conformité et admissibilité des offres

Règle générale, un donneur d'ouvrage s'assurera toujours que les offres reçues sont conformes et admissibles aux critères exigés dans les documents d'appel d'offres¹⁴². Ainsi, une soumission d'une entreprise non admissible aux contrats publics, ne contenant pas les garanties exigées ou n'étant pas dûment remplie sera rejetée.

4.2. Qualité minimale

Un donneur d'ouvrage peut exiger que toute soumission reçue obtienne une note de qualité minimale¹⁴³. Ce prérequis peut être utilisé lors d'une évaluation qualité/prix, peu importe la règle d'adjudication utilisée par la suite.

4.3. Prix maximal

Un donneur d'ouvrage peut également exiger de ne pas payer plus cher qu'un certain seuil¹⁴⁴. Cette discrimination des offres est surtout utilisée lorsqu'un donneur d'ouvrage décide d'évaluer uniquement la qualité des offres.

4.4. Prix minimal

Il est également possible d'exiger un prix minimal de la part des soumissionnaires¹⁴⁵. Cette règle est peu usuelle, mais dans une évaluation qualité/prix, au lieu d'exiger une note de qualité minimale, on peut exiger que les soumissionnaires offrent un prix minimal. Le donneur d'ouvrage peut ainsi s'assurer de payer le prix minimal qu'il s'attend à payer, mais permet des offres plus élevées apportant une qualité supérieure.

¹⁴² *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 5, art. 5.

¹⁴³ *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1, r. 4, Annexe 2.

¹⁴⁴ TPSGC, « Mémoire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la Commission Charbonneau », 21 octobre 2014, p. 10.

¹⁴⁵ BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL, « Projet de revalorisation et de développement, Horizon 2017 – Société du parc Jean-Drapeau – Rapport et recommandations de l'inspecteur général de la Ville de Montréal », mars 2015.

4.5. Méthode de l'intervalle

Cette méthode permet au donneur d'ouvrage de rejeter les soumissions au-dessus ou en dessous de l'intervalle défini¹⁴⁶. Par exemple, il est possible de définir un intervalle de prix que le donneur d'ouvrage est prêt à payer, et la soumission gagnante sera celle qui, à l'intérieur de l'intervalle, présentera la meilleure offre (par exemple le plus bas prix).

Bien qu'en règle générale, un seuil suffise, lorsque la règle du soumissionnaire moyen ou médian est choisie, le donneur d'ouvrage peut rejeter les soumissions trop éloignées de l'estimation ou du prix moyen ou médian. Une nouvelle moyenne ou médiane est calculée afin de déterminer la soumission gagnante. La moyenne ne sera donc pas influencée par les valeurs non comprises dans l'intervalle. Toutefois, cette pratique est peu usuelle et pas vraiment souhaitable dans la perspective où la règle du soumissionnaire moyen ne permet pas d'atteindre l'objectif souhaité lorsque le prix est le seul élément différenciant deux offres.

Le tableau suivant résume l'ensemble des possibilités pour l'adjudication d'un contrat public.

L'adjudication des contrats publics

Processus	Caractéristiques évaluées	Règle d'adjudication	Discrimination des offres
▪ En une étape ▪ En deux étapes - Préqualification ▪ En deux étapes - Dialogue compétitif	▪ Prix ▪ Qualité ▪ Qualité/prix	▪ Prix : – Le plus bas prix – Le plus petit coût global d'acquisition – La meilleure VAN – Le prix moyen ou médian ▪ Qualité : – La meilleure qualité ▪ Qualité/prix : – La meilleure qualité/prix – Le plus bas coût par point – Le plus bas prix (qualité minimale) – Le meilleur pointage final à la suite d'une pondération de critères	▪ Conformité et admissibilité ▪ Qualité minimale ▪ Prix maximal ▪ Prix minimal ▪ Méthode de l'intervalle

¹⁴⁶ BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS, « Analyse économique des marchés publics dans l'industrie de la construction au Québec », *CIRANO*, 16 décembre 2014, p. 35.

5. L'ÉVALUATION QUALITATIVE

Un donneur d'ouvrage peut devoir évaluer des éléments qualitatifs d'une soumission, que ce soit lors d'une étape de préqualification, afin de discriminer des offres ou encore afin d'adjuger un contrat. Ce donneur d'ouvrage doit tout d'abord déterminer les critères qu'il souhaite évaluer, pondérer l'importance accordée à chacun de ces critères, et ensuite procéder à l'évaluation de ces critères.

Afin qu'une évaluation qualitative des offres soit utile et pertinente, il est très important que les trois étapes suivantes soient bien réalisées par un donneur d'ouvrage. Si un donneur d'ouvrage adjuge un contrat selon la règle du prix ajusté par la qualité, il consent alors à payer plus cher pour un niveau de qualité supérieur. Si l'évaluation qualitative effectuée est basée sur de mauvais critères, il ne fera que payer plus cher pour les mêmes biens, services ou travaux de construction, en plus des coûts administratifs engagés pour évaluer les soumissions. Une mauvaise évaluation qualitative peut même permettre de favoriser un fournisseur tout en donnant une apparence de légitimité au processus.

Il existe des méthodes globales permettant d'établir des évaluations qualitatives performantes, tels la méthode MACBETH ou encore le Best-Value Procurement (BVP)¹⁴⁷. Ces méthodes incorporent un mélange d'éléments présentés dans la section suivante.

5.1. Les critères à évaluer

Le donneur d'ouvrage doit tout d'abord déterminer l'ensemble des critères qu'il souhaite considérer. La difficulté réside dans la détermination des critères quantifiables importants aux yeux du donneur d'ouvrage. Une méthode rigoureuse afin de déterminer les critères à évaluer consiste à faire des entrevues avec toutes les parties prenantes du projet. Il est également possible de s'inspirer d'appels d'offres similaires afin d'identifier l'ensemble des critères à évaluer. Les critères d'évaluation devraient être différents en fonction des biens, services ou travaux à acquérir, car les besoins ne sont pas les mêmes.

Une revue des critères utilisés dans plusieurs administrations nous permet de les catégoriser en fonction de la qualité des biens, des services ou des travaux, ou encore de la qualité du fournisseur. Voici des exemples de critères pouvant être utilisés dans l'évaluation qualitative des offres.

¹⁴⁷ BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS, « Méthodes MACBETH et BVP/PIPS », *CIRANO*, avril 2014; KASHIWAGI, Dean et al., « SPECIAL ISSUE: Best Value Procurement / PIPS in the Netherlands », *Journal for the Advancement of Performance Information and Value*, vol. 3, n° 1, 2011; BANA E COSTA, C.A., É.C., CORRÊA, J.M., DE CORTE et J.C., VANSNICK, « Facilitating bid evaluation in public call for tenders: a socio-technical approach », *The International Journal of Management Science*, vol. 30, n° 3, 2002, p. 227-242.

5.1.1. *Qualité des biens/ services/ travaux*

- Qualité (technique) des biens, services ou travaux
- Quantité des biens, services ou travaux
- Modalités de livraison (date ou délai)
- Services d'entretien
- Caractère esthétique et fonctionnel
- Caractère innovant
- Coût global d'utilisation

5.1.2. *Qualité du fournisseur*

- Expérience du fournisseur
- Performance antérieure du fournisseur
- Expérience du personnel
- Formations/certifications des employés
- Capacité de relève (disponibilité du personnel clé)
- Capacité financière
- Sécurité d'approvisionnement
- Préoccupations environnementales
- Capacité à respecter les échéanciers

5.2. La pondération des critères

Une fois l'ensemble des critères déterminés, le donneur d'ouvrage doit pondérer chacun des critères afin que l'importance relative de chaque critère soit prise en compte.

Il est possible de pondérer chacun des critères selon l'expérience, en se basant sur des appels d'offres précédents ou des guides gouvernementaux, ou encore en utilisant la méthode AHP.

5.2.1. *Méthode AHP (Analytical Hierarchy Process)*

Afin d'appliquer la méthode AHP¹⁴⁸, un donneur d'ouvrage doit comparer chaque critère avec l'ensemble des critères, pour déterminer les plus importants à ses yeux et hiérarchiser les critères. Ensuite, une formule mathématique permet d'attribuer une pondération à chacun des critères tenant compte de l'importance relative de chaque critère. La méthode MACBETH utilise une technique se rapprochant de la méthode AHP afin de pondérer l'importance des critères.

¹⁴⁸ BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS, « Analyse économique des marchés publics dans l'industrie de la construction au Québec », *CIRANO*, 16 décembre 2014, p. 42.

5.3. La méthode d'évaluation des offres

L'évaluation des offres est l'étape permettant d'obtenir le pointage de qualité pour chaque soumission. Cependant, il est difficile en pratique d'avoir une évaluation parfaite. En théorie, l'adjudicataire d'un contrat ne devrait pas dépendre des membres d'un comité de sélection, de sorte que si un deuxième comité de sélection évaluait la qualité des mêmes offres, la meilleure soumission devrait rester la même.

Cette étape peut se faire sans comité de sélection, mais dans la majorité des cas, un comité de sélection est nécessaire à l'évaluation des offres.

5.3.1. Sans comité de sélection

Il est possible que certains critères de qualité ne nécessitent pas le recours à un comité de sélection. Par exemple, un donneur d'ouvrage peut considérer le rendement antérieur des entreprises. Pour ce faire, le donneur d'ouvrage doit compiler une base de données sur le rendement de chaque entreprise. Chaque entreprise se verra décerner un pointage associé à sa performance, pointage ayant un impact en fonction de la règle d'adjudication choisie.

5.3.2. Avec comité de sélection

Toutefois, pour la majorité des critères, le donneur d'ouvrage doit constituer un comité de sélection ayant pour tâche d'évaluer chacune des offres.

Constitution du comité de sélection

Le donneur d'ouvrage a la responsabilité de former un comité de sélection, comportant un secrétaire ainsi que des membres. Une formation ou une expertise particulière peut être nécessaire pour les membres afin de pouvoir juger de la qualité des biens, services ou travaux de construction.

Chaque membre d'un comité de sélection doit être en mesure de rendre un jugement impartial sur la qualité de chaque critère de chaque offre.

Fonctionnement du comité de sélection

Le fonctionnement du comité de sélection peut se faire en deux étapes, où l'on demande à chaque membre de faire une évaluation individuelle suivie d'une rencontre d'équipe, ou encore en une seule rencontre d'équipe.

Évaluation des critères

Pour l'évaluation des critères, les membres doivent donner une note à chaque soumissionnaire pour chaque critère. Il peut être difficile pour des membres de s'entendre sur la note obtenue par chaque soumissionnaire. Afin d'aider les membres du comité de sélection à évaluer correctement les offres, le donneur d'ouvrage peut inclure une grille indiquant quels éléments valent combien de points.

La méthode MACBETH suggère que deux seuils soient définis, soit celui présentant un niveau de performance acceptable et un seuil présentant une bonne qualité. La performance d'un soumissionnaire pour chaque critère relativement à ces seuils permet de lui donner une note représentative des attentes du donneur d'ouvrage.

Également, pour l'évaluation des offres, il peut être convenu que chaque membre du comité de sélection évalue individuellement les soumissions avant la rencontre d'équipe. Dans ce cas, il est possible d'utiliser la moyenne des notes des membres ou encore d'exiger que les membres convergent vers un même résultat à la suite de discussions.

Règles supplémentaires

Des règles supplémentaires peuvent s'appliquer à l'évaluation, par exemple d'exiger une note de passage sur l'ensemble des critères ou encore pour chacun des critères.

*

Actuellement, pour les ministères et organismes, lorsqu'une évaluation qualitative est réalisée, on exige un minimum de trois critères. Pour les municipalités, un minimum de quatre critères est exigé et la pondération maximale pour un critère est de 30 %.

Les règles exigent la présence d'au moins trois membres, en plus d'un secrétaire pour chaque comité de sélection. Chaque membre de comité de sélection doit faire une évaluation individuelle avant la tenue d'une réunion d'équipe, où les membres doivent s'entendre sur un pointage final pour chaque critère pour chaque soumission.

Une note de passage de 70 % est exigée autant pour les ministères et organismes que pour les municipalités.

Le tableau suivant récapitule les principaux éléments mis en cause lors d'une évaluation qualitative des offres.

Évaluation qualitative

Les critères à évaluer	La pondération des critères	La méthode d'évaluation des offres
▪ Qualité des biens, des services ou des travaux – Qualité (technique) des biens, services ou travaux – Quantité des biens, services ou travaux – Modalités de livraison (date ou délai) – Services d'entretien – Caractère esthétique et fonctionnel – Caractère innovant – Coût global d'utilisation ▪ Qualité du fournisseur – Expérience du fournisseur – Performance antérieure du fournisseur – Expérience du personnel – Formations/certifications des employés – Capacité de relève (disponibilité du personnel clé) – Capacité financière – Sécurité d'approvisionnement – Préoccupations environnementales – Capacité à respecter les échéanciers	▪ Selon les connaissances du milieu ▪ Adaptation d'appels d'offres antérieurs ou de guides gouvernementaux ▪ Méthode AHP	▪ Sans comité de sélection : – Utilisation de données externes (ex. : base de données sur la performance antérieure des fournisseurs) ▪ Avec comité de sélection : – Constitution du comité – Fonctionnement du comité ▪ Évaluation individuelle suivie d'une rencontre d'équipe ▪ Évaluation en équipe – Évaluation des critères ▪ Selon l'intuition des membres ▪ Selon une grille pour chaque critère – Règles supplémentaires ▪ Seuil minimal pour chaque critère ▪ Seuil minimal global

CONCLUSION

Peu importe le mode de passation des marchés publics utilisé, celui-ci devrait permettre au donneur d'ouvrage d'obtenir le meilleur contrat. C'est à ce dernier de bien décrire ses besoins (plans [s'il y a lieu] et devis) et d'utiliser le bon mode afin d'obtenir les biens, les services ou les travaux de construction souhaités. Un mode de passation des marchés publics mal utilisé sera inefficace pour un donneur d'ouvrage, car il ne lui permettra pas d'obtenir le meilleur résultat possible.

Bien que les évaluations qualitatives soient de plus en plus populaires, il faut encore qu'elles soient bien faites. Idéalement, une bonne évaluation qualité/prix des soumissions devrait permettre d'identifier la soumission la plus intéressante pour le donneur d'ouvrage.

Par exemple, lors d'une évaluation qualité/prix, il serait possible d'identifier quel prix le donneur d'ouvrage est prêt à payer pour avoir une soumission d'une meilleure qualité. Est-ce qu'une soumission de 85/100 de qualité à 100 000 dollars est plus intéressante qu'une soumission de 90/100 de qualité, mais à 120 000 dollars?

La réponse à cet exemple devrait être différente selon chaque contrat. Toutefois, les critères utilisés, la pondération et l'évaluation de ceux-ci devraient permettre à un donneur d'ouvrage de trancher d'un côté ou de l'autre. Il est donc important de bien préparer l'évaluation qualitative afin que le résultat représente bien les intérêts du donneur d'ouvrage.

En plus d'entraîner un coût administratif supérieur, une mauvaise évaluation qualitative peut permettre de favoriser un fournisseur tout en donnant une apparence de légitimité au processus. Ainsi, il est mieux pour un donneur d'ouvrage d'utiliser un mode de passation des marchés publics qui est bien maîtrisé et adapté au contrat à octroyer.

Références

BANA E COSTA, C.A., É.C., CORRÊA, J.M., DE CORTE ET J.C., VANSNICK, « Facilitating bid evaluation in public call for tenders: a socio-technical approach », *The International Journal of Management Science*, 2002, vol. 30, n° 3, p. 227-242.

BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS « Analyse économique des marchés publics dans l'industrie de la construction au Québec », *CIRANO*, 16 décembre 2014.

BOULENGER, Stéphanie et Marcelin JOANIS « Méthodes MACBETH et BVP/PIPS », *CIRANO*, avril 2014.

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL, « Projet de revalorisation et de développement, Horizon 2017 – Société du parc Jean-Drapeau – Rapport et recommandations de l'inspecteur général de la Ville de Montréal », mars 2015.

KASHIWAGI, Dean et al., « SPECIAL ISSUE: Best Value Procurement / PIPS in the Netherlands », *Journal for the Advancement of Performance Information and Value*, vol. 3, n° 1, 2011.

Mémoires

ACQ, « Mémoire à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction dans le cadre de ses consultations publiques », 6 novembre 2014.

ACRGQTQ, « Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction », 6 novembre 2014.

AICQ, « Intégrité, compétence et qualité – Réflexions sur les projets d'infrastructure publique au Québec » juillet 2014.

APIGQ, « Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction », 6 juin 2014.

CCMP, « Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction – Réflexions du Conseil canadien des marchés publics », 20 juin 2014.

CEGQ, « Livre blanc sur l'octroi et la gestion des contrats publics au Québec », mai 2014.

COMAQ, « Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction par la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », 19 juin 2014.

ICÉC, « Pour un encadrement efficace des pratiques dans le marché de la construction – mémoire de l'Institut canadien des économistes en construction – Québec », 11 juillet 2014.

PMI-MONTRÉAL INC., « Mémoire déposé à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction », juin 2014.

TPSGC, « Mémoire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la Commission Charbonneau », 21 octobre 2014.

Lois et règlements

Loi sur les cités et villes, RLRQ, c. C-19.

Code municipal du Québec, RLRQ, c. C-27.1.

Loi sur les contrats des organismes publics, RLRQ, c. C-65.1.

Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, RLRQ, c. C-65.1, r. 2.

Règlement sur les contrats de services des organismes publics, RLRQ, c. C-65.1, r. 4.

Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, RLRQ, c. C-65.1, r. 5.

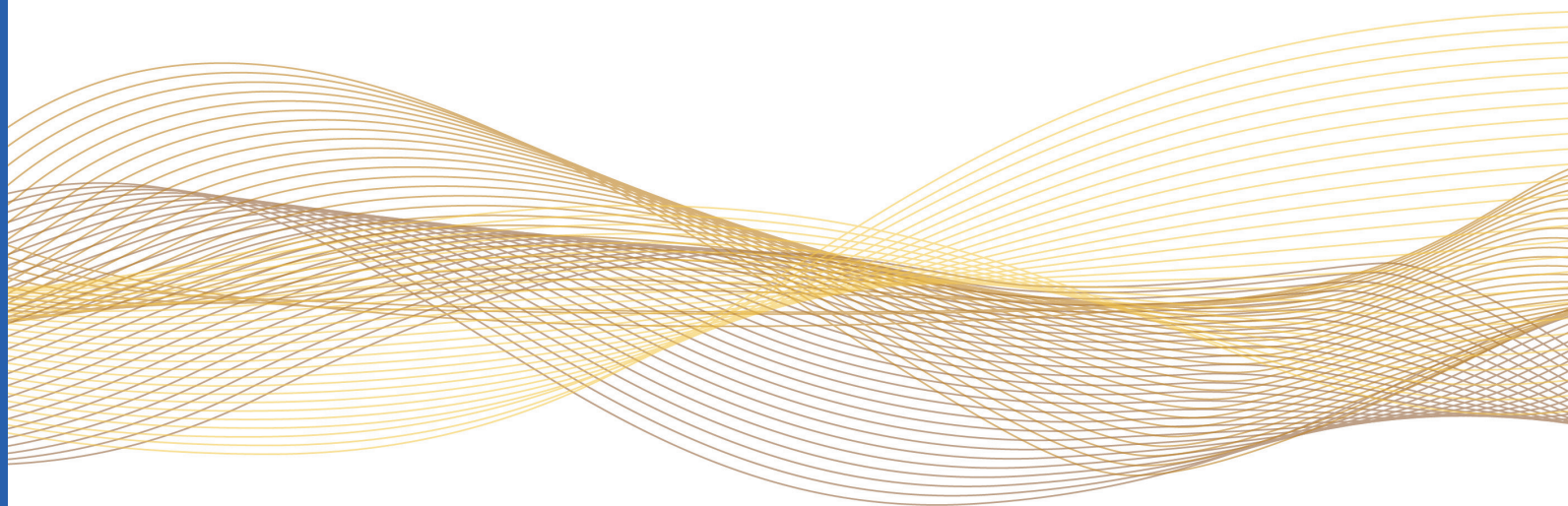
Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, 31 mars 2004.

Accord sur le commerce intérieur, 1^{er} juillet 1995.

*Rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction*

Chapitre 2

Autres documents



LISTE DES ACRONYMES

Acronymes	Nom complet
ACMQ	Association de la construction de Montréal et du Québec
ACQ	Association de la construction du Québec
ACRGQTQ	Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
ADM	Aéroports de Montréal
ADQ	Action démocratique du Québec
AECQ	Association des entrepreneurs en construction du Québec
AEMQ	Association des entrepreneurs en maçonnerie du Québec
AFG	Association des firmes de génie-conseil Québec
AICQ	Association des ingénieurs-conseils du Québec
AMF	Autorité des marchés financiers
AMP	Autorité des marchés publics
AMT	Agence métropolitaine de transport
ANCAI	Association nationale des camionneurs artisans inc.
APCHQ	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
APIGQ	Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec
APPPQ	Agence des partenariats public-privé du Québec
AQTR	Association québécoise des transports routiers
ARQ	Agence du revenu du Québec
BAESD	Bureau des affaires extérieures, de la sécurité et du développement (DPCP)
BANQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
BAP	Bureau des affaires pénales (DPCP)
BCC	Bureau de la concurrence du Canada
BCG	Bureau du contrôleur général (Montréal)
BCP	Bureau du commissaire aux plaintes (MAMOT)
BGGRH	Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines (SCT)

Acronymes	Nom complet
BIG	Bureau de l'inspecteur général (Montréal)
BLACO	Bureau de lutte au crime organisé (DPCP)
BLCM	Bureau de lutte à la corruption et à la malversation (DPCP)
BLPC	Bureau de lutte aux produits de la criminalité (DPCP)
BNQ	Bureau de normalisation du Québec
BSDQ	Bureau des soumissions déposées du Québec
BTM	Bureau de transport métropolitain
BVG	Bureau du vérificateur général (Montréal)
CAE	Codes d'activités économiques
CAI	Commission d'accès à l'information
CCDG	Cahier des charges et devis généraux
CCQ	Commission de la construction du Québec
CE	Commission européenne
CECO	Commission d'enquête sur le crime organisé
CED	Commissaire à l'éthique et à la déontologie (Assemblée nationale)
CEGQ	Corporation des entrepreneurs généraux du Québec
CEIC	Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
CELIQ	Commissaire à l'éthique et au lobbyisme des institutions du Québec
CEP	Commission parlementaire d'enquête sur l'industrie de la construction (Pays-Bas)
CGP	Comité de gestion provincial (BSDQ)
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
CLQ	Commissaire au lobbyisme du Québec
CMA	Competition and Markets Authority (Royaume-Uni)
CMEQ	Corporation des maîtres électriciens du Québec
CMMTQ	Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec
CMQ	Commission municipale du Québec

Acronymes	Nom complet
CNT	Commission des normes du travail
COTI	Crime organisé traditionnel italien
CPQ	Conseil du patronat du Québec
CPQMC-I	Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)
CRT	Commission des relations du travail
CSD	Centrale des syndicats démocratiques
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSPQ	Centre de services partagés du Québec
CSST	Commission de la santé et de la sécurité du travail
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
CTQ	Commission des transports du Québec
CUM	Communauté urbaine de Montréal
CUSM	Centre universitaire de santé McGill
DCRM	Direction des contrats et des ressources matérielles (MTQ)
DEAM	Direction des enquêtes et de l'analyse de marché (MTQ)
DEC	Diplôme d'études collégiales
DECCP	Division des enquêtes sur les crimes contre la personne (SQ)
DECFO	Division des enquêtes sur la criminalité financière organisée (SQ)
DECO	Division des enquêtes sur le crime organisé (SQ)
DESM	Direction des enquêtes et de la surveillance des marchés (MTQ)
DGCCE	Direction générale de la concurrence (Commission européenne)
DGEQ	Directeur général des élections du Québec
DGMO	Direction générale de Montréal et de l'Ouest (MTQ)
DGMOECP	Direction générale de la mise en œuvre de l'encadrement des contrats publics (SCT)
DGQE	Direction générale de Québec et de l'Est
DIA	Direzione Investigativa Antimafia (Italie)

Acronymes	Nom complet
DNA	Direzione Nazionale Antimafia (Italie)
DOI	Department of Investigation (New York)
DOP	Donneur d'ouvrage public
DPC	Direction de la prévention et des communications (UPAC)
DPCP	Directeur des poursuites criminelles et pénales
DSTI	Direction des stratégies et transactions immobilières (Montréal)
DT	Direction territoriale (MTQ)
EPIM	Escouade de protection de l'intégrité municipale
ERE	Escouade régionale d'enquête
ERM	Escouade régionale mixte
ETC	Équivalent temps complet
FCA	False Claims Act
FCCQ	Fonds Chantiers Canada–Québec
FCQ	Fédération de la construction du Québec
FIMR	Fonds sur l'infrastructure municipale rurale
FINA	Fédération internationale de natation
FIPOE	Fraternité Inter-Provinciale des Ouvriers en Électricité
FQM	Fédération québécoise des municipalités
FRQSC	Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
FSFTQ	Fonds de solidarité FTQ
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HA	Hells Angels
HLM	Habitation à loyer modique
ICAC	Independant Commission Against Corruption (Australie)
ICAC	Independant Commission Against Corruption (Hong Kong)
ICI	Industriel, commercial et institutionnel (CCQ)

Acronymes	Nom complet
IPSIG	Independent Private Sector Inspector Generals (New York)
IQ	Infrastructure Québec
LB	Loi sur le bâtiment, RLRQ, c. B-1.1
LCE	Loi sur les commissions d'enquête, RLRQ, c. C-37
LCLCC	Loi concernant la lutte contre la corruption, RLRQ, c. L-6.1
LCOP	Loi sur les contrats des organismes publics, RLRQ, c. C-65.1
LCV	Loi sur les cités et villes, RLRQ, c. C-19
LERM	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, RLRQ, c. E-2.2
LME	Loi sur les maîtres électriciens, RLRQ, c. M-3
LMMT	Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie, RLRQ, c. M-4
LTEML	Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, RLRQ, c. T-11.011
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MOP	Maîtrise d'œuvre privée
MRC	Municipalité régionale de comté
MTQ	Ministère des Transports du Québec
NEQ	Numéro d'entreprise du Québec (REQ)
OAQ	Ordre des architectes du Québec
OBNL	Organisme à but non lucratif
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OCTF	Organized Crime Task Force (New York)
OFT	Office of Fair Trading (Royaume-Uni)
OIQ	Ordre des ingénieurs du Québec

Acronymes	Nom complet
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPQ	Office des professions du Québec
ORDRE	Outil de recherche sur les données du RE [Registraire des entreprises] (REQ)
PC	Protecteur du citoyen
PCC	Parti conservateur du Canada
PCED	Programme de contrats à exécution sur demande
PIQM	Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
PLQ	Parti libéral du Québec
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPP	Partenariat public-privé
PQ	Parti Québécois
PQI	Plan québécois des infrastructures
PRO	Parti Ralliement Officiel des Lavallois (Laval)
PTI	Programme triennal d'immobilisation
R-20	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main d'œuvre dans l'industrie de la construction, RLRQ, c. R-20
RBQ	Régie du bâtiment du Québec
RE	Registraire des entreprises
REA	Registre des entreprises autorisées (AMF)
RENA	Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (SCT)
REQ	Registraire des entreprises du Québec
RORC	Responsable de l'observation des règles contractuelles
RRMUN	Réseau routier municipal (MTQ)
RRS	Réseau routier supérieur (MTQ)
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SDM	Société de développement de Montréal (Montréal)

Acronymes	Nom complet
SEAM	Service d'enquêtes et d'analyse des marchés (MTQ)
SEAO	Système électronique d'appels d'offres (Gouvernement du Québec)
SEC	Service des enquêtes sur la corruption (SQ)
SECE	Service des enquêtes sur les crimes économiques (SQ)
SHDM	Société d'habitation et de développement de Montréal (Montréal)
SIQ	Société immobilière du Québec
SITE	Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (Montréal)
SORC	Service de l'observation des règles contractuelles (MTQ)
SPPC	Service des poursuites pénales du Canada
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SQ	Sûreté du Québec
SQAE	Société québécoise de l'assainissement des eaux
SQC	Syndicat québécois de la construction
SQI	Société québécoise des infrastructures
SVPM	Société du Vieux-Port de Montréal
TCLI	Toronto Computer Leasing Inquiry
TCP	Titulaires de charge publique
TECI	Toronto External Contracts Inquiry
TECQ	Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec
TES	Transmission électronique des soumissions (BSDQ)
TICQ	Travaux d'infrastructures Canada-Québec
TPSGC	Travaux publics et services gouvernementaux Canada
TUAC	Travailleurs et Travailleuses unis de l'Alimentation et du commerce
UAC	Unité anticollusion (MTQ)
UE	Union européenne
UMECO	Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (GRC)
UMQ	Union des municipalités du Québec

Acronymes	Nom complet
UPAC	Unité permanente anticorruption
VGQ	Vérificateur général du Québec

LISTE DES RAISONS SOCIALES

N ^o	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
1	3887952 Canada inc. [Équipements Nordiques]	Équipements Nordiques	-
2	4361806 Canada inc. [Matériaux Magog Orford]	Matériaux Magog Orford	-
3	6233198 Canada inc.	6233198 Canada inc.	-
4	6302807 Canada inc. [Gestion Chab]	Gestion Chab	-
5	9003-0073 Québec inc. [Les Ponceaux de l'Estrie]	Ponceaux de l'Estrie	-
6	9016-8097 Québec inc. [Pavage Val d'Or]	Pavage Val d'Or	-
7	9022-3801 Québec inc. [Piscine du Ruisseau]	Piscine du Ruisseau	-
8	9033-3196 Québec inc. [Rona l'Entrepôt Sherbrooke]	Rona l'Entrepôt Sherbrooke	-
9	9038-0122 Québec inc. [Urgiplan]	Urgiplan	-
10	9042-1413 Québec inc.	9042-1413 Québec inc.	-
11	9053-3340 Québec inc. [Coffrage Astra]	Coffrage Astra	-
12	9064-3131 Québec inc. [Le Groupe Astra]	Groupe Astra	-
13	9066-4244 Québec inc. [Les Gestions A.J.]	Gestions A.J.	-
14	9076-0729 Québec inc. [Excavation Chab]	Excavation Chab	-
15	9078-5940 Québec inc.	9078-5940 Québec inc.	-
16	9090-5092 Québec inc. [Coffrages Marc Saulnier]	Coffrages Marc Saulnier	-
17	9097-5194 Québec inc. [Les Constructions du Riche-Lieu]	Constructions du Riche-Lieu	-
18	9113-0021 Québec inc. [Grues Moderne]	Grues Moderne	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
19	9118-9662 Québec inc. [Bermax]	Bermax	-
20	9133-6701 Québec inc. [Gil Transport]	Gil Transport	-
21	APA inc. Experts-Conseils / Consultants	APA Experts-Conseils	APA
22	Ardel Électrique inc.	Ardel Électrique	-
23	Arthur Roussel inc.	Arthur Roussel	-
24	Asfab, Division de Sintra inc.	Asfab	-
25	Asphalte Desjardins inc.	Asphalte Desjardins	-
26	Asphalte Inter-Canada inc.	Asphalte Inter-Canada	-
27	Asphalte Jean-Louis Campeau inc.	Asphalte Jean-Louis Campeau	-
28	Asphalte, Béton, Carrières Rive-Nord inc.	Asphalte, Béton, Carrières Rive-Nord	ABC Rive-Nord
29	Astral Média Affichage, S.E.C.	Astral Média	-
30	Axima Services inc.	Axima Services	Axima
31	Axor Experts-Conseil inc.	Axor Experts-Conseil	Axor
32	B.P. Asphalte inc.	B.P. Asphalte	-
33	B.T. Céramiques inc.	B.T. Céramiques	-
34	Bau-Québec Ltée	Bau-Québec	-
35	Bau-Val inc.	Bau-Val	-
36	BCE Emergis inc.	BCE Emergis	-
37	BCP Ltée	BCP	-
38	Beauward inc.	Beauward	-
39	Bell Canada	Bell Canada	-
40	Bentech Construction (9075-3856 Québec inc.)	Bentech Construction	-
41	Bernard Sauvé Excavation inc.	Bernard Sauvé Excavation	-
42	Béton Brunet Itée	Béton Brunet	-
43	Béton Provincial Itée	Béton Provincial	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
44	Bouygues S.A.	Bouygues	-
45	BPR inc.	BPR	-
46	BPR-Triax inc.	BPR-Triax	-
47	BSA Groupe-Conseil inc.	BSA Groupe-Conseil	-
48	Canderel inc.	Canderel	-
49	Carl Ladouceur Excavation inc.	Carl Ladouceur Excavation	-
50	Carrière Bernier Ltée	Carrière Bernier	-
51	Carrière St-Eustache Ltée	Carrière St-Eustache	-
52	Carriere-Beaudry Ltée	Carriere-Beaudry	-
53	Catalogna & Frères Ltée	Catalogna & Frères	-
54	Cegertec inc.	Cegertec	-
55	Chagnon (1975) Ltée	Chagnon (1975)	Chagnon
56	Château Drummond inc.	Château Drummond	-
57	CIMA+ S.E.N.C.	CIMA+	-
58	Ciments Lavallée Ltée	Ciments Lavallée	-
59	Cirillo F. Mormina inc.	Cirillo F. Mormina	-
60	Civil Construction inc.	Civil Construction	-
61	Claulac inc.	Claulac	-
62	Colas S.A.	Colas	-
63	Colliers International (Québec) inc.	Colliers International	Colliers
64	Comab	Comab	-
65	Commerce Al-Shark International inc.	Commerce Al-Shark International	-
66	Concordia Construction inc.	Concordia Construction	Concordia
67	Conex Construction Routière inc.	Conex Construction Routière	Conex
68	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	CGI	-
69	Consortium M.R. Canada Ltée	Consortium M.R.	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
70	Construction A.T.A. inc.	Construction A.T.A.	-
71	Construction Anor (1992) inc.	Construction Anor	-
72	Construction Arctic Béluga inc.	Construction Arctic Béluga	-
73	Construction Canasa inc.	Construction Canasa	-
74	Construction Cyvex inc.	Construction Cyvex	Cyvex
75	Construction DJL inc.	Construction DJL	DJL
76	Construction et Pavage Boisvert inc.	Construction et Pavage Boisvert	Boisvert
77	Construction et Pavage Maskimo Ltée	Construction et Pavage Maskimo	Maskimo
78	Construction et Pavage Portneuf inc.	Construction et Pavage Portneuf	Pavage Portneuf
79	Construction F.T.M. inc.	Construction F.T.M.	-
80	Construction Frank Catania & Associés inc.	Construction Frank Catania & Associés	Construction F. Catania
81	Construction Garnier Ltée	Construction Garnier	Garnier
82	Construction Gasperino Di Iorio inc.	Construction Gasperino Di Iorio	-
83	Construction Gescor inc.	Construction Gescor	-
84	Construction Kiewit Cie	Construction Kiewit	Kiewit
85	Construction Lemiro inc.	Construction Lemiro	-
86	Construction Mergad inc.	Construction Mergad	-
87	Construction Mirabeau inc.	Construction Mirabeau	-
88	Construction Norascon inc.	Construction Norascon	Norascon
89	Construction Renda inc.	Construction Renda	-
90	Construction Socam Ltée	Construction Socam	Socam
91	Construction Soter inc.	Construction Soter	-
92	Construction St-Léonard (1996) inc.	Construction St-Léonard (1996)	-
93	Construction Timberstone inc.	Construction Timberstone	-
94	Constructions Bob-Son	Constructions Bob-Son	Bob-Son

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
95	Constructions Desourdy inc.	Constructions Desourdy	-
96	Constructions Larco inc.	Constructions Larco	-
97	Constructions Louisbourg Itée	Constructions Louisbourg	-
98	Consultants Aecom inc.	Consultants Aecom	Aecom
99	Consultants Mirtec inc.	Consultants Mirtec	-
100	Consultants Progèmes	Consultants Progèmes	Progèmes
101	Coopers & Lybrand	Coopers & Lybrand	-
102	Corival inc.	Corival	-
103	Corporation de maçonnerie canadienne inc.	Corporation de maçonnerie canadienne	-
104	Couillard Construction Itée	Couillard Construction	Couillard
105	Crème Glacée Ital Gelati inc.	Crème Glacée Ital Gelati	-
106	D.I.M.S. Construction inc.	D.I.M.S. Construction	D.I.M.S.
107	Dalkia Canada inc.	Dalkia Canada	Dalkia
108	Daniel Gauthier et Associés Urbanistes-Conseils inc.	Daniel Gauthier et Associés	-
109	Dessau inc.	Dessau	-
110	Dessau-Soprin inc.	Dessau-Soprin	-
111	Deveau, Lavoie & Associés S.E.N.C.	Deveau Lavoie	-
112	Développement Allogio inc.	Développement Allogio	Allogio
113	Développement Roccabella inc.	Développement Roccabella	-
114	Développement Télémédia inc.	Développement Télémédia	-
115	Développements HarbourTeam inc.	Développements HarbourTeam	HarbourTeam
116	Déziel, Paquin & Longval	Déziel, Paquin & Longval	-
117	Divco limitée	Divco	-
118	Doncar Construction inc.	Doncar Construction	-
119	Dorbec Excavation inc.	Dorbec Excavation	-
120	Dunton Rainville S.E.N.C.R.L.	Dunton Rainville	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
121	EBC inc.	EBC	-
122	ECN Terrain inc.	ECN Terrain	-
123	Ecolosol inc.	Ecolosol	-
124	Electromega limitée	Electromega	-
125	Endress + Hauser ltée	Endress + Hauser	-
126	Énergie Carboneutre inc.	Énergie Carboneutre	ECN
127	Entreprise de Construction V.H.R. inc.	Entreprise de Construction V.H.R.	-
128	Entreprise Jean Lefebvre S.A.	Jean Lefebvre	-
129	Entreprises Ste-Croix inc.	Entreprises Ste-Croix	-
130	Équation Groupe Conseil inc.	Équation Groupe Conseil	-
131	Equiluqs inc.	Equiluqs	-
132	Ernst & Young S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Ernst & Young	-
133	Eurovia S.A.	Eurovia	-
134	Excavation Loiselle & Frères inc.	Excavation Loiselle & Frères	-
135	Fernand Gilbert ltée	Fernand Gilbert	-
136	Filiatrault, McNeil & Associés inc.	Filiatrault, McNeil & Associés	F.M.A.
137	Fondation Garnierkids.com inc.	Garnierkids	-
138	Fortier Transfert ltée	Fortier Transfert	-
139	G&S Consultants SENC	G&S Consultants	-
140	G. Giuliani inc.	G. Giuliani	-
141	Ganotec inc.	Ganotec	-
142	Gastier M.P. inc.	Gastier M.P.	Gastier
143	Gazonnière Expert inc.	Gazonnière Expert	-
144	Gendron Lefebvre inc.	Gendron Lefebvre	-
145	GÉNleau, Groupe d'experts S.E.C.	GÉNleau, Groupe d'experts	Génieau
146	Génius Conseil inc.	Génius Conseil	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
147	Genivar inc.	Genivar	-
148	Gérald Théorêt inc.	Gérald Théorêt	-
149	Gestion J. Anctil inc.	Gestion J. Anctil	-
150	Grandmont & Fils ltée	Grandmont & Fils	-
151	Groupaction Marketing inc.	Groupaction Marketing	Groupaction
152	Groupe Construction AECON inc.	Groupe Construction Aecon	Aecon
153	Groupe Domco	Groupe Domco	-
154	Groupe Dubé & Associés inc.	Groupe Dubé & Associés	-
155	Groupe Gauthier Biancamano Bolduc inc.	Groupe Gauthier Biancamano Bolduc	GGBB
156	Groupe Immobilier Santé McGill, S.E.N.C.	Groupe Immobilier Santé McGill	GISM; SNC-GISM
157	Groupe Lechasseur ltée	Groupe Lechasseur	-
158	Groupe Mathers inc.	Groupe Mathers	-
159	Groupe Petra Ltée	Groupe Petra	Petra
160	Groupe Qualitas inc.	Groupe Qualitas	Qualitas
161	Groupe Samara inc.	Groupe Samara	-
162	Groupe Sirco inc.	Sirco	-
163	Groupe Tremca inc.	Groupe Tremca	Tremca
164	Grues G.S.T.L. inc.	Grues G.S.T.L.	-
165	Grues R. Caron inc.	Grues R. Caron	-
166	GTR Construction inc.	GTR Construction	-
167	Guay inc.	Guay	-
168	Hamel Construction inc.	Hamel Construction	-
169	Holcim (Canada) inc. [Demix Construction]	Demix Construction	Demix
170	Horizon Environnement inc.	Horizon Environnement	-
171	Hydro-Québec	Hydro-Québec	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
172	Hyprescon inc.	Hyprescon	-
173	Inspec-Sol inc.	Inspec-Sol	-
174	Inter-Cité Construction Ltée	Inter-Cité Construction	-
175	Ipex inc.	Ipex	-
176	J. Anctil inc.	J. Anctil	-
177	J. Anctil inc. [Groupe Anctil, Division Environnement]	Groupe Anctil, Division Environnement	-
178	J. Dufresne Asphalte Itée	J. Dufresne Asphalte	-
179	J.F. Sabourin et Associés inc.	J.F. Sabourin et Associés	-
180	J.L. Le Saux Ltée	J.L. Le Saux	Le Saux
181	J.P. Lefebvre Entrepreneur Plâtrier inc.	J.P. Lefebvre entrepreneur plâtrier	-
182	Jenkin Valves 92 inc.	Jenkin Valves	-
183	Jocelyn Dufresne inc.	Jocelyn Dufresne	-
184	John Meunier inc.	John Meunier	-
185	Joseph Piazza Construction inc.	Joseph Piazza Construction	-
186	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	KPMG	-
187	Kwatrøe Consultant inc.	Kwatrøe Consultant	Kwatrøe
188	L.M. Sauvé (1964) Itée	L.M. Sauvé (1964)	L.M. Sauvé
189	La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Itée	Beaver Asphalte	-
190	La Compagnie de Construction et de Développement Crie Ltée	Compagnie de construction et de développement Crie	-
191	Labo S.M. inc.	Labo S.M.	-
192	Laboratoire A.B.S. inc.	Laboratoire A.B.S.	-
193	Lagace Construction	Lagacé Construction	-
194	Lamothe, div. de Sintra inc.	Lamothe, div. de Sintra	-
195	Lampadaires Feralux inc.	Lampadaires Feralux	Feralux
196	Lavallée & Frères Itée	Lavallée & Frères	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
197	Le Cabinet de Relations Publiques National inc.	Cabinet de relations publiques National	National
198	Le Consortium Petra St-Luc	Consortium Petra St-Luc	Petra St-Luc
199	Le Groupe Conseil Enviram (1986) inc.	Groupe Conseil Enviram	Enviram
200	Le Groupe Conseil G.I.E. inc.	Groupe Conseil G.I.E.	-
201	Le Groupe Génitique inc.	Groupe Génitique	-
202	Le Groupe S.M. inc.	Groupe S.M.	-
203	Le Groupe Séguin Experts-Conseils inc.	Groupe Séguin Experts-Conseils	Groupe Séguin
204	Lécuyer & Fils Itée	Lécuyer & Fils	Lécuyer
205	Leroux, Beaudoin, Hurens & Associés inc.	Leroux, Beaudoin, Hurens & Associés	LBHA
206	Les Carrières Ducharme inc.	Carrières Ducharme	-
207	Les Céramiques Lindo (2001) inc.	Céramiques Lindo (2001)	-
208	Les Constructions Bercan Itée	Constructions Bercan	-
209	Les Constructions CJRB inc.	Constructions CJRB	CJRB
210	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	Constructions et Pavage Jeskar	-
211	Les Constructions et Pavages Continental inc.	Constructions et Pavages Continental	Continental
212	Les Constructions Infrabec inc.	Constructions Infrabec	Infrabec
213	Les Constructions Lacourse inc.	Constructions Lacourse	-
214	Les Constructions M.C. Dubois inc.	Constructions M.C. Dubois	-
215	Les Constructions Marton Itée	Constructions Marton	Marton
216	Les Constructions R.R.N. inc.	Constructions R.R.N.	-
217	Les Consultants BAFA inc.	Consultants BAFA	-
218	Les Consultants de l'Outaouais inc.	Consultants de l'Outaouais	-
219	Les Consultants F.B.G. inc.	Consultants F.B.G.	F.B.G.
220	Les Consultants Génipur inc.	Consultants Génipur	Génipur

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
221	Les Consultants Jobin Courtemanche inc.	Consultants Jobin Courtemanche	-
222	Les Développements Abitec Itée	Développements Abitec	-
223	Les Développements immobiliers F. Catania & Associés inc.	Développements Immobiliers F. Catania & Associés	-
224	Les Entreprises Bourget inc.	Entreprises Bourget	Bourget
225	Les Entreprises Canbec Construction inc.	Entreprises Canbec Construction	Canbec
226	Les Entreprises Catcan inc.	Entreprises Catcan	Catcan
227	Les Entreprises Charles Maisonneuve Itée	Entreprises Charles Maisonneuve	-
228	Les Entreprises Claude Chagnon inc.	Entreprises Claude Chagnon	-
229	Les Entreprises Daniel Robert inc.	Entreprises Daniel Robert	-
230	Les Entreprises de Construction Ventec inc.	Entreprises de Construction Ventec	Ventec
231	Les Entreprises Jacques Dufour & Fils inc.	Entreprises Jacques Dufour & Fils	-
232	Les Entreprises V.G. inc.	Entreprises V.G.	-
233	Les Équipements d'Excavation Quatre-Saisons inc.	Excavation Quatre-saisons	-
234	Les Excavations D.P. Itée	Excavations D.P.	-
235	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	Excavations Gilbert Théorêt	-
236	Les Excavations Panthère inc.	Excavations Panthère	-
237	Les Excavations Super inc.	Excavations Super	-
238	Les Experts Conseils Papko inc.	Experts Conseils Papko	-
239	Les Grands Travaux Soter inc.	Grands Travaux Soter	G.T.S.
240	Les Laboratoires Shermont inc.	Laboratoires Shermont	-
241	Les Pavages Chenail inc.	Pavages Chenail	-
242	Les Pavages Hampstead inc.	Pavages Hampstead	-
243	Les Pavages Paramount inc.	Pavages Paramount	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
244	Les Placements S.P. Canada inc.	Placements S.P. Canada	-
245	Les Productions B.B.O. inc.	Productions B.B.O.	-
246	Les produits de béton Casaubon inc.	Produits de béton Casaubon	Casaubon
247	Les Technologies Tassimco Canada inc.	Technologies Tassimco Canada	-
248	Location d'équipements Métropolitain inc.	Location d'équipements Métropolitain	-
249	Location les Développements Iberville Itée	Location les Développements Iberville	Iberville
250	Louisbourg Pipelines inc.	Louisbourg Pipelines	-
251	Louisbourg SBC, S.E.C.	Louisbourg SBC	-
252	LVM inc.	LVM	-
253	Macogep inc.	Macogep	-
254	Maçonnerie Carmada inc.	Maçonnerie Carmada	-
255	Maçonnerie Demers inc.	Maçonnerie Demers	-
256	Maçonnerie L.M. Sauvé inc.	Maçonnerie L.M. Sauvé	-
257	Maçonnerie S.L. inc.	Maçonnerie S.L.	-
258	Maisons Orford inc.	Maisons Orford	-
259	Matériaux St-Élie inc.	Matériaux St-Élie	-
260	Métal Pole-Lite inc.	Métal Pole-Lite	Pole-Lite
261	Mini Excavations G.A.L. inc.	Mini Excavations G.A.L.	-
262	Mivela Construction inc.	Mivela Construction	Mivela
263	MLC Associés inc.	MLC Associés	-
264	Morrow Communications inc.	Morrow Communications	-
265	N. Turenne Brique et Pierre inc.	N. Turenne Brique et Pierre	-
266	Neilson inc.	Neilson	-
267	Néolect inc.	Néolect	-
268	Nepcon inc.	Nepcon	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
269	Noram Experts-Conseils inc.	Noram Experts-Conseils	Noram
270	Obrascon Huarte Lain, S.A.	Obrascon Huarte Lain	OHL
271	OMG Québec inc.	OMG Québec	-
272	Opron Construction inc.	Opron Construction	Opron
273	P. Baillargeon Ltée	P. Baillargeon	-
274	Pan Global Holdings S.A.	Pan Global Holdings	-
275	Partenariat PCUSM	Partenariat CUSM	PCUSM; OHL-PCUSM
276	Pavage C.S.F. inc.	Pavage C.S.F.	-
277	Pavage Centre Sud du Québec inc.	Pavage Centre Sud du Québec	-
278	Pavage Dion inc.	Pavage Dion	-
279	Pavage Sanimos inc.	Pavage Sanimos	-
280	Pavage Sartigan Ltée	Pavage Sartigan	-
281	Pavage St-Eustache Ltée	Pavage St-Eustache	-
282	Pavages A.T.G. inc.	Pavages A.T.G.	-
283	Pavages Abenakis Ltée	Pavages Abenakis	-
284	Pavages Maska inc.	Pavages Maska	-
285	Pavages N.D.L. inc.	Pavages N.D.L.	-
286	Pavages Saint-Paul inc.	Pavages Saint-Paul	-
287	Pierre Brossard (1981) Ltée	Pierre Brossard (1981)	Pierre Brossard
288	Plania inc.	Plania	-
289	Plante & Associés Experts Conseils inc.	Plante & Associés Experts Conseils	-
290	Pluritec Ltée	Pluritec	-
291	Poly Excavation inc.	Poly Excavation	-
292	Pomerleau inc.	Pomerleau	-
293	Premier Tech Technologies Limitée	Premier Tech	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
294	Prévost Fortin D'Aoust S.E.N.C.R.L.	Prévost Fortin D'Aoust	-
295	PricewaterhouseCoopers S.R.L. / S. E. N. C. R. L.	PricewaterhouseCoopers	PwC
296	Projeco Experts-Conseils inc.	Projeco Experts-Conseils	Projeco
297	Québecor inc.	Québecor	-
298	Que-Mar Construction ltée	Que-Mar Construction	-
299	Rapide-chèque	Rapide-chèque	-
300	Recy-Béton inc.	Recy-Béton	-
301	Roche Ltée, Groupe-Conseil	Roche	-
302	Roger Dion & Fils 2006 inc.	Roger Dion & Fils	-
303	Roxboro Excavation inc.	Roxboro Excavation	-
304	RSW inc.	RSW	-
305	Salvex inc.	Salvex	-
306	Schokbeton inc.	Schokbeton	-
307	Secor Conseil inc.	Secor Conseil	Secor
308	Service de grues Inter-provincial G.F.M. inc.	Service de grues Inter-provincial G.F.M.	-
309	Service de Grues Laval ltée	Service de Grues Laval	-
310	Services de Pipelines Summit (Québec) Ltée	Services de Pipelines Summit (Québec)	Pipelines Summit
311	Sierra Asset Management inc.	Sierra Asset Management	-
312	Signavision inc.	Signavision	-
313	Simard-Beaudry Construction inc.	Simard-Beaudry Construction	-
314	Simard-Beaudry inc.	Simard-Beaudry	-
315	Sintra inc.	Sintra	-
316	SmartCentres Reality Inc.	SmartCentre	-
317	SNC-Lavalin inc.	SNC-Lavalin	-
318	SNC-Lavalin International	SNC-Lavalin International	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
319	Société de Développement Angus (SDA)	Société de Développement Angus (SDA)	SDA
320	Société en Commandite d'Affichage Omni	Omni	-
321	Société en Commandite Gaz Métro Plus	Gaz Métro Plus	-
322	Société en Commandite Gaz Métropolitain Plus	Gaz Métropolitain	-
323	Société Internationale Carboneutre (SICN) inc.	Société Internationale Carboneutre (SICN)	SICN
324	Solution Eau Air Sol (EAS) inc.	Solution Eau Air Sol (EAS)	-
325	Solutions de Crédit Alternatif inc.	Solutions de Crédit Alternatif	SCA
326	Soprin Experts-Conseils inc.	Soprin	-
327	Spino Construction Cie Itée	Spino Construction	-
328	St-Denis Thompson inc.	St-Denis Thompson	-
329	St-Luc - Habitation inc.	St-Luc - Habitation	-
330	Suez Environnement	Suez Environnement	-
331	Techno-Sélect inc.	Techno-Sélect	-
332	Tecsult inc.	Tecsult	-
333	Teknika HBA inc.	Teknika HBA	-
334	Terramex inc.	Terramex	-
335	Tesco 3000 inc.	Tesco 3000	-
336	TGA Montréal inc.	TGA Montréal	-
337	Thomas & Betts, limitée	Thomas & Betts	-
338	Tilmar Internationale inc.	Tilmar International	-
339	Transport & Excavation Mascouche inc.	Transport & Excavation Mascouche	-
340	Triax inc.	Triax	-
341	Turcotte (1989) inc.	Turcotte (1989)	Turcotte
342	Union Metal Holding Corp	Union Metal	-

N°	Nom de la raison sociale	Nom utilisé pour le rapport	Abréviations
343	Usihome inc.	Usihome	-
344	Vallée, Lefebvre & Associés inc.	Vallée, Lefebvre & Associés	Vallée Lefebvre
345	Valmont Nadon Excavation inc.	Valmont Nadon Excavation	-
346	Veolia Eau Technologies Canada inc.	Veolia Water Canada	Veolia
347	Verreault inc.	Verreault	-
348	Vinci S.A.	Vinci	-
349	Voltec Ltée	Voltec	-

LISTE DES PIÈCES DÉPOSÉES

Cote	Pièce
1P-1	Curriculum Vitæ de Jacques Lafrance
1P-2	Présentation de M. Jacques Lafrance à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
1P-3	Rapport des commissaires sur les méthodes d'achat utilisées au département de la Colonisation et au Service des Achats du gouvernement du 1er juillet 1955 au 30 juin 1960
1P-4	Rapport du groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement, « L'efficacité dans la transparence »
1P-5	Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics, c. A-6, r. 3.2
1P-6	Règlement sur les contrats de construction des ministères et des organismes publics, L.R.Q. c. A-6, r. 6.1
1P-7	Règlement sur les contrats de services des ministères et organismes publics, L.R.Q. c. A-6, r. 7.3
1P-8	Décret 1172-93 concernant le Répertoire des spécialités établi par le ministère des Approvisionnements et Services, (1993) 125 G.O.11, 6333
1P-9	Historique des accords de libéralisation des marchés publics du Québec
1P-10	Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et organismes publics, (2000) 132 G.O. 11, 5635
1P-11	Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q. c. C-65.1
1P-12	Règlement sur les contrats de services des organismes publics, L.R.Q. c. C-65.1, r. 4
1P-13	Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, L.R.Q. c. C-65. 1, r. 5
1P-14	Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, L.R.Q. c. C-65.1, r. 2
1P-15	Rapport du Groupe-conseil sur l'octroi de contrats municipaux - Marchés publics dans le milieu municipal - Présenté à M. Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire, Mars 2010
1P-16	Modernisation des méthodes d'adjudication des contrats publics (Entrevue de Jacques Lafrance)
2P-17	Curriculum Vitæ de Michel Dumont

Cote	Pièce
2P-18	« Cadre législatif et réglementaire régissant les contrats des organismes publics »
2P-19	Organismes gouvernementaux – Statut et obligations - Loi sur l'administration publique
2P-20	Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q. c. C-65.1, r. 1.1
2P-21	Accord sur le commerce intérieur
2P-22	Bulletin d'interprétation, Détermination de la valeur d'un changement selon la méthode « prix forfaitaire ventilé », 26 janvier 2012, RCTC 45
2P-23	Engagement solennel des membres du comité de sélection des prestataires de services
2P-24	Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics
2P-25	Politique de gestion contractuelle concernant la reddition des comptes des organismes publics
2P-26	Politique de gestion contractuelle concernant le resserrement de certaines mesures dans les processus d'appel d'offres des contrats des organismes publics
2P-27	Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics du réseau de la santé et des services sociaux
2P-28	Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics du réseau de l'éducation
2P-29	Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique
2P-30	La gouvernance des grands projets d'infrastructure publique – Benchmarking des cadres de gouvernance Joanne Castonguay, Roger Miller – Rapport de projet
2P-31	La gouvernance des grands projets d'infrastructure publique – Analyse des grands projets réalisés au Québec – Féthi Chebil, Joanne Castonguay, Roger Miller – Rapport de projet
2P-32	La gouvernance des grands projets d'infrastructure publique – Diagnostic et recommandation – Roger Miller, Joanne Castonguay, Danielle Lareau, Féthi Chebil, Louise Roy, Lydia Yakonowsky – Rapport de projet
2P-33	La gouvernance des grands projets d'infrastructure publique – Le processus de révision de la qualité – Roger Miller, Joanne Castonguay, Féthi Chebil – Rapport de projet

Cote	Pièce
2P-34	Politique-cadre 2010
2P-35	Loi sur infrastructure Québec L.R.Q. c. 1-8.2
3P-36	Curriculum Vitæ de Chantal Gingras
3P-37	Carte des directions territoriales
3P-38	Présentation de Chantal Gingras «Planification et programmation des travaux routiers au ministère des Transports »
3P-39	Stratégie d'intervention concernant les projets réguliers de l'axe Conservation des chaussées – Programmation 2012-2013
3P-40	Stratégie d'intervention concernant les projets réguliers de l'axe Conservation des structures – Programmation 2012-2013
3P-41	Bilan de l'état des chaussées du réseau routier supérieur québécois 2011
3P-42	Bilan de l'état des structures du réseau routier supérieur québécois 2011
4P-43	Curriculum Vitæ de Marcel Carpentier
4P-44	Présentation de Marcel Carpentier « Processus d'adjudication et de gestion des contrats »
4P-45	Évolution des investissements routiers au FORT
4P-46	Nombre et valeur des contrats de construction et de services de 5 000 \$ et plus octroyés par le ministère des Transports selon le mode d'octroi du contrat pour les exercices financiers 1998 à 2012
4P-47	Nombre et valeur des contrats de construction, de services et d'approvisionnement de 25 000 \$ et plus octroyés par le ministère des Transports de 1998 à 2012
4P-48	Directive ministérielle de 2011 sur les contrats de services professionnels
4P-49	Directive ministérielle de 2011 sur les contrats de travaux de construction et de services de nature technique
4P-50	Règlement sur les tarifs d'honoraires pour les services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, c. C-65.1, r.12
4P-51	Règlement sur les tarifs d'honoraires pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes, c. C-65.1, r.9
4P-52	Encadrement réglementaire 1996-2012
4P-53	Documents relatifs à l'adjudication des contrats de fabrication et de pose d'enrobé

Cote	Pièce
2P-54	Décret 470-2012 – Règlement sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics et sur les mesures de surveillance et d'accompagnement
2P-55	Recueil des politiques de gestion du Conseil du trésor
4P-56	Suivi des demandes relatives aux comités de sélection – Année 2010-2011
4P-57	Suivi des demandes relatives aux comités de sélection – Année 2011-2012
4P-58	Programme de qualification en vue d'adjudication de contrats ouverts en génie routier – 2006
4P-59	Programmation de qualification en vue d'adjudication de contrats ouverts en génie routier – 2007
4P-60	Lancement du programme de contrats à exécution sur demande en génie routier – 2008
4P-61	Relance du programme de contrats à exécution sur demande en génie routier – 2009
4P-62	Deuxième relance du programme de contrats à exécution sur demande en génie routier – 2010
4P-63	Programme de contrats à exécution sur demande en génie routier - 2011
4P-64	Tableau : « Nombre de contrats d'approvisionnement, de construction et de services pour lesquels 1 seule soumission conforme a été reçue, à la suite d'un appel d'offres public »
4P-65	Questionnaire aux non-soumissionnaires
4P-66	Lignes directrices sur le processus menant à l'octroi et à la réalisation des contrats distincts de conception et de surveillance
4P-67	Guide de surveillance - Chantiers d'infrastructure de transport - Édition 2011
4P-68	Pourcentage dépense vs original des contrats de construction et de services professionnels depuis 1998
4P-69	Pourcentage dépense vs original des contrats de construction, de services professionnels et de nature technique terminés depuis 2006
4P-70	Extrait du cahier des charges et devis généraux
4P-71	Contrats de construction par appel d'offres public - 2006-2009 - Analyse comparative : montant estimé, montant à la signature et montant dépensé
4P-72	Instructions techniques, Évaluation du rendement
4P-73	Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption

Cote	Pièce
4P-73.1	Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption - Synthèse des actions
4P-74	Communiqué de presse, extrait concernant une étude : Comparaison des coûts de construction routière entre le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick
5P-75	(Curriculum Vitæ) Notes biographiques de Jacques Duchesneau
5P-76	Projet d'affidavit de Jacques Duchesneau demandé lors de son embauche
5P-77	Lettre adressée à M. Michel Boivin (4 mars 2010)
5P-78	(Mandat) Unité anti-collusion (Nouveau projet préliminaire)
5P-79	Document préparé par Jacques Duchesneau intitulé : « L'Unité anticollusion : réussite souhaitée ou échec annoncé »
5P-80	Lettre de nomination de M. Duchesneau
5P-81	Loi sur les commissions d'enquête, L.R.Q. c. C-37
5P-82	Diagramme de relations entre MTQ et UAC
5P-83	Lettre adressée à M. Michel Boivin (25 août 2010)
5P-84	Rapport de situation 1 - UAC (Période du 12 avril au 12 octobre 2010)
5P-85	Rapport de situation 1 commenté par M. Bastien
5P-86	Rapport de l'Unité anticollusion commenté par Chantale Brouillet
5P-87	Rapport de l'Unité anticollusion commenté par Josée Dupont
5P-88	Rapport de l'Unité anticollusion commenté par Julie Bissonnette
5P-89	Rapport de l'Unité anticollusion commenté par Louise Boily
5P-90	Rapport de l'Unité anticollusion (comparatif)
5P-91	Plan de présentation du rapport (topo au Ministre Hamad, 2011-09-01)
5P-92	Rapport l'Unité anticollusion au ministre des Transports du Québec
5P-93	Rapport de l'Unité anticollusion au ministère des Transports du Québec (copie vierge)
5P-94	Liste datée du 28 juin 2011 « Réclamations reçues »
5P-95	Étude sur la sous-traitance en ingénierie au MTQ, décembre 2006
5P-96	Stratagèmes trouvés dans les rapports d'enquêtes UAC, avril 2010 à septembre 2011
5P-97	Dépôt en liasse « rapport d'enquête » (daté du 28 février 2011) et Liste avec inscription « document produit par le MTQ 2012 »

Cote	Pièce
5P-98	Étude comparative sur les coûts des construction au Canada - Document de présentation des principaux résultats (Septembre 2010)
5P-99	Détecter et prévenir la collusion dans les marchés publics en construction
5P-100	Lignes directrices pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics - Pour une dépense optimisée dans fonds publics par les gouvernements
5P-101	Analyse basée sur les listes reçues du MTQ et des réclamations sur des contrats de 2005 à 2011
5P-102	Analyse des écarts entre les estimations et les soumissions 2009 – 2010 n° du contrat 8603-09-0228
5P-103	Document qui provient du SEAO relativement au no. du contrat : 8603-09-0228 – Résultats d'adjudication
5P-104	Analyse des contrats adjugés à Louisbourg SBC
5P-105	Contrat de services professionnels entre M. Jacques Duchesneau et le Ministère des Transports du Québec
5P-107	Courriel de Jacques Duchesneau à Julie Bissonnette envoyé le 22 mars 2010 à 00 :43
5P-108	Avenant no.1 au contrat de Jacques Duchesneau (copie signée)
4P-109	Comparaison des coûts de construction routière entre le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario
5P-110	Avis de terminaison de contrat de Jacques Duchesneau
5P-111	Liste des entrepreneurs rencontrés par les enquêteurs de l'Unité anti-collusion
5P-112	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-07-013
5P-113	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-08-008
5P-114	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-07-001
5P-115	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-11-004
5P-116	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-12-003
5P-106a	Famille Bibeau et cie associées (extrait d'un original) (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-106b	Garnier Construction (extrait d'un original) (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-106c	Groupe Doncar (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-106d	Les entreprises Catania (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)

Cote	Pièce
5P-106e	Les entreprises CATCAN (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-106f	NIELSON – EBC – Famille FAVA (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-106g	Tony Accurso et ses compagnies en vigueur 2011 (Document retiré de la liasse sous-scélé 5C-1)
5P-117	Copie caviardée du dossier d'enquête de l'UAC 2010-05-020
6P-118	L'industrie de la construction au Québec Portrait et historique des relations du travail
6P-118a	Industrie de la construction, Statistiques annuelles de 2011
7P-119	Framing Mafia Infiltration in the Public Construction Industry in Italy, Final Report
7P-120	Curriculum Vitæ de Valentina Tenti (eng.)
7P-121	Présentation de M ^{me} Valentina Tenti
10P-122	Curriculum Vitæ de Linda Féquière
10P-123	Présentation power point Linda Féquière - Le crime organisé traditionnel italien
11P-124	Curriculum Vitæ de Vinicio Sebastiano
11P-125	Tableau des fréquentations au Club Social Consenza et au Bar Laennec
11P-126	Présentation de Vinicio Sebastiano - Projet Colisée Crime organisé traditionnel
CEIC-P-127	Demande de remise en liberté de Vito Rizzuto
CEIC-P-128	Actes d'accusation de Francesco Arcadi et als
CEIC-P-129	Procès-verbal d'audience du 16 octobre 2008
CEIC-P-130	Sommaire S-4 de Francesco ARCADÌ
CEIC-P-131	Sommaire S-5 de Francesco DEL BALSO
CEIC-P-132	Sommaire S-6 de Lorenzo GIORDANO
CEIC-P-133	Sommaire S-7 de Paolo RENDA
CEIC-P-134	Sommaire S-8 de Nicolo RIZZUTO Sr
CEIC-P-135	Sommaire S-9 de Rocco SOLLECITO
12P-136	Curriculum Vitæ de Eric Vecchio
12P-137	Vidéo 2004-10-04 caméra 2
12P-138	Profil de Domenico Arcuri
12P-139	Vidéo 2004-10-04 caméra 3
12P-140	Vidéo 2004-12-24 caméra 3

Cote	Pièce
12P-141	Profil de Nicolo Milioto
12P-142	Vidéo 2005-01-05 caméra 3
12P-143	Vidéo 2005-02-02 caméra 3
12P-144	Vidéo 2005-05-23 caméra 2
12P-145	Audio 2005-05-23 09h55
12P-146	Vidéo 2005-05-27 caméra 3
12P-147	Vidéo 2005-06-02 caméra 3
12P-148	Vidéo 2005-06-15 caméra 2
12P-149	Profil de Francesco Catania
12P-150	Vidéo 2005-07-08 11h48 caméra 3
12P-151	Vidéo 2005-07-08 11h57 caméra 3
12P-152	Vidéo 2005-08-05 caméra 2
12P-153	Profil de Accursio Sciascia
12P-154	Vidéo 2005-08-05 caméra 3
12P-155	Vidéo 2005-11-04 caméra 2
12P-156	Vidéo 2005-11-04 caméra 3
12P-157	Audio Cell P Renda 05-11-22 09h47
12P-157.1	Traduction écrite en français de l'audio provenant du cellulaire de P. Renda (pièce 12P-157)
12P-158	Audio Cell P Renda 2005-11-24 11h12
12P-158.1	Traduction écrite en français de l'audio provenant du cellulaire de P. Renda (pièce 12P-158)
12P-159	Quatres photos saisies chez Pasquale Fedele
12P-160	Vidéo 2005-12-08 caméra 3
12P-161	Vidéo 2005-12-14 10 h 37 caméra 3
12P-162	Vidéo 2005-12-14 12 h 34 caméra 3
12P-163	Vidéo 2005-12-22 09 h 54 caméra 3
12P-164	Vidéo 2005-12-22 11 h 20 caméra 3
12P-165	Vidéo 2005-12-22 11 h 48 caméra 3
12P-166	Vidéo 2005-12-22 11 h 53 caméra 3

Cote	Pièce
12P-167	Vidéo 2005-12-24 caméra 2
12P-167.1	Rapport de continuation 24-12-2005
12P-168	Profil de Lino Zambito
12P-169	Profil de Paolo Catania (Catcan)
12P-170	Profil de Frank Enrico Andreoli
12P-171	Vidéo 2005-12-24 caméra 3
12P-172	500-73-2671-069 S-1 Projet COLISÉE sentences
12P-173	Liste correspondant aux entreprises en construction dont les véhicules furent observés dans le stationnement du Club Social Consenza lors du Projet Colisée du 23 sept. 2002 au 21 nov. 2006 (amendée)
13P-174	Profil d'affaires de Lino Zambito et des entreprises Infrabec
13P-175	Photos de Lino Zambito
13P-176	Liste de invités au tournoi de golf des entreprises Infrabec
13P-177	Liste des invités pour le souper de Noël des entreprises Infrabec
13P-178.1	SP04 0055_Soumission 9685 29-03-2004
13P-178.10	SP05 0088_appel d'offres 9131 04-05-2005
13P-178.11	SP05 0089_appel d'offres 9123 09-05-2005
13P-178.12	SP05 0102_appel d'offres 9129 09-05-2005 et 26-05-2005
13P-178.13	SP05 0106_appel d'offres 9141 21-05-2005
13P-178.14	SP05 0113_appel d'offres 9144 30-05-2005
13P-178.15	SP05 0138_appel d'offres 9139 13-06-2005
13P-178.16	SP05 0144_appel d'offres 9702 27-06-2005
13P-178.17	SP05 0150_appel d'offres 9156 11-07-2005
13P-178.18	SP05 0188_appel d'offres 9176 08-08-2005
13P-178.19	SP05 0192_appel d'offres 9157 08-08-2005 et 15-08-2005
13P-178.2	SP04 0064_Soumission 5147 22-03-2004
13P-178.20	SP05 0218_appel d'offres 9710 29-08-2005
13P-178.21	SP05 0256_appel d'offres 9712 07-11-2005
13P-178.21a	Extrait du mémoire soumis au comité exécutif le 10 mai 2006
13P-178.22	SP06 0041_appel d'offres 9717 13-03-2006

Cote	Pièce
13P-178.23	SP06 0047_appel d'offres 9201 20-03-2006
13P-178.24	SP06 0061_appel d'offres 9191 27-03-2006
13P-178.25	SP06 0073_appel d'offres 9202 10-04-2006
13P-178.26	SP06 0080_appel d'offres 9203 15-04-2006
13P-178.27	SP06 0083_appel d'offres 9720 18-04-2006
13P-178.28	SP06 0108_appel d'offres 9235 15-05-2006
13P-178.29	SP06 0111_appel d'offres 9239 15-05-2006
13P-178.3	SP04 0133_Soumission 9035 28-03-2004
13P-178.30	SP06 0170_appel d'offres 9271 31-07-2006
13P-178.31	SP06 0172_appel d'offres 9269 24-07-2006
13P-178.32	SP06 0173_appel d'offres 9270 24-04-2006
13P-178.33	SP06 0174_appel d'offres 9272 24-07-2006
13P-178.34	SP06 0233_appel d'offres 9234 18-09-2006
13P-178.35	SP06 0263_appel d'offres 9749 23-10-2006 et 06-11-2006
13P-178.36	SP07 0042_appel d'offres 9755 19-02-2007
13P-178.37	SP08 034_appel d'offres 9455 04-02-2008
13P-178.38	SP08 228_appel d'offres 9511 17-05-2008
13P-178.39	SP08 231_appel d'offres 9569 17-05-2008
13P-178.4	SP04 0227_appel d'offres 9091 13-09-2004
13P-178.40	SP08 287_appel d'offres 5008-EC-102-07 30-05-2008
13P-178.41	SP08 289_appel d'offres 9538 30-06-2008
13P-178.42	SP08 291_appel d'offres 9552 30-06-2008
13P-178.43	SP08 331_appel d'offres 9548 04-08-2008
13P-178.44	SP08 339_appel d'offres 08-105 04-08-2008
13P-178.45	SP08 340_appel d'offres 08-106 04-08-2008
13P-178.46	SP08 390_appel d'offres 9580 15-09-2008
13P-178.47	SP08 449_appel d'offres 9612 24-11-2008
13P-178.48	SP08 450_appel d'offres 9613 24-11-2008
13P-178.49	SP09 0133_appel d'offres 9730 06-04-2009

Cote	Pièce
13P-178.5	SP04 0245_appel d'offres 9693 04-10-2004
13P-178.50	SP09 0170_appel d'offres 9744 20-04-2009
13P-178.51	SP09 0246_appel d'offres 5026-EC-3755 25-05-2009 et 17-06-2009
13P-178.52	SP09 0252_appel d'offres 1014 15-06-2009
13P-178.53	SP09 0256_appel d'offres 1051 15-06-2009
13P-178.54	SP09 0258_appel d'offres 1007 22-06-2009
13P-178.55	SP09 0270_appel d'offres 1010 29-06-2009
13P-178.56	SP09 0282_appel d'offres 1009 06-07-2009
13P-178.57	SP09 0284_appel d'offres 1052 06-07-2009
13P-178.58	SP09 0301_appel d'offres 1068 13-07-2009 et 27-07-2009
13P-178.59	SP09 0311-1_appel d'offres 1050 13-07-2009
13P-178.6	SP04 0287_appel d'offres 9694 22-11-2004
13P-178.60	SP09 0314_appel d'offres 1005 27-07-2009
13P-178.61	SP09 0329_appel d'offres 1015 03-08-2009
13P-178.62	SP09 0347_appel d'offres 1004 10-08-2010
13P-178.63	SP10 0040_appel d'offres 9951 22-03-2010
13P-178.64	SP10 0072_appel d'offres 9954 21-04-2010
13P-178.65	SP10 0104_appel d'offres 1088 31-05-2010
13P-178.66	SP10 0130_appel d'offres 1092 28-06-2010
13P-178.67	SP10 0133_appel d'offres 1099 28-06-2010
13P-178.68	SP10 0134_appel d'offres 1103 28-06-2010
13P-178.69	SP10 0137_appel d'offres 1003 14-06-2010
13P-178.7	SP05 0012_appel d'offres 9107 17-01-2005 et 31-01-2005
13P-178.70	SP 10 0154 _appel d'offres 1100 2010-07-05
13P-178.71	Numéros des résolutions d'attribution des contrats examinés lors du témoignage de M. Zambito devant la CEIC
13P-178.8	SP05 0070_appel d'offres 9126 11-04-2005
13P-178.9	SP05 0077_appel d'offres 9124 11-04-2005
13P-179	Liste des soumissionnaires pour l'usine de Boisbriand (libérée)

Cote	Pièce
13P-180	Résolution règlement d'emprunt modifié 2007-07-23
13P-181	Extrait d'une résolution usine Boisbriand 2007-09-04
13P-182	Constat d'infraction au DGEQ, plaidoyer de non-culpabilité, lettre de modification chef DGEQ, plumitif de Lino Zambito
13P-183	Invitation P. Descoteaux
13P-184	Invitation V. Trépanier
13P-185	Confirmation de la liste des invités du souper au restaurant l'Unique
13P-186	Activité de fiancement du PLQ en 2008
13P-187	Invitation P. Catania
13P-188	Invitation F. Michaud
13P-189	Lettre de remerciement de N. Normandeau
13P-190	Activité de financement du Parti Libéral du Québec 2009
13P-191	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (PLQ) 2012-10-12
13P-192	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (V. Trépanier) 2012-10-12
13P-193	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (Alexandre Bibeau) 2012-10-12
13P-194	Contributions partis politiques de Lino Zambito 2012-10-11
13P-195	Liste appels d'offres M.T.Q. - Infrabec/Terramex/Panthere 11 OCTOBRE
13P-195.1	Rond point l'Acadie - Infrabec/Terramex/Panthere 11 OCTOBRE
13P-196	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (Nicolo Milioto) 2012-10-12
13P-197	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (Luc LECLERC)
13P-198	Analyse registre téléphonique de Lino ZAMBITO (Gilles Surprenant) 2012-10-12
13P-200	Rapport au sujet de l'administration préliminaire du syndic d'Infrabec inc. - PriceWaterHouseCooper
13P-201	Soumission contrat à prix unitaire S-9710 Égout collecteur rue Sherbrooke 28-09-2005
13P-202	Lettre Groupe Séguin experts-conseils inc.. à André Lemieux (Ville de Montréal) et décompte final 17 de la soumission S-9710
13P-203	Politique de la Ville de Montréal concernant la liste des preneurs_octobre 2009
13P-204	Correspondances entre la Ville de Montréal et Infrabec - Dossier S-9455_mai 2010

Cote	Pièce
13P-205	Lettre de CIMA du 27 juillet 2009 et documents de la Ville de Montréal sur le règlement du dossier S-9269
13P-206	Photos du centre commercial - Café Consenza identifié par Lino Zambito
13P-207	Financement politique Infrabec
14P-208	Feuille de décompte de l'argent saisi, trouvé, remis le 31-08-2012
14P-209	Photo de l'argent du décompte
14P-210.1	SP00 0046_Soumission 8573-22-03-200
14P-210.10	SP01 0016_Soumission 8653_21-02-2001
14P-210.11	SP01 0048_Soumission 8661_28-03-2001
14P-210.12	SP01 0057_Soumission 8665_04-04-2001
14P-210.13	SP01 0099_Soumission 8684_28-05-2001
14P-210.14	SP01 0145_Soumission 8702_11-07-2001
14P-210.15	SP01 0146_Soumission 8703_11-07-2001
14P-210.16	SP01 0159_Soumission 8711_18-07-2001
14P-210.17	SP01 0164_Soumission 8714_25-07-2001
14P-210.18	SP01 0215_Soumission 8716_26-09-2001
14P-210.19	SP01 0231_Soumission 8727_07-11-2001
14P-210.2	SP00 0102_Soumission_24-05-2000
14P-210.20	SP02 0018_Soumission 8731_13-02-2002
14P-210.21	SP02 0126_Soumission 8786_26-07-2002
14P-210.22	SP02 0139_Soumission 8781_03-07-2002
14P-210.23	SP02 0153_Soumission 8798_10-07-2002
14P-210.24	SP02 0179_Soumission 8774_31-07-2002
14P-210.25	SP02 0180_Soumission 8776_31-07-2001
14P-210.26	SP02 0197_Soumission 8816_14-08-2002
14P-210.27	SP02 0207_Soumission 8820_21-08-2002
14P-210.28	SP02 0208_Soumission 8821_21-08-2002
14P-210.29	SP02 0215_Soumission 8822_28-08-2002
14P-210.3	SP00 0109_Soumission 8599_31-03-2000

Cote	Pièce
14P-210.30	SP02 0221_Soumission 8825_04-09-2002
14P-210.31	SP02 0261_Soumission 8828_23-10-2002
14P-210.32	SP02 0274_Soumission 8834_06-11-2002
14P-210.33	SP03 0118_Soumission 8874_01-05-2003
14P-210.34	SP03 0141_Soumission 8879_22-05-2003
14P-210.35	SP03 0146_Soumission 8882_29-05-2003
14P-210.36	SP03 0210-Soumission 8901_10-07-2003
14P-210.37	SP03 0218_Soumission 8897_17-07-2003
14P-210.38	SP03 0307_Soumission 8928_23-10-2003
14P-210.39	Soumission 8954_24-03-2004
14P-210.4	SP00 0143_Soumission 8617_28-06-2000
14P-210.40	SP04 0061_Soumission 9686_22-04-2004
14P-210.41	SP04 0133_Soumission 9035_15-07-2004
14P-210.42	SP04 0227_appel d'offres 9091_30-09-2004
14P-210.43	SP04 0249_appel d'offres 9100_27-10-2004
14P-210.44	SP04 0277_appel d'offres 9106_01-12-2004
14P-210.45	Résultat de soumission 8953_12-05-2004
14P-210.46	Soumission 8967_31-03-2004
14P-210.47	Soumission 8972_07-04-2004
14P-210.48	Soumission 8976_28-04-2004
14P-210.49	Soumission 8997_05-07-2004
14P-210.5	SP00 0173_Soumission 8627_19-07-2000
14P-210.50	appel d'offres 9002_09-06-2004
14P-210.51	appel d'offres 9010_02-06-2004
14P-210.52	Procès-verbal Soumission 9024_16-06-2004
14P-210.53	Soumission 9030_07-07-2004
14P-210.54	Soumission 9034_07-07-2004
14P-210.55	Soumission 9083_18-08-2004
14P-210.56	Soumission 9076_11-08-2004

Cote	Pièce
14P-210.57	Soumission 9088_01-09-2004
14P-210.58	Soumission 9087_08-09-2004
14P-210.59	Soumission 9099_20-10-2004
14P-210.6	SP00 0198_Soumission 8635_16-08-2000
14P-210.60	Soumission 9102_16-11-2004
14P-210.61	SP05 0090_appel d'offres 9140_25-05-2005
14P-210.62	SP05 0091_appel d'offres 9142_25-05-2005
14P-210.63	SP05 0106_appel d'offres 9141_08-06-2005
14P-210.64	SP05 0107_appel d'offres 9149_08-06-2005
14P-210.65	SP05 0113_appel d'offres 9144_15-06-2005
14P-210.66	SP05 0114_appel d'offres 9147_15-06-2005
14P-210.67	SP05 0121_appel d'offres 9143_22-06-2005
14P-210.68	SP05 0122_appel d'offres 9145_22-06-2005
14P-210.69	SP05 0188_appel d'offres 9176_24-08-2005
14P-210.7	SP00 0214_Soumission 8642_30-08-2000
14P-210.70	Résultat de soumission 9146_10-08-2005
14P-210.71	SP06 0047_appel d'offres 9201_05-04-2006
14P-210.72	SP06 0061_appel d'offres 9191_19-04-2006
14P-210.73	Sp06 0073_appel d'offres 9202_26-04-2006
14P-210.74	SP06 0080_appel d'offres 9203_03-05-2006
14P-210.75	SP06 0108_appel d'offres 9235_31-05-2006
14P-210.76	SP06 0111_appel d'offres 9239_31-05-2006
14P-210.77	SP06 0134_appel d'offres 9247_05-07-2006
14P-210.78	SP06 0135_appel d'offres 9248_05-07-2006
14P-210.79	SP06 0136_appel d'offres 9249_05-07-2006
14P-210.8	SP00 0238_8644_04-10-2000
14P-210.80	SP06 0137_appel d'offres 9250_05-07-2006
14P-210.81	SP06 0172_appel d'offres 9269_09-08-2006
14P-210.82	SP06 0223_appel d'offres 9276_20-09-2006

Cote	Pièce
14P-210.83	SP07 204_appel d'offres 9290_16-05-2007
14P-210.84	SP07 0302_appel d'offres 9383_22-08-2007
14P-210.85	SP07 0382_appel d'offres 9392_17-10-2007
14P-210.86	SP07 0391_appel d'offres 9384_07-11-2007
14P-210.87	SP08 034_appel d'offres 9455_20-02-2008
14P-210.88	SP08 206_appel d'offres 9539_14-05-2008
14P-210.89	SP08 231_appel d'offres 9569_04-06-2008
14P-210.9	SP01 0008_Soumission 8651_14-07-2001
14P-210.90	SP08 0391_appel d'offres 9581_01-10-2008
14P-210.91	SP08 459_appel d'offres 9625_17-01-2008
14P-210.92	SP09 0170_appel d'offres 9744
14P-211	Photo de Gilles Surprenant
14P-212	Partie du plan C-2864 par Gilles Surprenant - Projet du boul. St-Laurent entre Sherbrooke et Roy
14P-213	Soumission 9239 Plan Chemin Queen
14P-214	Soumission 7386- Extrait du procès-verbal 7 septembre 1988
14P-215	Plomberie G & G Ltée c. Ville de Montréal et Association de la construction de Québec
17P-216	Organigramme département de la voirie Ville de Montréal
17P-217	Décompte argent remis par Luc Leclerc le 29 octobre 2012
17P-218	Photos décompte argent Luc Leclerc
17P-219	Tableau contrat Ville de Montréal avec Luc Leclerc comme responsable
17P-220	Scénarios - extras excavation
17P-221	Guide de conduite des employés de la Ville de Montréal 2009
17P-222	Règlements disciplinaires et modes d'application 1994
17P-223	Guide de conduite des employés de la Ville de Montréal 2004
18P-224	Lettre de Gilles Vézina à Gilles Surprenant 14-04-2008
18P-225	Fréquence où une entreprise a été associée à un chargé de projet
18P-226	Lettre modifiée du 2 octobre 2007 adressée à Nicola Milioto
18P-226.1	Lettre du 2 octobre 2007 - soumission 9401

Cote	Pièce
18P-227	Lettre du 15 octobre 2007 adressée à Nicola Milioto
18P-228	Décompte final de la soumission 9426
18P-229	Fréquence où un surveillant de chantier a été associé à un chargé de projet
18P-230	Répartition des contrats aux chargés de projets par année
18P-231	Lettre de Mivella Construction inc. à Claudio Balliana 26-10-2009
18P-232	Parachèvement des travaux soumission 9489 19-02-2010
18P-233	Courriel envoyé à Mivella de Claudio Balliana 12-04-2010
18P-234	Ajout d'un puisard dans la soumission 9489 11-05-2010
18P-235	Facture de Mivella pour l'ajout d'un puisard 01-06-2010
18P-236	Note de service à Vinc.ent Thibault de Claudio Balliana 10-06-2010
18P-237	Note de transfert au contrat 1055 10-06-2010
19P-238	Organigramme de la Direction de la réalisation des travaux en septembre 2009
19P-239	Informations quant aux directives de la Ville de Montréal sur l'accès à la liste des preneurs de documents
19P-240	Tableau comparatif des coûts unitaires globaux suggérés pour 2002 vs 2008
19P-241	Coûts unitaires globaux suggérés pour les années 2000 à 2010
19P-242	Tableau comparatif des estimations détaillées - Appels d'offres 2010
19P-243	Tableau comparatif des estimations détaillées - Appels d'offres 2011
19P-244	Facture pour réservation au Marival Grand & Club Suites
19P-245	Processus appel d'offres exécution de travaux à la Dir. des travaux publics Service du dév. et des opér. 13 avril 2011
20P-248	Répartition des contrats aux surveillants de chantiers
20P-249	Contrats Michel Paquette
20P-250	Feuilles de calculs de CSF et de M. Michel Paquette - Mesurage conjoint Soumission 9322
20P-251	Décompte progressif final - soumission 9322
21P-252	2004-01-17 11-04-30 00003_1
21P-252.1	Transcription écoute électronique du cellulaire de Francesco Del Balso
21P-253	Profil de Francesco Bruno
21P-254	Carte de condoléances

Cote	Pièce
23P-255	Profile d'affaires de Michel Leclerc - Terramex 2012-11-16
23P-256	Soumission SP97 0019 26-02-1997
23P-257	Soumission SP97 0088 23-06-1997
23P-258	Soumission SP98 0177 19-08-1998
23P-259	Soumission SP01 0168 01-08-2001
23P-260	Soumission SP02 0196 14-08-2002
23P-261	Soumission SP04 0221 23-09-2004
23P-262	Soumission SP04 0227 30-09-2004
23P-263	Soumission SP05 0156 10-08-2005
23P-263.1	Lettre du 24 mai 2006 de Luc Bédard et Sommaire décisionnel
23P-264	Soumission SP05 0180 17-08-2005
23P-265	Soumission SP07 045 21-03-2007
23P-266	Soumission SP07 046 21-03-2007
23P-267	Soumission SP07 205 16-05-2007
23P-268	Soumission SP07 0240 04-07-2007
23P-269	Soumission SP07 0264 18-07-2007
23P-270	Soumission SP08 047 05-03-2008
23P-271	Soumission SP08 443 03-12-2008
23P-272	Soumission SP08 459 17-12-2008
23P-273	Soumission SP09 0022 11-02-2009
23P-274	Soumission SP09 0156 04-05-2009
23P-275	Liste des appels d'offres de Michel Leclerc 2012-11-19
23P-275.1	Liste des appels d'offres de Michel Leclerc identifiant les soumissions sur lesquelles Terramex a travaillé
19P-276	Communication téléphonique d'Yves Thémens
24P-277	Registre des cautionnements des soumissions - Les Excavations Panthère
25P-278	Organigramme André Durocher - Les Excavations Panthère
25P-279	Ville de Lachute - procès-verbal du 13 mai 2010
25P-280	Agenda 2008 - Les Excavations Panthère

Cote	Pièce
25P-281	Agenda 2006 Les Excavations Panthère
25P-282	Ville de Montréal Soumission SPO9 0159 - appel d'offres 9902 le 2009-05-06
25P-283	Ville de Blainville - Formulaire de demande d'autorisation du Conseil et als (Secteur Paul-Albert)
25P-284	Ville de Blainville - procès-verbal d'ouverture des soumissions et al.(boul. de la Seigneuries Est)
25P-285	Facture Ramada Inn pour réservation de salle le 10 mai 2008
25P-286	Agenda 2007 - Les Ecvations Panthère
25P-287	Ville de Mascouche - procès-verbal d'ouverture de soumission publique 13-12-2007
25P-288	Ville de Boisbriand - procès-verbal du 7 avril 2009 (Grande-Tourrelles)
25P-289	Ville de Boisbriand - procès-verbal du 7 avril 2009 (Côte Sud) et procès-verbal du 1 septembre 2009
25P-290	Contrats octroyés à Excavation Panthère de 1996 au 2006-03-31
25P-291	Contrats Excavation Panthère du 2006-04-01 au 2012-11-20
25P-292	Fiche synthèse D'infrabec contrat 5100-02-0007
25P-293	Fiche de rendement d'excavation Panthère
25P-293a	Évaluation rendement fournisseur - 8801-08-0230 Exc Panthère
25P-294	appel d'offres publics du MTQ publiés par le système électronique SEAO
26P-295	Demande d'approbation pour conduite d'eau en PVC
26P-296	Directives techniques - Conduite d'aqueduc
26P-297	Projets Ville de Montréal
26P-298	Courriel de Louis-Philippe Dubé et table des matières du cartable d'information des produits de IPEX
26P-299	Tableau TerraBrute ventes versus Forecast
26P-300	Comité d'étude sur l'utilisation des conduites d'aqueduc
26P-301	Tuyaux de Fonte vs tuyaux en PVC
26P-302	Devis technique - Tuyau d'aqueduc fonte ductile - P.V.C.
26P-303	Comité technique d'évaluation_conduites de fonte et PVC_rapport final
26P-303.1	Étude évaluation technique des conduites de fonte ductile et de PVC distribution d'eau potable - Avril 2007

Cote	Pièce
26P-304	Photos 150306 en liasse Rue St-Denis Montréal par Michel Cadotte
26P-305	Courriel de Michel Cadotte du 28 août 2003 - Ville de Montréal
26P-306	Confirmation d'un forfait de chasse du 25 au 28 octobre 2005 en liasse
26P-307	État de renseignements d'une personne morale - Ipex inc..
26P-308	Tuyau d'aqueduc en PVC - Novembre 2003
27P-309	Sommaire décisionnel de l'appel d'offres 8970
27P-310	Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions - SPO7 0267 - 2007-07-25
27P-311	Rapport d'enquête - SPVM 29-11-2007
27P-312	Documents d'assurances relatif à l'incendie de machinerie lourde
28P-313	Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif - 2005-11-16
28P-314	Requête Introductive d'instance (dossier 500-17-035059-073)
28P-315	Plumitif du dossier 500-17-035059-073
29P-316	Tableau liste des événements d'intérêt ayant eu lieu au Club privé
29P-317	Profil de Paolo Catania
29P-318	Profil de Bernard Poulin
29P-319	Profil de Yves Théberge
29P-320	Profil de Michel Lalonde
29P-321	Profil de Martial Fillion
29P-322	Profil de Bernard Trépanier
29P-323	Profil de Frank Zampino
29P-324	Profil de Pasquale Fedele
29P-325	Profil de Robert Marcil
29P-326	Profil de René Séguin
29P-327	Profil de Rosaire Sauriol
29P-328	Profil de Luc Leclerc
29P-329	Profil de Daniel Gauthier
29P-330	Profil de Stéphane Harbour
29P-331	Profil de Guy Fouquet

Cote	Pièce
29P-332	Profil de André Fortin
29P-333	Profil de Gilles Vézina
29P-334	Profil de Joël Gauthier
29P-335	Profil de Sammy Forcillo
29P-336	Profil de Line Beauchamp
29P-337	Profil de Pierre Bebeau
29P-338	Profil de Pierre Lavallée
29P-339	Profil de Frank Minicucci
29P-340	Profil de Marc Deschamps
29P-341	Profil de Claude Dauphin
29P-342	Profil de Lison Benarroch
29P-343	Profil de Leo Housakos
29P-344	Profil de Pascal Patrice
29P-345	Profil de Sergio Pavone
29P-346	Profil de Giuseppe Borsellino
29P-347	Profil de Cosmo Maciocia
29P-348	Profil de Daniel Toutant
29P-349	Profil de Yves Lortie
29P-350	Profil de Jean-Pierre Sauriol
29P-351	Profil de Tony Tomassi
29P-352	Profil de Yvan Côté
29P-353	Profil de Yanai Elbaz
29P-354	Profil de Benoit Labonté
29P-355	Profil de Claude Asselin
29P-356	Profil de Martin D'Aoust
29P-357	Profil de Pierre Malo
25P-358	appel d'offres # 9619
26P-359	Réponse à l'engagement 26E-12 sur l'obtention de deux chèques d'Union des citoyens et citoyennes en date du 28 mai 2003 et 28 août 2003

Cote	Pièce
32P-360	Power Point Projet FAUFIL
32P-361	Entente entre la Ville de Montréal et la Société d'habitation et de développement de Montréal
16P-362	Factures et photo du coffre-fort
16P-363	Estimation budgétaire Projet Campagne St-Laurent version 3 30-11-2004.pdf
16P-364	Rapport de l'enquêteur Jonathan Légaré annoté par Martin Dumont le 17-10-2012, déclaration du témoin
33P-365	Extrait du PV du comité exécutif du 5 août 2009
33P-366	Extrait du PV du comité exécutif du 16 mai 2007
33P-367	Sommation du Groupe Séguin Experts-Conseils inc..
33P-368	Projets Groupe Séguin et La Ville de Montréal, entre 2001 et 2009
33P-369	Extraits du dossier de l'appel d'offres 9710, en liasse
33P-370	Chèque Groupe Séguin du 12 mai 2004
33P-371	Feuille de temps du 13 octobre 2007
33P-372	Reçu pour billets de saison des Canadiens de Montréal
33P-373	Feuille de temps du 11 juillet 2009
33P-374	Feuille de temps du 25 juillet 2009
33P-375	Contributions Municipales de Michel Lalonde
33P-376	Contributions provinciales Michel Lalonde et Famille
33P-377	Contributions provinciales Associés Groupe Génus
33P-378	Lettre de Bell 17 janvier 2013
33P-379	Contrat MTQ 8503-07-FE03
33P-380	Extrait du relevé de cellulaire du Groupe Séguin du 12 janvier 2008
33P-381	Extraits du relevé de cellulaire du Groupe Séguin du 12 mars 2008
33P-382	Contrats Genius du MTQ (1998-2011)
33P-383	Avis de convocation de Claude Millaire
33P-384	Engagement solennel des membres du comité de sélection des fournisseurs
33P-385	Grille d'évaluation - Comité de sélection Dossier Tunnel de Liesse 2007 / 8503-07-FE03
33P-386	Courriel Isabelle Thibault 8 mars 2006 (transmission information)

Cote	Pièce
33P-387	Courriel Isabelle Thibault 8 mars 2006
33P-388	Courriel Isabelle Thibault 27 juin 2006
33P-389	Résumé coûts associés développement Site Contrecoeur (Libérée)
33P-390	Rencontre René Séguin 13 novembre 2006 (extrait agenda)
33P-391	Courriel Martin Daoust 4 décembre 2006
33P-392	Courriel Paolo Catania 5 décembre 2006
33P-393	Courriel Isabelle Thibault 9 janvier 2007 (scénario 2B)
33P-394	Courriel Isabelle Thibault 9 janvier 2007 (plan général)
33P-395	Note - Formation d'un comité de sélection - appel d'offres 09-11025
33P-396	Courriel - Approbation du comité de sélection - appel d'offres 09-11025
34P-397	Curriculum Vitæ Jacques Victor
34P-398	Rapport d'analyse dossier Faubourg Contrecoeur processus de qualification et de soumission daté du 18 avril 2011
34P-399	Appel de qualification QUA-01-2006
34P-400	Proposition F. Catania 2006-10-25
34P-401	Proposition Marton 2006-10-25
34P-402	Proposition AECOM 2006-10-25
34P-403	Proposition SOCAM 2006-10-23
34P-404	Grille qualification des demandes de qualification numéro QUA-01-2006
34P-405	appel d'offres no 01-2006 du 13 novembre 2006
34P-405a	Extrait du document d'appel d'offres QUA-01-007 Faubourg Contrecoeur
34P-406	Soumission F. Catania 2006-11-28
34P-407	Soumission Marton 2006-12-06
34P-408	Les 25 questions SQ - Rencontre avec Jacques Victor
34P-409	Télécopie à Paolo Catania datée du 5 juillet 2006
34P-410	Guide du Secrétaire de Comité de sélection sur le processus de sélection des fournisseurs pour les organismes municipaux
35P-411	Organigramme Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine 2006
35P-412	Dossier Marc-Aurèle Fortin - Grille d'analyse des propositions du premier comité de sélection

Cote	Pièce
35P-413	Dossier Marc-Aurèle Fortin - Recommandation du deuxième jury de sélection
35P-414a	Schéma explicatif du concept d'étude complémentaire des sols (1ère page)
35P-414b	Schéma explicatif du concept d'étude complémentaire des sols (2e page)
36P-415	Profil d'affaires Giuseppe Borsellino
36P-416.1	Écoute électronique Diligence, 08-0081 08155
36P-416.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0081 08155
36P-417.1	Écoute électronique Diligence, 08-0432 00125
36P-417.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0432 00125
36P-418.1	Écoute électronique Diligence, 08-0432 00162
36P-418.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0432 00162
36P-419.1	Écoute électronique Diligence, 08-0432 00198
36P-419.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0432 00198
36P-420.1	Écoute électronique Diligence, 08-0432 00199
36P-420.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0432 00199
36P-421.1	Écoute électronique Diligence, 08-0432 00201
36P-421.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0432 00201
36P-422.1	Écoute électronique Diligence, 08-0482 00175
36P-422.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0482 00175
36P-423.1	Écoute électronique Diligence, 08-0081 02537
36P-423.2	Transcription Écoute électronique Diligence, 08-0081 02537
36P-424.1	Écoute électronique Diligence Voyage en Italie no 1 (12 août 2008)_05117
36P-424.2	Transcription Écoute électronique Diligence, Voyage en Italie no 1 (12 août 2008)_05117
36P-425	Sommaire décisionnel contrat de réfection rue Sherbrooke 2007-2009
36P-426	Factures et itinéraire du voyage en Italie
36P-427	Liste des contrats annulés ou suspendus 2004-2012
36P-428	Tableau de la présence de Garnier à la Ville de Montréal
36P-429	Fréquences des entreprises qui ont soumissionné sur les appels d'offres (égouts) identifiés comme truqués par des témoins de la Commission auxquels Construction Garnier ltée a soumissionné

Cote	Pièce
36P-430	Tableau « Contrats remportés par Les Constructions Infrabec inc.. où Lino Zambito mentionne avoir contacté Construction Garnier Ltée afin de préparer une soumission truquée » et les appels d'offres correspondants
36P-431	Tableau Appels d'offres dont les soumissions sont truquées selon des témoins de la Commission où Construction Garnier Ltée a été l'adjudicataire du contrat et le détail des soumissionnaires pour chacun des appels d'offres
36P-432	Nombre des contrats obtenus a la Ville Montreal et pourcentage du chiffre d'affaires
36P-433	Sommaire décisionnel soum 5181 - Garnier Non conforme
36P-434	59-Sommaire décisionnel soumission 04-028 - Reprise appel d'offres
36P-435	appel d'offres 9155
36P-436	Extrait procès-verbal 25-01-2006 - Temps prolongé soum 9155
36P-437	Sommaire décisionnel soumission 9704 - dépassement budget
36P-438	Sommaires décisionnels des Soumissions 08-057, 08-054, 06-059, 06-058 et 06-041, en liasse
36P-439	Vaudreuil-Dorion_PP1_soumission 1399 2008
36P-440	appel d'offres 9720 SP06 0083 2006-05-10
36P-441	Liste des 24 procès-verbaux, soumission de Garnier de 1996 à 2012
36P-442	Fax du contrat accordé par la RIADM à Construction Garnier Ltée du 6 novembre 2000
36P-443	Conciliation des revenus décembre 2000 RIADM, contracteurs indépendants
36P-444	Factures et talons de chèques pour les deux contrats de location de tracteur à Construction Garnier Ltée
36P-445	Attestation de location de tracteur à Entreprises Serge Guindon inc..
36P-446	Attestation de retour de tracteur à Entreprises Serge Guindon inc..
36P-447	Facture du crédit pour le retour du tracteur Serge Guindon
36P-448	Factures et réclamations de garantie pour les réparations du tracteur Kubota
36P-449	Attestation et facture de la vente du tracteur à Pierre Mayer
36P-450	Chèques émis par Stephen Gagnon à Pierre Mayer et Daniel Mayer
36P-451	Liste de la SAAQ des propriétaires du tracteur Kubota B2154167
36P-452	Analyse des registres téléphoniques de Giuseppe Borsellino
36P-453	Contributions politiques de Giuseppe Borsellino

Cote	Pièce
36P-454.1	Écoute électronique Diligence 08-0432 00428
36P-454.2	Transcription de l'écoute électronique Diligence 08-0432 00428
36P-455.1	Écoute électronique Diligence 08-0432 00428
36P-455.2	Transcription de l'écoute électronique Diligence 08-0482 00114
36P-456	Contrats de construction de Garnier LTÉE avec le Ministère des Transports du Québec 1998-2012
36P-457	Contrats de construction de Opron inc.. et Opron construction inc.. avec le Ministère des Transports du Québec 1998-2012
36P-458	Preuve du dépôt de la somme de 1,8 millions \$ en octobre 2004
36P-459	Contribution pour la FINA Montréal 2005 - Deux chèques 12-07-2005 et 15-07-2005
36P-460	Tableau Sommes versées à même le budget discrétionnaire du ministre ou du ministère à la Fondation Garnier Kids.com pour les années 2005 à 2012
36P-461	Photo du 11 juin 2009
36P-462.1	Écoute électronique 08-0081_0540 17 avril 2008
36P-462.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_540 du 17 avril 2008
36P-463.1	Écoute électronique 08-0081_02636 3 juin 2008
36P-463.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_02636 du 3 juin 2008
36P-464.1	Écoute électronique 08-0081_02706 4 juin 2008
36P-464.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_02706 du 4 juin 2008
36P-465	Extrait du rapport de Genivar concernant la caractérisation complémentaire et surveillance des travaux de réhabilitation environnementale du prolongement de l'autoroute 25 dans le secteur de Montréal et Laval 2010
36P-466	Liste des bons de commande approuvés pour un montant de plus de 2000 \$, octobre 2007 à septembre 2008
37P-467	Profil d'affaires Nicolo Milioto au 1 ^{er} janvier 2012
37P-468	Profil d'affaires - Nicolo Milioto au 1 ^{er} février 2013
37P-469	Vidéo du 20-12-2005 à 11 h 25 caméra 3
37P-470	Vidéo du 03-01-2006 à 11 h 05 caméra 2
37P-471	Vidéo du 03-01-2006 à 11 h 12 caméra 3
37P-472	Vidéo du 18-04-2006 à 14 h 13 caméra 2

Cote	Pièce
37P-473	Appels d'offres Montréal Centre - Secteur des trottoirs 1996 à 2011
37P-474	Téléphonie MILIOTO_M_LECLERC
37P-475	Analyses des registres téléphoniques - Nicolo Milioto et Joey Piazza (Pavage TGA)
37P-476	17 Soumissions publiques dont Luc Leclerc a été l'ingénieur désigné pour les projets obtenus par Mivela Construction inc.. entre 2000 et 2008 (En liasse)
37P-477	Analyse des registres téléphoniques - Nicolo Milioto et Luc Leclerc
37P-478	Tableaux des montants des contrats octroyés à Mivela Constructions inc.. par la Ville de Montréal (2002-2011)
37P-479	Analyse des registres téléphoniques - Nicolo Milioto et Bernard Trépanier
37P-480	Tableau contrats de Mivela avec la Ville de Mtl (2002-2011) selon instance décisionnel (en milliers)
37P-481	Tableau des contributions politiques faites par Nicolo Milioto ainsi que ses partenaires d'affaires 2013-02-07
38P-482	Programme de réfection routière : Rapport du Vérificateur de la Ville au conseil municipal pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997
38P-483	Programme de réfection routière (suivi des recommandations) : Rapport du Vérificateur de la Ville au conseil municipal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001
38P-484	Rapport d'un groupe de travail externe sur la gestion des risques dans les contrats de construction, préparé pour la Direction de l'approvisionnement, Ville de Montréal, 2004
38P-485	Rapport de vérification interne - Appels d'offres, attribution et gestion des contrats de voirie, d'aqueduc et d'égouts de la Ville de Montréal. Adressé au Service des infrastructures, transport et environnement (SITE), novembre 2006
38P-486	Analyse de l'offre pour les contrats de travaux donnés par la Ville de Montréal, Lettre adressée à M. Claude Léger, DG de la Ville de Montréal signée par M. Denis Savard, vérificateur interne, novembre 2006
38P-487	Plan d'intervention pour les réseaux d'aqueduc et d'égouts, Groupement CGT, Septembre 2009
38P-488	Plan d'intervention pour les réseaux d'aqueduc et d'égouts, Révision, Groupement CGT, Février 2010
38P-489	Présentation Guy Desrosiers - Présentation des rapports concernant la Ville de Montréal
39P-490	Organigrammes du SITE de la Ville de Montréal pour les années 2003, 2004, 2005, 2007, 2008 et 2009, En liasse

Cote	Pièce
39P-491.1	Écoute électronique 09-0127_514-971-6954_BMC_00042
39P-491.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0127_514-971-6954_BMC_00042
39P-492.1	Écoute électronique 09-0127_514-971-6954_BMC_00048
39P-492.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0127_514-971-6954_BMC_00048
39P-493	Extrait du procès-verbal du 15 juin 2009; extrait du procès-verbal du 3 juin 2009; soumission publique SP09 0167; recommandation signée par Robert Marcil; sommaire décisionnel, En liasse
39P-494	Lettre de Robert J. Marcil - Nouveau guide de conduite 2009
39P-495	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Franco Minicucci
39P-496	Analyse des registres téléphoniques de Robert Marcil et de Domenic Aloisio
39P-497	Analyse registres téléphoniques Robert Marcil et de Rick Andreoli
39P-498	Analyse registres téléphoniques Robert Marcil et Giuseppe Borsellino (Garnier)
39P-499	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et Giuseppe Borsellino (B.P.)
39P-500	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Domenico Cammalleri
39P-501	Analyse des registres téléphoniques de Robert Marcil et de Nicolo Milioto
39P-502	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et Martin D'Aoust, Paolo Catania et Construction Frank Catania
39P-503	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Paolo Catania-CATCAN
39P-504	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Michel Leclerc
39P-505	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Lino Zambito
39P-506	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Michel Lalonde
39P-507	Analyse registres téléphoniques de Robert Marcil et de Bernard Trépanier
39P-508	Lettre d'octroi de contrat de Gilles Robillard 11 juillet 2007
39P-509	Extrait des registres de SMS et PINS des employés et élus de la Ville de Montréal remis à l'escouade Marteau de la Sûreté du Québec par la Ville de Montréal et reçus à la Commission le 15 novembre 2012 - Communications entre Robert Marcil et Giuseppe Borsellino (Construction Garnier)
39P-510	Lettre de démission de Robert Marcil datée du 26 juin 2009
39P-511	Communiqué de presse de Robert Marcil en date du 29 janvier 2013
39P-512	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 07-10444, le 16 août 2007

Cote	Pièce
39P-512.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 07-10444
39P-513	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 07-10459, le 4 octobre 2007
30P-513.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 07-10459
39P-514	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 07-10546, le 11 janvier 2008
39P-514.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 07-10546
39P-515	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10654, le 1 avril 2008
39P-515.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10654
39P-516	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10759, le 19 juin 2008
39P-516.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10759
39P-517	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10796, le 30 juillet 2008
39P-517.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10796
39P-518	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10772, le 21 août 2008
39P-518.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10772
39P-519	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10789, le 12 septembre 2008
39P-519.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10789
39P-520	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 5020-EC-08, le 24 octobre 2008
39P-520.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 5020-EC-08

Cote	Pièce
39P-521	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 4004-AE, le 3 novembre 2008
39P-521.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 4004-AE
39P-522	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 08-10877, le 12 décembre 2008
39P-522.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 08-10877
39P-523	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-10935, le 5 mars 2009
39P-523.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 09-10935
39P-524	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-10964, le 19 mars 2009
39P-524.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 09-10964
39P-525	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-11025, le 1 mai 2009
39P-525.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 09-11025
39P-526	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-11018, le 28 mai 2009
39P-526.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 09-11018
39P-527	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-11031, le 16 juin 2009
39P-528	Formation du comité de sélection pour l'appel d'offres no 09-11043, le 17 juin 2009
39P-528.1	Intervention - Affaires corporatives , Direction de l'approvisionnement appel d'offres 09-11043
39P-529	Affichage du poste, dossier décisionnel et embauche de Caterina Milioto, En liasse
40P-530	Note du 7 avril 2004 de Serge Pourreaux à Yves Provost et à Me Bernard Tremblay - Rapport d'un groupe de travail sur la gestion des risques dans les contrats de construction

Cote	Pièce
40P-531	Note du 5 avril 2004 de Guy Hébert à Robert Abdallah - Évaluation des coûts des appels d'offres des projets de construction
40P-532	Note du 23 mars 2005 de Robert Abdallah à l'équipe de direction et Guy Hébert - Standardisation des processus d'approvisionnement et des documents contractuels
40P-533	Approuver la politique et les pratiques d'affaires en matière d'approvisionnement, en liasse
41P-534	Rapport du Vérificateur Général au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur la vérification de l'ensemble du processus d'acquisition et d'installation de compteurs d'eau dans les ICI ainsi que de l'optimisation de l'ensemble du réseau d'eau de l'agglomération de Montréal (septembre 2009)
41P-535	Lettre du maire Gérald Tremblay du 29 janvier 2010
42P-536	Certificat du solliciteur Christian Ouellet 2001
42P-537	Activités de financement d'Union Montréal 2002-2011
42P-538	Objectifs de financement et recrutement 2004-2005
42P-539	Analyse des registres téléphoniques de Christian Ouellet Bernard Trépanier
42P-540	Paielements d'honoraires professionnels à la compagnie Les productions B.B.O. inc.. par la firme ROCHE limitée, Groupe-Conseil (septembre 2003 à juillet 2008)
42P-541	Programme de visibilité pour la société de génie-conseil Roche axé principalement sur la grande région de Montréal - 14 décembre 2004
42P-542	Lettre du 12 février 2004 de Christian Ouellet à Marc-Yvan Côté - Modification au mandat confié à Les Production B.B.O. inc.. le 23 novembre 2003
43P-543	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Claude DUHAIME Jr. aux partis politiques municipaux
43P-544	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par la conjointe de Claude Duhaime aux partis politiques municipaux
44P-545	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Ghislaine DUJMOVIC aux partis politiques municipaux
45P-546	Facturation entre Genivar et différentes entreprises
45P-547	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par François Perreault et sa conjointe aux partis politiques municipaux
45P-548	Valeur des contrats octroyés à Genivar inc.. et à ses consortiums par la Ville de Montréal entre 2002 et 2011
45P-549	Contrats de Genivar inc.. avec la Ville de Montréal entre 2002 et 2011

Cote	Pièce
45P-550	Tableaux représentant le nombre de contrats, la valeur des contrats et part de marché de six firmes de génie civil pour l'octroi des contrats de conception des plans et devis et de surveillance des travaux du MTQ 1997 à 2012
45P-551	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par François Perreault et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
45P-552	Graphiques des contributions faites aux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 À 2011, par des personnes à l'emploi de Genivar et par certains de leurs proches
45P-553	Contributions faites aux deux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 à 2011, par des personnes à l'emploi de Genivar et par certains de leurs proches
46P-554	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Charles MEUNIER et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
48P-555	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Domenic Dentico aux partis politiques provinc.iaux
48P-556	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Domenic Dentico aux partis politiques municipaux
49P-557	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Luce Beaudry aux partis politiques municipaux
50P-558	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant le don fait par Stéphanie-Anne Garon aux partis politiques municipaux
51P-559	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Richard Dion aux partis politiques municipaux
52P-560	Contributions faites aux deux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 à 2011, par des personnes à l'emploi de SNC-Lavalin et par certains de leur proches
52P-561	Facture de Morrow Communications en date du 15 novembre et documents du déboursé, en liasse
52P-562	Réponses de Groupe SNC-Lavalin inc.. aux engagements 52E-26 et 52E-27 souscrits par M. Yves Cadotte le 14 mars 2013
52P-563	Lettre d'offre du Groupement SNC-Lavalin/Gaz Métro Plus/Suez environnement du 28 septembre 2007 et lettre de réponse de la Ville de Montréal à Yves Cadotte du 5 octobre 2007 concernant le Projet ICI optimisation du réseau-V/dossier 873590, en liasse
52P-564	Tableau sur le nombre et la valeur des contrats octroyés à la firme SNV-Lavalin inc., ses filiales et ses consortiums par la Ville de Montréal entre 2002-2011
53P-565	Tableau des contrats de BPR à Montréal et les comptes bancaires de Pierre Lavallée, en liasse

Cote	Pièce
53P-566	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Pierre Lavallée et sa conjointe aux partis politiques provinciaux
53P-567	Tableau sur les contributions faites aux deux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 à 2011, par des personnes à l'emploi de BPR et par certains de leurs proches
53P-568	Graphique des contributions faites aux deux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 à 2011, par des personnes à l'emploi de BPR et par certains de leurs proches
53P-569	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Pierre Lavallée aux partis politiques municipaux
53P-570	Graphique de la valeur estimée des contrats obtenus par BPR inc.. avec le MTQ de 1997 à 2012 pour des contrats de conception de plans et devis et de surveillance de travaux
54P-571.1	Écoute électronique (003) 020131-0950 041AA du 31 janvier 2002
54P-571.2	Transcription de l'écoute électronique (003) 020131-0950 041AA du 31 janvier 2002
54P-572.1	Écoute électronique (005) 020131-1124 041AA du 31 janvier 2002
54P-572.2	Transcription de l'écoute électronique (005) 020131-1124 041AA du 31 janvier 2002
54P-573.1	Écoute électronique (011) 020206-1001 041AA du 6 février 2002
54P-573.2	Transcription de l'écoute électronique (011) 020206-1001 041AA du 6 février 2002
54P-574.1	Écoute électronique (018) 020207-1852 041AA 7 février 2002
54P-574.2	Transcription de l'écoute électronique (018) 020207-1852 041AA 7 février 2002
54P-575.1	Écoute électronique 02-0144 DUSSAULT LIM 00275 (08h59-09h08) du 3 avril 2002
54P-575.2	Transcription de l'écoute électronique 02-0144 DUSSAULT LIM 00275 du 3 avril 2002
54P-576.1	Écoute électronique 02-0177 DUSSAULT LIM 00019 du 22 avril 2002
54P-576.2	Transcription de l'écoute électronique 02-0177 DUSSAULT LIM 00019 du 22 avril 2002
54P-577.1	Écoute électronique 02-0176 GRUNDMAN LIM 00019 du 23 avril 2002
54P-577.2	Transcription de l'écoute électronique 02-0176 GRUNDMAN LIM 00019 du 23 avril 2002
55P-578	Tableau récapitulatif des fausses factures de SOGEP et Dessau

Cote	Pièce
55P-579	Contributions faites aux deux partis qui ont formé un gouvernement de 1996 à 2011, par des personnes à l'emploi de Dessau et par certains de leur proches
55P-580	Contrats octroyés en génie-conseil à Blainville entre 2002 et 2011
55P-581	Extrait du procès-verbal de Châteauguay du 2003-12-02 - Résolution 2003-1261
55P-582	Registre téléphonique de Rosaire Sauriol à Bernard Trépanier
55P-583	Extraits de l'agenda de Rosaire Sauriol
55P-584	Extraits de l'agenda de Frank Zampino
55P-585	Courriel de Frank Zampino 23 juillet 2008
55P-586	Certificat cadeau offert par Rosaire Sauriol à Bernard Trépanier
55P-587	Contrats octroyés par la ville de Montréal au groupe Dessau et à ses consortiums, par unité d'affaires entre 2002 et 2011
55P-588	Présence du Groupe Dessau à Rivière-des-Prairies
55P-589	Contrats de services professionnels de Dessau inc.. avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) qui concernent la conception de plans et devis, la surveillance de chantier ou les deux
55P-590	Code d'éthique de Dessau
55P-591	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Rosaire Sauriol et de sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
38P-592	Présentation sur les états financiers d'Union Montréal
56P-593	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par certains associés de Raymond Chabot Grant Thornton au part Union Montréal entre 2001 et 2011
56P-594	Certificats de solliciteur de Bernard Trépanier de 2007, 2008 et 2009
56P-595	Agenda de Marc Deschamps de 2006 à 2009
56P-595.1	Extrait de l'agenda de Marc Deschamps du 15 décembre 2006
56P-596	Registre téléphonique entre Bernard Trépanier et Marc Deschamps
56P-597	Directives D-M-5 - Reçu de contribution - Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 429 à 438, 483 et 484)
56P-597.1	Directives D-M-5 - Reçu de contribution - Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (art. 429 à 438) pour mai 2005 et juin 2009
57P-598	État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises, soit REQ Bermax (9118-9662 QUÉBEC inc..)

Cote	Pièce
57P-599	Entente de travail entre Bernard Trépanier et Dessau en date du 20 janvier 2004
57P-600	Liste des paiements effectués à Bermex et Bernard Trépanier de 2002 à 2010
57P-601	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Aecom
57P-602	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Axor
57P-603	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Beaudoin Hurens
57P-604	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à BPR
57P-605	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à SNC Lavalin
57P-606	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Cima+ s.e.n.c.
57P-606.1	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Yves Théberge
57P-607	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Génius
57P-608	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Michel Lalonde
57P-609	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Genivar
57P-610	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à François Perreault
57P-611	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Bernard Poulin
57P-612	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Antonio Accurso
57P-613	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Franco Minicucci
57P-614	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Les Constructions Marton Ltée
57P-615	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Catania
57P-616	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Normand Trudel
57P-617	Extraits de l'agenda de Frank Zampino de Septembre 2005 à Juillet 2008
57P-618	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Frank Zampino
57P-619	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Robert Marcil
57P-620	Appels de Bernard Trépanier lors de la période entourant les rencontres du comité de sélection de la Ville de Montréal
58P-621	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Morrow Communications inc..
58P-622	Lettre d'entente entre SNC-Lavalin et Morrow Communications le 1er février 2005
57P-623	Sommes versées par Astral à Bernard Trépanier et Bermex de 2002 à 2010

Cote	Pièce
57P-624	Courriel envoyé à Frank Zampino le 5 mai 2008
57P-625	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Bernard Trépanier et sa conjointe aux partis politiques provinciaux
57P-626	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Donato Tomassi
57P-627	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Tony Tomassi
57P-628	Six photos du 70 ^e anniversaire de Bernard Trépanier en décembre 2009, en liasse
57P-629	Lettre à Jean-François Bertrand - Évaluation des coûts de réhabilitation le 17 mai 2007
57P-629	Lettre à Jean-François Bertrand - Évaluation des coûts de réhabilitation le 17 mai 2007
57P-630	Transcription des conversations de Bernard Trépanier déposées pour le dossier 500-17-061450-105
57P-631	57-Conversation entre Bernard Trépanier et Bernard Poulin
57P-632	Reçus et confirmations des réservations de vol et d'hôtel pour le voyage à Miami en date du 20 mars 2008
57P-633	Analyse des registres téléphoniques de Bernard Trépanier à Martial Fillion
59P-634	Organigramme de la Ville de Montréal 2013
59P-635	Analyse des registres téléphoniques de Frank Zampino et de Marc A. Deschamps
59P-636.1	Écoute électronique, Diligence, 08-0078_20848
59P-636.2	Transcription de l'écoute électronique, Diligence, 08-0078_20848
59P-637	Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif de la Ville de Montréal le 2 février 2005 - Rétention des services de Macogep inc., en liasse
59P-638	Sommaire décisionnel - Approbation de la rétention de services de la firme PricewaterhouseCoopers pour la vérification interne pour sonder et réviser les processus de contrôle relatifs à l'attribution et la gestion de certains contrats donnés par la Ville de Montréal, pour un montant maximal de 99 152 \$ - 1 soumissionnaire, en liasse
59P-639	Discours du maire du 30 mai 2006 envoyé par Frank Zampino à Rosaire Sauriol, en liasse
59P-640	Factures et preuves de paiement pour les deux voyages sur le Touch, en liasse
59P-641	Photos des voyages à Las Vegas de Frank Zampino avec Tony Accurso et Robert Abdallah en février et septembre 2006, en liasse

Cote	Pièce
59P-642	Extraits des courriels et de l'agenda électronique de Frank Zampino entre 2005 et 2008
59P-643	Lettre de Frank Zampino à Gérald Tremblay du 2 avril 2009
57P-644	Lettre de M ^e Blais à Me Gallant datée du 22 avril 2013 réponse à l'engagement 57E-35
57P-644	Lettre de M ^e Blais du bureau de Me Rock à Me Gallant datée du 22 avril 2013 en réponse à l'engagement 57E-35
59P-645	Extraits des courriels et de l'agenda électronique de Frank Zampino entre 2005 et 2008
59P-646.1	Message vocal de Frank Zampino à Michel Doyon 5 février 2009
59P-646.2	Transcription du message vocal de Frank Zampino à Michel Doyon du 5 février 2009
59P-647	Offre d'achat de terrains au Faubourg Contrecoeur entre Soldera Construction et Développements immobiliers F. Catania
59P-648	Chèques et relevés bancaires de Antonio Zampino, Frank Zampino et Giuseppe Zampino en lien avec le Faubourg Contrecoeur, en liasse
59P-649	Résiliation de l'offre d'achat datée du 10 mai 2007 entre Soldera Construction et Développements immobiliers F. Catania 17 octobre 2007
60P-650	Courriel à M. Gérald Tremblay du 9 avril 2009
60P-651	Extrait de l'agenda de Gérald Tremblay en date du 24 mai 2006
60P-652	Documents de Réjean Lévesque - Projet ICI et ses risques
61P-653	Profil de Gilles Cloutier
61P-654	Organigramme d'une élection municipale
61P-655	Feuille de parrainage pour le vote par anticipation
61P-656	Travail Tapage Communication - Équipe Marcel Jetté Ville de Sainte-Julienne et factures, en liasse
61P-657	Résumé de la facture de Imprimerie Papiers DOMCO
61P-658	Facture de Tapage communication datée du 21 novembre 2003 et chèque, en liasse
61P-659	Note de service de Pierre Lacroix à Marc-Yvan Côté du 2 décembre 1994
61P-660	Vidéo soirée d'ouverture saison 2004 des Expos organisée par Roche
61P-661	Photos Équipe Marcel Jetté, en liasse

Cote	Pièce
61P-662	Lettres datées du 8 février 2001 concernant le projet de construction d'un lien routier entre les municipalités de Saint-Donat, Val-des-Lacs et Lac-Supérieur adressées respectivement à Roche, Cima+ et Genivar, en liasse
61P-663	Grille d'évaluation du comité de sélection pour la construction d'un lien routier entre Saint-Donat et Lac Supérieur
61P-664	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Gilles Cloutier et sa conjointe aux partis politiques provinciaux
61P-665	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Gilles Cloutier et sa conjointe aux partis politiques municipaux
61P-666	Contrat de service professionnel en Gilles Cloutier et Roche ltée Groupe-Conseil
61P-667	Plumitif et REQ de la compagnie 9014-6135 Québec inc., en liasse
61P-668	Note remise aux enquêteurs de Marteau
61P-669	Dossier de cour n° 500-001333-000, en liasse
61P-670	Communiqué du gouvernement du Québec du 2 novembre 2001
61P-671	Documents ayant servi pour l'enquête du Bureau de la concurrence
61P-672	Bulletin d'information du ministère des Transport du Québec, vol. 1, n° 3, mars 2004
61P-673	Documents concernant la MRC de Matawinie, en liasse
61P-674	Résidence du 325 boulevard des Falaises à Pointe-au-Pic, maison
61P-675	Résidence du 325 boulevard des Falaises à Pointe-au-Pic, vue sur le fleuve
61P-676	Extrait de la résolution 2002-194, Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka
61P-677	Résolutions 2001-77 et 2001-276, Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka
61P-678	Lettre à M. Maurice Vaudrin maire de Saint-Stanislas-de-Kostka du 19 février 2003
61P-679	Lettre et note concernant la lettre de promesse d'aide financière à signer pour le travaux d'infrastructures Canada-Québec-2000 du 31 juillet 2003 et du 26 août 2003, en liasse
61P-680	Résolutions de la Ville de Boisbriand, séance du 4 octobre 2005
61P-681	Liste des contributions politiques de plus de 200 \$ pour le parti québécois pour l'année 1999 dans la circonscription de Prévost
61P-682	Blainville - Génie conseil et laboratoires - de 1993 à 2011
61P-683	Blainville - services juridiques - de 1993 à 2011

Cote	Pièce
61P-684	Rapport du vérificateur et les états financiers pour le Parti de l'action civique de Blainville au 31 décembre 1997
61P-685.1	Extrait vidéo de 24 heures en 60 minutes du 13 mai 2013
61P-685.2	Extrait de la transcription de 24 heures en 60 minutes du 13 mai 2013
61P-686	Cession au bénéfice des créanciers en général - jugement en cour supérieure dans l'affaire de la faillite de Gilles Cloutier
62P-688	Registraire des entreprises du Québec - Équation Groupe Conseil
62P-689	Extrait du procès-verbal du comité exécutif de la Ville de Laval du 22 décembre 2004 - Soumission OS-ING_2004-87
62P-690	Liste des appels d'offres sur invitation où Plante et Associés inc.. et Équation Groupe Conseil ont été invités, de Janvier 2002 à Juin 2007
62P-690.1	Liste des appels d'offres sur invitation où Plante et Associés inc.. - Équation Groupe Conseil ont été invités Ville de Laval janvier 2002 à juin 2007 page 2
62P-691	Offre de services professionnels de Plante et Associés, 1 ^{er} juin 2004, en liasse
62P-692	Tableau des soumissions de travaux d'ingénierie pour la Ville de Laval entre 2006 et 2012
62P-693	Extrait du procès-verbal du comité exécutif de la Ville de Laval du 9 mars 2005 - Soumission OS-ING_2005-012
62P-694	Extrait du procès-verbal du comité exécutif de la Ville de Laval du 20 avril 2005 - Soumission OS-ING_2005-24
62P-695	Extrait du procès-verbal du comité exécutif de la Ville de Laval du 4 octobre 2006 - Soumission OS-ING_2006-066
62P-696	Tableau des soumissions de travaux pour les projets sous maîtrise d'œuvre privée en ingénierie à la Ville de Laval entre 2006 et 2012
63P-697	Somme des déboursés aux fournisseurs de la Ville de Laval pour la firme Tecsalt / Aecom de novembre 1996 à décembre 2012
63P-698	Extrait du procès-verbal de la séance du comité exécutif de la Ville de Laval - Résolution CE-2007 6125
63P-699	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Roger Desbois et les membres de sa famille aux partis politiques provinciaux
63P-700	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Roger Desbois aux partis politiques municipaux
63P-701	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Gérald Pilon aux partis politiques provinciaux

Cote	Pièce
63P-702	Valeur des contrats octroyés par Blainville aux firmes de génie-conseil de 1996 à 2011
63P-703	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la ville de Saint-Jérôme - Résolution CM-3748/06-03-21
63P-704	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Jérôme - Résolution CM-4844/07-12-18
63P-705	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Jérôme - Résolution CM-4892/08-01-15
63P-706	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Jérôme - Résolution CM-5147/08-06-17
63P-707	Valeur des contrats octroyés par la Ville de Saint-Jérôme aux firmes de génie-conseil entre 1996 et 2011
63P-708	Extrait du livre des délibérations du conseil municipal de la Ville de Sainte-Thérèse - Contrat 2005-02
63P-709	Extrait de procès-verbal de la Ville de Lorraine du 8 juillet 2008 - Résolution 2008-07-154
64P-710	Tableau des entreprises gérées par Marc Gendron durant sa carrière de 1957 à 1991
64P-711	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Marc Gendron et sa conjointe aux partis politiques provinciaux
65P-712	Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumission à l'hôtel de ville de Montréal - SP00-0108 soumission 8598 le 31 mai 2000 (Projet Rolls Royce)
65P-713	Extrait du procès-verbal de Ville Saint-Laurent du 11 juillet 2000 - Résolution 2000-07-69-02
65P-714	Extrait du livre des procès-verbaux d'une séance du comité exécutif de la Ville de Laval du 3 juin 1998, CE-1998-3631 Soumission 7772
65P-715	Contrat public remporté par Sintra inc.. dans la région de Laval-Laurentides - Soumission 7774 de la Ville de Laval, 1998 (boul. Le Corbusier)
65P-716	Contrats publics de la Ville de Laval remportés par Valmont Nadon Excavation inc.. entre 1996 et 2011
65P-717	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Gilles Thériège et sa conjointe aux partis provinciaux
65P-718	Cartes des usines d'enrobés bitumineux au Québec et dans les régions de Montréal et de la Montérégie, en liasse

Cote	Pièce
65P-719	Tableau des entrepreneurs et des firmes ayant obtenu plus de 1% des contrats du MTQ reliés à la construction entre 1997 et 2012
65P-719.1	Tableau des entrepreneurs et des firmes ayant obtenu plus de 1% des contrats du MTQ reliés à la construction entre 1997 et 2012
65P-720	Tableau des entrepreneurs ayant réalisé des contrats du MTQ à prédominance « asphaltage » entre 1997 et 2012 pour l'ensemble du Québec
65P-720.1	Tableau des entrepreneurs ayant réalisé des contrats du MTQ à prédominance « asphaltage » entre 1997 et 2012 pour l'ensemble du Québec
65P-721	Tableau des dix princ.ipaux entrepreneurs par région ayant obtenu les contrats du MTQ à prédominance « asphalte » entre 1997 et 2012
65P-721.1	Tableau des dix princ.ipaux entrepreneurs par région ayant obtenu les contrats du MTQ à prédominance « asphalte » entre 1997 et 2012
65P-722	Tableau de la valeur des contrats par mode d'adjudication octroyés par le MTQ à Sintra inc.. - Divisions régionales Métropole et Laval-Laurentides de novembre 1996 à juin 2000
65P-723	Tableaux des contrats octroyés à Sintra par le MTQ après application d'un mode concurrentiel d'adjudication entre novembre 1996 et juin 2000 - Divisions régionales Métropole et Laval-Laurentides
65P-724	Sommaire décisionnel de la Ville de Montréal du 12 mai 2000 sur l'octroi de contrat pour l'appel d'offres 00-6717, en liasse
65P-725	Tableau des soumissions de la Ville de Montréal dans le domaine des égouts avec la participation de Sintra inc..
65P-726	Soumissions publiques dans le domaine des égouts de la Ville de Montréal impliquant Sintra inc..
66P-727	Rapports de vérification et d'ouverture des soumissions pour le Projet MOP 21663 préparé par Filiatrault, McNeil et Associés inc.. pour la Ville de Laval
67P-728	Soumissions de travaux d'ingénierie obtenues par la firme Nepcon inc.. à la Ville de Laval entre 1996 et 2012
67P-729	Tableau des montants des soumissions déposées par les entrepreneurs lors d'appels d'offres pour la Ville de Laval - Ouvertures de soumissions du 4 décembre 2007
67P-730	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par René MERGL et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
67P-731	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par René Mergl aux partis politiques municipaux

Cote	Pièce
68P-732	Lettre-type de sollicitation du 27 avril 2010 pour le cocktail de financement de 2010 du parti PRO des Lavallois
68P-733	Liste des conseillers municipaux élus par le parti PRO des Lavallois
68P-734	Chèque personnel de Jean Bertrand à Francine Dupuis du 29 septembre 2008
68P-735	Statuts du parti PRO des Lavallois - Équipe Vaillancourt du 20 septembre 2012
68P-736	Tableau des contributions financières faites par des conseillers de la Ville de Laval et certains membres de leur famille, au parti PRO des Lavallois entre 1998 et 2011
68P-737	Lettre de déclaration de Jean Bertrand au DGEQ du 23 juin 2010
68P-738	Rapport du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire concernant la vérification du processus suivi par la Ville de Laval pour l'attribution des contrats
69P-739	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Richard Goyer et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
70P-740	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Benoit Fradet et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
71P-741	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Basile Angelopoulos et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
72P-742	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Jocelyne Guertin et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
73P-743	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Ginette Legault Bernier et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
74P-744	Tableau des soumissions déposées par Mergl Excavation inc.. et Construction Mergad inc.. lors d'appels d'offres du central de Montréal 1996-2012
74P-745	Tableau des soumissions de travaux d'ingénierie pour la Ville de Laval obtenues par les firmes Mergl excavation et construction Mergad inc.. entre 1996 et 2012
74P-746	Tableau d'ouverture des soumissions du 20 novembre 2001 à la Ville de Laval et notes manuscrites de Michael Mergl, en liasse
74P-747	Extrait du procès-verbal des séances du comité exécutif tenues le mercredi 11 mars 2009, 8 juillet 2009, 7 octobre 2009 et notes manuscrites de Michael Mergl, en liasse

Cote	Pièce
74P-748	Extrait du procès-verbal de la séance publique du comité exécutif tenue le mercredi 17 avril 2002 et notes manuscrites de Michael Mergl, en liasse
74P-749	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Michael Mergl et sa conjointe aux partis politiques municipaux
74P-750	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Michael Mergl aux partis politiques provinc.iaux
75P-751	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Bahjat Ashkar et certains membres de sa famille au parti PRO des Lavallois
76P-752	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Lucien Dupuis aux partis politiques municipaux
76P-753	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Lucien Dupuis aux partis politiques provinc.iaux
78P-754	Mise en demeure envoyée par Gilles Vaillancourt à Vinc.ent Auclair
78P-755	Honoraires payés au cabinet de notaires Auclair et Chartrand par la Ville de Laval entre 2006 et 2013
79P-756	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Pierre L. Lambert aux partis politiques provinc.iaux
79P-757	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Pierre L. Lambert aux partis politiques municipaux
79P-758	Photo et décompte de l'argent remis à la CEIC par M ^e Pierre L. Lambert
80P-759.1	Écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00478
80P-759.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00478
80P-760.1	Écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00488
80P-760.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00488
80P-761.1	Écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00506
80P-761.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00506
80P-762.1	Écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00478
80P-762.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0320_450-XXX-1768_RESVID_01281
80P-763.1	Écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00516
80P-763.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0299_514-XXX-3051_ROG_00516
80P-764.1	Écoute électronique 12-0319_450-XXX-7745_RESVID_00947

Cote	Pièce
80P-764.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0319_450-XXX-7745_RESVID_00947
80P-765.1	Écoute électronique 12-0317_514-XXX-3770_BMC_00025
80P-765.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0317_514-XXX-3770_BMC_00025
80P-766	Relevé de l'agenda de Jean-Pierre Sauriol entre 2006 et 2008
81P-767	Calepin de notes de Gérard Jargaille
81P-768	Tableau du nombre de soumissions ainsi que la valeur des contrats de plus de 500 000 \$ octroyés par la Ville de Laval entre 1997 et 2012
81P-769	Tableau des soumissions de travaux d'ingénierie de la Ville de Laval concernant les soumissions ouvertes le 5 juin 2001, le 2 novembre 2004 et le 25 février 2005
82P-770	Tableau des codes téléphoniques pour les montants des soumissions
82P-771	Tableau d'identification des projets de la Ville de Gatineau pour l'année 2008
82P-772	Répartition des contrats entre les firmes de génie-conseil entre 2006-2008
82P-773	Code de déontologie d'Aecom
83P-774	Motifs du rejet par la Ville de Québec des soumissions des firmes de génie-conseil pour les contrats des bassins de rétention des eaux, 06-10-2004
83P-775	appel d'offres 35483 pour la Ville de Québec, 06-07-2005
83P-776	Engagement des présidents de l'Association des Ingénieurs-conseils du Québec, 2004
83P-777	Engagement des présidents de l'Association des Ingénieurs-conseils du Québec, 2011
84P-778	Présentation d'Alain Belleau - Les Hells Angels au Québec
85P-779	Présentation de Stephan Viens sur le Projet Hégémonie
86P-780	Antécédents judiciaires de Richard Robert
88P-781	Présentation par Simon Riverin sur le projet Écrevisse
89P-782	Présentation par Richard Ayotte sur le projet Écrevisse
90P-783	Écoute électronique Projet Écrevisse – Appel de Denis Lefebvre à Stéphane
91P-784	Présentation par Michel Patenaude sur le projet Diligence
91P-785	Entente entre l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur construction et la Commission de la santé et de la sécurité du travail
92P-786	État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises, soit Maçonnerie S.L. inc.,

Cote	Pièce
92P-787	État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises, soit 6233198 Canada inc..
92P-788	Extrait du rapport de l'expertise juricomptable de Navigant Conseil LJ inc.. (annexe 3), 12 septembre 2011 (mis à jour le 16 novembre 2012
92P-789	Factures de 6233198 Canada inc.. à Maçonnerie S.L. inc.. en liasse
92P-790	Extrait du rapport de l'expertise juricomptable de Navigant Conseil LJ inc.. (annexe 10), 12 septembre 2011 (mis à jour le 16 novembre 2012
92P-791	Chèques émis à Maçonnerie S.L. inc. en liasse
92P-792	Chèques émis par Maçonnerie S.L. inc. à 6233198 inc.. en liasse
92P-793	Chèques émis par Maçonnerie S.L. inc. à Julie Marien, en liasse
92P-794	Chèques émis par Normand Ouimet à Maçonnerie S.L. inc.
92P-795	Chèques émis par Maçonnerie S.L. inc. à Normand Ouimet, en liasse
93P-796	Registre des entreprises du Québec sur les compagnies reliées à L.M. » Sauvé créées en août 2006, en liasse
93P-797	Registre des entreprises du Québec sur la compagnie de Normand Ouimet
93P-798	Documents de la Ville de Montréal sur le contrat de réfection de la toiture de l'hôtel de ville, en liasse
93P-799	Cinq lettres concernant L.M. Sauvé provenant de la Ville de Montréal ; de l'Unique ; de Bellavance et associés et de La Roche, Rouleau et associés, en avril 2009, en liasse.
93P-800	Registraire des entreprises du Québec, Société de Développement St-James S .E.C. 3362300678
93P-801	Courriel de Ian Lapostolle à J. Grégoire du 20 février 2006 – L.M. Sauvé
93P-802	Courriel de Christian Bourassa à J. Grégoire du 28 avril 2006 L.M. Sauvé projet de rapport de RCGT du 28 avril 2006
93P-803	Courriel de Christian Bourassa à J. Grégoire du 1 ^{er} mai 2006 – L.M. Sauvé, Annexes du projet du rapport du 28 avril 2006
93P-804	Courriel de Ian Lapostolle à J. Grégoire du 20 décembre 2006 – 4373413 Canada inc.. (d.b.a. as LM Sauvé 2006)
93P-805	Jugement Cour Supérieure n ^o : 500-17-042114-085 et plumeitif de Maçonnerie Rainville & Frères, en liasse
93P-806	<i>Le Devoir</i> – Transformation extrême, Une maison de Dieu des transfigurés rue Sainte-Catherine, 28 avril 2005

Cote	Pièce
93P-807	Communiqué – La ministre Maltais verse 1 M\$ à l'Église Unie St-James
93P-808	La Presse Canadienne – Québec octroie 4 millions patrimoine religieux, 26-11-2001
93P-809	Feuillet La restauration de l'Église Unie St-James, juillet 2003
93P-810	Lettre d'André Boisclair à Révérend Arlen Bonnar du 10 avril 2003
93P-811	Parti libéral du Québec, sommes recueillies à l'occasion d'activités sociales 17 novembre 2003
93P-812	Lettre de Diane Lemieux à Révérend Arlen Bonnar du 3 mars 2003
93P-813	<i>Le Devoir</i> – Portrait LM Sauvé ou les aléas d'une petite entreprise familiale en transition, 25 août 2008
94P-814	Profil succinct des entrepreneurs en maçonnerie au Québec
94P-815	Tableau 1 - Nombre d'emplacements pour les entrepreneurs en travaux de maçonnerie au Québec en juin 2013
94P-816	Tableau 2 - Les 25 plus grands entrepreneurs de maçonnerie du Québec selon le chiffre d'affaires, en 2012
94P-817	Tableau 3 - Revenus et dépenses, ratios financiers et rentabilité de la moyenne des entrepreneurs de maçonnerie du Québec en 2010
94P-818	Revue <i>La voie du maçon</i> 2012 - Édition spéciale
94P-819	Journal <i>La voie du maçon</i> juin 2012 Volume 20
95P-820	Lettre adressée à Denis Légaré du 8 février 2002
95P-821	Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FTQ-Construction du 24 septembre 2008
95P-822	Facture du Bullseye Mont-Tremblant du 26 décembre 2007
95P-823	Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FTQ-Construction du 1 ^{er} décembre 2010
95P-824	Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FTQ-Construction du 6 mai 2008
95P-825	Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FTQ-Construction du 13 décembre 2005
95P-826	Lettre du 5 novembre 2007 de Kenneth Pereira à Serge Larouche de Ganotec
95P-827	Documents relatifs aux investissements dans le chantier Interquisa, en liasse
95P-828	Documents de faillite de Construction Del-Nor, en liasse

Cote	Pièce
95P-829	Lettre de l'Association de la construction du Québec (ACQ) du 21 août 2002
95P-830.1	Écoute électronique entre Ken Pereira, Bernard Girard et Mario Basilico
95P-830.2	Transcription de l'écoute électronique entre Ken Pereira, Bernard Girard et Mario Basilico, 20 septembre 2012
95P-831	Lettre d'expulsion de la FTQ-Construction du 29 septembre 2009
95P-832	Lettre de suspension de la FTQ-Construction du 3 décembre 2009
95P-833	Extraits convention collective secteur industriel pour la période du 1 ^{er} mai 2004 au 30 avril 2007
95P-834	Activités de perfectionnement de l'industrie de la construction
95P-835	Status et règlements du Conseil Provincial du Québec des Métiers de la Construction
95P-836	Constitution Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique
95P-837	Mise sous supervision par la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique
95P-838	Commission des relation du travail / Dossier 2009 QCRT 0297
96P-839	Présentation Power Point de M. Gaétan Morin - Le Fonds de solidarité FTQ présentation à la CEIC
96P-840	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), L.R.Q. c. F-3.2.1 au 1er septembre 2013
96P-841	Règlements généraux du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) ratifiés le 22 septembre 2007
96P-842	Charte du conseil sectoriel - secteur traditionnel du Fonds de Solidarité FTQ au 28 février 2012, en liasse
96P-843	Les membres du Comité exécutif du Fonds de solidarité de 1996 à 2011
96P-844	Les membres du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ de 1996 à 2011
96P-845	Liste des membres du conseil sectoriel - Secteur traditionnel du Fonds de solidarité FTQ
96P-846	Protocole d'entente-cadre concernant les Fonds régionaux de solidarité intervenu le 4 octobre 1995 entre le Gouvernement du Québec et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) ainsi que les conventions d'amendement entrées en vigueur les 24 janvier 1996, 10 septembre 1996 et 26 avril 1999, en liasse

Cote	Pièce
96P-847	Convention de société en commandite modifiée et mise à jour entre les Fonds régionaux de solidarité FTQ inc.. et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) du 22 décembre 2006 ainsi que l'amendement du 14 octobre 2008, en liasse
96P-848	Règlement n° 1 pour la gestion du Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent inc.. entré en vigueur le 11 juin 1997; Règlement no 2, règlement général d'emprunt; Règlement no 3, règlement bancaire; Extraits certifiés conformes des résolutions des réunions du conseil d'administration de gestion du Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent inc.. tenues les 14 novembre 1996, 6 juillet 2004 et 24 septembre 2004; Lettre du Fonds de solidarité FTQ renonçant à son droit de désigner un membre du conseil d'administration du Fonds régional de solidarité FTQ Bas-Saint-Laurent, s.e.c. datée du 17 août 2004, en liasse
96P-849	Convention de gestion des investissements du Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, entrée en vigueur de façon rétroactive le 27 novembre 2003
96P-850	Liste des administrateurs des 16 Fonds régionaux du Fonds de solidarité FTQ
96P-851	Liste des membres du comité de direction des Fonds régionaux de solidarité FTQ au 7 octobre 2013
96P-852	Extrait de la Convention de société en commandite Québec-Alberta Construction, s.e.n.c. au 21 septembre 2007
96P-853	Québec-Alberta Construction, s.e.n.c. – liste des administrateurs et dirigeants et membres du comité consultatif
96P-854	Extrait convention de société en commandite modifiée et mise à jour entre Gestion SOLIM inc.. et Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) du 15 septembre 1993 (Société en commandite immobilière SOLIM)
96P-855	Extrait convention de société en commandite modifiée et mise à jour entre Gestion SOLIM inc.. et Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) du 15 avril 1994 (Société en commandite immobilière SOLIM II)
96P-856	Organigrammes de la Société en commandite immobilière SOLIM et de la Société en commandite immobilière SOLIM II de 1996 à 2012
96P-857	Organigrammes du Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ inc.. de 2002 à 2012
96P-858	Extrait des règlements généraux du Fonds immobilier du Fonds de solidarité de la FTQ inc.. au 11 juin 2002
96P-859	Résolution écrite tenant lieu de réunion d'organisation du Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ du 11 juin 2002
96P-860	Extrait du Rapport d'enquête sur les dépassements de coûts et de délais du chantier de la Société Papiers

Cote	Pièce
97P-861	Déclaration d'immatriculation et déclarations annuelles d'Énergie Carboneutre, en liasse
97P-862	Registre des entreprises du Québec - Énergie Carboneutre
97P-863	Certificat d'autorisation du 15 mars 2006 d'Énergie Carboneutre
97P-864	Vente de terrain à ECN Terrain inc.. du 20 juillet 2006
97P-865	Index des Immeubles d'ECN Terrain inc.. au 9 septembre 2013
97P-866	Avis d'infraction d'Énergie Carboneutre du 11 juillet 2006 - Exploitation de votre centre de traitement de sols contaminés, situé au 8770, place Marien à Montréal
97P-867	Modifications au certificat d'autorisation d'Énergie Carboneutre - Aménagement et exploitation d'un centre de traitement de sols contaminés le 15 mai, 24 août et 9 novembre 2007 et le 8 octobre 2008, en liasse
97P-868	Avis d'hypothèque légale du 6 décembre 2007 pour Énergie Carboneutre inc..
97P-869	Convention d'exploitation d'ECN Terrain inc.. le 1 ^{er} février 2008
97P-870	Déclaration d'immatriculation Société Internationale Carboneutre inc.. (SICN) le 30 janvier 2008
97P-871	Déclaration modificative du 1 ^{er} août 2008 et Registre des entreprises du Québec pour la Société Internationale carboneutre inc.. (SICN)
97P-872	Offre d'achats d'actifs de l'entreprise ECN Terrain inc.. le 13 juin 2008
97P-873	REQ 6882820 Canada inc., REQ 9183-5371 Québec inc., REQ 6882811 Canada inc., en liasse
97P-874	Avis d'infraction d'Énergie Carboneutre du 26 novembre 2008 - Réception de sols contaminés au centre de traitement de sols contaminés Énergie Carboneutre situé au 8770, Place Marien à Montréal-Est
97P-875	Certificat d'autorisation d'Énergie Carboneutre du 25 mai 2010 - Traitement de sols contaminés
97P-876	Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés au 1 ^{er} octobre 2013
98P-877	Cartes d'affaires de Domenic Arcuri - SICN
98P-878	Cartes d'affaires de Raynald Desjardins - SICN
98P-879	Courriel de Brigitte Bérubé du 10 août 2009 - Urgent : ECN - Rencontre à organiser
95P-880	Constitution Syndicat international des peintres et métiers connexes
95P-881	Documents de congédiement, en liasse

Cote	Pièce
95P-882	Requête en injonction interlocutoire provisoire, interlocutoire et permanente du 6 septembre 2006
95P-883	Scrutin syndical 2006_représentativité
95P-884	Commission des relations du travail / Dossier 2008 QCRT 0076_décision
95P-885	Demande de transfert de cotisations - Ententes de réciprocité
95P-886	Lettre du 20 septembre 2002, chantier Interquisa
95P-887	Documents Interquisa, en liasse
100P-888	Profil de Raynald Desjardins
100P-889	Profil de Gaétan Gosselin
100P-889.1	Vidéo de Jocelyn Dupuis, Raynald Desjardins et Mario Boulé le 27 octobre 2008
100P-890	Profil de Claude Chagnon
100P-891	Profil de Giuseppe Bertolo
100P-892	Profil de Giovanni Bertolo
100P-893	Profil de Jocelyn Dupuis
100P-894	Profil d'Antonio Volpato
100P-895	Profil d'Antonio Pietrantonio
100P-896	Profil de Louis Pierre Lafortune
100P-897	Profil de Mario Boulé
100P-898	Profil de Jacques Émond
100P-899	Vidéo de J. Dupuis, R. Desjardins et M. Boulé le 27-10-2008
100P-900	Vidéo de Jocelyn Dupuis et Joe Bertolo le 27 octobre 2008
100P-901.1	Écoute électronique 08-0081_01396 du 5 mai 2008
100P-901.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_01396 du 5 mai 2008
100P-902.1	Écoute électronique 08-0081_01437 du 5 mai 2008
100P-902.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_01437 du 5 mai 2008
100P-903.1	Écoute électronique 08-0081_1603 du 8 mai 2008
100P-903.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1603 du 8 mai 2008
100P-904.1	Écoute électronique 08-0081_1683 du 9 mai 2008
100P-904.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1683 du 9 mai 2008

Cote	Pièce
100P-905.1	Écoute électronique 08-0081_1930 du 16 mai 2008
100P-905.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1930 du 16 mai 2008
100P-906.1	Écoute électronique 08-0081_1933 du 16 mai 2008
100P-906.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1933 du 16 mai 2008
100P-907.1	Écoute électronique 08-0081_1960 du 17 mai 2008
100P-907.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1960 du 17 mai 2008
100P-908.1	Écoute électronique 08-0081_1979 du 20 mai 2008
100P-908.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1979 du 20 mai 2008
100P-909.1	Écoute électronique 08-0081_2076 du 20 mai 2008
100P-909.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_2076 du 20 mai 2008
100P-910.1	Écoute électronique 08-0081_2078 du 20 mai 2008
100P-910.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_2078 du 20 mai 2008
100P-911.1	Écoute électronique 08-0081_2987 du 9 juin 2008
100P-911.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_2987 du 9 juin 2008
100P-912.1	Écoute électronique 08-0081_3086 du 10 juin 2008
100P-912.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3086 du 10 juin 2008
100P-913.1	Écoute électronique 08-0081_3090 du 10 juin 2008
100P-913.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3090 du 10 juin 2008
100P-914.1	Écoute électronique 08-0081_3091 du 10 juin 2008
100P-914.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3091 du 10 juin 2008
100P-915.1	Écoute électronique 08-0081_3137 du 12 juin 2008
100P-915.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3137 du 12 juin 2008
100P-916.1	Écoute électronique 08-0081_3678 du 27 juin 2008
100P-916.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3678 du 27 juin 2008
100P-917.1	Écoute électronique 08-0081_4015 du 7 juillet 2008
100P-917.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4015 du 7 juillet 2008
100P-918.1	Écoute électronique 08-0081_4854 du 4 août 2008
100P-918.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4854 du 4 août 2008
100P-919.1	Écoute électronique 08-0081_4893 du 5 août 2008

Cote	Pièce
100P-919.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4893 du 5 août 2008
100P-920.1	Écoute électronique 08-0081_4972 du 7 août 2008
100P-920.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4972 du 7 août 2008
100P-921.1	Écoute électronique 08-0081_5716 du 29 août 2008
100P-921.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_5716 du 29 août 2008
100P-922.1	Écoute électronique 08-0081_6043 du 6 septembre 2008
100P-922.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_6043 du 6 septembre 2008
100P-923.1	Écoute électronique 08-0081_6106 du 8 septembre 2008
100P-923.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_6106 du 8 septembre 2008
100P-924.1	Écoute électronique 08-0081_7122 du 1 octobre 2008
100P-924.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_7122 du 1 octobre 2008
100P-925.1	Écoute électronique 08-0081_7552 du 9 octobre 2008
100P-925.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_7552 du 9 octobre 2008
100P-926.1	Écoute électronique 08-0081_7674 du 14 octobre 2008
100P-926.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_7674 du 14 octobre 2008
100P-927.1	Écoute électronique 08-0081_7674 du 14 octobre 2008
100P-927.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_7740 du 15 octobre 2008
100P-927.3	Courriel de Gaétan Morin à Michel Arsenault du 30 septembre 2008 - Énergie Carbo neutre
100P-928.1	Écoute électronique 08-0081_8033 du 29 octobre 2008
100P-928.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_8033 du 29 octobre 2008
100P-929.1	Écoute électronique 08-0432_76 du 6 novembre 2008
100P-929.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0076 du 6 novembre 2008
100P-930.1	Écoute électronique 08-0432_90 du 6 novembre 2008
100P-930.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0090 du 6 novembre 2008
100P-931.1	Écoute électronique 08-0432_166 du 10 novembre 2008
100P-931.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0166 du 10 novembre 2008
100P-932.1	Écoute électronique 08-0432_463 du 17 novembre 2008
100P-932.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0463 du 17 novembre 2008

Cote	Pièce
100P-933.1	Écoute électronique 08-0432_557 du 18 novembre 2008
100P-933.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0557 du 18 novembre 2008
100P-934.1	Écoute électronique 08-0432_717 du 21 novembre 2008
100P-934.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0717 du 21 novembre 2008
100P-935.1	Écoute électronique 08-0432_790 du 24 novembre 2008
100P-935.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0790 du 24 novembre 2008
100P-936.1	Écoute électronique 08-0432_806 du 24 novembre 2008
100P-936.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0806 du 24 novembre 2008
100P-937.1	Écoute électronique 08-0432_823 du 24 novembre 2008
100P-937.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0823 du 24 novembre 2008
100P-938.1	Écoute électronique 08-0459_8 du 24 novembre 2008
100P-938.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_8 du 24 novembre 2008
100P-939.1	Écoute électronique 08-0432_849 du 25 novembre 2008
100P-939.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0849 du 25 novembre 2008
100P-940.1	Écoute électronique 08-0432_918 du 26 novembre 2008
100P-940.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0918 du 26 novembre 2008
100P-941.1	Écoute électronique 08-0432_967 du 27 novembre 2008
100P-941.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0967 du 27 novembre 2008
100P-942.1	Écoute électronique 08-0432_968 du 27 novembre 2008
100P-942.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0968 du 27 novembre 2008
100P-943.1	Écoute électronique 08-0432_1163 du 1 décembre 2008
100P-943.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1163 du 1 décembre 2008
100P-944.1	Écoute électronique 08-0432_1174 du 1 décembre 2008
100P-944.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1174 du 1 décembre 2008
100P-945.1	Écoute électronique 08-0432_1180 du 1 décembre 2008
100P-945.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1180 du 1 décembre 2008
100P-946.1	Écoute électronique 08-0432_1371 du 4 décembre 2008
100P-946.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1371 du 4 décembre 2008
100P-947.1	Écoute électronique 08-0432_1375 du 4 décembre 2008

Cote	Pièce
100P-947.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1375 du 4 décembre 2008
100P-948.1	Écoute électronique 08-0432_1531 du 15 décembre 2008
100P-948.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1531 du 15 décembre 2008
100P-949.1	Écoute électronique 08-0482_623 du 26 janvier 2009
100P-949.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0623 du 26 janvier 2009
100P-950.1	Écoute électronique 08-0482_731 du 2 février 2009
100P-950.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0731 du 2 février 2009
100P-951.1	Écoute électronique 08-0482_813 du 12 février 2009
100P-951.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0813 du 12 février 2009
100P-952.1	Écoute électronique 08-0459_2105 du 16 février 2009
100P-952.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2105 du 16 février 2009
100P-953.1	Écoute électronique 08-0459_2349 du 22 février 2009
100P-953.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_02349 du 22 février 2009
100P-954	Mémo du Fonds de Solidarité FTQ du 30 septembre 2013 - Carboneutre
96P-955	Réponse aux engagements 96E-46 et 96E-51 de Gaétan Morin, en liasse
101P-956	Rapport de filature 15 septembre 2008
101P-957	Article TVA Nouvelles - Un chef syndical au party des motards le 2 octobre 2013
101P-958.1	Écoute électronique 08-0081_BMCBAS_06299
101P-958.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_BMCBAS_06299
101P-959	Communiqué officiel de la FTQ-Construction du 18 septembre 2008
101P-960.1	Écoute électronique 08-0078_BMC_11194
101P-960.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_BMC_11194
101P-961	Organigramme de la FTQ Construction au 24 septembre 2008
101P-962.1	Écoute électronique 08-0081_BMCBAS_07113
101P-962.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_BMCBAS_07113
101P-963.1	Écoute électronique 08-0081_BMCBAS_08072
101P-963.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_BMCBAS_08072
101P-964.1	Écoute électronique 08-0365_ROG_03637
101P-964.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0365_ROG_03637

Cote	Pièce
101P-965.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00119
101P-965.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00119
101P-966.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00230
101P-966.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00230
101P-967.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00234
101P-967.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00234
101P-968.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00256
101P-968.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00256
101P-969.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00264
101P-969.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00264
101P-969.3	Rapport de filature de Giuseppe Bertolo du 13 novembre 2008
101P-970.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00265
101P-970.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00265
101P-971.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00266
101P-971.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00266
101P-972.2	Message texte 08-0365_ROG_03960
101P-973.1	Écoute électronique 08-432_BMC_00274
101P-973.2	Transcription de l'écoute électronique 08-432_BMC_00274
101P-974.1	Écoute électronique 08-0078_BMC_13668
101P-974.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_BMC_13668
101P-975.1	Écoute électronique 08-0078_BMC_13680
101P-975.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_BMC_13680
101P-976.1	Écoute électronique 08-0365_ROG_03986
101P-976.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0365_ROG_03986
101P-977.1	Écoute électronique 08-0365_ROG_04002
101P-977.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0365_ROG_04002
101P-978.1	Écoute électronique 08-0432_BMC_00330
101P-978.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_BMC_00330
101P-979	Organigramme de la FTQ Construction au 13 novembre 2008

Cote	Pièce
101P-980.1	Écoute électronique 08-0482_ROG_00505
101P-980.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_ROG_00505
101P-981.1	Écoute électronique 08-0482_ROG_00577
101P-981.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_ROG_00577
101P-982.1	Écoute électronique 08-0482_ROG_00660
101P-982.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_ROG_00660
101P-983.1	Écoute électronique 08-0459_BMC_03653
101P-983.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_BMC_03653
101P-984	Présentation de Stéphan Cloutier - Individus reliés au crime organisé et élections 2008 à la FTQ - Construction
102P-985	Photographie de Jocelyn Dupuis à la Fête du deuxième millénaire
102P-986	Photographie d'Henri Massé à la Fête du deuxième millénaire
102P-987	Photographie de Jean Lavallée
102P-988	Photographie d'Eddy Brandone
102P-989	Photographie de Robert Abdallah
102P-990	Photographie de Tony Accurso à la Fête du deuxième millénaire (1)
102P-991	Photographie de Jocelyn Dupuis, Tony Accurso et Jean Lavallée du 22 novembre 2003
102P-992	Photographie de Jocelyn Dupuis, Jean Lavallée et Tony Accurso du 22 novembre 2003
102P-993	Photographie de Tony Accurso et Jocelyn Dupuis du 22 novembre 2003
102P-994	Photographie de Tony Accurso, Jocelyn Dupuis et Jean Lavallée du 24 novembre 2003
102P-995	Photographie de Jocelyn Dupuis et Jimmy Accurso
102P-996	Photographie voyage aux Îles Vierges du 25 février 2005 avec Joe Lombard, Jean Lavallée, Jocelyn Dupuis et Tony Accurso
102P-997	Photographie voyage aux Îles Vierges du 25 février 2005 avec Jocelyn Dupuis, Jean Lavallée et Tony Accurso
102P-998	Photographie voyage aux Îles Vierges du 25 février 2005 avec Jean Lavallée
102P-999.1	Écoute électronique 08-0081_0206 du 9 avril 2008
102P-999.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_0206 du 9 avril 2008

Cote	Pièce
102P-1000.1	Écoute électronique 08-0482_4334 du 30 avril 2009
102P-1000.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_4334 du 30 avril 2009
102P-1001.1	Écoute électronique 08-0432_0202 du 11 novembre 2008
102P-1001.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0202 du 11 novembre 2008
102P-1002.1	Écoute électronique 08-0432_223 du 11 novembre 2008
102P-1002.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0223 du 11 novembre 2008
102P-1003.1	Écoute électronique 08-0432_0219 du 11 novembre 2008
102P-1003.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0219 du 11 novembre 2008
102P-1004.1	Écoute électronique 08-0365_3615 du 6 novembre 2008
102P-1004.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0365_3615 du 6 novembre 2008
102P-1005.1	Écoute électronique 08-0432_0093 du 6 novembre 2008
102P-1005.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0093 du 6 novembre 2008
102P-1006.1	Écoute électronique 08-0432_022 du 4 novembre 2008
102P-1006.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_022 du 4 novembre 2008
102P-1007.1	Écoute électronique 08-0432_1491 du 15 décembre 2008
102P-1007.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1491 du 15 décembre 2008
102P-1008.1	Écoute électronique 08-0432_1496 du 15 décembre 2008
102P-1008.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1496 du 15 décembre 2008
102P-1009.1	Écoute électronique 08-0432_01505 du 15 décembre 2008
102P-1009.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_01505 du 15 décembre 2008
102P-1010.1	43.1-Écoute électronique 08-0432_0315 du 13 novembre 2008
102P-1010.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0315 du 13 novembre 2008
102P-1011.1	Écoute électronique 08-0482_0614 du 26 janvier 2009
102P-1011.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0614 du 26 janvier 2009
102P-1012.1	Écoute électronique 08-0081_5923 du 3 septembre 2008
102P-1012.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_5923 du 3 septembre 2008
102P-1013.1	Écoute électronique 08-0482_810 du 11 février 2009
102P-1013.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_810 du 11 février 2009
102P-1014.1	Écoute électronique 09-0064_13 du 1 avril 2009

Cote	Pièce
102P-1014.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0064_13 du 1 avril 2009
102P-1015.1	Écoute électronique 09-0064_35 du 2 avril 2009
102P-1015.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0064_35 du 2 avril 2009
102P-1016.1	Écoute électronique 12-0300_0050 du 15 septembre 2012
102P-1016.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_0050 du 15 septembre 2012
102P-1017.1	Écoute électronique 12-0300_0057 du 15 septembre 2012
102P-1017.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_0057 du 15 septembre 2012
102P-1018.1	Écoute électronique 12-0300_0078 du 16 septembre 2012
102P-1018.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_0078 du 16 septembre 2012
102P-1019.1	Écoute électronique 12-0300_0230 du 17 septembre 2012
102P-1019.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_0230 du 17 septembre 2012
102P-1020.1	Écoute électronique 12-0300_1260 du 28 septembre 2012
102P-1020.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_1260 du 28 septembre 2012
102P-1021.1	Écoute électronique 12-0300_1516 du 1er octobre 2012
102P-1021.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_1516 du 1er octobre 2012
102P-1022.1	Écoute électronique 12-0300_1552 du 1er octobre 2012
102P-1022.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_1552 du 1er octobre 2012
102P-1023.1	Écoute électronique 12-0300_1745 du 3 octobre 2012
102P-1023.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_1745 du 3 octobre 2012
102P-1024.1	Écoute électronique 12-0300_4248 du 25 octobre 2012
102P-1024.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_4248 du 25 octobre 2012
102P-1025	Chèque de Louisbourg à Options affaires JTP
102P-1026.1	Écoute électronique 08-0081_3837 du 1er juillet 2008
102P-1026.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3837 du 1er juillet 2008
102P-1027.1	Écoute électronique 08-0081_3841 du 1er juillet 2008
102P-1027.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3841 du 1er juillet 2008
102P-1028.1	Écoute électronique 08-0081_3897 du 3 juillet 2008
102P-1028.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3897 du 3 juillet 2008
102P-1029.1	Écoute électronique 08-0081_3988 du 5 juillet 2008

Cote	Pièce
102P-1029.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3988 du 5 juillet 2008
102P-1030.1	Écoute électronique 08-0081_4036 du 8 juillet 2008
102P-1030.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4036 du 8 juillet 2008
102P-1031	Analyse des registres téléphoniques de Jocelyn Dupuis et de Marco Bourgoïn
102P-1032	Photographie de Jocelyn Dupuis et Raynald Desjardins
102P-1033	Cartes d'affaires en liasse
102P-1034	Documents en lien avec Summum entrepreneur général, en liasse
102P-1035.1	Écoute électronique 08-0482_0802 du 11 février 2009
102P-1035.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0802 du 11 février 2009
102P-1036.1	Écoute électronique 08-0432_0469 du 17 novembre 2008
102P-1036.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_0469 du 17 novembre 2008
102P-1037	Transactions d'ECN en liasse
102P-1038.1	Écoute électronique 08-0081_07767 du 15 octobre 2008
102P-1038.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_7767 du 15 octobre 2008
102P-1039.1	Écoute électronique 08-0459A_0295 du 1er mai 2009
102P-1039.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459A_0295 du 1er mai 2009
102P-1040.1	Écoute électronique 08-0081_3602 du 25 juin 2008
102P-1040.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_3602 du 25 juin 2008
102P-1041.1	Écoute électronique 08-0081_4026 du 7 juillet 2008
102P-1041.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_4026 du 7 juillet 2008
102P-1042.1	Écoute électronique 08-0432_1550 du 15 décembre 2008
102P-1042.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0432_1550 du 15 décembre 2008
102P-1043.1	Écoute électronique 08-0482_0871 du 19 février 2009
102P-1043.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_0871 du 19 février 2009
102P-1044.1	Écoute électronique 08-0482_2127 du 2 avril 2009
102P-1044.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_2127 du 2 avril 2009
102P-1045.1	Écoute électronique 08-0081_1531 du 7 mai 2008
102P-1045.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1531 du 7 mai 2008
102P-1046.1	Écoute électronique 08-0081_0792 du 23 avril 2008

Cote	Pièce
102P-1046.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_0792 du 23 avril 2008
102P-1047.1	Écoute électronique 08-0482_5139 du 13 mai 2009
102P-1047.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_5139 du 13 mai 2009
102P-1048.1	Écoute électronique 08-0469_1056 du 18 février 2009
102P-1048.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1056 du 18 février 2009
102P-1049	Article de TVA Nouvelles du 2 octobre 2013 - Un chef syndical au party des motards
102P-1050	Document d'appui - Élections québécoise 2007 - 7e Congrès extraordinaire de la FTQ
102P-1051	Plateforme électorale de la FTQ de 1998
102P-1052	Dépliant de l'élection provinciale de 2003
102P-1053	Communiqué de presse officiel de la FTQ du 03 mars 2007 - Appui massif de la FTQ au Parti Québécois
103P-1054	Historique de la compagnie Fortier Transfert Ltée entre 1995 et 2008
103P-1055	Extrait de documents du Fonds de solidarité de la FTQ sur l'historique de Fortier Transfert Ltée
103P-1056	Plan d'affaires 2001-2002-2003 de Fortier Transfert Ltée
103P-1057	Extrait du contrat de vente de Fortier Ltée à Guay inc., du 1er octobre 2004
103P-1058	Extrait d'un document du Fonds de solidarité de la FTQ sur la vente des actifs de Fortier Transfert Ltée à Guay inc.. – Scénario révisé le 15 septembre 2004
103P-1060.1	Écoute électronique 08-0078_11230 du 26 septembre 2008
103P-1060.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11230 du 26 septembre 2008
103P-1061	Reçu de Yannick Payette du 6 décembre 2004
105P-1062	Courriels de Guy Thériault, en liasse
105P-1063	Autorisation d'investissement du 5 novembre 2004 et sa modification du 10 février 2006 de SOLIM
105P-1064	Entente de partenariat du 7 juin 2005 - Investissement de 3M\$ en faveur de Hinon inc.. en partenariat avec le Groupe Shanuk inc..
105P-1065	Financement - crédit-relais de 400 000\$, 12 juillet 2005 entre SOLIM, Productions Tipi, Laurent Gaudreau et Denis Vinc.ent
105P-1066	Photographie de Denis Vinc.ent
105P-1067	Billets promissaires à SOLIM, juillet 2005 à novembre 2005

Cote	Pièce
105P-1068	Lettre de St-Louis Consulting du 26 septembre 2005 - Rapport sur les recettes et déboursés et demande du 3e déboursé du financement crédit relais - Dossier Productions Tipi inc..
105P-1069	Entente de partenariat modifiée du 16 mars 2006 - Investissement de 3M\$ en faveur de Hinon inc.. en partenariat avec le Groupe Shanuk inc..
105P-1070	Convention transitoire du 22 juillet 2007 et addendum du 31 octobre 2007 entre SOLIM, Productions Tipi, Groupe Shanuk et Hinon
105P-1071	Bail août 2007 et son addendum du 21 novembre 2007 entre la SÉPAC et Productions TIPI inc.. et Spectacles Circum-Polaires inc..
105P-1072	Contrat de financement entre Tipi-Hinon s.e.c. , Hinon inc., Le Groupe Shanuk inc., Productions Tipi inc.. et Spectacles Circum Polaires inc.. du 27 novembre 2007
105P-1073	Convention de mise sous écrou du 27 novembre 2007 entre Tipi-Hinon s.e.c. , Hinon inc., Productions Tipi inc.. et Gravel Bédard Vaillancourt Avocats
105P-1074	Courriel de Guy Gionet du 14 février 2008 - Projet Tipi
105P-1075	Mémo de SOLIM du 19 février 2008 - Projet TIPI
105P-1076.1	Écoute électronique 08-0469_02229 du 14 avril 2009
105P-1076.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_02229 du 14 avril 2009
106P-1077	Lettre d'intérêt de SOLIM du 19 juillet 2004 - Investissement éventuel - Projet Hinon
106P-1078	Lettre de Linda Simard du 9 août 2007 et chèque du 10 août 2007 - Productions TIPI inc..
106P-1079	Courriels des 11 et 13 février 2008 de Laurent Gaudreau, en liasse - rencontre jeudi le 21 février
106P-1080	Rapport de Mario Bourdon du 26 février 2008 - Projet Phénix / Site Chute Montmorency
106P-1081	Courriel de Denis Vinc.ent du 28 mars 2008 - Tipi
106P-1082	Courriel de Guy Thériault du 24 avril 2008 - Phénix
106P-1083	Avis juridique de M ^e Vaugeois du 26 août 2008 - Dossier Hinon
106P-1084.1	Écoute électronique 09-0096_00077 du 6 mai 2009
106P-1084.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0096_00077 du 6 mai 2009
106P-1085	Lettre d'engagement du 20 décembre 2006 pour le projet Phénix de Laurent Gaudreau et de Denis Vinc.ent

Cote	Pièce
105P-1086.1	Écoute électronique 08-0469 _01819 du 25 mars 2009
105P-1086.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469 _01819 du 25 mars 2009
105P-1087	Autorisation d'investissement du dossier Ville St-Pierre, 27 juin 2006
105P-1088	Mémo de Guy Gionet à Aubin d'Amours du 13 juillet 2006 - Ville St-Pierre
105P-1089	Convention de prêt entre SOLIMezz et 9170-4569 Québec inc.. le 11 août 2006
105P-1090	État de renseignements d'une personne morale au registraire des entreprises, soit Construction FTM inc..
105P-1091	État de renseignements d'une personne morale au registraire des entreprises, soit 9170-4569 Québec inc..
105P-1092	Proposition de règlement à Joseph Bertolo du 25 mai 2010 et projets de proposition du 18 mai 2010
105P-1093	État de renseignements d'une personne morale au registraire des entreprises, soit Construction Samara (6466966 Canada inc..)
105P-1094	Courriels d'Eugène Cirillo, Nicolas Dufresne et Bertolo de juin 2010, en liasse
105P-1095	État de renseignements d'une personne morale au registraire des entreprises, soit Groupe Samara inc..
105P-1096	Désinvestissement total du dossier Ville St-Pierre, décembre 2010
105P-1097	Articles de presse du 5 et 6 mars 2009
105P-1098	Autorisation d'investissement (SOLIM) du projet de développement Marina Brousseau - Saint-Sulpice, 16 avril 2004
105P-1099	Bilan social de la Marina Brousseau, 26 novembre 2004
105P-1100	Lettre de recommandation de Normand Bélanger à Guy Thériault du 30 juillet 2010
107P-1101	Lettre de Guy Gionet à Richard Gagnon du 12 décembre 2006 - Dossier Hinon (Salle de spectacle Phénix)
107P-1102	Lettre de Linda Simard du 9 août 2007 et chèque du 10 août 2007 - Productions Tipi inc.. - Amendée
107P-1103	Lettre de Guy Gionet à Richard Gagnon du 3 juillet 2008 - Dossier Hinon (Salle de spectacle)
107P-1104	Mise en demeure de Me Louis Demers du 4 août 2008
107P-1105	Avis juridique de Me Vaugeois du 26 août 2008 - Dossier Hinon
107P-1106	Entente entre SOLIM et la Caisse populaire Desjardins de Loretteville du 18 décembre 2008

Cote	Pièce
107P-1107	Relevés de compte de Productions Tipi inc.. de novembre et décembre 2008
108P-1108.1	Écoute électronique 08-0469_0267 du 17 janvier 2009
108P-1108.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_0267 du 17 janvier 2009
108P-1109.1	Écoute électronique 08-0469_0278 du 17 janvier 2009
108P-1109.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_0278 du 17 janvier 2009
108P-1110.1	Écoute électronique 08-0469_0300 du 20 janvier 2009
108P-1110.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_0300 du 20 janvier 2009
108P-1111.1	Écoute électronique 08-0469_0592 du 30 janvier 2009
108P-1111.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_0592 du 30 janvier 2009
108P-1112.1	Écoute électronique 08-0469_1023 du 17 février 2009
108P-1112.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1023 du 17 février 2009
108P-1113.1	Écoute électronique 08-0469_1048 du 18 février 2009
108P-1113.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1048 du 18 février 2009
108P-1114.1	Écoute électronique 08-0469_1128 du 20 février 2009
108P-1114.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1128 du 20 février 2009
108P-1115.1	Écoute électronique 08-0469_1286 du 3 mars 2009
108P-1115.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1286 du 3 mars 2009
108P-1116.1	Écoute électronique 08-0459_3425 du 17 mars 2009
108P-1116.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3425 du 17 mars 2009
108P-1117.1	Écoute électronique 08-0459_3429 du 17 mars 2009
108P-1117.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3429 du 17 mars 2009
108P-1118.1	Écoute électronique 08-0459_3438 du 18 mars 2009
108P-1118.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3438 du 18 mars 2009
108P-1119.1	Écoute électronique 08-0459_3744 du 24 mars 2009
108P-1119.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3744 du 24 mars 2009
108P-1120.1	Écoute électronique 08-0459_3746 du 24 mars 2009
108P-1120.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3746 du 24 mars 2009
108P-1121.1	Écoute électronique 08-0459_3792 du 25 mars 2009
108P-1121.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3792 du 25 mars 2009

Cote	Pièce
108P-1122.1	Écoute électronique 08-0459A_0187 du 25 mars 2009
108P-1122.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459A_0187 du 25 mars 2009
108P-1123.1	Écoute électronique 08-0459_4135 du 2 avril 2009
108P-1123.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4135 du 2 avril 2009
108P-1124.1	Écoute électronique 08-0469_2097 du 7 avril 2009
108P-1124.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2097 du 7 avril 2009
108P-1125.1	Écoute électronique 08-0469_2200 du 13 avril 2009
108P-1125.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2200 du 13 avril 2009
108P-1126.1	Écoute électronique 08-0469_2225 du 14 avril 2009
108P-1126.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2225 du 14 avril 2009
108P-1127.1	Écoute électronique 08-0469_2227 du 14 avril 2009
108P-1127.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2227 du 14 avril 2009
108P-1128	Article de <i>La Presse</i> du 14 avril 2009 - Relations avec le Fonds de solidarité : des affaires dignes d'Omerta
108P-1129.1	Écoute électronique 08-0469_2273 du 15 avril 2009
108P-1129.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2273 du 15 avril 2009
108P-1130.1	Écoute électronique 08-0469_2417 du 21 avril 2009
108P-1130.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2417 du 21 avril 2009
108P-1131.1	Écoute électronique 08-0459_4799 du 28 avril 2009
108P-1131.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4799 du 28 avril 2009
108P-1132.1	Écoute électronique 09-0093_0037 du 1er mai 2009
108P-1132.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_0037 du 1er mai 2009
108P-1133.1	Écoute électronique 09-0093_0132 du 2 mai 2009
108P-1133.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_0132 du 2 mai 2009
108P-1134.1	Écoute électronique 09-0093_0165 du 3 mai 2009
108P-1134.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_0165 du 3 mai 2009
108P-1135.1	Écoute électronique 09-0093_0185 du 4 mai 2009
108P-1135.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_0185 du 4 mai 2009
108P-1136.1	Écoute électronique 09-0093_0205 du 4 mai 2009

Cote	Pièce
108P-1136.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_0205 du 4 mai 2009
109P-1137	Tableau sur l'historique des entreprises reliées à Louis-Pierre Lafortune selon le Registre des entreprises du Québec
109P-1138.1	Enregistrement témoignage L-P Lafortune à la Cour Supérieure
109P-1138.2	Transcription de l'enregistrement du témoignage de Louis-Pierre Lafortune à la Cour Supérieure
109P-1140.1	Écoute électronique 08-0459_03532
109P-1140.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03532
109P-1141	Lot de fausses factures émises par Grues Moderne entre janvier 2003 et février 2004
109P-1142	Lot de fausses factures émises par Les Gestions A.J. entre octobre 2003 et novembre 2004
109P-1143	Lot de fausses factures émises par Ganotec entre août 2003 et février 2004
109P-1144.1	Écoute électronique 08-0078_00432
109P-1144.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_00432
109P-1145	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Louis-Pierre Lafortune aux partis politiques provinc.iaux
109P-1146.1	Écoute électronique 08-0078A_2129
109P-1146.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078A_2129
109P-1147	Photos de la perquisition chez Guay du 20 décembre 2008
109P-1148.1	Écoute électronique 08-0078_11194
109P-1148.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11194
109P-1149.1	Écoute électronique 08-0078_11916
109P-1149.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11916
109P-1150.1	Écoute électronique 08-0078_18292
109P-1150.1	Écoute électronique 08-0078_01523
109P-1150.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_18292
109P-1151.1	Écoute électronique 08-0078_14523
109P-1151.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_14523
109P-1152.1	Écoute électronique 08-0078_14670
109P-1152.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_14670

Cote	Pièce
110P-1153	Registre des entreprises pour la compagnie du Riche-Lieu (9097-5194 Québec inc..)
38P-1154	Analyse des comptes à recevoir par le Groupe Fortier au 16 décembre 2004
38P-1155	Demande d'ouverture d'un compte Avantage d'entreprise par DV Capital à la Banque Manuvie
38P-1156	Relevés de compte de DV Capital à la Banque Manuvie, juillet 2004 à janvier 2005
38P-1157	Relevé bancaire de DV Capital chez Banque Manuvie, du 30 novembre 2004
38P-1158	Tableau de la comptabilité faite à partir des relevés bancaire de DV Capital chez Banque Manuvie entre le 30 juin 2004 et le 4 janvier 2005
38P-1159	Tableau détaillé des dépôts effectués dans le compte de DV Capital liés à Fortier Transfert Ltée, du 30 juin au 4 janvier 2005
38P-1160	Exemple de dépôt de chèques des membres du Groupe Fortier dans le compte de DV Capital
38P-1161	Ordre d'échange de chèques et reddition de compte entre DV Capital et Trading Over the World, novembre 2004
38P-1162	Convention générale entre Trading Over the World et DV Capital
38P-1163	Avis de fermeture du compte de DV Capital à la Banque Manuvie, le 17 décembre 2004
111P-1164	Reçu de 200,000\$ signé par Raymonde Lefebvre du 29 novembre 2004
111P-1165	Chèques d'Hydro-Québec, décembre 2004
111P-1166	Chèque certifié émis par Solutions de Crédit Alternatif inc.. du 28 février 2008
109P-1167.1	Écoute électronique 08-0078_01523
109P-1167.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_01523
109P-1168.1	Écoute électronique 08-0078_03598
109P-1168.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_03598
109P-1169.1	Écoute électronique 08-0078_10283
109P-1169.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_10283
109P-1170.1	Écoute électronique 08-0356_00694
109P-1170.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0356_00694
109P-1171.1	Écoute électronique 08-0078_11178
109P-1171.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11178

Cote	Pièce
109P-1172.1	Écoute électronique 08-0078_11186
109P-1172.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11186
109P-1173.1	Écoute électronique 08-0078_11993
109P-1173.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_11993
109P-1174.1	Écoute électronique 08-0078_06240
109P-1174.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_06240
109P-1175.1	Écoute électronique 08-0078_01981
109P-1175.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_01981
109P-1176.1	Écoute électronique 08-0078_03654
109P-1176.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_03654
109P-1177.1	Écoute électronique 08-0078_03737
109P-1177.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_03737
109P-1178	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Jocelyne Therrien aux partis politiques provinciaux
109P-1179.1	Écoute électronique 08-0078_03787
109P-1179.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_03787
109P-1180.1	Écoute électronique 08-0078_04178
109P-1180.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_04178
109P-1181.1	Écoute électronique 08-0078_04393
109P-1181.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_04393
109P-1182.1	Écoute électronique 08-0078_00582
109P-1182.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_00582
109P-1183.1	Écoute électronique 08-0078-03113
109P-1183.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078-03113
109P-1184	Écoute électronique 08-0078-04371
109P-1185.1	Écoute électronique 08-0078-04888
109P-1185.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078-04888
109P-1186.1	Écoute électronique 08-0078A_01965
109P-1186.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078A_01965

Cote	Pièce
109P-1187.1	Écoute électronique 08-0078_14713
109P-1187.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_14713
109P-1188.1	Ecoute électronique 08-0078-16217
109P-1188.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078-16217
109P-1189.1	Ecoute électronique 09-0012—00556
109P-1189.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0012-00556
109P-1190	Chèque de Jean-Robert Pronovost du 20 novembre 2008
109P-1191.1	Écoute électronique 08-0078_03780
109P-1191.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078_03780
109P-1192.1	Ecoute électronique 08-0078-04899
109P-1192.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0078-04899
109P-1193	Cour Suprême du Canada - Payette contre Guay inc.. du 12-09-2013
109P-1194	Détail des fiches d'un lot de chèques reçus - financement AB pour le Parti Québécois 14-10-2005
109P-1195	Cour Supérieure Guay inc.. contre Payette - Dossier 200-17-012946-109 du 8 juin 2010
109P-1196	Honoraires facturés à Solution de Crédit Alternatif du 31 juillet 2006 – Acquisition de participation dans L.M. Sauvé
109P-1197	Honoraires facturés à L.M. Sauvé le 24 août et le 18 septembre 2006 – Acquisition de Maçonnerie Demers inc.
109P-1198	Article de la SRC Est du Québec du 3 juin 2008 - Élan en faveur d'AAER
109P-1199	Article de Cyberpresse du 17 juin 2008 - Investissements industriels éoliens - offensive de la Haute-Gaspésie
109P-1200	Article de la SRC Est du Québec du 15 octobre 2008 - Pascal Bérubé passe à l'attaque
112P-1201.1	Écoute électronique 08-0469_2083 du 6 avril 2009
112P-1201.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2083 du 6 avril 2009
112P-1202.1	Écoute électronique 08-0469_1998 du 1er avril 2009
112P-1202.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1998 du 1er avril 2009
112P-1203.1	Écoute électronique 08-0469_2452 du 22 avril 2009
112P-1203.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2452 du 22 avril 2009

Cote	Pièce
112P-1204	Analyse des registres téléphoniques de Guy Gionet et de Marcel Melançon
112P-1205.1	Écoute électronique 08-0469_290 du 19 janvier 2009
112P-1205.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_290 du 19 janvier 2009
112P-1206.1	Écoute électronique 08-0469_734 du 5 février 2009
112P-1206.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_734 du 5 février 2009
112P-1207.1	Écoute électronique 08-0469_692 du 4 février 2009
112P-1207.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_692 du 4 février 2009
112P-1208.1	Écoute électronique 08-0469_2056 du 3 avril 2009
112P-1208.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2056 du 3 avril 2009
112P-1209.1	Écoute électronique 08-0469_2153 du 9 avril 2009
112P-1209.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2153 du 9 avril 2009
112P-1210.1	Écoute électronique 08-0469_2149 du 8 avril 2009
112P-1210.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2149 du 8 avril 2009
112P-1211.1	Écoute électronique 08-0469_2639 du 28 avril 2009
112P-1211.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2639 du 28 avril 2009
112P-1212	Désinvestissement total Marina Brousseau du 14 décembre 2007
112P-1213	Autorisation d'investissement pour l'agrandissement de la Marina Brousseau de SOLIM II le 28 mars 2008
112P-1214	Désinvestissement total de la Marina St-Sulpice (Brousseau) par le Fond de Solidarité FTQ du 11 novembre 2011
112P-1215	Autorisation d'investissement du Club Med aux Bahamas par Fondim du 28 août 2008
112P-1216.1	Écoute électronique 08-0469_1732 du 20 mars 2009
112P-1216.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_1732 du 20 mars 2009
112P-1217.1	Écoute électronique 08-0469_2046 du 3 avril 2009
112P-1217.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2046 du 3 avril 2009
112P-1218	Plumitif de Ronald Beaulieu
112P-1219	Entente de prêt participatif entre SEC les Immeubles Beaubert et SEC SOLIM du 28 août 2003
112P-1220	Autorisation d'investissement de la Galerie des Îles de Port-Cartier par SOLIM II du 12 septembre 2003

Cote	Pièce
112P-1221.1	Écoute électronique 08-0081_891 du 24 avril 2008
112P-1221.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_0891 du 24 avril 2008
112P-1222.1	Écoute électronique 08-0081_1622 du 8 mai 2008
112P-1222.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1622 du 8 mai 2008
112P-1223	Autorisations d'investissement du dossier Pascal par SOLIM II du 13 juin 2008
112P-1224	Autorisations d'investissement du dossier Pascal par SOLIM II du 13 et 17 juin 2008 et du 20 février 2009
112P-1225	Autorisations d'investissement du dossier Pascal par SOLIM II du 13 et 17 juin 2008 et du 20 février 2009
112P-1226	Autorisation d'investissement d'un terrain à l'intersection des autoroutes 10 et 35 par SOLIM du 28 mars 2008
112P-1227	Convention de prêt entre SOLIMezz et 9124-6215 Québec inc.. du 9 septembre 2008
112P-1228	Acte d'hypothèque entre SEC SOLIMezz et 9124-6215 Québec inc. sur le bar de Ronald Beaulieu le 12 septembre 2008
112P-1229.1	Écoute électronique 09-0095_043 du 1er mai 2009
112P-1229.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0095_043 du 1er mai 2009.pdf
112P-1230	Désinvestissement d'un terrain à l'intersection des autoroutes 10 et 35 par le Fonds immobilier de solidarité FTQ du 15 octobre 2010
112P-1231	Rapport de vérification interne SOLIM I et SOLIM II de M. McDonald du 11 mai 2009
112P-1232	Lettre de référence de Guy Gionet par Yvon Bolduc du 18 juin 2010
112P-1233	Communiqué de presse du Fonds de solidarité FTQ du 12 mai 2009
112P-1234.1	Écoute électronique 09-0096_236 du 19 mai 2009
112P-1234.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0096_236 du 19 mai 2009.pdf
112P-1235	Autorisation d'investissement 10-35
112P-1236	Lettre d'intention Réno-Dépôt 23 janvier 2007
112P-1237	Lettre d'intention de Rio Can 12 février 2007
112P-1238	Lettre de Guy Gionet (SOLIM) 13 juin 2008
112P-1239	Procès-verbal d'audience 13 juin 2008
112P-1240	Acte de vente 20 juin 2008

Cote	Pièce
112P-1241	Plumitif du dossier 700-11-010539-080 (6513557 Canada inc..)
112P-1242	Plumitif du dossier 500-11-038383-101 (R. Beaulieu)
113P-1243	Communiqué de la FTQ-Construction du 23 mars 2010 annonçant le départ à la retraite de Jean Lavallée
113P-1244	REQ Aventure Joncas
113P-1245	Statuts et règlements de la FIPOE
113P-1246.1	Écoute électronique 09-0096_0188 du 14 mai 2009
113P-1246.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0096_0188 du 14 mai 2009
113P-1247	Photographie du voyage de février 2005 sur le Touch avec Joe Lombard, Tony Accurso et Jean Lavallée
113P-1248.1	Écoute électronique 08-0459A_0056 du 5 mars 2009
113P-1248.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459A_0056 du 5 mars 2009
113P-1249.1	Écoute électronique 08-0459_4319 su 17 avril 2009
113P-1249.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4319 su 17 avril 2009
113P-1250.1	Écoute électronique maison K Pereira avec J Lavallée 01-12-2009
113P-1250.2	Transcription de l'écoute électronique maison de Ken Pereira avec Jean Lavallée du 1er déc 2009
113P-1251	Article du journal <i>Le Devoir</i> du 31 octobre 2009 - Commission d'enquête-Le gouvernement Charest a un allié : la FTQ
113P-1252.1	Écoute électronique 08-0459_4548 du 20 avril 2009
113P-1252.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4548 du 20 avril 2009
113P-1253.1	Écoute électronique 08-0459_4790 du 28 avril 2009
113P-1253.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4790 du 28 avril 2009
113P-1254.1	Écoute électronique 09-0096_035 du 4 mai 2009
113P-1254.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0096_035 du 4 mai 2009
113P-1255.1	Écoute électronique 08-0459_02413 du 24 février 2009
113P-1255.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_02413 du 24 février 2009
113P-1256.1	Écoute électronique 09-0094_107 du 4 mai 2009
113P-1256.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0094_107 du 4 mai 2009
113P-1257.1	Écoute électronique 09-0092_0067 du 8 mai 2009

Cote	Pièce
113P-1257.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0092_0067 du 8 mai 2009
113P-1258.1	Écoute électronique 08-0459_1471 du 26 janvier 2009
113P-1258.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_1471 du 26 janvier 2009
113P-1259.1	Écoute électronique 08-0469_2647 du 28 avril 2009
113P-1259.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_2647 du 28 avril 2009
113P-1260.1	Écoute électronique 09-0090_0052 du 9 mai 2009
113P-1260.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0090_0052 du 9 mai 2009
113P-1261.1	Écoute électronique 08-0081_0153 du 8 avril 2008
113P-1261.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_0153 du 8 avril 2008
113P-1262.1	Écoute électronique 09-0092_0118 du 10 mai 2009
113P-1262.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0092_0118 du 10 mai 2009
113P-1263.1	Écoute électronique 09-0092_0119 du 10 mai 2009
113P-1263.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0092_0119 du 10 mai 2009
113P-1264.1	Écoute électronique 08-0459_3312 du 15 mars 2009
113P-1264.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3312 du 15 mars 2009
113P-1265.1	Écoute électronique 08-0459_4989 du 5 mai 2009
113P-1265.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4989 du 5 mai 2009
113P-1266.1	Écoute électronique 08-0081_6510 du 17 septembre 2008
113P-1266.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_6510 du 17 septembre 2008
113P-1267	Autorisation d'investissement de la SOLIM pour l'agrandissement de la Marina Brousseau - 28 mars 2008
113P-1268	Photographie au golf du 3 juillet 1999 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Henri Massé et Robert Abdallah
113P-1269	Photographies du voyage sur un bateau avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Louis Laberge et Yves Paré, en liasse
113P-1270	Photographie du voyage aux Bahamas de 2002 avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Robert Abdallah
113P-1271	Photographies du voyage de Noël 2002 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Robert Abdallah et Louis Bolduc, en liasse
113P-1272	Photographie du voyage aux Bahamas de 2003 avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Robert Abdallah

Cote	Pièce
113P-1273	Photographies du voyage aux Barbades en janvier 2004 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Robert Abdallah et Louis Bolduc, en liasse
113P-1274	Photographies du voyage sur le <i>Touch</i> de décembre 2004-janvier 2005 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Robert Abdallah et Louis Bolduc, en liasse
113P-1275	Relevé des appels téléphoniques de Jean Lavallée du mois d'avril 2005
113P-1276	Photographies du voyage sur le <i>Touch</i> de octobre 2005 à St-Marteen avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Pierre Morin et Louis Bolduc, en liasse
113P-1277	Photographies du voyage sur le <i>Touch</i> de novembre 2005 à St-Marteen avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Eddy Brandonne, en liasse
113P-1278	Photographies du voyage à Maui d'avril 2006 avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Louis Bolduc, en liasse
113P-1279	Photographies du voyage à Valley Forge en juin 2006 avec Jean Lavallée et Tony Accurso, en liasse
113P-1280	Photographies du voyage dans le Sud à Noël 2006 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Marco Accurso, Louis Bolduc et Robert Abdallah, en liasse
113P-1281	Photographies du voyage en Allemagne de octobre 2007 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Louis Bolduc, Rénald Grondin et Eddy Brandonne, en liasse
113P-1282	Photographies du voyage de décembre 2007-janvier 2008 avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Eddy Brandonne, en liasse
113P-1283	Photographies du voyage sur le <i>Touch</i> de février 2008 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Louis Bolduc et Bernard Girard, en liasse
113P-1284	Photographies du voyage sur le <i>Touch</i> de août 2008 avec Jean Lavallée, Tony Accurso, Normand Trudel et Richard Marcotte, en liasse
113P-1285	Relevé des appels téléphoniques de Jean Lavallée du mois d'août 2008
113P-1286	Photographies du voyage en Allemagne d'octobre 2008 avec Jean Lavallée, Tony Accurso et Normand Trudel, en liasse
113P-1287	Tableau croisement voyages Tony Accurso et certains membres de la FTQ, de la FTQ-Construction et d'autres sujets d'intérêt de la CEIC
113P-1288	Photographies du mariage de la fille de Tony Accurso avec Jean Lavallée, Henri Massé, Louis Bolduc, Richard Marion et Robert Abdallah, en liasse
113P-1289	En liasse photos du voyage à pêche à Rapid Lake en 2003 avec Lavallée, Bolduc, H.Massé et N.Massé
113P-1290	Analyse des registres téléphoniques de Jean Lavallée et de Tony Accurso
113P-1291.1	Écoute électronique 09-0094_019 du 1er mai 2009

Cote	Pièce
113P-1291.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0094_019 du 1er mai 2009
113P-1292	Liste des projets de Tony Accurso à la SOLIM
113P-1293.1	Écoute électronique 08-0459_2918 du 9 mars 2009
113P-1293.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2918 du 9 mars 2009
113P-1294	Registre des entreprises du Québec - Gastier Projets inc..
113P-1295	Documents concernant le dossier Bionest Kodiak inc., en liasse
113P-1296	Photographies prises lors de l'anniversaire de Denis Vinc.ent, en liasse
113P-1297	Photographies du séjour à une pourvoirie en juillet 2007 avec Jean Lavallée, Denis Vinc.ent et Jean-Marc Baronet, en liasse
113P-1298	Structure de partenariat concernant le 300 Saint-Paul
113P-1299	Organigramme corporatif 300 Saint-Paul
113P-1300	Contrat de vente et documents relatifs à l'acquisition du terrain situé au 300 Saint-Paul, en liasse
113P-1301	Documents relatifs au rachat des parts de Développement immobilier BVD dans le 300 Saint-Paul, en liasse
113P-1302	Convention de développement du 300 Saint-Paul du 11 septembre 2008
113P-1303	Documents relatifs à l'embauche de professionnels pour le projet du 300 Saint-Paul, en liasse
113P-1304.1	Écoute électronique 09-0094_114 du 4 mai 2009
113P-1304.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0094_114 du 4 mai 2009
113P-1305	Tableau de suivi des placements de la FIPOE de 1995 à 2012
113P-1306.1	Écoute électronique 08-0459_1519 du 28 janvier 2009
113P-1306.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_1519 du 28 janvier 2009
113P-1307	Rapport financier de la FIPOE du 31 décembre 2008
113P-1308	Rapport financier de la FIPOE du 31 décembre 2009
113P-1309	Assemblée du conseil exécutif de la FIPOE du 10 septembre 2012
113P-1310	Page 1 du tableau des entités - FIPOE DP 3901
113P-1311	Graphiques de progression des finances de la FIPOE en liasse
113P-1312	Prix d'une chambre à la pourvoirie Aventure Joncas
113P-1313	Procès-verbal du conseil exécutif de la FIPOE du 21 février 2003

Cote	Pièce
113P-1314	Procès-verbal du conseil exécutif de la FIPOE du 28 mai 2003
113P-1315	Procès-verbal du conseil exécutif de la FIOPE du 18 février 2005
113P-1316	Note des vérificateurs reliés à Aventure Joncas
113P-1317	Tableau des prêts accordés par la FIPOE à la société Aventure Joncas entre 2003 et 2011
113P-1318	Photos en liasse du séjour à la Pourvoirie Joncas
113P-1319	Registre des entreprises du Québec de 9129-1039 Québec inc.. ou Gestion JMP
113P-1320	Communiqué de la FTQ-Construction au sujet de la construction de la nouvelle tour du Complexe FTQ
113P-1321	Plausibilité de rendement du 6650 Couture pour la FIPOE
113P-1322	Tableau de suivi des prêts accordés par la FIPOE à 9129-1039 Québec inc.. pour le projet de condos du 6650 Couture
113P-1323	Tableau suivi ventes unités 6650 Couture et dépôts des sociétés de Raynald Desjardins à la FIPOE
113P-1324.1	Écoute électronique 08-0081_1228 du 1er mai 2008
113P-1324.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_1228 du 1er mai 2008
113P-1325	Lettres du 1 ^{er} et 7 novembre 2011 provenant de Desj & Co et de Groupe Samara en lien avec les condos du 6650 boulevard Couture, en liasse
113P-1326	En liasse, chèques de remboursement des 24 et 30 novembre 2011 de la FIPOE à Desj & Co et Groupe Samara
113P-1327.1	Écoute électronique 08-0459_2931 du 9 mars 2009
113P-1327.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2931 du 9 mars 2009
113P-1328	Tableau des contributions politiques de Jean Lavallée et de sa conjointe depuis 1996
113P-1329	Capital BLF confirme la clôture d'un placement privé 10 juillet 2008
113P-1330	Article <i>Le Devoir</i> Enquête publique Marois veut ratisser large 21 octobre 2009
113P-1331	Delagrave, Louis - Étude comparative relations dju travail dans construction (Canada) Mars 2006
113P-1332	57 ^e congrès de l'ACRGTO, président, perspectives, nouveaux membres, 2001-2002
114P-1333.1	Écoute électronique 08-0459_4560 du 20 avril 2009
114P-1333.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_4560 du 20 avril 2009

Cote	Pièce
114P-1334.1	Écoute électronique 08-0459_2124 du 17 février 2009
114P-1334.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2124 du 17 février 2009
114P-1335.1	Écoute électronique 08-0459_2723 du 5 mars 2009
114P-1335.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2723 du 5 mars 2009
114P-1336.1	Écoute électronique 08-0459_2796 du 5 mars 2009
114P-1336.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2796 du 5 mars 2009
114P-1337.1	Écoute électronique 08-0459_2177 du 17 février 2009
114P-1337.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2177 du 17 février 2009
114P-1338	Affidavit de Bernard Girard, 20 octobre 2010
114P-1339.1	Écoute électronique 08-0459_2314 du 20 février 2009
114P-1339.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2314 du 20 février 2009
114P-1340.1	Messages laissés dans la boîte vocale de M. Arsenault par K. Pereira le 13 avril 2010
114P-1340.2	Msgs laissés boîte vocale de M. Arsenault par K. Pereira le 13 avril 2010
114P-1341.1	Message laissé dans la boîte vocale de M. Arsenault par K. Pereira le 16 avril 2010
114P-1341.2	Msg laissé boîte vocale de M. Arsenault par K. Pereira le 16 avril 2010
114P-1342.1	Écoute électronique 08-0459_477 du 19 décembre 2008
114P-1342.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_477 du 19 décembre 2008
114P-1343.1	Écoute électronique 08-0459_03267 du 14 mars 2009
114P-1343.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03267 du 14 mars 2009
114P-1344.1	Écoute électronique 08-0459_204 du 8 décembre 2008
114P-1344.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_204 du 8 décembre 2008
114P-1345.1	Écoute électronique 08-0459_3338 du 16 mars 2009
114P-1345.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3338 du 16 mars 2009
114P-1346.1	Écoute électronique 08-0459_3316 du 15 mars 2009
114P-1346.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3316 du 15 mars 2009
114P-1347.1	Écoute électronique 08-0459_3072 du 11 mars 2009
114P-1347.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3072 du 11 mars 2009
114P-1348.1	Écoute électronique 08-0459_2129 du 17 février 2009

Cote	Pièce
114P-1348.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2129 du 17 février 2009
114P-1349.1	Écoute électronique 08-0459_2265 du 19 février 2009
114P-1349.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2265 du 19 février 2009
114P-1350.1	Écoute électronique 08-0459_3887 du 27 mars 2009
114P-1350.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3887 du 27 mars 2009
114P-1351.1	Écoute électronique 08-0459_887 du 8 janvier 2009
114P-1351.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_887 du 8 janvier 2009
114P-1352.1	Écoute électronique 08-0459_1001 du 12 janvier 2009
114P-1352.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_1001 du 12 janvier 2009
114P-1353.1	Écoute électronique 08-0459_1129 du 15 janvier 2009
114P-1353.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_1129 du 15 janvier 2009
114P-1354.1	Écoute électronique 08-0459_1313 du 21 janvier 2009
114P-1354.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_1313 du 21 janvier 2009
114P-1355.1	Écoute électronique 08-0459_298 du 10 décembre 2008
114P-1355.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_298 du 10 décembre 2008
114P-1356.1	Écoute électronique 08-0459_327 du 10 décembre 2008
114P-1356.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_327 du 10 décembre 2008
114P-1357.1	Écoute électronique 08-0459_2435 du 25 février 2009
114P-1357.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2435 du 25 février 2009
114P-1358.1	Écoute électronique 08-0459_2500 du 26 février 2009
114P-1358.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2500 du 26 février 2009
114P-1359.1	Écoute électronique 08-0459_2219 du 19 février 2009
114P-1359.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2219 du 19 février 2009
114P-1360.1	Écoute électronique 08-0459_2082 du 15 février 2009
114P-1360.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_2082 du 15 février 2009
114P-1361.1	Écoute électronique 08-0459_04218 du 3 avril 2009
114P-1361.2	Écoute électronique 08-0459_04218 du 3 avril 2009 entre M Arsenault et Lapierre
114P-1362.1	Écoute électronique 08-0459_3724 du 24 mars 2009
114P-1362.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_3724 du 24 mars 2009

Cote	Pièce
114P-1363.1	Écoute électronique 08-0459_02370 du 23 février 2009
114P-1363.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_02370 du 23 février 2009
114P-1364.1	Écoute électronique 08-0459_02452 du 25 février 2009
114P-1364.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_02452 du 25 février 2009
114P-1365.1	Écoute électronique 08-0459_00875
114P-1365.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_00875
114P-1366	Radio-Canada (A. Gravel) - Michel Arsenault à nouveau sur la sellette, 3 novembre 2013
114P-1367	Répertoire quote-part fonds investissements effectués par fonds spécialisés, au coût (non vérifié) 30 nov 2009
114P-1368	Prospectus Capital BLF inc.. 17 mai 2007
114P-1369	Répertoire quote-part fonds investissements effectués par fonds spécialisés, au coût (non vérifié) 30 nov 2010
108P-1370	Présentation de Michel Comeau sur les chantiers de construction
108P-1371	Photo manifestation Romaine
108P-1372	Courriel d'Hydro-Québec du 17 février 2010 - RE: Avis d'affectation de Concassage TCG, en liasse
108P-1373	Lettre de F. Gilbert Itée du 1er décembre 2009 - Côte Nord La Romaine - Relation de travail intimidation
108P-1374	Lettre de F. Gilbert Itée du 3 décembre 2009 - Côte Nord La Romaine Intimidation
108P-1375.1	Écoute électronique 20110410 Arnold du 10 avril 2011
108P-1375.2	Transcription de l'écoute électronique 20110410 Arnold du 10 avril 2011
108P-1376.1	Écoute électronique 20061019 du 19 octobre 2006
108P-1376.2	Transcription de l'écoute électronique 20061019 du 19 octobre 2006
108P-1377.1	Écoute électronique 20070206 du 6 février 2007
108P-1377.2	Transcription de l'écoute électronique 20070206 du 6 février 2007
108P-1378.1	Écoute électronique 20070206 du 6 février 2007
108P-1378.2	Transcription de l'écoute électronique 20070206 du 6 février 2007
108P-1379.1	Écoute électronique 20070222 du 22 février 2007
108P-1379.2	Transcription de l'écoute électronique 20070222 du 22 février 2007
108P-1380.1	Écoute électronique 08-0482_00552 du 20 janvier 2009

Cote	Pièce
108P-1380.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_00552 du 20 janvier 2009
108P-1381.1	Écoute électronique 070222 du 22 février 2007
108P-1381.2	Transcription de l'écoute électronique 070222 du 22 février 2007
108P-1382	Règlement R-20, r.5 sur la délivrance certificats de competence au 1er février 2014
108P-1383	CCQ-Rapport sur l'opportunité de révision du règlement sur la formation professionnelle
108P-1384	Accréditation Paramex mars 1994, AM1002-4089, AM1002-4514 et AM2001-0440, en
108P-1385	Registre des entreprises du Québec - Entretien Paramex inc.
108P-1386	Commissaire de l'industrie de la construction / Décision N° 2867C Larivière du 31 janvier 2008
115P-1387	Constitution de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada
115P-1388	Constitution de l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs
115P-1389	Constitution de l'Association internationale des travailleurs en ponts, en fer structural, ornemental et d'armature
115P-1390	Constitution and Bylaws - International association of heat and frost insulators and allied workers
115P-1391	Constitution de la fraternité internationale des chaudronniers
115P-1392	Statuts et règlements de l'Association internationale des travailleurs de métal en feuille
115P-1393	Constitution de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité
115P-1394	Charte de solidarité et d'engagement Du conseil Provincial INTERNATIONAL construction
115P-1395	Présentation PPT de Paul Faulkner sur l'organisation de l'INTER au Québec (AFL-CIO)
116P-1396	Tirage Ganotec chantier Pétro-Canada 5 mars 2010
116P-1397	Courriel du 11 juillet 2008 de Daniel Bergeron à Serge Larouche - Fichier chiffre d'affaire
116P-1398	Bail de location d'un coffret de sûreté à la banque Nationale et historique des accès à partir du 10 juillet 2002

Cote	Pièce
116P-1399	Lettre entre Kiewit et Ganotec reconnaissant des paiements à Gérard Cyr du 1er juin 2007
116P-1400	Relevé de compte de banque de Serge Larouche en date du 17 décembre 2007
117P-1401.1	Écoute électronique 08-0482_00545 du 19 janvier 2009
117P-1401.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_00545 du 19 janvier 2009
117P-1402.1	Écoute électronique 08-0482_01165 du 14 mars 2009
117P-1402.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0482_01165 du 14 mars 2009
118P-1403	Photographies du chantier de Péribonka
118P-1404	Lettre Hydro-Québec du 18 juillet 2005 - Projet Péribonka-Relations de travail - CCQ - Syndicats
118P-1405	Lettre de Bauer du 28 octobre 2005 - Projet Péribonka-Relation de travail avec les syndicats de la construction
118P-1406	Vérification des certificats d'exemption pour salarié de l'entreprise Bauer fondations Canada inc. de 2005 à 2007
118P-1407	Lettre de Borden Ladner Gervais du 6 septembre 2013
118P-1408	Détails des problèmes créés par les syndicats à Bauer sur le chantier de Péribonka
118P-1409	Détails des coûts résultant des problèmes de relation de travail réclamés par Bauer sur le chantier de Péribonka
36P-1410	Réponse à l'engagement de Joe Borsellino 36E-14
109P-1411	En liasse, réponse aux engagements de Louis-Pierre Lafortune 109E-54 à 109E-61, incluant les engagements 54, 57, 60 et 61
120P-1412	Inter Journal décembre 2013 volume 8 numéro 2
120P-1413	Procès-verbal de la rencontre du 29 mars 2010 au bureau du Local 116
120P-1414	Journal Le 929 de l'INTER Janvier 2014 - Association Internationale des ouvriers plâtriers et cimentiers - applicateurs
121P-1415	Journal de chantier du projet de ponceau à Longue-Rive du 24 novembre 2005
121P-1416	Notes du surveillant de chantier du 24 novembre 2005
121P-1417	Lettre de Normand Pedneault du 14 décembre 2005 - Prolongation du délai d'exécution
121P-1418	Lettre de Roche du 15 décembre 2005 - Pont sous remblai - ruisseau Rouge/Demande de délai
121P-1419	Avenant au contrat du 19 décembre 2005 - Projet à Longue-Rive

Cote	Pièce
121P-1420	Bulletin Bâtir de la CCQ de septembre 2013 volume 43 numéro 5
121P-1421	Exemple d'un carnet de référence de travailleurs de la CCQ, de la FTQ-Construction et de la CSN-Construction, en liasse
122P-1422	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction
122P-1423	Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction
122P-1424	Règlement sur certaines exemptions à l'obligation d'être titulaire d'un certificat de compétence ou d'une exemption délivré par la Commission de la construction du Québec
122P-1425	Règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction
122P-1426	Règlement sur le choix d'une association représentative par les salariés de l'industrie de la construction
122P-1427	Règlement sur les halocarbures au 1er février 2014
122P-1428	Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction
122P-1429	Projet de loi 135 - Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction
122P-1430	Tableau de comparaison de la représentativité syndicale selon la région et l'association pour 2003-2006
122P-1431	Tableau de comparaison de la représentativité syndicale selon la région de placement et l'association pour 2006-2009
122P-1432	Tableau de comparaison de la représentativité syndicale selon la région de placement et l'association pour 2009-2012
122P-1433	Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction
122P-1434	Règlement sur le Service de référence de main-d'œuvre de l'industrie de la construction
122P-1435	Relevé d'emploi de Denis Jobin du 7 février 2012
122P-1436	Avis de l'Association internationale des travailleurs en ponts en fer structural et ornemental Local 711 du 31 janvier 2012
122P-1437	Avis de dépôt de plaintes à la Commission des normes du travail du 17 mai 2012

Cote	Pièce
122P-1438	Procédures Commission des normes du travail C. Association internationale des travailleurs en ponts, en fer structural et ornemental et d'armature, local 711 du 28 juin 2013
122P-1439	Avis d'audience - Denis Jobin c. Association internationale des travailleurs en ponts en fer structural et ornemental local 711, en liasse
122P-1440	Lettre de Gauthier Bédard avocats du 19 février 2014 - Mandat de correspondance
122P-1441	Cotisations syndicales des différentes associations à la CCQ
122P-1442	Représentativité syndicale des électriciens selon le maraudage de 2012 par région
123P-1443	Compte rendu de la rencontre du 15 décembre 2009 - Retour sur l'inc. ident du 25 novembre au chantier de la Romaine-2
123P-1444	Hydro-Québec, Politique-cadre en matière de harcèlement - Tolérance zéro 2009
123P-1445	Hydro-Québec, Clause sur les relations de travail aux chantiers - Politique Tolérance Zéro
123P-1446	Lettre du 19 avril 2010 de F. Gilbert à la CCQ - Arrêt de travail du 25 novembre 2009-inc. idences - Route d'accès principale de la Romaine reliant Havre St-Pierre ou site de la Romaine 2
123P-1447	Extrait de la transcription de l'audience des dossiers CRT CQ-2009-4841 et CQ-2009-6337 du 5 avril 2011, pages 631 à 661
124P-1448	Tableaux de comparaison des allégeances syndicales sur la Côte-Nord par corps de métiers entre 1997 et 2011, en liasse
124P-1449	Convocation à une réunion de planification des besoins en main-d'œuvre pour la période de novembre 2010 à avril 2011
124P-1450	Lettre de plainte de Patrick Daigneault, président de la CSD, à la CCQ du 4 novembre 2010
124P-1451	Communiqué de presse de l'Alliance syndicale du 17 août 2010
124P-1452	Rapport d'un employé de la compagnie de sécurité Garda du 18 août 2010
124P-1453	Plumitif du dossier de Cour 650-61-007941-127 en lien avec le dossier CCQ 08653-00-188
124P-1454	Déclaration de Bernard Gauthier à la CCQ datée du 17 juin 2011 – plainte 08653-00-242
124P-1455	Estimé des coûts engendrés par l'arrêt de travail du 1er juin 2011 – plainte 08653-00-242
124P-1456	Déclaration de Bernard Gauthier à la Sécurité Industrielle d'Hydro-Québec du 27 février 2013

Cote	Pièce
124P-1457.1	Enregistrement conversation téléphonique entre B. Gauthier et Sylvain Boissonneault
124P-1457.2	Transcription de l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Bernard Gauthier et Sylvain Boissonneault
124P-1458	Rapport de l'enquête sur le chantier de Toulnostouc, le 3 mars 2005
124P-1459.1	Écoute électronique 08-0459_02327 du 21 février 2009
124P-1459.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_7988 du 21 février 2009
124P-1460	Constats d'infraction et plunitifs en lien avec l'arrêt de travail du 25 novembre 2009 – plainte 08653-00-110, en liasse
124P-1461	Constat d'infraction daté du 31 mai 2010 et plunitif – plainte 08653-00-97, en liasse
124P-1462	Courriel du directeur du département de la construction chez FGL au président des Carrières Bob-Son daté du 18 août 2009 – plainte 08653-00-97
124P-1463	Lettre relatant les problèmes dans le dossier CCQ 08653-00-97 datée du 13 août 2009
124P-1464	Lettre du directeur de projet pour Neilson-EBC à l'administrateur de projets d'Hydro-Québec datée du 28 juin 2010
125P-1465	Formule de soumission pour le chantier de La Romaine 3 par Construction Couillard Ltée
125P-1466	Salaire par corps de métier lors du contrat de construction de la route d'accès principale La Romaine 3 pour Construction Couillard Ltée
125P-1467	Liste des heures payées aux employés de la Côte-Nord et hors région pour Construction Couillard Ltée
125P-1468	Liste des employés, par corps de métier, à embaucher pour le Local 791
125P-1469	Photographie de matériel endommagé du 7 février 2014
125P-1470	Extrait Clauses particulières sur le projet de la Romaine page 41 et 51- Appel de soumissions 14164453, en liasse
126P-1471	Extrait de la transcription de l'audience des dossiers CRT CQ-2009-4841 et CQ-2009-6337 du 5 avril 2011, pages 631 à 661
126P-1472	Feuille de calculs (marche à suivre pour fausse facturation)
126P-1473	Exemple de surfacturation avec présence d'une facture de complaisance
126P-1474	Exemple d'accommodation pure - Charpentier-menuiser Compagnon, détail du calcul

Cote	Pièce
126P-1475	Exemple, tableau détaillé du profit net dans un contexte d'hébergement de main-d'oeuvre
126P-1476	Exemple de feuilles de temps et talon de paie (paiements déclarés et non-déclarés)
126P-1477	Facture n° 1059 du 24 avril 2006
126P-1478	Présentation sur la description et les conséquences de la facturation de complaisance par Martin Cloutier
127P-1479	Tableau retrouvé chez Clément Desrochers identifiant les compagnies et les prête-noms
127P-1480	Organigramme sur les personnes impliquées dans le stratagème de fausse facturation
127P-1481.1	Écoute électronique 11-0164_00057 du 1er juin 2011
127P-1481.2	Transcription de l'écoute électronique 11-0164_00057 du 1er juin 2011
127P-1482.1	Écoute électronique 11-0164_00058 du 1er juin 2011
127P-1482.2	Transcription de l'écoute électronique 11-0164_00058 du 1er juin 2011
127P-1483.1	Écoute électronique 0164_00047 du 30 mai 2011
127P-1483.2	Transcription de l'écoute électronique 0164_00047 du 30 mai 2011
128P-1484	Présentation du projet Garrot par Jérôme Bédard de la Sureté du Québec
129P-1485	Tableau sur les coûts des tireur de joints de la CCQ en 2012
12P-1486	Profil de John Norman « Jonathan » Myette
12P-1487	Profil de Victor « Vito » Rizzuto
12P-1488.1	Écoute électronique 2002-11-05 15-13_1 du 5 novembre 2002
12P-1488.2	Transcription de l'écoute électronique 2002-11-05 15-13_1 du 5 novembre 2002
12P-1489.1	Écoute électronique 2002-11-29 09-41_1 du 29 novembre 2002
12P-1489.2	Transcription de l'écoute électronique 2002-11-29 09-41_1 du 29 novembre 2002
12P-1490	Profil de Michele Strizzi
12P-1491	Profil d'Antonio « Tony » Magi
12P-1492	Profil de Terry Pomerantz
12P-1493	Profil de Tony Renda
12P-1494	Profil de Michele « Mike » Argento
12P-1495.1	Écoute électronique 2003-01-15 14-58_1 du 15 janvier 2003

Cote	Pièce
12P-1495.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-01-15 14-58_1 du 15 janvier 2003
12P-1496.1	Écoute électronique 2003-01-17 11-13_1 du 17 janvier 2003
12P-1496.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-01-17 11-13_1 du 17 janvier 2003
12P-1497.1	Écoute électronique 2003-01-17 16-58_1 du 17 janvier 2003
12P-1497.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-01-17 16-58_1 du 17 janvier 2003
12P-1498.1	Écoute électronique 2003-02-03 15-41_1 du 3 février 2003
12P-1498.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-03 15-41_1 du 3 février 2003
12P-1499.1	Écoute électronique 2003-02-11 15-25_1 du 11 février 2003
12P-1499.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-11 15-25_1 du 11 février 2003
12P-1500.1	Écoute électronique 2003-02-11 16-09_1 du 11 février 2003
12P-1500.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-11 16-09_1 du 11 février 2003
12P-1501.1	Écoute électronique 2003-02-21 14-22_1 du 21 février 2003
12P-1501.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-21 14-22_1 du 21 février 2003
12P-1502.1	Écoute électronique 2003-02-28 17-07_1 du 28 février 2003
12P-1502.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-28 17-07_1 du 28 février 2003
12P-1503	Profil de Nicolo « Nick » Jr. Rizzuto
12P-1504.1	Écoute électronique 2003-03-24 10-24-20 00479_1 du 24 mars 2003
12P-1504.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-03-24 10-24-20 00479_1 du 24 mars 2003
12P-1505.1	Écoute électronique 2003-03-28 10-30-39 00155_1 du 28 mars 2003
12P-1505.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-03-28 10-30-39 00155_1 du 28 mars 2003
12P-1506.1	Écoute électronique 2003-07-23 11-31-34 04006_1 du 23 juillet 2003
12P-1506.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-07-23 11-31-34 04006_1 du 23 juillet 2003
12P-1507.1	Écoute électronique 2003-08-25 20-44-27 08549_1 du 25 août 2003
12P-1507.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-08-25 20-44-27 08549_1 du 25 août 2003
12P-1508.1	Écoute électronique 2003-11-12 13-50-00 05830_1 du 12 novembre 2003
12P-1508.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-11-12 13-50-00 05830_1 du 12 novembre 2003

Cote	Pièce
12P-1509.1	Écoute électronique 2004-04-19 16-31-27 09416_1 du 19 avril 2004
12P-1509.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-04-19 16-31-27 09416_1 du 19 avril 2004
12P-1510.1	Écoute électronique 2004-04-20 16-32-51 11677_1 du 20 avril 2004
12P-1510.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-04-20 16-32-51 11677_1 du 20 avril 2004
12P-1511.1	Écoute électronique 2004-05-11 15-53-54 12821_1 du 11 mai 2004
12P-1511.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-05-11 15-53-54 12821_1 du 11 mai 2004
12P-1512.1	Écoute électronique 2004-06-09 10-06-10 16382_1 du 9 juin 2004
12P-1512.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-06-09 10-06-10 16382_1 du 9 juin 2004
12P-1513.1	Écoute électronique 2004-08-17 08-51-49 24247_1 du 17 août 2004
12P-1513.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-08-17 08-51-49 24247_1 du 17 août 2004
12P-1514.1	Écoute électronique 2004-08-20 17-18-52 17959_1 du 20 août 2004
12P-1514.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-08-20 17-18-52 17959_1 du 20 août 2004
12P-1515.1	Écoute électronique 2004-09-22 17-03-00 27596_1 du 22 septembre 2004
12P-1515.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-09-22 17-03-00 27596_1 du 22 septembre 2004
12P-1516.1	Écoute électronique 2004-10-20 11-00-26 10937_1 du 20 octobre 2004
12P-1516.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-10-20 11-00-26 10937_1 du 20 octobre 2004
12P-1517.1	Écoute électronique 2004-12-29 16-35-18 03351_1 du 29 décembre 2004
12P-1517.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-12-29 16-35-18 03351_1 du 29 décembre 2004
12P-1518.1	Écoute électronique 2005-01-20 09-32-57 36157_1 du 20 janvier 2005
12P-1518.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-01-20 09-32-57 36157_1 du 20 janvier 2005
12P-1519.1	Écoute électronique 2005-05-05 10-31-01 10612_1 du 5 mai 2005
12P-1519.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-05-05 10-31-01 10612_1 du 5 mai 2005

Cote	Pièce
12P-1520.1	Écoute électronique 2005-08-22 13-54-22 41974_1 du 22 août 2005
12P-1520.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-08-22 13-54-22 41974_1 du 22 août 2005
12P-1521.1	Écoute électronique 2005-11-28 13-46-01 045769_1 du 28 novembre 2005
12P-1521.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-11-28 13-46-01 045769_1 du 28 novembre 2005
12P-1522	Achat condos - Contrat de vente du 31 décembre 2008
12P-1523.1	Écoute électronique 2003-03-26 18-18-16 00104_1 du 26 mars 2003
12P-1523.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-03-26 18-18-16 00104_1 du 26 mars 2003
12P-1524.1	Écoute électronique 2003-08-11 14-08-52 02190_1 du 11 août 2003
12P-1524.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-08-11 14-08-52 02190_1 du 11 août 2003
12P-1525.1	Écoute électronique 2003-10-28 15-38-12 03963_1 du 28 octobre 2003
12P-1525.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-10-28 15-38-12 03963_1 du 28 octobre 2003
12P-1526.1	Écoute électronique 2004-06-24 10-35-21 15391_1 du 24 juin 2004
12P-1526.2	Transcription de l'écoute électronique 2004-06-24 10-35-21 15391_1 du 24 juin 2004
12P-1527.1	Écoute électronique 2005-04-05 15-29-00 09254_1 du 5 avril 2005
12P-1527.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-04-05 15-29-00 09254_1 du 5 avril 2005
12P-1528.1	Écoute électronique 2005-05-03 12-54-01 10533_1 du 3 mai 2005
12P-1528.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-05-03 12-54-01 10533_1 du 3 mai 2005
12P-1529.1	Écoute électronique 2005-08-16 10-36-56 14162_1 du 16 août 2005
12P-1529.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-08-16 10-36-56 14162_1 du 16 août 2005
12P-1530.1	Écoute électronique 2003-05-29 00-39-28 00216_1 du 29 mai 2003
12P-1530.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 00-39-28 00216_1 du 29 mai 2003
12P-1531	Profil de Francesco « Frank » Arcadi

Cote	Pièce
12P-1532	Profil de Francesco Del Baso
12P-1533.1	Écoute électronique 2003-05-29 0101 1159_1 du 29 mai 2003
12P-1533.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 0101 1159_1 du 29 mai 2003
12P-1534.1	Écoute électronique 2003-05-29 01-27-15 01162 du 29 mai 2003
12P-1534.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 01-27-15 01162 du 29 mai 2003
12P-1535.1	Écoute électronique 2003-05-29 11-27-36 01645_1 du 29 mai 2003
12P-1535.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 11-27-36 01645_1 du 29 mai 2003
12P-1536.1	Écoute électronique 2003-05-29 11-33-17 01647_1 du 29 mai 2003
12P-1536.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 11-33-17 01647_1 du 29 mai 2003
12P-1537.1	Écoute électronique 2003-05-29 11-42-00 01650_1 du 29 mai 2003
12P-1537.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 11-42-00 01650_1 du 29 mai 2003
12P-1538.1	Écoute électronique 2003-05-29 11-50-54 01652_1 du 29 mai 2003
12P-1538.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 11-50-54 01652_1 du 29 mai 2003
12P-1539.1	Écoute électronique 2003-05-29 12-42-24 00227_1 du 29 mai 2003
12P-1539.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 12-42-24 00227_1 du 29 mai 2003
12P-1540.1	Écoute électronique 2003-05-29 15-22-37 01677_1 du 29 mai 2003
12P-1540.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 15-22-37 01677_1 du 29 mai 2003
12P-1541.1	Écoute électronique 2003-05-29 18-48-36 00252_1 du 29 mai 2003
12P-1541.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 18-48-36 00252_1 du 29 mai 2003
12P-1542.1	Écoute électronique 2003-05-29 18-58-36 01717_1 du 29 mai 2003
12P-1542.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 18-58-36 01717_1 du 29 mai 2003
12P-1543.1	Écoute électronique 2003-05-29 19-00-04 01718_1 du 29 mai 2003

Cote	Pièce
12P-1543.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 19-00-04 01718_1 du 29 mai 2003
12P-1544.1	Écoute électronique 2003-05-29 19-05-28 00257_1 du 29 mai 2003
12P-1544.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-05-29 19-05-28 00257_1 du 29 mai 2003
12P-1545.1	Écoute électronique 2003-06-01 15-23-00 00311_1 du 1 juin 2003
12P-1545.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-06-01 15-23-00 00311_1 du 1 juin 2003
12P-1546.1	Écoute électronique 2003-06-01 15-55-17 00313_1 du 1 juin 2003
12P-1546.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-06-01 15-55-17 00313_1 du 1 juin 2003
12P-1547.1	Écoute électronique 2003-02-15 17-24-43_1 du 15 février 2002
12P-1547.2	Transcription de l'écoute électronique 2003-02-15 17-24-43_1 du 15 février 2002
12P-1548.1	Écoute électronique 2005-08-15 08-41-45 14070_1 du 15 août 2005
12P-1548.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-08-15 08-41-45 14070_1 du 15 août 2005
12P-1549.1	Écoute électronique 2005-08-15 09-37-21 14078_1 du 15 août 2005
12P-1549.2	Transcription de l'écoute électronique 2005-08-15 09-37-21 14078_1 du 15 août 2005
12P-1550	Profil de Lorenzo Giordano
130P-1551	Cartographie des centrales d'enrobage au Québec
130P-1552	Présentation sur les travaux routiers du MTQ - Portrait du marché par Martin Comeau le 8 avril 2014
131P-1553	Portraits des adjudicataires lors de contrats de pavage et lors de contrat de construction de route octroyés par la direction territoriale de l'Estrée entre 1997 et 2002
131P-1554	Tableau sur les résultats de deux appels d'offres de pavage auxquels ont participé Sintra inc.. et Construction et Pavage Portneuf inc.. en 1999
131P-1555	Tableau sur la liste des contrats de construction de route et de pavage octroyés par appel d'offres par la direction territoriale de l'Estrée entre 1997 et 2002
131P-1556	Tableau sur les résultats d'appels d'offres des dossiers 8701-08-0630 et 8701-08-0639, octroyés par la direction territoriale de l'Ouest-de-la-Montérégie, pour la réfection d'une partie de l'autoroute 10 en 2008

Cote	Pièce
131P-1557	Tableau de distribution des contrats à prédominance «pavage» conclus de gré à gré aux tarifs du MTQ ou attribués par appel d'offres, par direction territoriale (1997-1998 à 2011-2012)
131P-1558	Contrats octroyés par le MTQ pour la réfection de la route 175, dans la direction territoriale de Capitale-Nationale et Saguenay–Lac-Saint-Jean (2005-2011)
131P-1559	Contrats octroyés par le MTQ pour la réfection de la route 175, dans la direction territoriale de Capitale-Nationale et Saguenay–Lac-Saint-Jean (2005-2011) - Contrats de pavage uniquement
131P-1560	Contrats octroyés par le MTQ pour la construction et la réfection de l'autoroute-73 ainsi que la route 173, dans la direction territoriale de Chaudière-Appalaches (2005-2011)
131P-1561	Données du Directeur général des élections du Québec concernant les dons faits par Normand Bédard et sa conjointe aux partis politiques provinciaux
131P-1562	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés Sintra et des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
132P-1563	Liste de nom des cadres et employés de construction DJL qui ont effectués des contributions politiques entre 1998 et 2011
132P-1564	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés de Construction DJL et des personnes résidant aux même adresses entre 1998 et 2011
132P-1565	Tableaux des contributions politiques municipales et provinciales effectuées par des cadres et employés de Construction DJL et des personnes résidant aux même adresses entre 1998 et 2011
132P-1566	Carte contrats de l'autoroute 10 - Emplacement des différentes centrales d'enrobé bitumineux de la direction territoriale de l'Est-de-la-Montérégie et de l'Ouest-de-la-Montérégie, en 2008
134P-1567	Localisation des centrales d'enrobé bitumineux de Pavages Maska inc..
134P-1568	Nombre et valeur des contrats obtenus auprès du ministère des Transports du Québec entre 1997 et 2012
134P-1569	Liste des soumissionnaires lors d'appel d'offres pour l'octroi de contrats de pavage dans la direction territoriale de l'Est-de-la-Montérégie entre 2004 et 2011
134P-1570	Carte des usines de pavage en Estrie 2003 et 2012
134P-1571	Résultat de l'appel d'offres pour le contrat 8701-08-0629 et du contrat tarifé 8701-08-0664 dans la direction territoriale de l'Ouest-de-la-Montérégie en 2008
134P-1572	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Serge DAUNAIS aux partis politiques provinciaux

Cote	Pièce
134P-1573	Tableau des noms des employés du Groupe Chagnon qui ont effectués des contributions politiques entre 1998 et 2011
134P-1574	Tableau et graphique des contributions politiques provinciales effectuées par des employés de Groupe Chagnon et des personnes résidant aux mêmes adresses entre 1998 et 2011
38P-1575	Rapport de vérification - Surveillance des contrats de construction en DT mandat no 221, novembre 2002
38P-1576	Rapport de vérification - Utilisation du système de gestion des chaussées dans les directions générales territoriales mandat n° 297, octobre 2004
38P-1577	Rapport de vérification - Examen des demandes de paiement relatives au contrat de réfection de l'autoroute 40, direction Est, entre le boulevard des Sources et l'Autoroute 520, mandat n° 314, octobre 2005
38P-1578	Vérification du processus d'acquisition et de gestion des contrats du MTQ - Contrat de services professionnels (Volet 1), Rapport final
38P-1579	Vérification du processus d'acquisition et de gestion des contrats du MTQ - Contrats de construction (Volet 2)
38P-1580	Rapport de vérification - Avenants aux contrats : Ouvrages imprévus et enrobé bitumineux à prix tarifés M-322, juin 2006
38P-1581	Vérification de suivi de la vérification du processus d'acquisition et de gestion des contrats présenté à Transport Québec, juillet 2008
38P-1582	Mandat de vérification n° 329 - Examen global du processus de gestion des chantiers de construction
38P-1583	Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2009-2010 Tome II, Chapitre 4 - MTQ : gestion de contrats présentant des situations à risque
38P-1584	Mandat de vérification portant sur l'exécution de chantiers de construction de structures, Rapport synthèse février 2011
38P-1585	Mandat de vérification n° 310C - Vérification de contrats avec dépassements de coûts de 10%, 19 octobre 2011
38P-1586	Présentation par Guy Desrosiers sur le MTQ - Rapport de vérification concernant la gestion contractuelle, avril 2014
38P-1587	Extrait du rapport annuel de gestion 2012-2013 du Ministère des Transports du Québec
38P-1588	Liste des entrepreneurs ou prestataires de services ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant
135P-1589	Documents concernant la croisière dans les Caraïbes en 2004, en liasse

Cote	Pièce
136P-1590	Article du Soleil du 27 janvier 2010 - Tassimco admet avoir truqué un appel d'offres de la Ville
136P-1591	Plumitif pénal du dossier 200-73-005617-066
136P-1592	Décision R. contre Electromega ltée, 25 mai 2010
136P-1593	Présentation par Jeannette Gauthier - Éclairage extérieur et supersignalisation
137P-1594	Notes manuscrites de Daniel Niding sur les contrats sortis entre septembre 2003 et avril 2004
137P-1595	Énumération des contrats remportés par Feralux et Métal en septembre 2003
137P-1596	Énumération des contrats remportés par Feralux et Métal entre janvier et avril 2004
137P-1597	Tableaux-bilan relatifs aux contrats sortis entre septembre 2003 et août 2004
137P-1598	Tableaux-bilan relatifs aux contrats sortis dans l'année 2007
137P-1599	Tableau des contrats remportés par Feralux et Métal Pole-Lite pour l'année 2004 et janvier 2005
139P-1600	Organigramme de la direction territoriale de l'Île-de-Montréal du MTQ en 2002
139P-1600.1	Organigramme de la direction territoriale de l'Île-de-Montréal du MTQ en 2002 (Amendée)
139P-1601	Analyse de la soumission Contrat no 5230-00-0906 lot 1 - Mesure de mitigation, réaménagement du rond-point l'Acadie, le 28 août 2001
139P-1602	Extraits de la directive du MTQ # 2.2.1, en liasse
139P-1603	Note du 28 août 2001 - Analyse de la soumission du lot 1 du rond-point Acadie avec l'augmentation de l'estimation
139P-1604	Télécopie d'une lettre de Paul-André Fournier à Liguori Hinse datée du 12 septembre 2001 - Contrat 5230-00-0906 Réaménagement du rond-point l'Acadie - Négociations avec le plus bas soumissionnaire
139P-1605	Contrats de construction - Instruction aux fournisseurs par le MTQ
139P-1606	Analyse de la soumission pour le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902 du 22 avril 2002
139P-1607	Note du 1 ^{er} mai 2002 sur la négociation du contrat avec l'entrepreneur
139P-1608	Autorisation ministérielle pour le lot 2 du rond-point l'Acadie signée le 13 mai 2002
139P-1609	Ajout à l'analyse de la soumission Contrat no 5230-02-0902 - Réaménagement du rond-point l'Acadie - lot 2 du 1er mai 2002

Cote	Pièce
139P-1610	Contrat entre le MTQ et Constructions Louisbourg Ltée pour le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902 et son annexe
139P-1611	Lettre du MTQ du 29 mai 2002 - Autorisation de débiter les travaux pour le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902
139P-1612	Compte rendu de la réunion de chantier no 1 pour le réaménagement du rond-point l'Acadie - Lot 2 du 8 mai 2002
139P-1613	Tableau de comparaison entre les prix unitaires moyen du MTQ, l'estimation unitaire et le prix unitaires soumissionnés pour le béton pour les différents lots du rond-point Acadie
139P-1614	Autorisation ministérielle pour les dépassements de coûts dans le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902 du 22 juillet 2005
139P-1615	Lettre du 19 mars 2003 - Projet de réaménagement du rond-point l'Acadie Lot 2, Supplément au contrat 5230-02-0902
139P-1616	Demande d'autorisation du 9 avril 2003 relative aux dépassements de coûts dans le lot 2 du rond-point l'Acadie # 5230-02-0902
139P-1617	Note de service de François Beaudry à Gilles Roussy du 31 juillet 2003 - Rapport final - Autorisation ministérielle (Supplément au contrat du rond-point l'Acadie lot 2)
139P-1618	Courriel du 31 octobre 2003 à Liguori Hinse - Rapports Acadie
139P-1619	Autorisation ministérielle pour les dépassements de coûts dans le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902 du 24 janvier 2004
139P-1620	Autorisation ministérielle pour les dépassements de coûts dans le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902 datée du 22 juillet 2005
139P-1621	Commentaire sur la soumission pour le lot 3 du rond-point Acadie #5230-02-0905
139P-1622	Addenda 8 concernant le lot 3 du rond-point Acadie #5230-02-0905
139P-1623	Bordereaux de soumission et estimé de l'item « Acier d'armature », en liasse
139P-1624	Bordereau des quantités et des prix pour le lot 3B Sortie St-Laurent du rond-point Acadie contrat # 5230-03-0907
139P-1625	Rapport de soumissions pour le lot 4 du rond-point Acadie, contrat #5230-03-0909
139P-1626	Échanges entre Claude Paquet et Henri Gilbert relatifs à des dépenses additionnelles dans le cadre du lot 4 du rond-point l'Acadie, # 5230-03-0909
139P-1627	Documents relatifs au comité de sélection formé pour le contrat 5200-99-FZ03
139P-1628	Documents relatifs au comité de sélection formé pour le contrat 8505-07-CC01

Cote	Pièce
140P-1629	Bureau du syndic de l'ordre des ingénieurs du Québec - Exposé des faits des dossiers SYN2008-022, SYN2012-143 et SYN2012-037, 12 mars 2014
140P-1630	Organigramme sommaire du dossier M80-98-05 au 8 mars 2014
140P-1631	Décompte progressif n° 2 pour la municipalité de Saint-Gilles du 18 novembre 2005
140P-1632	Analyse consolidée - Mouvements des flux monétaires
141P-1633	Documents relatifs au comité de sélection formé pour le contrat 8503-07-HE10
141P-1634	Comités de sélections du ministère des Transports du Québec sur lesquels Paul-André Fournier a siégé comme membre entre 1997 et 2011
141P-1635	Télécopie du 24 avril 2002 de Claude Paquet transmettant à Gilles Roussy l'analyse de la soumission pour le lot 2 du rond-point Acadie # 5230-02-0902
141P-1636	Extrait de recommandation de paiement du rond-point l'Acadie, 12 mai 2003
141P-1637	Note de Paul-André Fournier du 26 novembre 2003 - Analyse de François Beaudry, contrat 5230-02-0902
141P-1638	Trois chèques signé par Paul-André Fournier relativement aux voyages de chasse avec Marc Luissier entre 2007 et 2009
141P-1639	Photographies du voyage de chasse sur l'île d'Anticosti de Paul-André Fournier en 2007
141P-1640	Photographie du voyage de chasse sur l'île d'Anticosti de Paul-André Fournier en 2008
141P-1641	Liste des invités lors des voyages de chasse sur l'île d'Anticosti entre 2007 et 2009
141P-1642	Photographies du voyage de chasse sur l'île d'Anticosti de Paul-André Fournier en 2009
136P-1643	Réponse à l'engagement 136E-71 de Jeannette Gauthier au sujet des entrepreneurs dominants dans le marché de l'éclairage extérieur et de la surpignalisation
143P-1644	Liste manuscrite de 10 soumissions à Laval
143P-1645	Résultats de 10 soumissions de la Ville de Laval
143P-1646	Extrait d'un instrument technique 11-1 (2002), pages 1 et 6
145P-1647	Autorisation ministérielle du 14 août 2003 - Contribution accordée à la MRC Matawinie pour la construction d'une nouvelle route entre la route 125 à St-Donat et le chemin du Lac-Supérieur, Décret 788-2003
145P-1648	Rapport d'enquête sur une présumée coalition lors du dépôt de soumissions sur l'autoroute Décarie dans la DT de l'île de Montréal avec les annexes

Cote	Pièce
145P-1649	Rapport d'enquête sur une présumée coalition lors de l'attribution du contrat de l'échangeur l'Acadie dans la DT de l'Île de Montréal avec les annexes
146P-1650	Tableau des contrats octroyés à Dessau par la direction territoriale de l'île-de-Montréal en 2009-2010
146P-1651	Extraits du calepin de notes de Mario Tucotte du 28 août 2001 et du 8 novembre 2001
146P-1652	Tableau des contrats d'enrobé à tarifs non négociables octroyés à Entreprises Bourget dans la direction territoriale Laurentides-Lanaudière entre 1997 et 2011
146P-1653	Carte de localisation des usines d'enrobés dans la direction territoriale des Laurentides-Lanaudière en 2014
146P-1654	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 14 avril 2004 et du 3 mai 2004
146P-1655	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 28 et 31 août 2001
146P-1656	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 3 juillet 2001 et du 13 août 2001
146P-1657	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 2 octobre 2000
146P-1658	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 29 avril 2002
146P-1659	Tableau d'un appel d'offres pour travaux sur la route 148 à Mirabel - printemps 2004
146P-1660	Extraits du calepin de notes de Mario Turcotte du 28 février 2001
146P-1661	Extrait du calepin (rencontre) de Mario Turcotte du 29 janvier 2001 et du 5 février 2001
146P-1662	Le comité provisoire pour la route Saint-Donat-Tremblant (C.P.R.S.T.) - 11 mars 1998
146P-1663	Un village Quatre Étoiles - Saint-Donat, Lanaudière et le par du Mont-Tremblant - 17 mars 2000
146P-1664	Plan de transport de la région de Lanaudière - Décembre 2000
147P-1665	Cartes sur la répartition de la valeur des contrats d'enrobé bitumineux à tarif non négociable dans la direction territoriale de Capitale-Nationale de 2003 à 2007
147P-1666	Tableau de l'appel d'offres pour pavage sur la route 381 à Charlevoix - Annulé en juin 2008
149P-1667	Liste alphabétique des contributions de plus de 200\$ pour le Parti Québécois du 25 février 2000
149P-1668	Liste des cocktails de financement pour les années 1996 à 2001 (Réponse à l'engagement 149E-73)

Cote	Pièce
149P-1669	Carte du lien routier de St-Donat vers Lac-Supérieur
149P-1670	Article Le Maire de St-Donat veut donner le nom de Chevrette à une route jugée inutile La Presse du 21 juillet 2000 - St-Donat
149P-1671	Agenda - Semaine du 4 décembre au 10 décembre 2000
150P-1672	Les enrobés bitumineux dans les villes du caucus des cités régionales - rapport final de décembre 2011
151P-1673	Plan de localisation - Sites en exploitation région Québec-Centre des filiales de Maskimo Construction inc..
151P-1674	Carte des zones d'influence des usines d'enrobés du MTQ en Mauricie
151P-1675	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés de Maskimo Construction et des personnes résidant aux même adresses entre 1998 et 2011
151P-1676	Contributions politiques faites au Parti Libéral du Québec par des entreprises de pavage dans la région de la Mauricie entre 1998 et 2011 par les employés des entreprises suivantes ainsi que les personnes vivant sous le même toit
151P-1677	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Louis Marchand et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
151P-1678	Sollicitation de présence du Parti Québécois pour la soirée bénéfice du 16 avril 2010
151P-1679	Sollicitation de présence du Parti Québécois pour la soirée bénéfice du 14 avril 2012
151P-1680	Rayon de concurrence de Maskimo en Mauricie - Zone d'influence des usines d'enrobés
151P-1681	Lettre de Maskimo à Julie Boulet du 19 mai 2004 - Autoroute 40 (Félix-Leclerc) Deschambault-Grondines
151P-1682	Appels d'offres publics du MTQ en Mauricie pour un projet scindé en deux - Route 155 à La Tuque
151P-1683	Deux appels d'offres publics du MTQ en Montérégie auxquels Maskimo Construction a soumissionné en misant sur l'utilisation d'une usine d'asphalte mobile
151P-1684	Contrats de pavage du MTQ (Mauricie) attribués pour des routes de La Tuque en 2006 et 2007
151P-1685	Contrats de pavage du MTQ (Mauricie) attribués de gré à gré ou en appel d'offres sur invitation

Cote	Pièce
151P-1686	Tableau sur les contrats de pavage conclus de gré à gré aux tarifs du MTQ pour des travaux exécutés en Mauricie dans un rayon de 50 KM de l'usine d'asphalte de Maskimo située à Trois-Rivières octroyés dans un rayon de 50 km de l'usine de Maskimo
151P-1687	Courriel envoyé à Richard Dionne le 27 août 2010 - Rencontre de ce matin
151P-1688	appel d'offres public du MTQ en Montérégie concernant l'autoroute 15
151P-1689	Extrait du PV de l'assemblée du 17 juillet 2012 - Ville de La Tuque
151P-1690	Extrait du PV de l'assemblée du 1 ^{er} octobre 2012 - Ville de La Tuque
151P-1691	Contrats de gré à gré dans le domaine des enrobés Rapport DA-2013-060
151P-1692	Requête introductive d'instance pour jugement déclaratoire, mandamus, en nullité, dommages et intérêts, en injonction permanente et, subsidiairement, en indemnité pour dépossession forcée, 21 décembre 2012
151P-1693	Contrats en pavage par adjudicataires selon les différents modes d'adjudication pour la période 2009 à 2012 - Région de la Mauricie
152P-1694	Exemple de dessin pour section de chaînage
152P-1695	Contrat 5230-02-0907 - réclamation de l'entrepreneur Les Grands Travaux Soter inc.. étudiée par le consortium Genivar-Tecsult, 12 janvier 2005
154P-1696.1	Écoute électronique 08-0081_00345 du 12 avril 2008
154P-1696.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0081_00345 du 12 avril 2008
154P-1697	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés résidant en Mauricie de Construction DJL et Construction et pavage Continental, ainsi que des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
154P-1698	Extrait du Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2009-2010, tome II chapitre 4 - MTQ Gestion de contrats présentant des situations à risque (page 4-4)
154P-1699	Lettre de suivis du rapport du vérificateur général du sous-ministre le 18 novembre 2009
155P-1700	Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec, abrogée le 17 mars 2010
155P-1701	Appel de propositions du 16 octobre 2008 Volume I - Directives aux soumissionnaires
155P-1702	Dossier d'Affaires Initial du 20 novembre 2006 - Centre universitaire de santé McGill
155P-1703	Démonstration du concept de la Valeur Actuelle Nette (VAN) pour l'évaluation d'un projet en fin 2013

Cote	Pièce
155P-1704	Extraits du Dossier d'Affaires Final du 20 février 2011 - Centre universitaire de santé McGill
155P-1705	Communiqué no 5 du vérificateur général sur les PPP pour les CHU's du 18 novembre 2009
155P-1706	Décret 1006-2008 du 15 octobre 2008
155P-1707	Décret 1008-2009 du 16 septembre 2009
155P-1708	Déclaration des conflits d'intérêts et engagement de confidentialité de St. Clair Armitage du 15 mars 2010
155P-1709	Message from Dr Porter du 18 septembre 2009
155P-1710	Organigramme des sous-comités de 2009
155P-1711	Rapport du sous-comité sur la Fonctionnalité du 20 novembre 2009 - projet
155P-1712	Rapport du sous-comité sur l'architecture du 20 novembre 2009 - projet
155P-1713	Rapport final du sous-comité technique du 20 novembre 2009
155P-1714	Rapport du sous-comité sur le programme d'entretien 20 novembre 2009 - projet
155P-1715	Rapport final du sous-comité en gestion de projet du 20 novembre 2009
155P-1716	Rapport d'évaluation du comité finances du 28 mars 2010 - Appel de proposition du CUSM
155P-1717	Lettre de D ^r Arthur Porter à Monique Gagnon-Tremblay et D ^r Yves Bolduc du 8 décembre 2009 - Processus de sélection du partenaire pour le Campus Glen dans le cadre du Projet de redéploiement du Centre universitaire de santé McGill
155P-1718	Lettre du 25 novembre 2009 de Gabriel Sourdry à Dr Arthur Porter - Modification à la structure du soumissionnaire-Partenariat CUSM
155P-1719	Note au dossier CUSM/Projet PPP/Affaire PCUSM-AXIMA-Dalkia rédigée par Jean Pelletier le 2 décembre 2009
155P-1720	Note d'information de l'APPPQ du 21 décembre 2009 - Projet de modernisation du Centre universitaire de santé McGill
155P-1721	Courriel de Ève-Marie Le Fort du 2 décembre 2009 - État de la situation
155P-1722	Procès-verbal du C.A. du CUSM du 3 décembre 2009
155P-1723	Mise en demeure d'OHL-PCUSM du 4 décembre 2009
155P-1724	Note de service de Ève-Marie LE FORT du 2 décembre 2009
155P-1725	Lettre du 11 décembre 2009 de Normand Bergeron à Arthur Porter - Votre lettre du 8 décembre 2009

Cote	Pièce
155P-1726	Décret 22-2010 du 13 janvier 2010
155P-1727	Décret 74-2010 du 26 janvier 2010
155P-1728	Courriel du 26 janvier 2010 d'un représentant du CUSM à Miguel Fraile - [CUSM332] Avis aux soumissionnaires - prolongement du processus
155P-1729	Lettre de Arthur Porter à Normand Bergeron du 10 janvier 2010
155P-1730	Composition des sous-comités de sélection Hiver 2010
155P-1731	Présentation de Pierre Major du 27 octobre 2008 - Glen Campus - MUHC Redevelopment Project / Week 3-Urban Zoning and Integration
155P-1732	Demande de dérogation stationnement SNC du 15 mars 2010 - Projet de modernisation du Centre universitaire de Santé McGill
155P-1733	Règlement municipal 05-035 de la Ville Montréal du 25 mai 2009
155P-1734	Plan présenté par Daniel Arbour et Associés à l'OCPM le 11 mai 2005 - Projet d'intégration et de développement urbains du site Glen
155P-1735	Règlement 01-276 de la Ville de Montréal du 17 décembre 2001 - Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
155P-1736	Règlement 01-276 de la Ville de Montréal du 17 décembre 2001 - Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
155P-1737	CUSM - Comparaison des propositions de GISM / SNC - Construction hors terre
155P-1738	Proposition alternative de financement du stationnement du 11 novembre 2009
155P-1739	CUSM - Liste des paiements proposés par places de stationnement construites
155P-1740	Liste des paiements d'apport proposée par E&Y
155P-1741	Corporation de stationnement CUSM - Sommaire de la modélisation financière par E&Y du 16 juin 2010
155P-1742	Courriel du 20 mai 2010 de Pierre Lortie - RE: ParkingCo Model Audit
155P-1743	Structure ParkingCo du 15 février 2010 - Overall Contractual Structure
155P-1744	Impact du paiement d'apport sur les propositions déposées
155P-1745	Courriel du 25 mars 2010 de Pierre Lortie à St-Clair Armitage - RE: ParkingCo's equipment -- how financed
155P-1746	CUSM - Évolution des espaces de stationnement et paiement d'apport associé
155P-1747	CUSM - Palces de stationnement additionnelles - Coûts
155P-1748	Les documents reçus de CUSM relatifs aux places additionnelles, en liasse
155P-1749	CUSM - Coûts actualisés des autres extras

Cote	Pièce
155P-1750	Présentation sur le Centre universitaire de santé McGill, mai 2014
156P-1751	Documents contractuels Sierra Asset Management
156P-1752	Organigramme des transactions financières liant la firme SNC-Lavalin à des administrateurs du CUSM
156P-1753	Présentation du projet Lauréat de la SQ
157P-1754	Lettre de Charles Chebl à Gabriel Soudry du 10 décembre 2009 - GSM Annonce du soumissionnaire sélectionné
157P-1755	Lettre d'Arthur Porter à Éric Michaud du 25 février 2010 - Modification à la structure du soumissionnaire - Partenariat CUSM
158P-1756	Organigramme de PPPQ-CUSM du 13 septembre 2013
158P-1757	Lettre de Miguel Fraile à Gabriel Soudry 14 octobre 2009 - Campus Glen du centre universitaire de santé McGill Avis pour le remplacement d'un Participant
158P-1758	Courriel du 18 novembre 2009 - Analyse PWC de Dalkia
158P-1759	Lettre de St-Claire Armitage à Arthur Porter du 10 décembre 2009
158P-1760	Relevé des pointages notés et révisés par Soudry le 30 novembre 2009
158P-1761	Courriels du 9 décembre 2009 d'un représentant du CUSM à Charles Chebl et à Miguel Fraile - État de la situation/Avis de non-conformité, en liasse
158P-1762	Courriel du 11 décembre 2009 du représentant du CUSM - Correspondance 10 décembre 2009
158P-1763	Mise en demeure du 18 décembre 2009
158P-1764	Lettre du 26 janvier 2010 - Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus hospitalier du Centre universitaire de santé McGill situé sur le site Glen (le « Projet ») Groupe immobilier santé McGill - Annonce du Soumissionnaire sélectionné
158P-1765	Lettre du 27 janvier 2010 de Gabriel Soudry - Appel de propositions pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du nouveau campus hospitalier du Centre universitaire de santé McGill sur le site Glen (le « Projet ») - Groupe Immobilier Santé McGill
158P-1766	Lettre du 4 février 2010 à M Clermont Gignac - Autofinancement du stationnement et des espaces commerciaux et alternatives relatives au stationnement dans les soumissions pour le projet du CUSM au site Glen
159P-1767	Directive de Porter et Angus du 9 octobre 2009 - PPP Evaluation Process : Confidentiality and Impartiality
160P-1768	Courriel du 3 décembre 2009 de St-Clair Armitage à Miguel Fraile - Quittance et renonciation, en liasse

Cote	Pièce
160P-1769	Courriel du 25 janvier 2010 de Miguel Fraile et sa traduction, en liasse
161P-1770	Les croquis d'OHL-PCUSM
161P-1771	Croquis initial de SNC-GISM d'août 2009
161P-1772	Croquis modifiés de SNC-GISM joint à la lettre d'engagement du 19 novembre 2009
161P-1773	Croquis de la proposition finale de SNC-GISM le 15 mars 2010
162P-1774	Lettre d'engagement du 11 novembre 2009 et réponse du 19 novembre 2009 à la lettre d'engagement, en liasse
162P-1775	Projet de réponse à la lettre d'engagement du 11 novembre 2009
162P-1776	Notes manuscrites de Ben Aïssa de novembre 2009
163P-1777	Courriel du 9 juin 2009 d'André Côté - financement parti québécois rdl
163P-1778	Courriel du 19 juin 2009 de Steve Boulianne à André Côté - PQ
163P-1779	Courriel du 27 juillet 2009 d'André Côté - Enveloppe pour France Michaud
163P-1780	Notes manuscrites d'André Côté
163P-1781	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par André Côté aux partis politiques provinciaux
163P-1782	Liste des contributions par prête-noms de Groupe-conseil Roche
163P-1783	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés de Groupe-conseil Roche Ltée et des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
163P-1784	Courriel du 30 septembre 2008 d'André Côté - MAMR IMPORTANT
163P-1785	Courriel du 8 août 2008 d'André Côté - Il faut confirmer STP (Cocktail et Golf PLQ)
163P-1786	Courriel du 4 juin 2008 concernant le cocktail de Julie Boulet
163P-1787	Courriel du 16 avril 2009 d'André Côté - Activité bénéfice sous la présidence d'honneur de Michou
163P-1788	Courriel du 13 novembre 2007 d'André Côté - J. Charest
163P-1789	Lettre de demande de contribution du Parti libéral du Québec datée du 16 septembre 2009
163P-1790	Courriel du 23 septembre 2008 d'André Côté à Martin Lapointe - Tu fais quoi
163P-1791	Profil public de Pierre-Olivier Lussier
163P-1792	Courriel du 9 décembre 2008 entre Claude Lescelleur et Georges Mamelonet

Cote	Pièce
163P-1793	Courriel du 4 décembre 2008 entre André Côté, Marc-Yvan Côté et Henri Ouellet - Suivi Gaspé et I de M v/s campagne électorale
163P-1794	Courriel du 16 février 2009 de Claude Lescelleur à André Côté - Décaissement; Fond pour renouvellement des infs de Riv-au-Renard
163P-1795	Courriel du 26 mai 2009 d'André Côté - dossier GUEEEENIVAR !!!
163P-1796	Échange de courriels du 17 juillet 2008 entre André Côté et Martin Lapointe - Hockey
163P-1797	Courriel du 5 juin 2008 d'André Côté - Nouveau parti politique Labeaumme
163P-1798	Courriel du 16 mars 2009 d'André Côté - Cocktail Régis Labeaume
163P-1799	Organigrammes de la structure corporative chez Groupe-conseil Roche, 2003
164P-1800	Jugement Bernier c. Québec REJB 2001-26641 du 18 juin 2001
164P-1801	Jugement Bernier c. Québec (CA) 2007 QCCA 1003 du 12 juillet 2007
165P-1802	Rapport du Vérificateur général, Commissaire au développement durable, Hiver 2013 - Chapitre 4, Gestion de l'eau - Aide financière pour les infrastructures municipales
165P-1803	Liste des programmes avec volet eau de 1995 à 2014
165P-1804	Cadre de référence - Critères d'appréciation des projets du FIMR1 du 20 janvier 2006
165P-1805	Appréciation technique des projets FIMR1 2006-01
165P-1806	Bref historique des dispositions encadrant l'octroi d'une aide exceptionnelle par le Ministre dans le cadre du programme PIQM pour les volets «EAU»
165P-1807	Rapport du Vérificateur général 1995 - Chapitre 16, Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec et activité Infrastructures Québec
165P-1808	Rapport Commission de l'administration publique 3 juin 1997 - Premier rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics
165P-1809	Note au ministre du 11 novembre 2009 concernant la ville de Grande-Rivière
165P-1810	Dossiers ayant bénéficié d'une aide majorée par le ministre selon les règles et normes des programmes
165P-1811	Fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Dossier Shawinigan
165P-1812	Dossiers ayant fait l'objet d'une lettre d'intention
165P-1813	Dossiers d'aide financière pour lesquels il n'y a pas eu de recommandation de la part du chargé de projet
165P-1814	Dossier Île de la Grande-Entrée Partie 1 (industriel)

Cote	Pièce
165P-1815	Décret du Gouvernement du Qc no 878-2011 du 7 septembre 2011
165P-1816	Fiche de conformité normative et appréciation technique - Rivières-aux Renards
165P-1817	Fiche de conformité normative et appréciation technique - Maria, Rue des geais
165P-1818	Fiche de conformité normative et appréciation technique - Cap-aux-Meules-Fatima
165P-1819	Cinquième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, 17 décembre 1999
165P-1820	Rapport de l'assemblée nationale pour l'année 2002-2003, Tome Chapitre 6 - Suivi de vérifications de l'optimisation des ressources
165P-1821	Politique nationale de la ruralité 2007-2014
165P-1822	Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions, RLRQ, c A-6.01, r6
167P-1823	Fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Saint-Siméon
167P-1823a	Supplément au dossier St-Siméon (501312) - Courriels en liasse
167P-1824	Fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Maria (Normalisation des équipements d'approvisionnement en eau potable)
167P-1825	Fiche synthèse et fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Paspébiac
168P-1826	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Joseph Cristofaro et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
38P-1827	Données du DGEQ concernant les dons faits par Michèle Vadnais aux partis provinc.iaux
38P-1828	Données du DGEQ concernant les dons faits par Pierre Allaire aux partis provinc.iaux
38P-1829	Données du DGEQ concernant les dons faits par Jean-Guy Blanchette aux partis provinc.iaux
38P-1830	Données du DGEQ concernant les dons faits par Carol Vadnais aux partis provinc.iaux
169P-1831	Lettre de David Whissell du 11 février 2008 - Lettre d'appui aux projets d'infrastructures sportives
169P-1832	Estimation budgétaire no 1 par Dessau du 30 octobre 2008 - Ville de Saint- Sauveur-des-Monts, Complexe aquatique de la Vallée
169P-1833	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Michel Lagacé aux partis politiques provinc.iaux

Cote	Pièce
169P-1834	Lettre de Jean Beaulieu au MELS du 18 novembre 2008 et réponse du 24 novembre 2008, en liasse
170P-1835	Fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Saint-François-d'Assise
170P-1835a	Supplément au dossier Saint-François-d'Assise (501314) - Courriels en liasse
171P-1836	Contributions politiques provinciales effectuées par des associés/employés de CIMA+ et des personnes résidant aux mêmes adresses, 1998-2011
171P-1837	Données du Directeur général de élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Kasimir Olechnowicz et des membres de sa famille aux partis politiques provinc.iaux
171P-1838	Réclamations de la TPS-TVQ du 1 ^{er} avril 2001 au 30 août 2007
171P-1839	Extraits de l'agenda de Pierre Bibeau - Rencontres avec Olechnowicz
173P-1840	Échange de courriel d'octobre 2008 entre Ernest Murray et le témoin A - Activité Capitale Nationale
173P-1841	Courriels du 16 décembre 2008 entre le témoin A et Ernest Murray - Pis
173P-1842	Courriels du 22 et 23 février 2009 entre le témoin A et Ernest Murray - Suivi
173P-1843	Courriels du 27 mars 2009 entre le témoin A et Ernest Murray - Musée de Charlevoix et CEGEP
174P-1844	Documents transmis transmis à la Ville par Dessau projet de document d'appel d'offres du 23 octobre 2009
174P-1845	Document d'appel d'offres de St-Sauveur (ingénierie) du 2 mars 2010
174P-1846	Courriel de Côté à Lortie du 9 novembre 2005 - Cocktail 10 novembre 2005
174P-1847	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Christian Côté et les membres de sa famille aux partis politiques provinc.iaux
176P-1848	Extrait de l'agenda de Pierre Bibeau de septembre 2003 à mai 2014
176P-1849	Extrait de l'agenda de Pierre Bibeau - Codes
176P-1850	Courriel du Service juridique et Greffe de la Ville de Boisbriand du 10 juin 2014 et Règlement de zonage RV-753-210 (secteur GM)
176P-1851	Lettre du 23 juillet 2007 confirmant l'adoption du règlement et extraits de procès-verbal de l'adoption et de la modification du Règlement d'emprunt RV-1367-1, en liasse
176P-1852	Règlement sur la signature de certains documents du ministère des affaires municipales et des régions (2000)

Cote	Pièce
177P-1853	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Marc-Yvan Côté et les membres de sa famille aux partis politiques provinc.iaux
177P-1854	Certificat du solliciteur de Marc-Yvan Côté 2008-2009
177P-1855	Courriels du 3 et 4 septembre 2008 entre André Côté, France Michaud et Marc-Yvan Côté - Re: souper Nathalie
177P-1856	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Sam Hamad aux partis politiques provinc.iaux
178P-1857	Courriel de Jean-François Gauthier du 28 octobre 2004 – Cocktail du Premier Ministre
178P-1858	Courriel du 4 novembre 2003 – Re: Informations !!
178P-1859	Courriel du 18 novembre 2003 à Jean-Philippe Marois – Cocktail 17 nov + 26 nov Qc
178P-1860	Courriel de Marc-Yvan Côté du 2 février 2009 - Re: Brossard au MAMR
178P-1861	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Témoin A et sa conjointe aux partis politiques provinc.iaux
178P-1862	Courriel du 21 janvier 2009 et copie des chèques de contribution politique du témoin A du 9 avril 2008
178P-1863	Courriel du 6 décembre 2004 – TR: Approbation de commandites
178P-1864	Courriel de Pierre Lavoie du 7 avril 2004 – Politique provinciale et Municipale – « Confidentiel »
178P-1865	Courriel du 8 avril 2004 – Politique provinciale et municipale_Tableaux
178P-1866	Courriel de Pierre Lavoie du 19 avril 2004 – Politique provinciale et municipale
178P-1867	Courriel du 19 avril 2004 - RE: Politique provinciale et municipale
178P-1868	Extrait de l'agenda du Témoin A - 20 au 26 octobre et 16 au 22 septembre 1997
178P-1869	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés de BPR et des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
178P-1870	Courriel de Pierre Lavoie du 28 octobre 2004 – B.O.
178P-1871	Courriel du 19 décembre 2008 entre le témoin A et Gemini - Re: Voeux des Fêtes
178P-1872	Courriels du 16 et 28 janvier 2009 entre le témoin A et Gemini, en liasse
178P-1873	Courriel du 2 novembre 2008 entre le témoin A et Georges Mamelonet - Élections
178P-1874	Courriel du 19 décembre 2008 entre le témoin A et André Côté - Re: Suivi

Cote	Pièce
178P-1875	Courriels du 28 février et du 2 mars 2009 entre le témoin A et Georges Mamelonet, en liasse
178P-1876	Courriel du 30 mars 2009 entre le témoin A et André Côté - Re: Charlevoix
178P-1877	Courriel du 24 août 2009 - cocktail et souper du musée; 5 septembre
178P-1878	Courriel de Mario Martel du 23 septembre 2008 - Tr: Invitation de M.Yvon Careau au souper gastronomique présidé par Mme Pauline Marois
178P-1879	Courriel du 23 mars 2009 – Re: Déjeuner avec Jean-François Drolet
178P-1880	Courriel du 28 mai 2008 de Claude Lescelleur - RE: Plan intervention Murdochville; on l'a....
178P-1881	Courriel du 20 décembre 2006 entre le témoin A et Claude Lescelleur - RE: Lelievre
178P-1882	Courriel du 28 novembre 2005 à Marc-Yvan Côté – horaire jeudi îles
178P-1883	Courriel à Marc-Yvan Côté du 14 février 2006 – Proposition des Îles Subvention
178P-1884	Courriel de Benoit Savard du 6 juin 2006 - Re: Golf - lundi 12 juin
178P-1885	Extrait de l'agenda du Témoin A - du 16 au 22 septembre 1996
178P-1886	Fausse facturation entre Le Témoin A, Groupe-conseil Roche et Consultants FBG
178P-1887	Fausse facturation entre Le Témoin A, Groupe-conseil Roche et Kwatröe
178P-1888	Fausse facturation entre Le Témoin A, Groupe-conseil Roche et Noram
178P-1889	Plan rapproché sur le secteur de Cap-aux-Meules/Fatima de la carte des Îles de la Madeleine, 13-06-2014 - Annoté par le Témoin A sur le projet CAM-FAT
178P-1890	Courriels du 3 avril 2008 - RE: I de M
178P-1891	Courriel d'André Côté du 4 avril 2008 - RE: Iles
178P-1892	Courriel d'André Côté du 9 avril 2008 - RE: Urgent iles
178P-1893	Courriel d'André Côté à Joel Arseneau du 11 juillet 2008 - TR: Merci!
178P-1894	Courriel d'André Côté du 12 mars 2008 - RE: MTQ-iles
178P-1895	Échange de courriels des 12 et 13 mars 2008 - MTQ - îles
178P-1896	Échange de courriels des 16 et 17 avril 2008 - RE: Iles
178P-1897	Échange de courriels des 18 et 23 avril 2008 - RE: MAMR Cabinet CAM-Fat
178P-1898	Courriel de Richard Brosseau du 11 mai 2009 - GE
178P-1899	Échanges de courriels du 11 juin 2008 entre Le Témoin A, Claude Lescelleur et André Côté - Relance du club de Hockey à Gaspé

Cote	Pièce
178P-1900	Échange de courriels du 17 juillet 2008 entre André Côté et le témoin A - Re: Hockey
178P-1901	Courriel du 12 septembre 2008 d'André Côté - Re: Hockey Gaspé RCGT
178P-1902	Échange de courriels entre le 12 et 18 décembre 2008 - RE: Gaspé-St-Malo 19 au 21 mars
178P-1903	Échanges de courriels des 12 et 13 janvier 2009 – Re: Billets Hockey
178P-1904	Échange de courriels des 18 et 19 février 2009 - Saint-Malo - CICF
178P-1905	Courriel du 11 mai 2009 d'André Côté - Re: Eau potable Gaspé
178P-1906	Échanges de courriel entre le 12 et le 14 mai 2009 – RE: Eau potable Gaspé
178P-1907	Courriels du 4 et 8 juin 2009 entre le témoin A et Gaétan Lelièvre - RE: Note
178P-1908	Courriel du 7 janvier 2008 - RE: Cloridorme; Marc-Yvan Côté
178P-1909	Courriel du 20 juillet 2009 - souper avec Georges Mamelonet ce jeudi
178P-1910	Courriels des 13 et 14 mars 2008 – RE: Arthur Drolet ; BPR à Gaspé
178P-1911	Courriel du 8 janvier 2009 entre le témoin A, André Côté et Claude Lescelleur - RE: Genivar invité à déposer un prix à Cloridorme
178P-1912	Conseil général des associés de BPR du 9 mai 2003
178P-1913	Courriel du 16 décembre 2003 de Pierre Lavoie – TR: Rencontre développement d'affaires
178P-1914	Courriel du 17 août 2009 d'André Côté – Re: Hockey
178P-1915	Courriel du 27 avril 2009 - RE: St Pierre Les Becquets (Pluritec) et chèque du Témoin A, en liasse
178P-1916	Courriel du 10 octobre 2009 - RE: Suivi et chèque du Témoin A, en liasse
178P-1917	Courriel du 24 octobre 2005 - TR: confidentiel
178P-1918	Bilan final 2013 du plan d'action du Témoin A
178P-1919	Convention de services professionnels entre Roche et le Témoin A le 29 septembre 2005
178P-1920	Activité du 5 septembre 2009 avec le Premier ministre à l'Hôtel des Commandants à Gaspé
178P-1921	Lettres de promesse - Isle-aux-Coudres
179P-1922	Fiche de conformité normative et d'appréciation technique - Cloridorme
180P-1923	Tableaux (3) des dons recueillis par la circonscription électorale de Bonaventure entre 1998-2011

Cote	Pièce
180P-1924	Tableau sur les firmes d'ingénierie dans les dossiers ayant bénéficié d'une aide majorée du ministre pour une municipalité (2005-2009)
180P-1925	Tableau des régions administratives dans lesquelles des dossiers ont bénéficié d'une aide majorée par le ministre
180P-1926	Analyses des dossiers des comtés ayant bénéficié d'une aide majorée par le ministre selon les règles et normes des programmes
181P-1927	Recommandations à la Commission Charbonneau du juin 2014 par Robert Benoit
155P-1928	Note méthodologique - Présentation sur le financement sectoriel des partis politiques
155P-1929	Liste des codes de classification des activités économiques du Québec (CAEQ)
155P-1930	Présentation sur le financement politique sectoriel par Éric Desautels - juin 2014
182P-1931	Extraits des rapports financiers du DGE - représentants officiel (2007, 2008 et 2009)
183P-1932	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés du groupe SM et des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
183P-1933	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Ginette Boivin et son conjoint aux partis politiques provinciaux
183P-1934	Analyse des contributions par parti politique provincial (1997-2012)
184P-1935	Rapport de la Commission d'enquête par M ^e Jean Moisan du 12 juin 2006
184P-1936	Courriel de Guy Ouellette à Violette Trépanier du 14 août 2007 - Financement et personnel
184P-1937	Certificat du solliciteur de Marc-Yvan Côté du 23 janvier 2007
184P-1938	Certificat du solliciteur de Jean-Pierre Sauriol du 13 février 2009
184P-1939	Tableau des montants totaux recueillis par des contributions politiques des trois principaux partis politiques au Québec de 1996 à 2011
184P-1940	Liste des invités du cocktail dinatoire du 22 mai 2008
184P-1941	Échange de courriels du 14 avril 2008 relativement au refus de contribution
184P-1942	Courriel de Marc Bruneau à Violette Trépanier du 22 mai 2008 - JM Fournier
184P-1943	Manuel du représentant officiel d'un parti et d'une instance de parti de décembre 2002, incluant à l'appendice II le certificat du solliciteur
184P-1944	Guide d'un représentant officiel d'un parti et d'une instance de parti – Financement politique provincial

Cote	Pièce
184P-1945	Note confidentiel de Benoît Savard à Joel Gauthier
184P-1946	Formule de recrutement / financement de Dave Gagnon, carte n° 0575071
184P-1947	Chèque n° 264 de Dave Gagnon du 20 novembre 2008
184P-1948	Activité de financement de nathalie Normandeau au Louis Hébert le 9 octobre 2008
184P-1949	Échange de courriels entre Violette Trépanier et Robert Parent entre le 10 et le 11 décembre 2007 - Re: Dépassements
184P-1950	Liste des donateurs de plus de 200 \$ (page 129 de 175)
184P-1951	Documents du Cocktail des femmes du 19 mars 2008
184P-1952	Liste des transactions d'une activité - Louis-Hébert 2008
184P-1953	Rapport financement partis politiques 31 décembre 200
184P-1954	Document avec contributions des firmes de génie pour 2001 et 2002
184P-1955	Réunion des coordonateurs vendredi 8 décembre 2006
184P-1956	Directives pour contributions à la Campagne de financement du Parti libéral du Québec
184P-1957	Note à inc.lure aux lettres de sollicitation du PLQ par V. Trépanier
185P-1958.1	Écoute électronique 08-0459_03256 du 14 mars 2009
185P-1958.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03256 du 14 mars 2009
185P-1959.1	Écoute électronique 08-0469_00776 du 6 février 2009
185P-1959.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_00776 du 6 février 2009
185P-1960.1	Écoute électronique 08-0459_03598 du 21 mars 2009
185P-1960.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03598 du 21 mars 2009
185P-1961.1	Écoute électronique 08-0469_01535 du 12 mars 2009
185P-1961.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0469_01535 du 12 mars 2009
185P-1962.1	Écoute électronique 12-0300_00472 du 19 septembre 2012 à 16h44
185P-1962.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00472 du 19 septembre 2012 à 16h44
185P-1963.1	Écoute électronique 12-0300_00480 du 19 septembre 2012 à 16h55
185P-1963.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00480 du 19 septembre 2012 à 16h55
185P-1964.1	Écoute électronique 12-0300_00483 du 19 septembre 2012 à 16h59

Cote	Pièce
185P-1964.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00483 du 19 septembre 2012 à 16h59
185P-1965.1	Écoute électronique 12-0300_00489 du 19 septembre 2012 à 17h04
185P-1965.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00489 du 19 septembre 2012 à 17h04
185P-1966.1	Écoute électronique 12-0300_00523 du 19 septembre 2012 à 17h54
185P-1966.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00523 du 19 septembre 2012 à 17h54
185P-1967	Photo de Tony Accurso et Jean Charest
185P-1968	Contributions politiques provinciales effectuées par des employés d'entreprises liées à Antonio Accurso et des personnes résidant aux mêmes adresses (1998-2011)
185P-1969	Documents saisis lors de la perquisition au PLQ
185P-1970.1	Écoute électronique 08-0459_03581 du 20 mars 2009
185P-1970.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03581 du 20 mars 2009
185P-1971	Données du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Antonio Accurso et certains membres de sa famille aux partis politiques provinciaux
185P-1972.1	Écoute électronique 08-0459_03905 du 27 mars 2009
185P-1972.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03905 du 27 mars 2009
185P-1973.1	Écoute électronique 08-0459_04620 du 22 avril 2009
185P-1973.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_04620 du 22 avril 2009
185P-1974.1	Écoute électronique 08-0459_04183 du 3 avril 2009
185P-1974.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_04183 du 3 avril 2009
185P-1975.1	Écoute électronique 08-0459_03424 du 17 mars 2009
185P-1975.2	Transcription de l'écoute électronique 08-0459_03424 du 17 mars 2009
185P-1976	Photographies sur le Touch de février 2006, en liasse
185P-1977	Sommaire décisionnel de la Ville de Montréal - projet d'acte de vente Côte de Terrebonne
185P-1978	Proposition de partenariat Gestion D'actifs SOLIM & Constructions Louisbourg Ltée en date du 26 février 2007

Cote	Pièce
185P-1979	Mémo du 31 mars 2010 du FONDS immobilier de solidarité FTQ - argumentaire demande règlement - Marton
185P-1980	Mémo du 11 mars 2010 - dossiers immobiliers SOLIM - Marton
185P-1981.1	Écoute électronique 12-0300_04242 du 25 octobre 2012
185P-1981.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_04242 du 25 octobre 2012
185P-1982	Extrait de la convention d'achat et de vente du 9 août 2010
185P-1983	Transcription de l'écoute électronique 02077_1 du 31 janvier 2004
185P-1984	Transcription de l'écoute électronique 04762_1 du 27 novembre 2003
185P-1985.1	Écoute électronique 00017_1 du 17 octobre 2005
185P-1985.2	Transcription de l'écoute électronique 00017_1 du 17 octobre 2005
185P-1986.1	Écoute électronique 00018_1 du 18 octobre 2005
185P-1986.2	Transcription de l'écoute électronique 00018_1 du 18 octobre 2005
185P-1987.1	Écoute électronique 12-0300_00175 du 17 septembre 2012
185P-1987.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_00175 du 17 septembre 2012
185P-1988.1	Écoute électronique 12-0300_05286 du 2 novembre 2012
185P-1988.2	Transcription de l'écoute électronique 12-0300_05286 du 2 novembre 2012
185P-1989.1	Écoute électronique 09-0093_084 du 1er mai 2009
185P-1989.2	Transcription de l'écoute électronique 09-0093_084 du 1er mai 2009
185P-1990	Tableaux sur le montant des contrats publics obtenus par les entreprises du Groupe Accurso, en liasse
185P-1991	Schémas sur les entreprises du Groupe Accurso, en liasse
CEIC-P-1992	Lettre du 29 août 2014 du ministère du Conseil exécutif
186P-1993	Télécopie du 9 juin 1997 d'André Caillé à M. Guy Chevrette et lettre du 9 juin 1997 de Marie-José Nadeau à Marc A. Bibeau
187P-1994	Tableaux des contributions politiques provinciales effectuées par des employés de RSW et des personnes résidant aux mêmes adresses entre 1996 et 2011
187P-1995	Données de Directeur général des élections du Québec (DGEQ) concernant les dons faits par Georges P. Dick aux partis politiques provinciaux
188P-1996	Faire affaires avec Hydro-Québec
188P-1997	Code de conduite des fournisseurs d'Hydro-Québec
188P-1998	Lettre d'Hydro-Québec à Louisbourg SBC-Gastier du 18 septembre 2012

Cote	Pièce
188P-1999	Lettre d'Hydro-Québec Appel de propositions- Contrat d'excavation et bétonnage du 18 septembre 2012
188P-2000	Règlements généraux des chantiers de la Romaine - aménagement hydroélectrique de la Romaine
188P-2001	Présentation de Réal Laporte sur le processus d'acquisition de biens et services dans le cadre des projets - Hydro-Québec
189P-2004	Cas vécus (extraits de la présentation « Sensibilisation à l'éthique et à la fraude » - 2012
188P-2005	Lettre de l'ACRGQTQ à Réal Laporte du 28 septembre 2012
189P-2006	Hydro-Québec - Code de conduite - l'éthique au cœur de nos décisions
189P-2007	Présentation de Michel Forget sur la vérification interne à Hydro-Québec - Juricomptabilité
190P-2008	Rapport sur la mise en oeuvre de la réforme des lois électorales DGE-6449
190P-2009	Correspondances entre le DGE et Jean-Pierre Charbonneau le 8 et le 31 octobre 2002
190P-2010	Présentation du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) à la CEIC
191P-2011	Présentation de l'Unité Permanente Anticorruption (UPAC) à la CEIC de septembre 2014
191P-2012	Décret 178-2011 sur la nomination de Robert Lafrenière comme commissaire à la lutte contre la corruption le 16 mars 2011 et décret 501-2009 extrait du contrat d'engagement (article 4), en liasse
191P-2013	Organigramme 8 de l'UPAC en date du 9 juillet 2012
192P-2014	Présentation de l'UPAC - Direction de la prévention et des communications le 16 septembre 2014
192P-2015	La gestion des risques de corruption et de collusion dans l'octroi des contrats publics et le guide La gestion des risques de corruption et de collusion dans l'octroi des contrats publics
193P-2016	Loi sur le bâtiment chapitre B-1.1, au 1er juin 2014
193P-2017	Règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires, au 1er septembre 2014
193P-2018	Projet de loi 73 - Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction), 2009, chapitre 57
193P-2019	Projet de loi 35 - Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment, 2011, chapitre 35

Cote	Pièce
193P-2020	Projet de loi 1 - Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, 2012, chapitre 25
193P-2021	Formulaire de demande d'une licence d'entrepreneur - Personne morale
193P-2022	Organigramme de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ) du 26 août 2014
193P-2023	Tableau illustrant la composition du CA de la RBQ
193P-2024	Organigramme de la section Vice-présidence Enquêtes de la RBQ au 18 août 2014
193P-2025	RBQ - Responsabilités communes à tous les répondants
193P-2026	Statistiques détaillées relatives aux titulaires de licence d'entrepreneurs depuis 1996
193P-2027	Statistiques sur la mise en oeuvre des activités de resserrement, des motifs d'enquêtes administratives présentés et jugés, et détails des décisions rendues pas les Régisseurs (2010 à Aujourd'hui)
193P-2028	Tableaux des motifs d'enquêtes administratives présentés et jugés (2010 à Aujourd'hui)
193P-2029	Tableau des données relatives aux activités de vérification
193P-2030	Formulaire de mise à jour de la licence - Personne morale
193P-2031	Tableaux sur les statistiques relatives aux enquêtes
193P-2032	Tableau des augmentations aux montants des diverses amendes prévues à la loi
193P-2033	Présentation de la RBQ - Enquêteur, Lutter, Protéger (Vice-présidence Enquêtes) - septembre 2014
194P-2034	Loi sur les maîtres électriciens chapitre M-3 au 1er septembre 2014
194P-2035	Décret concernant une entente relative au mandat confié à la Corporation des maîtres électriciens du Québec eu égard à l'administration et à l'application de la Loi sur le bâtiment concernant la qualification professionnel de ses membres et les garanties financières exigibles de ceux-ci, Chapitre B-1.1 r. 4 - 1er septembre 2014
194P-2036	Règlement relatif au mandat confié à la Corporation des maîtres électriciens du Québec et à la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, chapitre B-1.1, r. 7 - 1er septembre 2014
194P-2037	Règlement sur l'admission des membres de la Règlement relatif au mandat confié à la Corporation des maîtres électriciens du Québec, Chapitre M-3, r. 1 - 1er septembre 2014 chapitre M-3, r. 1
194P-2038	Règlement sur les comités de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, Chapitre M-3, r. 2 - 1 ^{er} septembre 2014

Cote	Pièce
194P-2039	Règlement sur la discipline des membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, chapitre M-3, r. 3 - 1 ^{er} septembre 2014
194P-2040	Règlement sur la régie interne de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, chapitre M-3, r. 4 - 1 ^{er} septembre 2014
194P-2041	Règlement sur les sections de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, chapitre M-3, r. 5 - 1 ^{er} septembre 2014
194P-2042	Statistiques relatives à la qualification professionnelle de la Corporation des maîtres électriciens du Québec depuis 2001
194P-2043	Schéma du cheminement d'un dossier disciplinaire à la CMEQ
194P-2044	Statistiques - nombre de plaintes (2006-2014)
194P-2045	Statistiques du comité de discipline (2006-2013)
194P-2046	Présentation de la CMEQ à la CEIC le 17 septembre 2014
195P-2047	Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie, chapitre M-4 - 1 ^{er} septembre 2014
195P-2048	Règlement sur l'admission et la discipline des membres de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, chapitre M-4, r. 1 - 1 ^{er} septembre 2014
195P-2049	Règlement sur le conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, chapitre M-4, r. 2 - 1 ^{er} septembre 2014
195P-2050	Règlement de régie interne de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, en vigueur à compter du 17 mars 2005
195P-2051	Décret concernant une entente relative au mandat confié à la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec eu égard à l'administration et à l'application de la Loi sur le bâtiment concernant la qualification professionnelle de ses membres et les garanties financières exigibles de ceux-ci, chapitre B-1.1, r. 5
195P-2052	Plumitifs du cartel de la ventilation
195P-2053	Tableau sur le comité de qualification de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec
195P-2054	Tableau des plaintes disciplinaires de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec
195P-2055	Présentation de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec à la CEIC le 17 septembre 2014
196P-2056	Membres du Conseil d'administration de la CCQ entre 2002 et 2012
196P-2057	Rapport annuel de gestion 2012 - Intégrité, équité, pertinence

Cote	Pièce
196P-2058	Rapport annuel de gestion 2013 - Transparence, conformité, responsabilisation
196P-2059	Rapport sur le service de référence de main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, septembre-décembre 2013
196P-2060	Note d'information de la CCQ, Mars 2014 - La construction sur la Côte-Nord
196P-2061	Témoignage de Diane Lemieux Présidente-directrice générale - CCQ - Septembre 2014
197P-2062	Sommaires décisionnels de la Ville de Montréal du 20 août 2010 dossier numéro 1100395006 - Création du poste de contrôleur
197P-2063	Communiqué de presse de la Ville de Montréal - Réforme administrative-la Ville de Montréal créera le nouveau Service de la performance organisationnelle, le 15 janvier 2014
197P-2064	Présentation du Bureau du contrôleur général de la Ville de Montréal à la CEIC le 22 septembre 2014
198P-2065	Extrait du Rapport annuel du Vérificateur général de la Ville de Montréal au conseil municipal et au conseil d'agglomération - Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011
198P-2066	Récapitulatif des signalements reçus par le Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal de 2009 à 2013
198P-2067	Signalements via ligne éthique des grandes villes de 2002 à 2011
198P-2068	Liste des rapports de vérification effectués par le Bureau du vérificateur général pour les années 2002 à 2013
198P-2069	Présentation du Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal à la CEIC le 23 septembre 2014
199P-2070	Extraits de la Charte de la Ville de Laval - codification administrative - 16 juillet 2007
199P-2071	Règlements numéro L-11792 et L-11903 sur les règles de contrôle, de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Veille de Laval, 2010-2012
199P-2072	Lettre de la Commission municipale du Québec (CMQ) à Marc Demers du 3 décembre 2013
199P-2073	Extraits du rapport annuel de 2010 du vérificateur général au conseil de Ville de Laval
199P-2074	Rapport annuel 2012 - Rapport du Vérificateur général de Laval
199P-2075	Rapport annuel 2013 - Rapport duVérificateur général de Laval

Cote	Pièce
199P-2076	Extrait du rapport sur la gouvernance des sociétés paramunicipales de Laval - juin 2014
199P-2077	Annexe 1 - Évolution du nombre d'employés de 2007 à 2014 et Annexe 2 - Évolution du nombre de ressources internes par champ d'expertise, en liasse
199P-2078	Budget alloué à la réingénierie de la Ville de Laval de 2012 à 2015
199P-2079	Présentation de Serge Lamontagne D.G. Ville de Laval - Laval prépare l'avenir - Mise en place d'une réforme des processus de gestion
200P-2080	Présentation de la Commission municipale du Québec (CMQ) - Une contribution novatrice au monde municipal
200P-2081	Guide des bonnes pratiques du CMQ
200P-2082	Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, décembre 2012
200P-2083	Jugement 2014 QCCS 617 - Pinsonneault c. PGQ et CMQ le 24 février 2014
201P-2084	Présentation du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) à la CEIC du 19 septembre 2014
202P-2085	Présentation du Secrétariat du Conseil du trésor - Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics - 25 septembre 2014
202P-2086	Tableau des 72 avis défavorables reçus de l'UPAC
202P-2087	Présentation de l'Autorité de marchés financiers (AMF) et service de la vérification de l'unité permanente anticorruption (UPAC) à la CEIC- 25 septembre 2014
202P-2088	Observations de l'autorité des marchés financiers - 23 septembre 2014
203P-2089	Étude SECOR/KPMG sur la gestion actuelle du Plan Québécois des Infrastructures et sur le processus de planification des projets (PQI) de novembre 2012 de novembre 2012
203P-2090	Liste des projets de plus de 50M\$ sous la responsabilité de la SQI
203P-2091	Organigramme du Conseil d'administration de la Société québécoise des infrastructures (SQI)
203P-2092	Rapport de KPMG-SECOR sur la gestion contractuelle des dépenses supplémentaires associées à des contrats de construction et de services de certains organismes publics québécois
203P-2093	Plan d'action de la SQI - Actions proposées suite au rapport KPMG/SECOR sur les dépenses supplémentaires
203P-2094	Code d'éthique et de déontologie des administrateurs et dirigeants de la SQI

Cote	Pièce
203P-2095	Matrice de risques de la SQI (résumé)
203P-2096	Nombre de contrats accordés par la SQI en 2013-2014
203P-2097	Directives aux candidats qualifiés - Appel de propositions
203P-2098	Procédures d'évaluation des propositions - 30 mars 2007
203P-2099	Contrat de service - Embauche de l'arbitre de conflit d'intérêts dans le cadre du projet Turcot
203P-2100	Contrat de service - Embauche du vérificateur du processus dans le cadre du projet de reconstruction du complexe Turcot
203P-2101	Présentation de la Société québécoise des infrastructures du 29 septembre 2014 par Alain Parenteau
204P-2102	Présentation Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines (BGGRH) - Éthique et déontologie dans la fonction publique du Québec (SCT) le 24 septembre 2014
204P-2103	Trousse de référence à l'intention des répondantes et répondants en éthique de la fonction publique du Québec - Juin 2013
205P-2104	Présentation du Directeur général de la mise en oeuvre de l'encadrement des contrats publics (DGMOECP) par Louis Morneau, le 24 septembre 2014
205P-2105	Principales modifications au cadre normatif depuis juin 2012 - SCT
205P-2106	Coffre à outils - Pour protéger l'intégrité des contrats publics (SCT)
206P-2107	Présentation du ministère des Transports du Québec - Mesures déployées pour lutter contre la collusion et la corruption
207P-2108	Présentation par Paulin Bureau de l'ENPQ - Formation policière en matière d'enquête sur les crimes
208P-2109	Présentation de l'agence du revenu du Québec par Yves Trudel à la CEIC
209P-2110	Présentation du Commissaire au Lobbyisme du Québec (CLQ) par Me François Casgrain - La nécessité de l'encadrement du lobbyisme, le 2 octobre 2014
209P-2111	Document explicatif du CLQ - La transparence pour éviter les dérapages du 24 septembre 2014
209P-2112	Registre des lobbyistes de SNC-Lavalin inc., 22-07-2014
210P-2113	Éléments d'information contenus dans les avis et les résultats publiés au SEAO
210P-2114	Présentation du Sous-secrétariat aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du trésor par Ahcene Toumi - Le système électronique d'appel d'offres (SEAO), 2 octobre 2014

Cote	Pièce
211P-2115	Rapport annuel 2013 du Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ)
211P-2116	Rapport sur le BSDQ par le ministère du Travail - Direction des politiques, de la construction et des décrets, juin 2004
211P-2117	Code de soumission du BSDQ, en vigueur le 1er février 2013
211P-2118	Jugement de la Cour Supérieure - Alta c. CMMTQ (AZ-95021671), 27 juillet 1995
211P-2119	Jugement de la Cour d'Appel Alta c. CMMTQ, CMEQ et ACQ (AZ-98011145), 22 janvier 1998
211P-2120	Extrait du rapport annuel du Commissaire de la concurrence - pour l'exercice se terminant le 31 mars 1999
211P-2120.1	Extrait des rapports annuels du Bureau de la concurrence du Canada entre 1996 et 2012, en liasse
211P-2121	Présentation du Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) à la CEIC, le 2 octobre 2014
212P-2122	Code éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale adopté le 3 décembre 2010
212P-2123	Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel
212P-2124	Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée Nationale
212P-2125	Rapport d'activité du Commissaire à l'éthique et à la déontologie 2013-2014
212P-2126	Code d'éthique et de déontologie - Organigrammes du déroulement des enquêtes, en liasse
212P-2127	Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée Nationale du Québec - Septembre 2014
213P-2128	Présentation du Vérificateur général du Québec à la CEIC par Michel Samson le 6 octobre 2014
196P-2129	Formulaire <i>Plainte de salaire</i> et <i>Guide sur Comment présenter une plainte de salaire à la CCQ</i> , en liasse
196P-2130	Extrait des conventions collectives 2010-2013 dans les secteurs Industriel, Institutionnel et commercial et Extrait des conventions collectives 2013-2017 dans les secteurs du Génie Civil et voirie et Résidentiel, intervenue entre l'ACQ et le CPQMC (International), la CSD Construction, la CSN-Construction, la FTQ-Construction et le SQC
214P-2131	Presentation by Rose Gill Hearn (Department of Investigation)- Principal, Municipal Integrity, 2014-10-07

Cote	Pièce
216P-2132	Présentation du Bureau de la concurrence du Canada à la CEIC par Pierre-Yves Guay le 8 octobre 2014
216P-2133	Topo Bitume du 16 février 2012 rédigé par le Lieutenant Benoit Pinet de la Sureté du Québec
216P-2134	Mémoire du Bureau de la concurrence du Canada présenté dans le cadre de la table ronde sur la lutte contre la corruption et promotion de la concurrence, le 27 février 2014
216P-2135	Protocole d'entente entre le BCC et le Ministère des travaux publics et des services gouvernementaux concernant la prévention, la détection, le signalement et les enquêtes en matière d'activité collusoire éventuelle
216P-2136	Protocole d'entente entre l'administrateur de la surveillance du marché de l'Alberta et le commissaire de la concurrence du Bureau de la concurrence
216P-2137	Évaluation à mi-parcours des activités de lutte contre le truquage d'offres du Bureau de la concurrence du Canada - Rapport final du 25 avril 2008
217P-2138	Présentation du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) par Pierre Lapointe le 8 octobre 2014 - Compétence, Respect, Intégrité
218P-2139	Présentation de l'Ordre des Ingénieurs du Québec à la CEIC par Louis Tremblay le 9 octobre 2014
218P-2140	Rapport annuel 2013-2014 de l'Ordre des ingénieurs du Québec
219P-2141	Code de déontologie des ingénieurs
219P-2142	Présentation du syndic de l'Ordre des ingénieurs du Québec à la CEIC le 9 octobre 2014
220P-2143	Code des Professions au 1 ^{er} octobre 2014
220P-2144	Graphiques concernant l'inspection professionnelle et la discipline pour chacun des sept (7) ordres sélectionnés
221P-2145	Liste des dossiers phares traités par le SEC et l'UPAC depuis 2009
221P-2146	Présentation de la Sureté du Québec à la CEIC le 14 octobre 2014
217P-2147	Directive du directeur - Accusation – Poursuite des procédures (ACC-3-DM)
217P-2148	Directive du directeur - Accusation - Choix de poursuite entre une infraction criminelle ou pénale (ACC-4-DM)
217P-2149	Directive du directeur - Collaborateur de justice (COL-1)
217P-2150	Cartable de la présentation du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) à la CEIC, octobre 2014

Cote	Pièce
245P-2151	The perspective of the OECD/OCDE - The use of Public Procurement - Managing risks, forstering integrity and achieving results
246P-2152	Presentation by Anna Myers to the CEIC - Whistleblowing-democratic accountability, 2014-10-22
246P-2153	Rapport de Pierre Bernier - Le rôle et la protection des «dénonciateurs éthiques» (whistleblowers) dans la lutte contre les comportements fautifs lors des marchés publics, juillet 2014
246-P-2153	Rapport-Le rôle et la protection des dénonciateurs
252P-2154	Testimony of John M. Connor to the CEIC - October 28, 2014
260P-2156	The United States False Claims Act report to the CEIC, February 15, 2013
CEIC-R-2157	Décret 815-2014 obligation autorisation contracter chapitre V.2 Loi contrats organismes publics
CEIC-R-2158	Rapport concernant la mise en œuvre de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, février 2014
CEIC-R-2159	AMF - Contrats publics - L'Autorité révoque l'autorisation accordée à Informatique EBR inc., 18 mars 2015
CEIC-R-2160	LUQS inc.. c. Autorité des marchés financiers, 2015 QCCS 86
CEIC-R-2161	Ali Excavation inc.. c. Autorité des marchés financiers, 2015 QCCS 939
CEIC-R-2162	Terra Location inc.. c. Autorité des marchés financiers, 2015 QCCS 509
CEIC-R-2163	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 11, n° 7, 20 février 2014
CEIC-R-2164	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 11, n° 47, 27 novembre 2014
CEIC-R-2165	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 10, n° 46, 21 novembre 2013
CEIC-R-2166	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 11, n° 2, 16 janvier 2014
CEIC-R-2167	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 10, n° 48, 5 décembre 2013
CEIC-R-2168	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 11, n° 18, 8 mai 2014
CEIC-R-2169	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 12, n° 10, 12 mars 2015
CEIC-R-2170	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 12, n° 5, 5 février 2015
CEIC-R-2171	Section 8.4 du Bulletin de l'AMF, vol. 12, n° 11, 19 mars 2015
CEIC-R-2172	Décret 796-2014 concernant les contrats et sous-contrats de services - 2014-09-10
CEIC-R-2173	Projet de loi 1 (2012), Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics

Cote	Pièce
CEIC-R-2174	Projet de loi 26 (2014), Loi visant princ.ipalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes
CEIC-R-2175	Projet de loi 61 (2013), Loi visant princ.ipalement le recouvrement de sommes payées injustement
CEIC-R-2176	9129-2201 Québec inc.. c. Autorité des marchés financiers, 2014 QCCS 2070
CEIC-R-2177	Journal des débats de l'Assemblée nationale du 31 octobre 2012
CEIC-R-2178	Décret 362-2014 concernant le ministre et le ministère des Finances (24 avril 2014)
CEIC-R-2179	Extrait du rapport annuel 1998-1999 de RQ
CEIC-R-2180	Extrait du rapport annuel 1999-2000 de RQ
CEIC-R-2181	Extrait du rapport annuel 2007-2008 de RQ
CEIC-R-2182	ARQ, Infraction pour fausse facture, 13 septembre 2013
CEIC-R-2183	R. v. Charterways Transportation Ltd. (1981) 32 O.R. (2d) 719 (C.S. Ont.)
CEIC-R-2184	Pétrolière Impériale c. Jacques, 2014 CSC 66
CEIC-R-2185	BCC - Rapport annuel 2012-2013
CEIC-R-2186	BCC - Des accusations sont portées relativement à un truquage d'offres - 2010-12-21
CEIC-R-2187	BCC - L'UPAC et le Bureau de la concurrence du Canada déposent 77 chefs d'accusation - 2012-06-12
CEIC-R-2188	BCC - Le Bureau de la concurrence met au jour un cartel de services d'égout au Québec (22 novembre 2011)
CEIC-R-2189	BCC - Des entreprises de construction québécoises plaident coupables - 2012-02-17
CEIC-R-2190	BCC - Plaidoyer de culpabilité dans une affaire de truquage des offres à Québec (26 janvier 2010)
CEIC-R-2191	Six accords de libéralisation des marchés publics, en liasse
CEIC-R-2192	Extrait du rapport annuel 2003 de la CCQ
CEIC-R-2193	Extrait du rapport annuel 2008 de la CCQ
CEIC-R-2194	CV d'André Ménard (11 février 2009)
CEIC-R-2195	OICO - À propos du bureau
CEIC-R-2196	Code de déontologie des lobbyistes (2004)

Cote	Pièce
CEIC-R-2197	Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (2007)
CEIC-R-2198	Communauté urbaine de Montréal c. Gélinas, J.E. 89-1360 (C.S.)
CEIC-R-2199	Décret 536-2013 concernant l'assujettissement de la Ville de Laval au contrôle du la CMQ
CEIC-R-2200	Décret 913-2014 concernant la Ville de L'Assomption
CEIC-R-2201	Projet de loi 76, Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale (2004)
CEIC-R-2202	Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, décembre 2014
CEIC-R-2203	CV de Brigitte Pelletier, avril 2014
CEIC-R-2204	CV de Denis Marsolais, novembre 2014
CEIC-R-2205	CV de Gilbert Charland, avril 2014
CEIC-R-2206	Nominations du Conseil des ministres, 4 décembre 2013
CEIC-R-2207	Nominations du Conseil des ministres, 12 novembre 2014
CEIC-R-2208	Journal des débats de la Commission de l'aménagement du territoire, 21 février 2012
CEIC-R-2209	Nominations du Conseil des ministres, 20 septembre 2012
CEIC-R-2210	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 7 avril 2009
CEIC-R-2211	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 14 avril 2010
CEIC-R-2212	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 17 novembre 2010
CEIC-R-2213	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 21 octobre 2009
CEIC-R-2214	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 21 septembre 2011
CEIC-R-2215	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 24 septembre 2009
CEIC-R-2216	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 26 mai 2010
CEIC-R-2217	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 23 septembre 2009
CEIC-R-2218	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 11 juin 2010
CEIC-R-2219	Extrait du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 24 novembre 2010
CEIC-R-2220	Journal des débats de l'Assemblée nationale du 29 octobre 2009
CEIC-R-2221	Communiqué du Barreau du Québec - 21 octobre 2011
CEIC-R-2222	CNW - L'ACRGTO réagit à l'émission Enquête, 15 octobre 2009

Cote	Pièce
CEIC-R-2223	CNW - Association des entrepreneurs en maçonnerie du Qc (AEMQ) 2010-01-27
CEIC-R-2224	CNW - Allégations de malversation - Restaurer la confiance du public doit être la priorité, 9 fév 2010
CEIC-R-2225	CNW - Corruption et collusion dans le secteur de la construction - 2009-11-23
CEIC-R-2226	CNW - La CSN devant la Commission de l'économie et du travail - 2009-11-25
CEIC-R-2227	CNW - Tout en maintenant les enquêtes policières - 2010-11-17
CEIC-R-2228	CNW - La FTQ-Construction demande une enquête publique sur l'industrie de la construction - 2010-11-17
CEIC-R-2229	CNW - Mise sur pied d'une unité permanente anticorruption au Québec - 2011-02-18
CEIC-R-2230	CNW - Nouvelle session parlementaire le milieu municipal et les régions du Québec - 2010-02-09
CEIC-R-2231	CNW - L'Ordre des architectes du Québec réclame lui aussi une commission d'enquête publique - 2009-10-30
CEIC-R-2232	CNW - Reportage d'Enquête sur la collusion dans la construction - 2009-10-16
CEIC-R-2233	CNW - Le SPGQ réclame une enquête publique sur l'industrie de la construction - 2009-12-10
CEIC-R-2234	CNW - L'UMQ demande une Commission d'enquête sur l'industrie de la construction - 2010-11-15
CEIC-R-2235	<i>La Presse</i> , Amir Khadir dénonce les liens entre des ingénieurs et le PLQ - 2010-03-18
CEIC-R-2236	<i>Le Droit</i> , Bureau veut une enquête publique - 2009-11-13
CEIC-R-2237	<i>La Presse</i> , Le club des entrepreneurs sous la loupe - 2009-09-14
CEIC-R-2238	<i>La Presse</i> , Le DGE mènera une enquête sur la ministre Michelle Courchesne - 2009-12-14
CEIC-R-2239	<i>La Presse</i> , Dons records à l'ex-parti du maire Marcotte en 2009, - 2011-02-11
CEIC-R-2240	<i>La Presse</i> , Enquête sur le directeur de la SHDM - 2008-10-10
CEIC-R-2241	<i>La Presse</i> , Entrevue avec Guy Chevrette une autre commission Cliche - 2009-11-28
CEIC-R-2242	<i>Le Droit</i> , Il faut se résigner, convient le président du Conseil du patronat - 2010-12-01
CEIC-R-2243	<i>La Presse</i> , La mafia s'intéresse au monde des affaires - 2008-09-19

Cote	Pièce
CEIC-R-2244	<i>La Presse</i> , L'opposition applaudit l'appui des policiers à une enquête publique - 2009-11-23
CEIC-R-2245	<i>La Presse</i> , Tremblay annule le contrat des compteurs d'eau - 2009-09-22
CEIC-R-2246	<i>La Presse</i> , Le maire Tremblay suspend le contrat de GÉNIEau - 2009-04-08
CEIC-R-2247	<i>Le Devoir</i> , Compteurs d'eau - Conflit d'intérêts à propos d'un contrat de 355 millions - 2007-12-13
CEIC-R-2248	<i>Le Devoir</i> , Duchesneau dirigera une force anticollusion - 2010-02-24
CEIC-R-2249	<i>Le Devoir</i> , Le financement populaire, c'est une fiction - 2009-10-23
CEIC-R-2250	<i>Le Soleil</i> , Collusion dans la construction Chevette demande une action rapide - 2009-10-20
CEIC-R-2251	Communiqué du MSP - Création de l'Unité permanente anticorruption - 2011-02-18
CEIC-R-2252	Communiqué du MTQ - Québec poursuit le redressement du réseau routier - 2010-02-23
CEIC-R-2253	Communiqué du Conseil des ministres - 2011-11-09
CEIC-R-2254	Communiqué du Conseil des ministres - 2011-10-19
CEIC-R-2255	Radio-Canada, 100 000 \$ par ministre - 2009-12-10
CEIC-R-2256	Radio-Canada, Benoît Labonté nie tout - 2009-10-16
CEIC-R-2257	Radio-Canada, Benoît Labonté vide son sac - 2009-10-22
CEIC-R-2258	Radio-Canada, Chantiers minés - 2010-03-11
CEIC-R-2259	Radio-Canada, Collusion frontale pratiques douteuses dans l'industrie de la construction - 2009-10-15
CEIC-R-2260	Radio-Canada, Construction Pas de discussion sur une enquête publique - 2010-11-13
CEIC-R-2261	Radio-Canada, Construire une élection - 2009-10-15
CEIC-R-2262	Radio-Canada, Donnant, donnant - 2011-03-10
CEIC-R-2263	Radio-Canada, Un entrepreneur qui use de son influence - 2009-10-15
CEIC-R-2264	Radio-Canada, Factures à vendre - 2010-01-21
CEIC-R-2265	Radio-Canada, Le fonds sous influence - 2009-09-24
CEIC-R-2266	Radio-Canada, Des fréquentations surprenantes - 2009-03-11
CEIC-R-2267	Radio-Canada, La FTQ réclame à son tour une commission d'enquête - 2010-11-17

Cote	Pièce
CEIC-R-2268	Radio-Canada, Génie sous haute surveillance - 2010-03-04
CEIC-R-2269	Radio-Canada, Julie Boulet devra s'expliquer - 2010-02-25
CEIC-R-2270	Radio-Canada, Des liens d'affaires du maire Marcotte soulèvent des questions - 2011-02-08
CEIC-R-2271	Radio-Canada, Des liens confirmés entre la mafia et des entrepreneurs - 2010-11-09
CEIC-R-2272	Radio-Canada, Le maire Vaillancourt a offert 10 000 \$ comptant à Serge Ménard - 2010-11-15
CEIC-R-2273	Radio-Canada, Des pratiques qui suscitent moult interrogations à Mascouche - 2010-11-03
CEIC-R-2274	Radio-Canada, Quatre nouvelles municipalités sous le coup de vérifications ministérielles - 2011-01-24
CEIC-R-2275	Radio-Canada, Sainte-Thérèse sous la loupe des vérificateurs - 2010-12-02
CEIC-R-2276	Radio-Canada, Suivi sur le cas du maire de Mascouche - 2010-11-25
CEIC-R-2277	Radio-Canada, Tony Accurso mène le bal à Montréal - 2009-10-20
CEIC-R-2278	Radio-Canada, L'UMQ veut une enquête publique sur la construction - 2010-11-15
CEIC-R-2279	Radio-Canada, Zampino sur le yacht d'Accurso - 2009-04-03
CEIC-R-2280	TVA, Les Québécois exigent une commission - 2011-09-16
CEIC-R-2281	Plumitif Saul Zadjel - (connue sous le nom de Saulie Zajdel) - 500-01-090867-133
CEIC-R-2282	Dénonciation - Sommation 500-73-003792-120 - Bruno Accurso
CEIC-R-2283	Simard Beaudry plaide coupable 540-73-000385-106
CEIC-R-2284	Sommation Francesco Bruno, Entretien Torrelli inc., 3703436 Canada inc.._500-73-003420-102
CEIC-R-2285	Plumitif_500-73-003420-102_Francesco BRUNO
CEIC-R-2286	Plumitif_B.T Céramiques inc.._500-73-003144-090
CEIC-R-2287	Communiqué Francesco Bruno et BT Céramiques_2011-02-08_Agence du Revenu du Canada
CEIC-R-2288	PV et sommaires décisionnels arrond. NDG -Terrain Décarie
CEIC-R-2289	Extraits du Election Act (Colombie-Britannique)
CEIC-R-2290	Encyclopédie du parlementarisme québécois - commission parlementaire
CEIC-R-2291	Extrait du rapport 2000-2001 du DGEQ

Cote	Pièce
CEIC-R-2292	Rapport 2007-2008 du DGEQ
CEIC-R-2293	Extraits de la Loi électorale (Manitoba)
CEIC-R-2294	Extraits de la Loi électorale (Nouveau-Brunswick)
CEIC-R-2295	Extraits du Elections Act (Terre Neuve)
CEIC-R-2296	Extraits de An Act Respecting the Election of Members to the House of Assembly and Electoral Finance (Nouvelle-Écosse)
CEIC-R-2297	Extraits de la Loi électorale (Ontario)
CEIC-R-2298	Rapport du groupe de réflexion sur le financement des partis politiques, 2007
CEIC-R-2299	Procès-verbal de l'Assemblée nationale 2002-10-15
CEIC-R-2300	Financement des partis politiques et contrôle des dépenses électorales, Plan d'action 2003-2006
CEIC-R-2301	Extraits du Rapport annuel DGEQ 1997-1998
CEIC-R-2302	Réflexions sur le financement politique municipal au Québec, 1998
CEIC-R-2303	Discours DGEQ 25 ans d'application de la loi sur le financement des partis politiques (mai 2003)
CEIC-R-2304	Extraits Rapport annuel DGEQ 2001-2002
CEIC-R-2305	Extrait Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires Rapport factuel
CEIC-R-2306	Extrait Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires Vérification juricomptable
CEIC-R-2307	Mémoire du DGEQ sur le Projet de loi 78
CEIC-R-2308	Communiqué Le DGEQ rend public le rapport d'enquête de Me Jean Moisan, juge retraité de la Cour supérieure
CEIC-R-2309	Communiqué Financement des partis politiques québécois
CEIC-R-2310	Extraits du Rapport annuel DGEQ 2006-2007
CEIC-R-2311	Extraits du Rapport annuel DGEQ 2007-2008
CEIC-R-2312	Extraits du Rapport annuel DGEQ 2008-2009
CEIC-R-2313	Budget de dépenses 2014-2015 - Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale
CEIC-R-2314	Définition Crédits permanents, extraits de l'Encyclopédie du parlementarisme québécois
CEIC-R-2315	Extraits de La procédure parlementaire du Québec, p. 511

Cote	Pièce
CEIC-R-2316	Définition Leader du gouvernement, extraits de l'Encyclopédie du parlementarisme québécois
CEIC-R-2317	Définition Président de commission parlementaire, extraits de l'Encyclopédie du parlementarisme québécois
CEIC-R-2318	Extrait du Journal des débats de la Commission des institutions du 18 juin 1993
CEIC-R-2319	Extrait du procès-verbal du Comité consultatif du DGEQ (21-11-2012)
CEIC-R-2320	Extraits du Compendium d'Élection Canada (section Comités consultatifs)
CEIC-R-2321	Communiqué du DGEQ sur les allégations de Marc Bellemare en 2010
CEIC-R-2322	Extraits du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 18 mars 2010 Dénonciation de A. Khadir
CEIC-R-2323	Extraits du Règlement de l'Assemblée nationale
CEIC-R-2324	DPCP, Rapport annuel de gestion 2013-2014
CEIC-R-2325	Décret 2005-716 (29 juin 2005) portant statut particulier du corps de commandant de la police nationale (France)
CEIC-R-2326	FBI, Special Agents FAQs
CEIC-R-2327	La formation des personnels de police judiciaire (France)
CEIC-R-2328	Concours et sélections
CEIC-R-2329	Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie. Structure et caractéristiques
CEIC-R-2330	Finance investissement, Crimes économiques Qui sont les enquêteurs
CEIC-R-2331	SQ, Conditions de travail générales
CEIC-R-2332	Rapport Gomery – volume 1 Rapport factuel
CEIC-R-2333	Journal des débats – Assemblée nationale – 27 mai 2010
CEIC-R-2334	Canada (Procureur général) c. Charbonneau, 2012 QCCS 1701
CEIC-R-2335	Journal des débats de l'Assemblée nationale du 28 juillet 1965
CEIC-R-2336	Charte de la Ville de Laval - Codification administrative 2007
CEIC-R-2337	Premier rapport - Commission d'étude du système administratif de Montréal
CEIC-R-2338	Second rapport - Commission d'étude du système administratif de Montréal
CEIC-R-2339	CMQ, Rapport de fin d'intervention - Laval, 6 décembre 2013
CEIC-R-2340	Rapport de la Commission d'étude des problèmes intermunicipaux de l'Île Jésus, Tome 1

Cote	Pièce
CEIC-R-2341	Rapport de la Commission d'étude des problèmes intermunicipaux de l'Île Jésus, Tome 2
CEIC-R-2342	Mémoire déposé par la Ville de Laval - Projet de loi no. 28 (2015)
CEIC-R-2343	Règlement no. L-12172 - Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval (2014)
CEIC-R-2344	Budget et programme d'investissement 2015
CEIC-R-2345	Statistiques - Région 13 - Laval (2015)
CEIC-R-2346	Ministère de la Justice, Politique sur le recueil des lois et des règlements du Québec
CEIC-R-2347	Ville de Laval - Comité exécutif
CEIC-R-2348	Rapport annuel 2011 du vérificateur général de Laval
CEIC-R-2349	Rapport annuel 2012 du vérificateur général de Laval
CEIC-R-2350	Rapport annuel 2013 du vérificateur général de Laval
CEIC-R-2351	Règlement no. L-11851 - Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval (2011)
CEIC-R-2352	Règlement no. L-11953 - Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville de Laval (2012)
CEIC-R-2353	Rapport au ministre des Affaires municipales
CEIC-R-2354	Vérificateur général de Laval - Mandat spécial - Audit relatif aux contributions de promoteurs, avril 2015
CEIC-R-2355	Politique de signalement de la Ville de Laval, 7 avril 2015
CEIC-R-2356	Laval, Projet de règlement L-12278 concernant l'organisation administrative 2015-04-15
CEIC-R-2357	Rapport annuel 2013 de l'ombudsman de Laval
CEIC-R-2358	Laval, Nouveau service de webdiffusion des séances du conseil, 26 mars 2015
CEIC-R-2359	Rapport du BIEL
CEIC-R-2360	Plumitif accusations Laval – Honorer (Liste des accusations de l'enquête Honorer)
CEIC-R-2361	Acte d'accusation direct - projet d'enquête FICHE
CEIC-R-2362	Ventilation des plaintes par problématique soulevée 2011-2014
CEIC-R-2363	Extrait du rapport annuel 2001-2002 du MAMOT
CEIC-R-2364	Extrait du rapport annuel 2007-2008 du MAMOT

Cote	Pièce
CEIC-R-2365	Programmes d'aide, MAMOT
CEIC-R-2366	APIGQ - Pantouflage
CEIC-R-2367	Budget de fonctionnement de la Ville de Montréal en bref 2015
CEIC-R-2368	Plan triennal d'immobilisation 2015-2017 de la Ville de Montréal
CEIC-R-2369	Charte de la Ville de Montréal 1959-1960, c. 102
CEIC-R-2370	Résolution du comité exécutif de la Ville de Montréal CE04 2022
CEIC-R-2371	Résolution du conseil municipal CM03 0738
CEIC-R-2372	Charte de vérification de la Ville de Montréal
CEIC-R-2373	Résolution du comité exécutif de la Ville de Montréal CE06 0352
CEIC-R-2374	Code d'éthique des membres du conseil municipal (1990)
CEIC-R-2375	Résolution du conseil municipal CM09 0293
CEIC-R-2376	Sommaire décisionnel 1091168002
CEIC-R-2377	Rapport de vérification sur le Projet du Faubourg Contrecoeur
CEIC-R-2378	Résolution CE09 0635
CEIC-R-2379	Rapport III de la direction générale, le 4 janvier 2012 et déposé au comité exécutif le 18 janvier 2012
CEIC-R-2380	Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (2009)
CEIC-R-2381	Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (2011)
CEIC-R-2382	Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (2014)
CEIC-R-2383	Guide de conduite à l'égard des valeurs de l'organisation (2009 révisé en 2011)
CEIC-R-2384	Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (2012)
CEIC-R-2385	Plumitif - dossier de Stéphane Harbour
CEIC-R-2386	Exposé des faits - dossier de Stéphane Harbour
CEIC-R-2387	Rapport du vérificateur général de la ville au conseil municipal et au conseil d'agglomération 2007-2008
CEIC-R-2388	Rapport du comité-conseil sur l'octroi et la gestion des contrats municipaux à la Ville de Montréal, mai 2013

Cote	Pièce
CEIC-R-2389	Mise à jour sur l'implantation des recommandations, Rapport de la direction générale du 26 octobre 2009
CEIC-R-2390	Recommandations à l'administration, Rapport I, Remis au maire de Montréal par la Direction générale
CEIC-R-2391	Résolution du comité exécutif CE14 1230
CEIC-R-2392	Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'inspecteur général (14-013)
CEIC-R-2393	Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'inspecteur général (RCG 14-014)
CEIC-R-2394	Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal au conseil municipal et au conseil d'agglomération 2009
CEIC-R-2395	Rapport sur les aliénations d'immeubles de la SHDM du 1er janvier 2007 au 24 novembre 2008
CEIC-R-2396	Rapport de vérification sur la cession de propriétés de la Ville de Montréal à la SHDM
CEIC-R-2397	Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal au conseil municipal 2014
CEIC-R-2398	Budget de fonctionnement 2015 des arrondissements et des services centraux
CEIC-R-2399	CCQ - rapport annuel 2006
CEIC-R-2400	Rapport de la CMQ - Commission d'enquête sur l'administration de la Cité de Saint-Léonard 1973
CEIC-R-2401	Rapport de la CECO, La lutte au crime organisé au Québec (1976)
CEIC-R-2402	DGE, communiqué Grande enquête - Vision Montréal
CEIC-R-2403	Journal des débats, Assemblée nationale, 25 mai 2001, p. 108 pdf
CEIC-R-2404	Journal des débats, Assemblée nationale, 1er juin 2001
CEIC-R-2405	Biographie de Cosmo Maciocia, site web de l'Assemblée nationale
CEIC-R-2406	Plumitif no 540-73-000385-106 Simard Beaudry Construction
CEIC-R-2407	Plumitif 540-01-059861-131 - Laval
CEIC-R-2408	Dénonciation - Mandat d'arrestation 540-01-059861-131
CEIC-R-2409	Plumitif 705-01-073215-123 Antonio Accurso
CEIC-R-2410	Dénonciation - Mandat d'arrestation 705-01-073215-123
CEIC-R-2411	Plumitif 500-73-003792-120 Antonio Accurso

Cote	Pièce
CEIC-R-2412	Plumitif 540-73-000244-139 Antonio Accurso
CEIC-R-2413	Plumitif 540-73-000245-136 Antonio Accurso
CEIC-R-2414	Plumitif 540-73-000246-134 Antonio Accurso
CEIC-R-2415	Plumitif 540-73-000247-132 Antonio Accurso
CEIC-R-2416	Accusations Lino Zambito_projet Fiche-Boisbriand
CEIC-R-2417	Rapport du VG de la Ville de Montréal 31 décembre 2009
CEIC-R-2418	Regina v. Carrière Beaudry Ltée 1964 CarswellQue 269, 49 C.P.R. 290
CEIC-R-2419	Regina v. Civil Construction 1964 CarswellQue 267, 47 C.P.R.
CEIC-R-2420	Rapport de la Commission d'enquête 21e Olympiade - Malouf
CEIC-R-2421	Plumitif 500-01-096459-133 Yves Themens
CEIC-R-2422	Dénonciation-Somation 500-01-096459-133 Yves Themens
CEIC-R-2423	Plumitif François Thériault 500-01-082717-122
CEIC-R-2424	Dénonciation Catania, Thériault - Dénonciation_500-01-086380-133
CEIC-R-2425	500-01-086380-133 - Plumitif- coupable- François Thériault
CEIC-R-2426	Quebec official Gazette, 6 avril 1963, Inter State Paving inc.
CEIC-R-2427	R. c. Robert Fortin 500-01-002106-042 (31 mars 2006)
CEIC-R-2428	Conseil Ville St-Laurent CA04 080367 1er juin 2004 p.166
CEIC-R-2429	Plumitif Robert Fortin 500-01-002106-042
CEIC-R-2430	Procès-verbal du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent, 20 mai 2004, CA04 080361
CEIC-R-2431	Procès-verbal du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent, 6 décembre 2005, CA05 080950
CEIC-R-2432	Décision du conseil de discipline de l'OIQ no 22-12-0418 (25 janvier 2013)
CEIC-R-2433	PV Montreal séance ordinaire du 19 juin 2006 CM06 0370
CEIC-R-2434	Conseil d'arrondissement 14 décembre 2005 CA05 090563
CEIC-R-2435	Conseil d'arrondissement 5 septembre 2006 CA06 09 0357
CEIC-R-2436	Arrêt rectificatif Cour d'Appel Labrecque c. VdeM 500-09-021396-114 - 17 juillet 2012
CEIC-R-2437	Conseil d'arrondissement 14 janvier 2008 08 090024
CEIC-R-2438	Avis de motion CM03 0162, Nomination 03 0163 10 mars 2003

Cote	Pièce
CEIC-R-2439	Jugement 500-01-007412-023 - Grundman et Dussault
CEIC-R-2440	Rapport annuel 1996-1997 du MTQ
CEIC-R-2441	Rapport annuel 1998-1999 du MTQ
CEIC-R-2442	Rapport annuel 2007-2008 du MTQ
CEIC-R-2443	Rapport 2013-2014 - Mise en œuvre des actions pour lutter contre la collusion et la corruption
CEIC-R-2444	La ministre des Transports du Québec met immédiatement en place une série de mesures, 2009-11-18
CEIC-R-2445	Communiqué de presse du MTQ daté du 25 novembre 2009
CEIC-R-2446	Rapport Johnson (viaduc Concorde)
CEIC-R-2447	Cartels Just one more fix
CEIC-R-2448	The Road to Power Partisan Loyalty and the Centralized Provision of Local Infrastructure - Marcelin Joanis
CEIC-R-2449	Résultats des votes de l'AGE de l'OIQ du 6 mai 2014
CEIC-R-2450	Le témoignage de l'ingénieure Karen Duhamel ne restera pas lettre morte assure l'OIQ 2014-05-14
CEIC-R-2451	Comparatif autres ordres professionnels - 2012-2013
CEIC-R-2452	Le cours obligatoire sur le professionnalisme
CEIC-R-2453	Projet de règlement modifiant le Code de déontologie des ingénieurs
CEIC-R-2454	Projet de règlement sur l'exercice de la profession d'ingénieur en société
CEIC-R-2455	Bulletin plus de l'OIQ, L'assemblée générale annuelle en bref, 13 juin 2014
CEIC-R-2456	OIQ - Rapport annuel 2003-2004
CEIC-R-2457	OIQ - Rapport annuel 2010-2011
CEIC-R-2458	Règlement sur les assemblées générales - OIQ
CEIC-R-2459	Cotisation annuelle 2015-2016 - Un résumé des faits
CEIC-R-2460	Extrait du rapport annuel 2003-2004 de la RBQ
CEIC-R-2461	Extrait du rapport annuel 2007-2008 de la RBQ
CEIC-R-2462	Extraits du Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 1999-2000, Tome I, chapitre 10 (VGQ)
CEIC-R-2463	Plan d'action en matière d'éthique - mis à jour le 11 septembre 2014
CEIC-R-2464	Les risques et les contrôles dans la gestion des contrats, 2004

Cote	Pièce
CEIC-R-2465	Ministère de la Culture du Conseil exécutif, L'éthique dans la fonction publique québécoise, 1998
CEIC-R-2466	Ministère du Conseil exécutif, L'éthique dans la fonction publique québécoise, 2003
CEIC-R-2467	Bureau du Premier ministre, Directive concernant les cadeaux et les dons, 12 décembre 1985
CEIC-R-2468	Directive concernant les cadeaux et les dons, 29 janvier 1996
CEIC-R-2469	Bureau du Premier ministre, Directive concernant les cadeaux et les dons, 29 janvier 1996
CEIC-R-2470	Directive concernant les cadeaux et les dons, 1er mai 2001
CEIC-R-2471	Bureau du Premier ministre, Directive concernant les cadeaux et les dons, 1er mai 2001
CEIC-R-2472	Directive concernant les cadeaux et les dons, 29 avril 2003
CEIC-R-2473	Bureau du Premier ministre, Directive concernant les cadeaux et les dons, 29 avril 2003
CEIC-R-2474	SCT, Quelques questions pour faciliter la réflexion à propos des cadeaux (avril 2004)
CEIC-R-2475	OCDE, Collusion and Corruption in Public Procurement, 2010
CEIC-R-2476	SEAO, Conditions d'utilisation
CEIC-R-2477	Extrait du rapport annuel 1998 de la SQ
CEIC-R-2478	Extrait du rapport annuel 1999 de la SQ
CEIC-R-2479	Extrait du rapport annuel 2007-2008 de la SQ
CEIC-R-2480	Journal des débats du Comité permanent de la justice et des droits de la personne 2009-10-22
CEIC-R-2481	MSP, Bilan 2007-2008 des efforts québécois de lutte contre le crime organisé
CEIC-R-2482	MSP, Appel de candidatures pour le Bureau des enquêtes indépendantes
CEIC-R-2483	Plan québécois des infrastructures, 2014-2024
CEIC-R-2484	Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, 2014
CEIC-R-2485	Entente de collaboration entre Infrastructure Québec et l'UPAC
CEIC-R-2486	Directive sur l'encadrement des contrats de travaux de construction, de services et d'approvisionnement 2014-06-05
CEIC-R-2487	C.T. 213639 (11 février 2014) - Détermination des critères

Cote	Pièce
CEIC-R-2488	Décret 96-2014 - Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique 2014-02-12
CEIC-R-2489	Code d'éthique et de conduite des employés, SQI
CEIC-R-2490	Organigramme de la SQI 2015-01-06
CEIC-R-2491	Plan d'action. Actions proposées suite au rapport KPMG-SECOR sur les dépenses supplémentaires
CEIC-R-2492	La gestion des risques dans les grands projets d'infrastructure publique Guide méthodologique
CEIC-R-2493	Code d'éthique et de déontologie des administrateurs et des dirigeants de la SQI
CEIC-R-2494	Décret 95-2014 concernant la soustraction du MTQ de l'application de la Loi sur les infr publiques
CEIC-R-2495	Rapport d'activités 2012-2013, Infrastructure Québec
CEIC-R-2496	Rapport annuel 2013-2014, SQI
CEIC-R-2497	Convention de soumission MTQ - A-25, 10 août 2006
CEIC-R-2498	Décret 19-2013 concernant le maintien de l'Unité permanente anti-corruption 2013-01-16
CEIC-R-2499	Décret 114-2011 concernant la création de l'Unité permanente anticorruption
CEIC-R-2500	Communiqué de presse - La Sûreté du Québec lance l'opération Marteau 2009-10-22
263PP-2501	Déclaration assermentée de Louis Tremblay (PP)
263PP-2502	Déclaration assermentée de Rémi Alarent (PP)
263PP-2503	Déclaration assermentée de Carole Delcorde (PP)
263PP-2504	Procédures et méthodes de travail du Syndic 2003 (PP)
263PP-2505	Extraits rapport annuel 2002-2003 (PP)
263PP-2506	Extraits rapport annuel 2003-2004 (PP)
263PP-2507	Tableau regroupant plaintes déposées matière malversation entre 1976 et 2003 (PP)
264RP-2508	Représentations Grues Guay 13 avril 2015 (RP)
98RP-2509	Représentations André Antoine 27 avril 2015 (RP)
98PP-2510	Lettre Yves Thériault à André Antoine 26 mars 2010 (PP)
265PP-2511	Déclaration assermentée Francesco Bruno 11 mai 2015 (PP)

Cote	Pièce
99PP-2512	Déclaration assermentée François Crête 30 avril 2015 (PP)
266RP-2513	Représentations succession Federico Del Peschio 7 mai 2015 (RP)
266PP-2514	Déclaration assermentée Enrico Frank Andreoli 7 mai 2015 (PP)
267RP-2515	Représentations Bernard Girard 30 avril 2015 (RP)
268PP-2516	Déclaration assermentée Léo Lalli 8 mai 2015 (PP)
268PP-2517	Avis public de la Ville de Montréal daté du 15 juin 2005 (PP)
268PP-2518	Extrait du procès-verbal du Conseil d'arrondissement du 1er août 2005 (PP)
268PP-2519	Offre d'achat datée du 25 novembre 2002 (PP)
268PP-2520	Photographie de M. Lalli non datée (PP)
97PP-2521	Déclaration assermentée Benoît Ringuette 4 mai 2015 (PP)
97PP-2522	Projet de requête introductive d'instance datée d'avril 2012 (PP)
97PP-2523	Transaction et reçu-quittance datée du 9 août 2012 (PP)
269PP-2524	Déclaration assermentée Giorgio Tartaglino 12 mai 2015 (PP)
270RP-2525	Lettre Saulie Zajdel datée du 29 avril 2015 (RP)
271RP-2526	Représentations Clermont Gignac 16 janvier 2015 (RP)
271PP-2528	Entente-cadre de gouvernance CUSM 6 juin 2006 (PP)
271PP-2529	Chronologie de dérogation no 8 daté de 2010 (PP)
271PP-2530	Note de service 11 décembre 2009 (PP)
271PP-2531	Formulaire de suivi des demandes de dérogations (mars 2010) (PP)
271PP-2532	Dérogations non signées en date du 19 mai 2010 (PP)
271PP-2533	Dérogations non signées en date du 26 mai 2010 (PP)
272RP-2534	Représentations Pierre Lortie 23 décembre 2014 (RP)
272PP-2535	Déclaration assermentée Pierre Lortie 5 mai 2015 (PP)
272PP-2536	Addenda du 8 novembre 2009 à l'appel de soumission (PP)
272PP-2537	Addenda of November 8, 2009 to the proposal request (PP)
272PP-2538	Lettre de Clermont Gignac à Arthur T. Porter 25 février 2010 (PP)
273RP-2539	Représentations P Baillargeon 7 avril 2015 (RP)
274RP-2540	Représentations Bau-Val 27 mars 2015 (RP)
275RP-2541	Représentations Carrière Bernier 2 avril 2015 (RP)

Cote	Pièce
275PP-2542	Déclaration assermentée de Robert Trahan 23 mars 2015 (PP)
275PP-2543	Déclaration assermentée de Kevin Lazure 4 mars 2015 (PP)
276RP-2544	Représentations Guy Desjardins 1er mai 2015 (RP)
277RP-2545	Représentations Entreprises V.G. 24 mars 2015 (RP)
277RP-2546	Représentations Entreprises V.G. 24 mars 2015 (RP)
277PP-2547	Déclaration assermentée François Virgilio 30 avril 2015 (PP)
277PP-2548	Contrat 4 juin 2009 - exécution du MOP 14347 (PP)
278RP-2549	Représentations Équation Groupe-Conseil 17 mars 2015 (RP)
278PP-2550	Déclaration assermentée Yves Fallu 30 avril 2015 (PP)
278PP-2551	Déclaration assermentée Yves Fallu Barreau du Qc 6 février 2014 (PP)
279RP-2552	Représ Kostas Papagiannidis Experts Conseils Papko 7 mai 2015 (RP)
280PP-2553	Déclaration assermentée Pierre Cyr 30 avril 2015 (RP)
280PP-2554	État de renseignements REQ Filiatrault, McNeil & ass (PP)
280PP-2555	Avis d'exercice des droits 31 oct 2013 (PP)
280PP-2556	Requête introductive d'instance 14 novembre 2013 (PP)
280PP-2557	Requête introductive d'instance 18 avril 2014 (PP)
281RP-2558	Représentations Groupe Mathers 27 mars 2015 (RP)
282RP-2559	Représentations Danick Dufresne (non datées) (RP)
282PP-2560	Chèques parti Pro Lavallois 26 avril 2012 et 8 juin 2011 (PP)
282PP-2561	Lettre de Patrick Dufresne 13 mai 2013 (PP)
282PP-2562	État des renseignements REQ Gestion JCI (PP)
282PP-2563	État des renseignements REQ J. Dufresne Asphalte (PP)
283RP-2564	Représentations Luc Lachapelle 27 mars 2015 (RP)
284RP-2565	Représentations Léo Lefrançois 19 mars 2015 (RP)
284PP-2566	Certificat de décès Léo Lefrançois 27 avril 1995 (PP)
285RP-2567	Représentations Normand Mathers Sr 27 mars 2015 (RP)
286RP-2568	Représentations Guy Marc-Aurèle 11 juin 2015 (RP)
286PP-2569	Déclaration assermentée Guy Marc-Aurèle 11 juin 2015 (PP)
390RP-2570	Représentations succession Jean Lajoie 8 juin 2015 (RP)

Cote	Pièce
287RP-2571	Représentations Valmont Nadon Excavation 13 mars 2015 (RP)
288PP-2572	Déclaration assermentée Pierre Anctil 15 mai 2015 (PP)
289RP-2573	Représentations Leroux Beaudoin Hurens & Associés 21 mai 2015 (RP)
52RP-2574	Représentations Yves Cadotte 30 avril 2015 (RP)
290PP-2575	Déclaration assermentée Jean-François Gauthier 29 avril 2015 (PP)
291RP-2576	Représentations Grands Travaux Soter 5 mai 2015 (RP)
292RP-2577	Représentations Bernard Poulin datées du 22 avril 2015 (RP)
292RP-2578	Représentations Danny Moreau 22 avril 2015 (RP)
292RP-2579	Représentations Groupe SM datées du 30 avril 2015 (RP)
292PP-2580	Déclaration assermentée Bernard Poulin daté du 7 mai 2015 (PP)
292PP-2581	Déclaration assermentée Danny Moreau daté du 6 mai 2015 (PP)
53PP-2582	Déclaration assermentée Pierre Lavallée 6 mai 2015 (PP)
293PP-2583	Déclaration assermentée Sophie Ménard 29 avril 2015 (PP)
46RP-2584	Représentations Charles Meunier 13 avril 2015 (RP)
294RP-2585	Représentations Normand Morin 1er mai 2015 (RP)
294PP-2586	Déclaration assermentée Normand Morin 1er mai 2015 (PP)
295RP-2587	Représentations Yvon Tourigny 29 avril 2015 (RP)
295RP-2588	Représentations complémentaires Yvon Tourigny 14 mai 2015 (RP)
295PP-2589	Déclaration assermentée Yvon Tourigny 14 mai 2015 (PP)
296RP-2590	Représentations Enrico Frank Andreoli et Canbec 18 mars 2015 (RP)
296PP-2591	Déclaration assermentée Enrico Frank Andreoli 7 mai 2015 (PP)
297RP-2592	Représentations Bentivegna et Bentech 26 mars 2015 (RP)
297PP-2594	Ltr CHUM datée du 18 juillet 2013 (PP)
297PP-2595	Demande prod doc CEIC du 30 octobre 2012 (PP)
297PP-2596	Rapport envoi fax 28 novembre 2012
298PP-2597	Déclaration assermentée Giuseppe Borsellino (BP Asphalte) 26 mars 2015 (PP)
299RP-2598	Représentations Robert Cassius de Linval 15 mai 2015 (RP)
299RP-2599	Liste pièces et justifications Cassius de Linval 27 mars 2015 (RP)
299PP-2600	Recommandation VdM dossier 1040553028 août 2005 (PP)

Cote	Pièce
299PP-2601	Sommaire Décisionnel VdM dossier 1040553028 17 août 2005 (PP)
299PP-2602	Intervention VdM dossier 1040553028 du 12 mai 2005 (PP)
299PP-2603	Résolution comité exécutif VdM no 1040553028 17 août 2005 (PP)
299PP-2604	Opinion juridique 7 septembre 2006 (PP)
299PP-2605	Opinion juridique complémentaire 18 octobre 2006 (PP)
299PP-2606	Résolution du comité exécutif 31 juillet 2013 (PP)
299PP-2607	Télécopie envoyée par VdM 25 août 2006 (PP)
299PP-2608	Recomm VdM dossier 1060516003 4 décembre 2006 (PP)
299PP-2609	Sommaire décisionnel VdM dossier 1060516003 non daté (PP)
299PP-2610	Intervention VdM dossier 1060516003 4 décembre 2006 (PP)
299PP-2611	Résolution conseil exé VdM 6 décembre 2006 no 1060516003 (PP)
299PP-2612	Extrait du Rapport VG Mtl 2009 - Site Marc-Aurèle Fortin (PP)
299PP-2613	Extraits Plans budgétaires Mtl 2004 Tome 2 (PP)
300RP-2614	Représentations Catalogna & Frères 30 mars 2015 (RP)
300PP-2615	Déclaration assermentée Luciano Catalogna 27 avril 2015 (PP)
301RP-2616	Représentations Giuseppe Salvo et Construction Canasa 23 mars 2015 (RP)
301PP-2617	Affidavit Giuseppe Salvo 28 avril 2015 (PP)
302PP-2618	Déclaration assermentée Daniel Robert 25 mars 2015 (PP)
303RP-2619	Représentations Excavations Gilbert Théorêt 27 mars 2015 (RP)
23RP-2620	Représentations Michel Leclerc et Terramex du 4 avril 2015 (RP)
304RP-2621	Représentations Pavages Hampstead 17 mars 2015 (RP)
304PP-2622	Déclaration assermentée Gilles B. Thibault 23 avril 2015 (PP)
304PP-2623	État de renseignements de Roumix International (PP)
304PP-2624	État de renseignements de Les Pavages Hamstead (PP)
305RP-2625	Représentations Gaetan Biancamano 28 avril 2015 (RP)
306RP-2626	Représentations Mario Paul-Hus 20 mai 2015 (RP)
306PP-2627	Déclaration assermentée Mario Paul-Hus 20 mai 2015 (PP)
307RP-2628	Représentations de Frank Barbusci (RP)
307PP-2629	Déclaration assermentée Franck Barbusci (PP)

Cote	Pièce
308PP-2630	Déclaration assermentée de Yan Le Houillier (PP)
308PP-2631	Lettre de l'AMF du 11 juillet 2013 (PP)
308PP-2632	Lettre de l'AMF du 31 octobre 2013 (PP)
308PP-2633	PV informatisés Marie-Claude Dubois datés 28 fév 2014 (en liasse) (PP)
309RP-2634	Représentations de Philippe Larocque (RP)
309PP-2636	Jugement de la CCQ c. Philippe Larocque du 16 septembre 2005 (PP)
309PP-2637	Confirm emploi P. Larocque Resort One 2008 et 2010 (ltr 12 juin 2014) (PP)
309PP-2638	Annexe preuve de réclamation - État sommaire dette 3 janvier 2013 (PP)
309PP-2639	Certificat de libération du 7 janvier 2015 (PP)
309PP-2640	Expérience de travail et T-4 de Philippe Larocque (PP)
309PP-2641	Information Revenu Qc chèques échangés Rapide-Chèque Philippe Larocque (PP)
309PP-2642	Confirmation emploi Speedy Transport 2012 (lettre du du 6 février 2015) (PP)
310PP-2643	Déclaration assermentée Richard Bélanger 16 mai 2015 (PP)
310PP-2644	Extrait PV CE VdM 4 avril 2007 (PP)
310PP-2645	appel d'offres service professionnel en ingénierie 2009 (PP)
310PP-2646	Recettes de 4 cocktails de financement de 2005 à 2008 (PP)
311RP-2647	Représentations Michel Bissonnet 30 avril 2015 (RP)
311PP-2648	Déclaration assermentée Michel Bissonnet 5 mai 2015 (PP)
311PP-2649	Décision déléguée 10 avril 2008 (PP)
311PP-2650	Extrait PV assemblée St-Léonard 21 novembre 2005 (PP)
311PP-2651	Déclaration au DGE datée du 24 septembre 2014 (PP)
312RP-2652	Représentations Claulac 22 avril 2015 (RP)
312PP-2653	État de renseignements de Claulac inc.. en date d'avril 2015 (PP)
312PP-2654	Certificat de décès Sylvain Lacasse 17 décembre 2013 (déjà déposé avec Sylvain Lacasse)
313PP-2655	Déclaration assermentée Gilles Deguire 23 avril 2015 (PP)
314PP-2656	Déclaration assermentée Charles Abikhzer 15 avril 2015 (PP)
314PP-2657	État de renseignements REQ Le Groupe Conseil G.I.E. 15 avril 2015 (PP)
314PP-2658	Lettre du syndic de l'OIQ 1er avril 2014 (PP)

Cote	Pièce
315PP-2659	Certificat de décès Sylvain Lacasse 17 décembre 2013 (PP)
316PP-2660	Déclaration assermentée Sergio Pavone 11 mai 2015 (PP)
317RP-2661	Représentations Qualitas 30 avril 2015 (RP)
318PP-2662	Déclaration assermentée de Louis Lewis 29 avril 2015
319RP-2663	Représentations Rapid Cheque 29 avril 2015 (RP)
319PP-2664	Déclaration assermentée Ilario Modafferi 8 mai 2015 (PP)
319PP-2665	Lettres Rapid Chèque 2000 à 2012 (en liasse) (PP)
319PP-2666	Manuel de procédures 27 février 2007 (PP)
319PP-2667	Manuel de sécurité 6 septembre 2013 (PP)
320PP-2668	Déclaration assermentée Monique Richer 18 mai 2015 (PP)
144RP-2669	Représentations Jean-Paul Beaulieu (RP)
321RP-2670	Représentations Jean-Pierre Beaumont (RP)
322RP-2671	Représentations Michel Gagnon (RP)
322PP-2672	Note de Jean-Paul Beaulieu à Michel Gagnon du 7 janvier 2009 (PP)
322PP-2673	Note de Michel Gagnon à Jean-Paul Beaulieu du 8 janvier 2009 (PP)
322PP-2674	Note de Michel Gagnon à Jacques A. Tremblay du 8 janvier 2009 (PP)
178PP-2675	Déclaration assermentée de Bruno Lortie (PP)
179PP-2675	Déclaration assermentée de Bruno Lortie (PP)
180RP-2676	Représentations Nathalie Normandeau (RP)
323RP-2677	Représentations de Karim Senhaji (RP)
323PP-2678	Déclaration assermentée Karim Senhaji (PP)
323PP-2679	Autorisation d'absence d'Yvan Dumont du 28 juillet au 25 août 2008 (PP)
323PP-2680	Lettre du Jean-Pierre Beaumont datée du 2 juillet 2008 (PP)
323PP-2681	Lettre du Jean-Pierre Beaumont du 17 juillet 2008 (PP)
323PP-2682	Déclaration assermentée Yvan Dumont datée du 30 avril 2015 (PP)
323PP-2683	Décision du Conseil du Trésor du 2 septembre 2008 concernant le PIQM (PP)
170RP-2684	Représentations Jacques A Tremblay (RP)
324RP-2685	Représentations Chagnon (1975) Ltée du 26 janvier 2015 (RP)
324PP-2686	Déclaration assermentée Serge Perreault 1er mai 2015 (PP)

Cote	Pièce
324PP-2687	Décision Régie du bâtiment Systèmes Urbains 16 avril 2012 (PP)
324PP-2688	État de renseignement 9177-7151 Québec inc.. mai 2015 (PP)
324PP-2689	État de renseignement Chagnon (1975) Ltée 1er mai 2015 (PP)
324PP-2690	État de renseignement Systèmes Urbains inc.. 1er mai 2015 (PP)
149PP-2691	Déclaration assermentée Guy Chevrette 15 mai 2015 (PP)
149PP-2692	Déclaration assermentée Shirley Bishop 6 mai 2015 (PP)
149PP-2693	Déclaration assermentée Jocelyn Jalette 7 mai 2015 (PP)
149PP-2694	Déclaration assermentée Gilles Beaulieu 7 mai 2015 (PP)
149PP-2695	GC-1 Documents d'appel d'offres de la MRC route St-Donat (PP)
149PP-2696	GC-2 En liasse, octroi du contrat route St-Donat (PP)
149PP-2697	JJ-2 En liasse, programme soirée hommage et talon de billet datés du 24 nov 2001 (PP)
149PP-2698	JJ-3 Photographies soirée hommage 24 nov 2001 (PP)
149PP-2699	JJ-4 Rapport du représentant officiel au DGE pour 2001 (PP)
149PP-2700	SB-1 En liasse, factures et documents voyage 2002 (PP)
149PP-2701	Contrats et documents connexes route St-Donat 2001 et 2002 (PP)
325PP-2702	Déclaration assermentée Michel Massicotte 8 mai 2015 (PP)
325PP-2703	Déclaration assermentée Pascal Lamoureux 6 mai 2015 (PP)
135PP-2704	Déclaration assermentée Guy Hamel 30 avril 2015 (PP)
326RP-2705	Représentations Néolect inc.. et J.L. Le Saux Ltée 26 janvier 2015 (RP)
326PP-2706	Déclaration assermentée Stéphane Gauthier 30 avril 2015 (PP)
326PP-2707	État de renseignements J.L. Le Saux Ltée avril 2015 (PP)
326PP-2708	État de renseignements Le Groupe Le Saux Ltée avril 2015 (PP)
326PP-2709	État de renseignements Les Fibres Optiques du Québec Ltée avril 2015 (PP)
326PP-2710	État de renseignements Néolect inc.. avril 2015 (PP)
326PP-2711	État de renseignements Transelec Common inc.. avril 2015 (PP)
326PP-2712	Extrait site internet TCI 4 mai 2015 (PP)
139PP-2713	Déclaration assermentée Claude Paquet 27 avril 2015 (PP)
327PP-2714	Déclaration assermentée Noubar Semerjian 4 mai 2015 (PP)

Cote	Pièce
328RP-2715	Représentations Roger Fugère Jr. 8 décembre 2014 (RP)
329PP-2716	Déclaration assermentée André Bossé 4 mai 2015 (PP)
330PP-2717	Déclaration assermentée Jocelyn Drouin 30 avril 2015 (PP)
331PP-2718	Déclaration assermentée Pierre-André Dugas 4 mai 2015 (PP)
142PP-2719	Déclaration assermentée Florent Gagné 8 avril 2015 (PP)
332PP-2720	Déclaration assermentée Gordon Pupil 29 avril 2015 (PP)
145PP-2721	Représentations assermentées Gilles Roussy 1er mai 2015 (PP)
114PP-2722	Déclaration assermentée Michel Arsenault 19 mars 2015 (PP)
333PP-2724	Déclaration assermentée Gilles Audette 4 mai 2015 (PP)
334PP-2725	Déclaration assermentée Louis Bolduc 26 mars 2015 (PP)
335PP-2726	Déclaration assermentée Yvon Bolduc 19 mars 2015 (PP)
113RP-2727	Représentations Jean Lavallée 14 mai 2015 (RP)
71RP-2728	Représentations Basile Angelopoulos 5 janvier 2015 (RP)
71PP-2729	Déclaration assermentée Basile Angelopoulos 4 mai 2015 (PP)
71PP-2730	Allocution de depart de Basile Angelopoulos du 2 avril 2013 (PP)
81RP-2731	Représentations Claude Asselin 11 janvier 2015 (RP)
68RP-2732	Représentations Jean Bertrand 17 décembre 2014 (RP)
70RP-2733	Représentations Benoit Fradet 18 décembre 2014 (RP)
336RP-2734	Représentations de Robert Abdallah (1) 27 janvier 2015 (RP)
336RP-2735	Représentations de Robert Abdallah (2) 30 avril 2015 (RP)
336PP-2736	Soumission d'Infrabec pour le Contrat S-121- 28 septembre 2005 (PP)
336PP-2737	Extrait PV du comité exécutif de VdM - 1 ^{er} novembre 2005 (PP)
336PP-2738	Extrait du cahier prescriptions spéciales du Contrat S-121 - 2005 (PP)
336PP-2739	Estimation progressive no 20 du Contrat S 121 en date d'octobre 2009 (PP)
336PP-2740	Directives de changement du Contrat S-121 - 1 ^{er} décembre 2008 (PP)
336PP-2741	Décomptes progressifs no 1 à 6 du Contrat S-121 datés de février à juillet 2006 (PP)
336PP-2742	Communications relatives au Contrat S-121 de 2006 à 2008, en liasse (PP)
337RP-2743	Représentations de Claude Dauphin - 15 janvier 2015 (RP)

Cote	Pièce
337PP-2744	Déclaration assermentée de Claude Dauphin 6 mai 2015 (PP)
337PP-2745	Communiqué de la Ville de Montréal du 25 juin 2008 (PP)
337PP-2746	Communiqué de la Ville de Montréal du 12 décembre 2008 (PP)
337PP-2747	Communiqué de l'opposition officielle de la VdM du 29 avril 2008 (PP)
338PP-2748	Déclaration assermentée Yvan Delorme 28 avril 2015 (PP)
339RP-2749	Représentations de Cosmo Maciocia 20 janvier 2015
58PP-2750	Déclaration assermentée amendée d'André Morrow 30 avril 2015 (PP)
58PP-2751	Extrait Barreau du Québec – Définition de retainer (PP)
58PP-2752	Extrait Terminologie comptable – Définition de retainer fee (PP)
58PP-2753	Extrait du Journal Barreau du Québec (Mai 2009) – Règles compte en fidéicomis (PP)
42RP-2754	Représentations Christian Ouellet 30 avril 2015 (RP)
340PP-2755	Déclaration assermentée Pierre Santamaria 26 mars 2015 (PP)
55RP-2756	Représentations Rosaire Sauriol 20 janvier 2015 (RP)
341RP-2757	Représentations Jean-François St-Onge 13 février 2015 (RP)
341PP-2758	Déclaration assermentée Jean-François St-Onge 30 avril 2015 (PP)
14RP-2759	Représentations Gilles Surprenant 5 janvier 2015 (RP)
60RP-2760	Représentations de Gérald Tremblay 23 janvier 2015 (RP)
60RP-2761	Représentations additionnelles Gérald Tremblay 23 janvier 2015 (RP)
60PP-2762	Tableau fautes commises par le personnel VdM 2004-2012 (PP)
60PP-2763	Rapport du BIG appel public propositions 12 septembre 2014 (PP)
60PP-2764	Lettre de Sylvain Gaudreault à Gérald Tremblay 4 octobre 2012 (PP)
57RP-2765	Représentations Bernard Trépanier 20 janvier 2015 (RP)
343RP-2766	Représentations CCDC 31 mars 2015 (RP)
344RP-2767	Représentations Antoine Robitaille 22 mars 2015 (RP)
345RP-2768	Représentations Ramez Ayoub 7 mai 2015 (RP)
345PP-2769	Déclaration assermentée Michel Beausoleil 6 mai 2015 (PP)
345PP-2770	Déclaration assermentée Ramez Ayoub 15 mai 2015 (PP)
345PP-2771	Déclaration au DGEQ 11 février 2014 (PP)

Cote	Pièce
346RP-2772	Représentations Michel Caron 18 mai 2015 (RP)
347RP-2773	Représentations Denis Lavoie 19 mai 2015 (RP)
347PP-2774	Extrait wikipedia en date du 19 mai 2015 (PP)
348RP-2775	Représentation Claude Marquis 15 mai 2015 (RP)
348PP-2776	Déclaration assermentée Claude Marquis 21 mai 2015 (PP)
349RP-2777	Représentations Jocelyn Giguère 22 mai 2015 (RP)
350RP-2778	Représentations Lécuyer & Fils Ltée 15 mai 2015 (RP)
350PP-2779	Déclaration assermentée Antonio Tavarès 15 mai 2015 (PP)
351RP-2780	Représentations Sylvie Surprenant 21 mai 2015 (RP)
351PP-2781	Déclaration assermentée Sylvie Surprenant 21 mai 2015 (PP)351PP-2781
352RP-2782	Représentations Rosaire Bertrand du 5 décembre 2014 (RP)
353PP-2783	Déclaration assermentée Ginette Boivin 8 mai 2015 (PP)
353PP-2784	Déclaration assermentée Pierre Boileau 5 mai 2015 (PP)
174RP-2785	Représentations assermentées Christian Côté 16 janvier 2015 (RP)
354PP-2786	Déclaration assermentée Sylvain Tanguay 21 mai 2015 (PP)
354PP-2787	Remboursement DGEQ 1996-2011 (PP)
354PP-2788	Statuts PQ 15-17 avril 2011 (PP)
354PP-2789	Statuts PQ 3-5 juin 2005 (PP)
355PP-2790	Déclaration assermentée Robert Parent 16 janvier 2015 (PP)
356RP-2791	Représentations PLQ 30 janvier 2015 et annexe (RP)
356PP-2792	Code d'éthique et de déontologie du PLQ (PP)
357PP-2793	Déclaration assermentée de M. Sylvain Tanguay 1 mai 2015 (PP)
357PP-2794	Déclaration assermentée Pierre Boileau 5 mai 2015 (PP)
357PP-2795	Annexe 1 - Statuts - PQ1996 (PP)
357PP-2796	Annexe 2 - Statuts - PQ2000 (PP)
357PP-2797	Annexe 3 - Statuts - PQ2005 (PP)
357PP-2798	Annexe 4 - Statuts - PQ2011 (PP)
357PP-2799	Annexe 5 - Remboursement - Contribution - DGEQ - 1996-2011 (PP)
357PP-2800	Annexe 6 - Reflexion DGEQ Financement 2007 (PP)

Cote	Pièce
357PP-2801	Annexe 7 - Comité consultatif 1996-2012 (PP)
357PP-2802	Annexe 8 Comité technique 1996-2012 (PP)
184RP-2803	Représentations Violette Trépanier 30 janvier 2015 (RP)
358RP-2804	Représentations DGEQ datées du 4 février 2015 (RP)
358PP-2805	Lettre du DGEQ à France Charbonneau datée du 15 novembre 2011 (PP)
358PP-2806	Lettre du DGEQ à France Charbonneau datée du 15 mai 2012 (PP)
358PP-2807	Lettre directeur affaires juridiques par interim à Me Ferland 9 octobre 2014 (PP)
358PP-2808	Tableau des événements marquants en financement politique daté du 28 janvier 2015 (PP)
358PP-2809	Tableau des enquêtes du secteur financement de 1995 à 2014 daté du 15 janvier 2015 (PP)
358PP-2810	En liasse, 3 communiqués de presse du DGE datés de 1996 (PP)
358PP-2811	Déclaration du DGE Me Pierre-F. Côté datée du 20 janvier 1997 (PP)
358PP-2812	En liasse, rapport détaillé sur fin. pol. mun. et communiqué du DGE datés de 1998 (PP)
358PP-2813	Communiqué du DGE du 10 juillet 2000 (PP)
358PP-2814	Allocution du DGE du 9 juin 2005 (PP)
358PP-2815	Extraits du Rapport annuel du DGEQ 2000-2001 (PP)
358PP-2816	Mandat du Comité éthique et financement des partis politiques daté du 9 mai 2002 (PP)
358PP-2817	En liasse, Plan d'action du DGEQ 2003-2006 et communiqué de presse datés de 2003 (PP)
358PP-2818	Allocution du DGE du 9 mai 2003 (PP)
358PP-2819	Lettre du DGE à la sous-ministre du Revenu datée du 3 mars 2003 (PP)
358PP-2820	Extraits doc. travail pour rencontre entre DGE et ministère du Revenu du 26 février 2003 (PP)
358PP-2821	Communiqué du DGE du 16 décembre 2004 (PP)
358PP-2822	Communiqué du DGE du 28 avril 2005 (PP)
358PP-2823	En liasse, Rapport de la Commission Moisan et communiqué du DGE datés du 12 juin 2006 (PP)
358PP-2824	En liasse, Rapport gr. réflexion sur fin. partis pol. et communiqué du DGE datés de 2007 (PP)

Cote	Pièce
358PP-2825	Communiqué du DGEQ du 13 janvier 2006 (PP)
358PP-2826	Communiqué du DGEQ du 29 mai 2007 (PP)
358PP-2827	En liasse, Lettre DGQE à sous-min. du Revenu du 23 août 2007 et article du Soleil du 2 nov 2007 (PP)
358PP-2828	Lettre du DGEQ à la sous-ministre du Revenu datée du 28 février 2008 (PP)
358PP-2829	Plainte anonyme datée du 15 février 2008 (PP)
358PP-2830	Article <i>Le Soleil</i> du 8 février 2008 (PP)
358PP-2831	Lettre sous-ministre du Revenu au DGEQ datée du 14 juillet 2009 (PP)
358PP-2832	Lettre DGEQ au ministre resp. réforme institutions démocratiques datée du 30 avril 2010 (PP)
358PP-2833	Transcription d'une entrevue de Benoît Labonté à RDI le 22 octobre 2009 (PP)
358PP-2834	Allocution du DGEQ du 3 novembre 2009 (PP)
358PP-2835	En liasse, point presse Courchesne, émission RDI et conférence Boulet datés de 2009 et 2010 (PP)
358PP-2836	Article de la Presse Canadienne du 9 mars 2010 (PP)
358PP-2837	Entrevue Marc Bellemare à CJMF-FM 15 mars 2010 et communiqué du DGE 3 déc. 2010 (PP)
358PP-2838	Communiqué du DGEQ du 5 août 2010 (PP)
358PP-2839	Article <i>Le Devoir</i> daté du 18 mai 2010 (PP)
358PP-2840	Communiqué du DGEQ du 24 avril 2013 (PP)
358PP-2841	Article de TVA Nouvelles du 23 novembre 2010 (PP)
358PP-2842	Communiqué du DGEQ du 18 mars 2010 (PP)
358PP-2843	Communiqué du DGEQ du 29 octobre 2012 (PP)
358PP-2844	Communiqué du DGEQ du 3 avril 2013 (PP)
358PP-2845	Tableau des poursuites pour financement sectoriel daté du 13 janvier 2015 (PP)
358PP-2846	Graphique des contributions réclamées aux partis politiques daté du 27 janvier 2015 (PP)
358PP-2847	En liasse, Extraits de 9 rapports annuels du DGE datés de 1998 à 2014 (PP)
358PP-2848	Tableau des activités d'information au public sur fin. politique daté de janvier 2015 (PP)
358PP-2849	Bilan des séances de formation données de 1996 à 2002 daté d'août 2014 (PP)

Cote	Pièce
358PP-2850	Programme d'accueil et fidélisation clients et partenaires de la DFPP daté du 17 janvier 2010
358PP-2851	Travaux de vérifications et d'exams 1996 à 2012 daté d'août 2014 (amendé) (PP)
358RP-2852	Magasins à rayons Peoples c. Wise, [2004] 3 R.C.S. 461 (RP)
358RP-2853	Pincourt (Ville de) c. Construction Cogrex Ltée, 2013 QCCA 1773 (RP)
358RP-2854	LEMIEUX, Denis, « La nature et la portée du contrôle judiciaire », Collection de droit, 2014 (RP)
358RP-2855	Finney c. Barreau du Québec, [2004] 2 R.C.S. 17 (RP)
358RP-2856	Journal Débat assemblée nationale, 3e sess., 32 légis., 8 déc 1982, vol. 26, no 96, p. 6595 (RP)
358RP-2857	Harper c. Canada (Procureur général), [2004] 1 R.C.S. 827 (RP)
358RP-2858	Journal des Débat de l'assemblée nationale, 2e sess., 31 légis., 7 juillet 1977, vol. 19, p. 1850 (RP)
358RP-2859	Bernier c. Québec (Sous-ministre du Revenu), 2007 QCCA 1003 (RP)
359PP-2860	Déclaration assermentée Nancy Arbour 22 mai 2015 (PP)
360RP-2861	Représentations Béton provinc.ial 8 mai 2015 (RP)
360PP-2862	Déclaration assermentée André Bélanger 15 mai 2015 (PP)
361PP-2863	Déclaration assermentée Jacques Chagnon 15 mai 2015 (PP)
362PP-2864	Déclaration assermentée Germain Chevarie 26 mai 2015 (PP)
363RP-2865	Représentations Roger Chevarie 7 mai 2015 (RP)
391RP-2866	Représentations Claude Carignan 20 mai 2015 (RP)
391PP-2867	Déclaration assermentée Claude Carignan 1er juin 2015 (PP)
364PP-2868	Déclaration assermentée Ron McCallum 20 mai 2015 (PP)
365PP-2869	Déclaration assermentée Jean-Guy Paré 7 mai 2015 (PP)
366RP-2870	Représentations Premier Tech Technologies Ltée 8 mai 2015 (RP)
366RP-2871	Représentations complémentaires Premier Tech Technologies Ltée 21 mai 2015 (RP)
366PP-2872	Facture #0114705 de Roche Ltée du 28 nov2008 (PP)
366PP-2873	Facture #0114770 de Roche Ltée du 30 nov 2008 (PP)
366PP-2874	Facture #0117029 de Roche Ltée du 30 janvier 2009 (PP)

Cote	Pièce
367RP-2875	Représ. Energie Carboneutre et Yves Thériault 20 mai 2015
368RP-2876	Représentations Doncar Construction 22 mai 2015 (RP)
369RP-2877	Représentations Éric Giguère 22 mai 2015 (RP)
369PP-2878	Demande Banque HSBC Canada 13 décembre 2012 (PP)
369PP-2879	Demande Banque Laurentienne 13 décembre 2012 (PP)
369PP-2880	Registre comptable Banque Laurentienne 3 avril 2001 (PP)
369PP-2881	Registre comptable HSBC 24 mars 2001 (PP)
369PP-2882	Réponse Banque Laurentienne 19 décembre 2012 (PP)
369PP-2883	Réponse HSBC 11 février 2013 (PP)
7-R-2884	Tenti, Valentina - Comprendre l'infiltration de la mafia dans le secteur public de la construction en Italie août 2012
7-R-2884	Tenti, Valentina - Comprendre l'infiltration de la mafia dans le secteur public de la construction en Italie août 2012
CEIC-R-2885	Prévost, P. et Le Chasseur, M.-A. - Gestion contractuelle des municipalités québécoises octobre 2013
CEIC-R-2886	Prévost, et Le Chasseur, M.-A. - Diverses solutions alternatives en matière d'encadrement - gestion contractuelle des mun. Octobre 2013
CEIC-R-2887	Morselli, Carlo, International Experiences in Collusion and Corruption in the Construction Industry septembre 2012
257-R-2888	Comtois, Yves. Analyse comparée des règles de droit de la concurrence déc 2014
257-R-2889	Comtois, Yves Ententes anticoncurrentielles et truquages d'offres octobre 2014
260-R-2890	Roberts, Neal - The United States False Claims Act - février 2015
CEIC-R-2891	Leclair, J. et Gaudreault-Desbiens, J-F - Étude générale de la latitude constitutionnelle des provinc.es - collusion et de corruption Juin 2013
CEIC-R-2892	Bourgault, Jacques - Les rapports entre les élus et la fonction publique novembre 2013
CEIC-R-2893	Joanis, Marcelin. Analyse économique des marchés publics dans l'industrie de la construction au Québec Décembre 2014
CEIC-R-2894	Joanis, Marcelin et Boulenger - Note complémentaire sur les méthodes MACBETH et BVPIPS Avril 2014
251-R-2895	Dupont, Benoît - La régulation des systèmes organisationnels de collusion et de corruption mars 2014

Cote	Pièce
CEIC-R-2896	Lapointe, Mathieu. Corruptions et réformes au fil du 20e siècle québécois fév 2015
246-R-2897	The global principles on national security and the right to information
245-R-2898	OCDE 2008 - Intégrité dans les marchés publics - Bonnes pratiques
245-R-2899	OCDE 2010 - Principes de l'OCDE pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics
245-R-2900	OCDE 2014 - Financing democracy
245-R-2901	OCDE 2014 - Lobbying, vol. 3
177RP-2902	Représentations Marc-Yvan Côté 23 janvier 2015 (RP)
370PP-2903	Déclaration assermentée Paul Lafleur 28 avril 2015 (PP)
371PP-2904	Déclaration assermentée Gaétan Lelièvre 8 mai 2015 (PP)
372RP-2905	Représentations Mario Martel 29 décembre 2014 (RP)
178RP-2906	Représentations Témoin A 5 janvier 2015 (RP)
373PP-2907	Représentations François Roussy 26 janvier 2015 (PP)
373PP-2908	Affidavit François Roussy 30 avril 2015 (PP)
373PP-2909	Affidavit Sébastien Fournier 4 mai 2015 (PP)
373PP-2910	Courriel du Musée de la Gaspésie au Dr Foucqueron 4 mai 2009 (PP)
373PP-2911	En liasse, documents relatifs à la Francoville 2009 datés de 2007 à 2009 (PP)
373PP-2912	En liasse, docs mise aux normes eau potable Gaspé 2010 et 2011 (PP)
373PP-2913	En liasse, documents implantation équipe hockey Gaspé 2008 et 2009 (PP)
373PP-2914	En liasse, Extraits Procès-verbaux Conseil municipal Ville de Gaspé de 2007 à 2013 (PP)
373PP-2915	En liasse, Lettres de Roche à Steve Médou, tableau 1.0 6 juillet 2006, 3 résolutions du CM de Gaspé (PP)
374RP-2916	Représentations Construction DJL 19 mai 2015 (RP)
374RP-2917	Représentations Construction DJL inc. 28 mai 2015 (RP)
375RP-2918	Représentations Jean-Paul Dupré 26 mai 2015 (RP)
376RP-2919	Représentations Genivar 20 mai 2015 (RP)
376PP-2920	Déclaration assermentée Sophie Ménard 29 avril 2015 (PP)
376PP-2921	Déclaration assermentée Jean-François Gauthier 20 mai 2015 (PP)

Cote	Pièce
376PP-2922	Déclaration assermentée Jocelyn Drouin 20 mai 2015 (PP)
376PP-2923	En liasse, Extraits rapp. annuels 2012 et 2013 et communiqué 11 fév. 2013
376RP-2924	Transmission rapport d'enquête interne à CEIC 17 avril 2013 (RP)
377PP-2925	Déclaration assermentée Yves Lortie 25 mai 2015 (PP)
353PP-2926	Déclaration assermentée Sylvain Tanguay 1 ^{er} mai 2015 (PP)
378RP-2927	Représentations amendées SNC-Lavalin 25 juin 2015 (RP)
378PP-2928	Lettre de François Fontaine à Denis Gallant 15 mars 2013 (PP)
132RP-2929	Représentations Marcel Roireau 22 mai 2015 (RP)
379RP-2930	Représentations Joël Arseneau 14 mai 2015 (RP)
379PP-2931	Déclaration assermentée Joël Arseneau 22 mai 2015 (PP)
379PP-2932	Fiche technique route 199 pour Julie Boulet (non datée) (PP)
379PP-2933	Lettre Joël Arsenault à Nathalie Normandeau 10 janvier 2008 (PP)
379PP-2934	Note Maxime Arsenault à Nathalie Normandeau 18 mars 2008 (PP)
380PP-2935	Déclaration assermentée Bruno Crispin 25 mai 2015 (PP)
381RP-2936	Représentations François Paulhus 14 mai 2015 (RP)
381PP-2937	Déclaration assermentée François Paulhus 15 mai 2015 (PP)
381PP-2938	Liste des annexes à la déclaration solennelle (PP)
381PP-2939	Rôle du représentant de l'AICQ (PP)
381PP-2940	Tableaux Services professionnels Génie civil 2003-2004 (PP)
381PP-2941	Mémoire sur les mandats d'ingénierie (PP)
381PP-2942	Documentation de mars 2002 (PP)
381PP-2943	Critères de classification - Novembre 2002 (PP)
381PP-2944	Sélection des services de génie conseil Janvier 2003 (PP)
381PP-2945	Lettre à Me Jacques Dionne du 23 janvier 2003 (PP)
381PP-2946	Contrat 2003 SP-231 et lettre concurrence réelle sur ce contrat (PP)
381PP-2947	Courriel et document de la présidente AICQ Novembre 2003 (PP)
381PP-2948	Info-conseil express et Plan d'action AICQ 2003-2004 (PP)
381PP-2949	Journal 31 janvier 2004 (Johanne Desrochers) (PP)
381PP-2950	Avis de convocation 10 février 2004 AICQ Régional (PP)

Cote	Pièce
381PP-2951	Mémoire AICQ Avril 2004 (PP)
381PP-2952	Lettre à la Ville 7 juin 2004 (PP)
381PP-2953	Revue Plan (AICQ) 2005-2006 - Mai 2007 et Rapport annuel AICQ 2008-2009 (PP)
382PP-2954	Déclaration assermentée Jean-Pierre Turgeon 15 mai 2015 (PP)
382PP-2955	Déclaration assermentée Jean-Maurice Forget 22 mai 2015 (PP)
382PP-2956	Déclaration assermentée Francine Bernard 25 mai 2015 (PP)
382PP-2957	Déclaration assermentée Julie Boudreault 25 mai 2015 (PP)
382PP-2958	Déclaration assermentée Pierre Côté 25 mai 2015 (PP)
382PP-2959	Déclaration assermentée Pierre-André Matton 25 mai 2015 (PP)
383PP-2960	Déclaration assermentée André Ross 21 mai 2015 (PP)
384RP-2961	Représentations Marcel Faucher 11 mai 2015 (RP)
385RP-2962	Représentations Jostran Lamontagne 1 ^{er} mai 2015 (RP)
55RP-2963	Représentations Rosaire Sauriol 14 mai 2015 (RP)
386PP-2964	Lettre Benoit Labonté 27 avril 2015 (PP)
263PP-2965	En liasse, plaintes déposées en malversation entre 1976 et 2003 (PP)
263RP-2966	Représentations Syndic OIQ 5 mai 2015 (RP)
56RP-2967	Représentations Marc Deschamps 30 avril 2015 (RP)
56PP-2968	Déclaration assermentée Louis Lewis 29 avril 2015 (PP)
CEIC-P-2969	Tableau des Amendes et condamnations dans domaine de la construction - ARQ
CEIC-P-2970	Extrait de Les nouvelles fiscales, deuxième trimestre 1997
CEIC-P-2971	Rencontre avec le Registraire du 8 mai 2012, mise à jour le 17 avril 2015
CEIC-P-2973	Courriel de Jacques Saint-Laurent à Pierre-Olivier Brodeur, 19 décembre 2014
CEIC-P-2974	Propositions modifications Loi transparence et éthique matière de lobbyisme (2012)
CEIC-P-2975	Rôle évaluation foncière, Docs Registre foncier lot#482 et Acte de vente (7350-7390 Henri-Bou Est)
CEIC-P-2976	Requête déposée par Me Louis Belleau, avocat du requérant Antonio Accurso, 29 août 2014
CEIC-P-2977	Avis de la convocation à une assemblée générale des créanciers-Harbourteam Developments

Cote	Pièce
CEIC-P-2978	Avis aux créanciers de Harbourteam Developments et de Gescor - La Presse 14 mai 2003
CEIC-P-2979	Rapport contrôleur plan arrangement dans affaire arrangement Harbourteam Developments inc.
CEIC-P-2980	Constats d'infraction remis à des partis politiques municipaux depuis 1996
CEIC-P-2981	Tableau des membres du Comité consultatif du DGEQ 1996-2012
CEIC-P-2982	Tableau des réunions du Comité consultatif du DGEQ 1996 à 2012
CEIC-P-2985	Graphique - Nouveaux fonds programmes subventions infrastructures municipales relevant du MAMOT
CEIC-P-2986	Statuts de la FTQ-Construction adoptés au Congrès des 3 et 4 mai 2011
CEIC-P-2987	Courriel de Dominique Jodoin à Christian Lemay, 7 janvier 2015
CEIC-P-2989	Rapport sur le projet Faubourg Contrecoeur - Deloitte et Touche, 2 avril 2009
CEIC-P-2990	Rapport Annuel 1982 Corival inc.
CEIC-P-2991	Rapport Annuel 1983 Corival inc.
CEIC-P-2992	Déclaration annuelle 2010 compagnie 9154-8818 Québec inc.
CEIC-P-2993	Résolution CE06 1044 de la Séance ordinaire du comité exécutif du 21 juin 2006
CEIC-P-2994	Registre CIDREQ pour la compagnie Gastier M.P. inc.
CEIC-P-2995	Tableau des prescriptions (1 ^{re} partie) 7e édition
CEIC-P-2996	Lettre du BCG à Christian Lemay datée du 9 mars 2015
CEIC-P-2997	Courriel de Me Alain Bond à Christian Lemay, 12 mars 2015
CEIC-P-2998	Lettre de Gérald Tremblay adressée aux membres du comité exécutif, 16 décembre 2009
CEIC-P-2999	Présentation Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal à la CEIC, novembre 2014
CEIC-P-3000	Liste des enquêtes de 1997 à 2013
CEIC-P-3005	Statistiques des dossiers transmis à l'UPAC (2011 à 2015)
CEIC-P-3007	Tableau variation nette de l'effectif en place (2011 et 2014)
CEIC-P-3008	Évolution des règles concernant l'éthique au MTQ
CEIC-P-3009	Mandat d'accompagnement de l'Ordre des ingénieurs du Québec - Rapport final, 30 janvier 2015

Cote	Pièce
CEIC-P-3010	KPMG-Secor, Audit de gestion des activités de l'Ordre. Rapport final préliminaire, 11 décembre 2014
CEIC-P-3011	Lettre Jean Paul Dutrisac (OPQ) à Daniel Lebel (OIQ), 5 décembre 2013
CEIC-P-3012	Lettre OIQ à la CEIC, 2 mars 2015
CEIC-P-3013	Extrait du procès-verbal de la séance du 22 mars 2012 (CA de l'OIQ)
CEIC-P-3014	Extrait du procès-verbal de la séance du 13 novembre 2014 (CA de l'OIQ)
CEIC-P-3015	Extrait du procès-verbal de la séance du 30 avril 2014 (CA de l'OIQ)
CEIC-P-3016	Extrait du procès-verbal de la séance du 11 décembre 2014 (CA de l'OIQ)
CEIC-P-3017	Plaintes 3C - Bureau du syndic - Sanctions rendues après le 1 ^{er} janvier 2008 (reçu le 2 mars 2015)
CEIC-P-3018	Évaluation besoins membres et leur position face à différents enjeux OIQ, avril 2014
CEIC-P-3019	Éthique et déontologie. Sondage auprès des membres de l'OIQ, novembre 2011
CEIC-P-3020	Comparaison des dépenses pour chacun des ordres professionnels au 31 mars 2013
CEIC-P-3021	Lettre Jean Paul Dutrisac (OPQ) à Stéphane Bilodeau (OIQ), 27 mai 2014
CEIC-P-3022	Lettre Jean Paul Dutrisac (OPQ) à Robert Sauvé (OIQ), 25 juin 2014
CEIC-P-3024	Courriel Louis Morneau à Pierre-Olivier Brodeur, 6 février 2015
CEIC-P-3025	Courriel Louis Morneau à Pierre-Olivier Brodeur, 6 février 2015, pièce jointe (Réponse 2)
CEIC-P-3026	Courriel Louis Morneau à Pierre-Olivier Brodeur, 6 février 2015, pièce jointe (Réponse 4)
CEIC-P-3027	Courriel Louis Morneau à Pierre-Olivier Brodeur, 10 février 2015
CEIC-P-3028	Courriel Jocelyne Tremblay à Pierre-Olivier Brodeur, 10 février 2015
CEIC-P-3029	Courriel Michel Pelletier à David Drouin-Lê, 6 janvier 2015
CEIC-P-3030	Mesures mises en place SQI pour contrer la corruption et la collusion
CEIC-P-3031	Fiches de leçons apprises relativement au CUSM, 8 octobre 2014
CEIC-P-3032	Lettre de Louise Lambert (SQI) à Gabriel Chénard (CEIC), 2 février 2015
CEIC-P-3033	Courriel de Cynthia Imbeault à Gabriel Chénard, 13 janvier 2015
CEIC-P-3034	Champ d'intervention de la SQI - Projets d'infrastructure publique

Cote	Pièce
CEIC-P-3035	Liste ministères et organismes publics faire affaire exclusivement avec SIQ et activités et services exclus
CEIC-P-3036	Extrait liste thèmes et docs connexes pour UPAC. Doc préparatoire témoignage CEIC, 30 juin 2014
CEIC-P-3037	Courriel Jacques Beaupré (UPAC) à Pierre-Olivier Brodeur (CEIC), 5 janvier 2015
CEIC-P-3038	Courriel Jacques Beaupré (UPAC) à Pierre-Olivier Brodeur (CEIC), 15 décembre 2014
CEIC-P-3039	Droit Laval, Lancement Programme civil formation enquêteurs Administration publique québécoise
387RP-3040	Représentations Joseph Giguère 22 mai 2015 (RP)
388RP-3041	Représentations LVM Technisol 22 mai 2015 (RP)
58PP-3042	Déclaration assermentée André Morrow 9 juin 2015 (PP)
389RP-3044	Représentations Marc Bibeau 29 mai 2015 (RP)
389RP-3045	En liasse, extraits livres PLQ - Exercice 31 déc. 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989 (RP)
353PP-3046	Déclaration assermentée Pierre Séguin pour GB 5 juin 2015 (PP)
353PP-3047	Annexe 1 décl. P. Séguin - Guide PQ 2005 (PP)
353PP-3048	Annexe 2 décl. P. Séguin - Guide PQ 2006 (PP)
353PP-3049	Annexe 3 décl. P. Séguin - Guide PQ 2007 (PP)
353PP-3050	Annexe 4 décl. P. Séguin - Guide PQ 2008 (PP)
353PP-3051	Annexe 5 décl. P. Séguin - Mémo complémentaire (PP)
353PP-3052	Annexe 6 décl. P. Séguin - Bulletin d'information PQ de 2011 (PP)
354PP-3053	Déclaration assermentée Nicole Stafford 1er juin 2015 (PP)
354PP-3054	Annexe 1 NS - Financement Charlevoix 2008 mensuel (PP)
354PP-3055	Annexe 2 NS - Financement Charlevoix 2000-2015 (PP)
354PP-3056	Déclaration assermentée Pierre Séguin pour PM 5 juin 2015 (PP)
354PP-3057	Annexe 1 décl. P. Séguin - Guide PQ 2005 (PP)
354PP-3058	Annexe 2 décl. P. Séguin - Guide PQ 2006 (PP)
354PP-3059	Annexe 3 décl. P. Séguin - Guide PQ 2007 (PP)
354PP-3060	Annexe 4 décl. P. Séguin - Guide PQ 2008 (PP)
354PP-3061	Annexe 5 décl. P. Séguin - Mémo complémentaire (PP)

Cote	Pièce
354PP-3062	Annexe 6 décl. P. Séguin - Bulletin d'information PQ de 2011 (PP)
357PP-3063	Déclaration assermentée Pierre Séguin pour PQ 5 juin 2015 (PP)
357PP-3064	Annexe 1 décl. P. Séguin - Guide PQ 2005 (PP)
357PP-3065	Annexe 2 décl. P. Séguin - Guide PQ 2006 (PP)
357PP-3066	Annexe 3 décl. P. Séguin - Guide PQ 2007 (PP)
357PP-3067	Annexe 4 décl. P. Séguin - Guide PQ 2008 (PP)
357PP-3068	Annexe 5 décl. P. Séguin - Mémo complémentaire (PP)
357PP-3069	Annexe 6 décl. P. Séguin - Bulletin d'information PQ de 2011 (PP)
149PP-3070	Déclaration assermentée Guy Chevrette 9 juin 2015 (PP)
306PP-3071	Déclaration assermentée Mario Paul-Hus 11 juin 2015 (PP)
269RP-3072	Représentations Giorgio Tartaglino 3 juin 2015 (RP)
269RP-3073	Charles-Maxime Panaccio, La détermination des faits et de la responsabilité par les commissions d'enquête (RP)
269RP-3074	Consortium Developments (Clearwater) Ltd. c. Sarnia (Ville), [1998] 3 RCS 3 (RP)
269RP-3075	Mahon v. New Zealand Ltd and others, [1984]3 All ER 201 (RP)
269RP-3076	Morneault c. Canada (Procureur général), [2001] 1 RCF 30 (RP)
269RP-3077	PG Canada c. Canada (Commissaire de l'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada) (CF 1996) (RP)
269RP-3078	PG Canada c. Canada (Commissaire de l'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada) (CSC 1997) (RP)
392PP-3079	Déclaration assermentée Marlène Cordato 3 juin 2015 (PP)
393RP-3080	Représentations Jacques Collin 3 juin 2015 (RP)
377RP-3081	Représentations Yves Lortie 8 juin 2015 (RP)
394PP-3082	Déclaration assermentée Robert Dion 2 juin 2015 (PP)
395RP-3083	Représentations Raymond Bouchard Excavation 22 mai 2015 (RP)
395PP-3084	Déclaration assermentée Serge Bouchard 1er juin 2015 (PP)
396RP-3085	Représentations Dominic Cayer 2 juin 2015 (RP)
397RP-3087	Représentations François Cantin 28 mai 2015 (RP)
397PP-3088	Déclaration assermentée François Cantin 10 juin 2015 (PP)
353RP-3090	Représentations Ginette Boivin 15 juin 2015 (RP)

Cote	Pièce
353RP-3091	Panaccio - La détermination des faits et de la responsabilité par les commissions d'enquête (RP)
353RP-3092	Lampron c. Energie Algonquin (Ste-Brigitte) inc.. (RP)
353RP-3093	Trus c. Ministre de la citoyenneté et de l'immigration (RP)
353RP-3094	Morneault c. Canada (RP)
353RP-3095	Mahon v Air New Zealand Ltd (RP)
353RP-3096	Krever 1996 (RP)
353RP-3097	Ruel - The Law of Public Inquiries in Canada (RP)
353RP-3098	Consortium Developments (Clearwater) c. Municipalité de Sarnia et Conseil d'écoles catholiques de Lambton (RP)
353RP-3099	Krever 1997 (RP)
271RP-3100	Représentations Clermont Gignac 12 juin 2015 (RP)
271PP-3101	Courriel Éric Michaud à Clermont Gignac 19 février 2010 (PP)
271PP-3102	1.2.2.8 Parking Alternative proposal - 11 novembre 2009 (PP)
271PP-3103	MUHC 100218 - FIN-001 - PROPOSITION ALTERNATIVE (PP)
271PP-3104	Parking Payment Agreement - Version 3 du 15 février 2010 (PP)
271PP-3105	Draft_Parking Alternate Proposal - Révision du 16 février 2010 (PP)
271PP-3106	Courriel Éric Michaud 19 février 2010 (PP)
271PP-3107	Courriel de François Quintal 23 février 2010 (PP)
378RP-3108	Représentations SNC-Lavalin 15 juin 2015 (RP)
23PP-3109	Déclaration assermentée Michel Leclerc 15 juin 2015 (PP)
33RP-3110	Représentations Michel Lalonde 15 juin 2015 (RP)
339RP-3111	Représentations complémentaires Cosmo Maciocia 16 juin 2015 (RP)
60RP-3112	Représentations complémentaires Gérald Tremblay 15 juin 2015 (RP)
57RP-3113	Représentations complémentaires Bernard Trépanier 6 juin 2015 (RP)
CEIC-R-3114	364-Plumitif Tony Tomassi - 200-01-159772-114
382RP-3115	Représentations Holcim Canada inc.. (Demix) 18 juin 2015 (RP)
322PP-3116	Déclaration assermentée Michel Gagnon 17 juin 2015 (PP)
149RP-3117	Représentations Guy Chevette 22 juin 2015 (RP)
305RP-3118	Représentations Gaëtan Biancamano 16 juin 2015 (RP)

Cote	Pièce
97PP-3119	Déclaration assermentée Benoit Ringuette 19 juin 2015 (PP)
294RP-3120	Représentations Normand Morin 22 juin 2015 (RP)
294PP-3121	Déclaration assermentée Normand Morin 22 juin 2015 (PP)
294PP-3122	Échange de courriels août 2005 (PP)
288PP-3123	Déclaration assermentée Pierre Anctil 18 juin 2015 (PP)
288PP-3124	Déclaration assermentée Suzanne Leblanc 12 juin 2015 (PP)
210P-3125	Courriel daté du 16 octobre 2014 en réponse à l'engagement pris par M. Toumi lors de son témoignage (210E-142)
197P-3126	Tableau de répartition des effectifs par unité administrative (197E-121)
197P-3127	Recommandations à l'administration RAPPORT I 26 octobre 2009 (197E-122)
197P-3128	Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (197E-123)
203P-3129	Mesures mises en place par la SQI pour contrer la corruption et la collusion (203E-130)
203P-3130	Code d'éthique et de conduite des employés de la SQI (203E-131)
203P-3131	Échange de courriels ainsi que fiche des leçons apprises en octobre 2014 (203E-133)
222P-3132	Document intitulé Study on project schedule and cost overruns by KPMG (222E-152)
162P-3133	Document d'appel de propositions - Directives aux soumissionnaires (162E-77)
228P-3134	Lettre du 19 novembre 2014 inc. luant des documents de l'Université de Mtl et des factures (228E-153)
196P-3135	Formulaire de déclaration d'intérêts (196E-116)
196P-3136	Données statistiques en lien avec l'amorce et le processus de suspension des travaux (196E-117)
196P-3137	Faits saillants sur les travailleurs de la construction de la Côte-Nord (196E-118)
196P-3138	Étude auprès de la population et employeurs et travailleurs de la construction Février 2014 (196E-119)
196P-3139	Le montant des cotisations patronales et syndicales qui transigent via la CCQ (196E-120)
59P-3140	Ltr M ^e Sheppard - engagements pris en audience lors du témoignage de M. Zampino (59E-37, 39 et 40)

Cote	Pièce
36P-3141	Ltr M ^e Elfassy répondant aux engagements pris par M. Borsellino lors de son témoignage (36E-13,16,17 et 18)
38P-3142	Réponse aux engagements pris par le PGQ lors du témoignage de M. Desrosiers (38E-68 et 38E-69)
112P-3143	Réponse à l'engagement pris lors du témoignage de M. Gionet (112E-62)
211P-3144	Échange de courriels et protocole d'utilisation de la TES (211E-143)
219P-3145	Réponses aux engagements pris par Messieurs Jacques Filion et Robert-C. Lalonde (219E-150 et 151)
212P-3146	Rapport sur la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie - Assemblée nationale (212E-144)
113P-3147	Lettre de M ^e Ryan en date du 12 mars 2014 (113E-63)
114P-3148	Lettre de M ^e Ryan en date du 12 mars 2014 (114E-64, 65 et 66)
204P-3149	Tableau et mise à jour à ce jour des mesures prises concernant les actions concertées MTQ-SCT (204E-134)
202P-3150	Réponses aux engagements souscrits par M ^e Eric Stevenson lors de son témoignage (202E-128 et 129)
154P-3151	Tableau intitulé Résultats Laviolette allant de 2001 à 2012 (154E-76)
205P-3152	Principales modifications au cadre normatif depuis juin 2012 (205E-135)
205P-3153	Engagement sur mise à jour du Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics (205E-136)
190P-3154	Membres du comité consultatif du DGEQ 1996 à 2012 (190E-99)
190P-3155	Lettre de M ^e Lucie Fiset - Activités de recherche du DGEQ (190E-100)
190P-3156	Lettre M ^e Lucie Fiset-Présentation du rapport au Parlement ou Assemblée législative (190E-101)
190P-3157	Lettre M ^e Lucie Fiset - Communiqué de presse exposant le verdict du jury citoyens (190E-102)
190P-3158	Vérifier la recommandation numéro 12 contenue dans le rapport du groupe de réflexion (190E-103)
190P-3159	Tableau nombre de plaintes touchant l'utilisation de prête-noms de 1996 à 2010 (190E-104)
108P-3160	Réponse à l'engagement pris par M ^e André Ryan au nom du Fonds de solidarité FTQ (108E-52)

Cote	Pièce
206P-3161	Liste des dossiers transmis au Bureau de la concurrence du Canada depuis 2011 (206E-138)
206P-3162	Mise en oeuvre des actions pour lutter contre la collusion et la corruption 2013-2014 (206E-139)
206P-3163	Étude du processus d'octroi des contrats de fabrication et de pose d'enrobé (206E-140)
193P-3164	Décisions du bureau des Régisseurs de 2010 à aujourd'hui (Annexe A) (193E-106)
193P-3165	Tableau catégories de licences des entrepreneurs détenant une licence restreinte (Annexe B) (193E-107)
193P-3166	Réponses aux engagements pris par Nathaly Marcoux pour la RBQ (lettre) (193E-108 et 110)
141P-3167	Ltr à M. Fournier de la part de M. Tourigny en date du 30 octobre 2008 (141E-72)
188P-3168	Réponse à l'engagement pris par Réal Laporte (188E-90)
188P-3169	Sanctions des codes de conduite reliées au secteur de la construction (188E-91)
188P-3170	Réponse à l'engagement pris par Réal Laporte (188E-92)
230P-3171	What's Wrong with Canada's Federal Whistleblower Legislation (230E-154)
191P-3172	Statistiques concernant les dossiers de vérification ayant mené à une sanction (191E-105)
55P-3173	Réponses aux engagements souscrits par Rosaire Sauriol (55E-28 et 55E-31)
55P-3174	Copie de l'entente intervenue entre Dessau inc. et M. Trépanier et factures (55E-32 et 55E-33)
199P-3175	Suivi des recommandations du Bureau du vérificateur général (199E-125)
199P-3176	Statistiques Bureau de protection de l'intégrité et de l'éthique (199E-126)
194P-3177	Statistiques des comités de discipline de 2006 à 2013 (194E-111)
195P-3178	Tableau des plaintes disciplinaires pour procédés déloyaux (195E-112)
195P-3179	Dossiers d'infraction liés au BDSQ entendus au comité de discipline (195E-113)
195P-3180	Plumitif de 9126-6478 QUEBEC inc.. portant le no 500-61-380991-142 (195E-114)
195P-3181	Rapport sur la concurrence de la CMMTQ (195E-115)
178P-3182	Courriel de Jonathan Duguay à Témoin A en date du 9 octobre 2009 (178E-81)
165P-3183	Tableau des dossiers non recommandés par le personnel technique (165E-78)
19P-3184	Documents en réponse aux engagements pris par Yves Thémen (19E-6)

Cote	Pièce
208P-3185	Initiatives prises par le registraire des entreprises (208E-141)
CEIC-R-3186	Office des Professions - rapport annuel 2013-2014 – extraits
CEIC-R-3187	Mémoire de l'AICQ présenté aux membres de la Commission des institutions de l'Assemblée Nationale du Québec, Octobre 1998
CEIC-R-3188	Mémoire de l'Ordre des ingénieurs du Québec présenté à la Commission des Institutions de l'Assemblée Nationale - Octobre 1998
193P-3189	Réponse à l'engagement pris par Nathaly Marcoux pour la RBQ et Annexe A (193E-106 et 109)
193P-3189	Réponse à l'engagement pris par Nathaly Marcoux pour la RBQ et Annexe A (193E-109)
358PP-3190	En liasse documents sur Union Montréal 2001 à 2008 (PP)
358PP-3191	Directive D-M-9, Rapport du vérificateur (auditeur indépendant) (PP)
358PP-3192	Points de contrôle de la Loi sur les élections (PP)
358PP-3193	Procédure P-M-E.13 (PP)
358PP-3194	En liasse, Rapport vérification Tremblay 2005, 2008, 2009 (PP)
358PP-3195	Lettre à Gérald Tremblay 5 octobre 2012 (PP)
358PP-3196	Contributions non conformes remises au DGE (PP)
358PP-3197	Extrait Manuel représentant officiel (PP)
358PP-3198	Lettre de Michel Maurice 19 avril 2011 (PP)
358PP-3199	Lettre de Karl Blackburn 16 mai 2011 (PP)
358PP-3200	Déclaration assermentée Octavio Soares 16 juin 2015 (PP)
358PP-3201	En liasse, Lettre 20 octobre 2009 et fiches d'analyse (PP)
358PP-3202	Transcription entrevue Marcel Blanchet pour Paul Arcand 20 octobre 2009 (PP)
358RP-3203	Représentations complémentaires DGEQ 23 juin 2015 (RP)
53PP-3204	Déclaration assermentée Pierre Lavallée 23 juin 2015 (PP)
52PP-3205	Déclaration assermentée Yves Cadotte 25 juin 2015 (PP)
398RP-3206	Représentations Dessau 23 juin 2015 (RP)
398PP-3207	Déclaration assermentée Luc Bélanger 23 juin 2015 (PP)
348PP-3208	Déclaration assermentée Claude Marquis 23 juin 2015 (PP)
399PP-3209	Déclaration assermentée Line Beauchamp 23 juin 2015 (PP)

Cote	Pièce
367RP-3210	Représentations Carboneutre et Yves Thériault 26 juin 2015 (RP)
400RP-3211	Représentations Marlène Girard 26 juin 2015 (RP)
354PP-3212	Déclaration assermentée Pauline Marois 26 juin 2015 (PP)
401PP-3213	Déclaration assermentée David Whissell 26 juin 2015 (PP)
401PP-3214	Transcription Renaud Lachance 11 septembre 2009 (PP)
402PP-3215	Déclaration assermentée France Lebreux 22 mai 2015 (PP)
354PP-3216	Opinion économique EEC financement PQ 29 juin 2015 (PP)
354PP-3217	Note économique complémentaire EEC 9 juillet 2015 (PP)
354PP-3218	Déclaration assermentée Farès Khoury 9 juillet 2015 (PP)
354PP-3219	CV Farès Khoury 23 mars 2015 (PP)
354RP-3220	Représentations Pauline Marois 9 juillet 2015 (RP)
354RP-3221	Autorités Pauline Marois 9 juillet 2015 (RP)
354PP-3222	Ann-1 Organigramme - responsabilité du financement (PP)
357PP-3223	Opinion économique EEC financement PQ 29 juin 2015 (PP)
357PP-3224	Note économique complémentaire EEC 9 juillet 2015 (PP)
357PP-3225	Déclaration assermentée Farès Khoury 9 juillet 2015 (PP)
357PP-3226	CV Farès Khoury 23 mars 2015 (PP)
357RP-3227	Représentations Parti Québécois 9 juillet 2015 (RP)
357RP-3228	Ann. 1 - Requête sur la suffisance du préavis 10 février 2015 (RP)
357RP-3229	Ann. 2 - Extraits des témoignages 9 juillet 2015 (RP)
357RP-3230	Autorités Parti Québécois 9 juillet 2015 (RP)
382PP-3231	Déclaration assermentée Jean-Maurice Forget 30 juillet 2015 (PP)
382RP-3232	Représentations complémentaires Demix - Holcim (Canada) inc. 31 juillet 2015 (RP)
403RP-3233	Représentations Jean Bosco-Bourcier 29 juillet 2015 (RP)
404RP-3234	Représentations Construction Soter inc. 17 juillet 2015 (RP)
405PP-3235	Déclaration Robert Fournier - Grues Moderne 13 juillet 2015 (PP)
398RP-3236	Représentations amendées Dessau 20 juillet 2015 (RP)
406PP-3237	Déclaration assermentée Sammy Forcillo 4 août 2015 (PP)

Cote	Pièce
CEIC-R-3238	Décret 435-2015, 27 mai 2015 - Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chapitre 25)
CEIC-R-3239	MAMROT - Exemples de mesure, gestion contractuelle 2010-10-04
CEIC-R-3240	Montréal - Politique d'approvisionnement 2011-10-27
CEIC-R-3241	Montréal - Politique de gestion contractuelle 2011-04-14
CEIC-R-3242	Ville de Montréal - Code de conduite et d'éthique - Élus (automne 2009)
CEIC-R-3243	Guide de référence système de pondération et d'évaluation (M.A.J. 09-2012)
CEIC-R-3244	Mise à jour sur l'implantation des recommandations - rapport de la DG du 26 octobre 2009
CEIC-R-3245	Complément d'information - Encadrement des comités de sélection
CEIC-R-3246	Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
CEIC-R-3247	Ministère des Transports – Rapport annuel de gestion 2013-2014
CEIC-R-3248	Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2012-2013
CEIC-R-3249	Rapport du VGQ à l'Assemblée nationale pour 2002-2003, Tome 2, Chapitre 4 - Gestion de la conservation
CEIC-R-3250	Procès-verbal de la Ville de Saint-Sauveur du 23 mars 2010
CEIC-R-3251	Extrait du procès-verbal de la séance du comité exécutif du 16 octobre 2002
CEIC-R-3252	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif du mercredi 24 mai 2006
CEIC-R-3253	Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif du mercredi 8 novembre 2006
401PP-3254	Déclaration assermentée David Whissell 10 août 2015 (PP)
401PP-3255	Chèque Association prot riv St-Jean 11 avril 2008 (PP)
56RP-3256	Représentations Marc Deschamps (Faubourg Contrecoeur) 22 juillet 2015 (RP)
318RP-3257	Représentations Union Montréal 22 juillet 2015 (RP)
59P-3258	En liasse Factures et preuves de paiement des voyages sur le Touch (39E-38)
39P-3259	Historique de la déficience de la qualité Fonte ductile et résultats d'essais 2000 à 2012 (39E-22)
52P-3260	Réponse à l'engagement pris par M. Yves Cadotte-Extrait d'une transcription du 18 mars 2013 (52E-24)
55P-3261	Lettre de M ^e Joly à M ^e Tremblay datée du 14 mai 2015 (55E-30)

Cote	Pièce
61P-3262	Reçus de paiement de 100 \$ (61E-44)
CEIC-P-3263	Lettre de Karl Blackburn à CEIC 28 mai 2012 (anciennement CEIC-R-199)
316PP-3264	Déclaration assermentée Sergio Pavone 21 août 2015 (PP)
316PP-3265	Résolution 96 à 99 (PP)
316PP-3266	Résolution 2000 à 2001 (PP)
316PP-3267	Résolution 2002 (PP)
316PP-3268	Résolution 2003 (PP)
316PP-3269	Résolution 2004 (PP)
316PP-3270	Résolution 2005 (PP)
316PP-3271	9-Résolution 2006 (PP)
316PP-3272	Résolution 2007 (PP)
316PP-3273	Résolution 2008 (PP)
316PP-3274	Résolution 2009 (PP)
316PP-3275	Résolution 2010-560 (PP)
316PP-3276	Résolution 2011-43 (PP)
316PP-3277	15-Résolution 2012 (PP)
CEIC-R-3278	Décret 1119-2011 Annonce de la Commission
CEIC-R-3279	Décret 1059-2011 Nomination France Charbonneau
CEIC-R-3280	Lettre de recommandation des commissaires
CEIC-R-3281	Décret 1029-2011 Constitution de la Commission
CEIC-R-3282	TI - Rapport mondial sur la corruption 2009
CEIC-R-3283	Lettre pour Jean Charest - Demande de pouvoirs accrus
407P-3289	Pistes de solutions pour le financement politique, la gestion des contrats d'ingénieurs et la gestion des contrats de construction
408P-3290	La fraude, la corruption, la collusion et la présence de la criminalité dans l'industrie de la construction au Québec: Les causes et les pistes de solution
409P-3291	Remettre le citoyen au coeur de la démocratie
410P-3292	L'autre corruption: La corruption des procédures
411P-3293	Propositions de gestion des contrats publics et de réforme de la loi électorale
412P-3294	Le causes de la corruption dans l'État et leurs solutions selon Spinoza

Cote	Pièce
413P-3295	Un correcteur systémique de la corruption
414P-3296	Présentation de mes observations et recommandations
415P-3297	Pourquoi la corruption? Pourquoi la collusion? Causes, incitatifs, origines, racines et conséquences. Réflexion d'un simple citoyen
416P-3298	Collusion construite par le système (gouvernements) et qui se développe depuis longtemps
417P-3299	Mémoire à la Commission Charbonneau
418P-3300	Courage, les Québécois veulent savoir les vraies affaires...
419P-3301	Transparence dans les contrats publics par l'utilisation des données ouvertes
420P-3302	Éviter la paupérisation des capacités de l'État
421P-3303	Octroi de contrats publics : des données de qualité pour une meilleure vigilance
422P-3304	L'éthique et l'opinion publique
423P-3305	Le retour de l'innovation
424P-3306	Briser le secret municipal – Réglementer les réunions à huis clos dans le domaine municipal
425P-3307	Vers une politique cohérente de prévention et de dissuasion de la corruption
426P-3308	Corruption, responsabilité collective et institutions démocratiques
427P-3309	Mémoire : Témoignage, participation du public et pistes/idées de solutions
428P-3310	Ingénieur(e): identité, formation et rôle professionnels
429P-3311	Mémoire de Michael Labelle
430P-3312	Le rôle des données ouvertes et les bonnes pratiques internationales en matière de divulgation des données sur les marchés publics
431P-3313	Impact du facteur institutionnel et du pouvoir bicéphale sur le fonctionnement des institutions publiques
432P-3314	Une Constitution, Un Gouvernement Responsable
433P-3315	Pour un Québec non corrompu
434P-3316	La pséphologie - pistes de solution pour la CEIC
254P-3317	La lutte contre la corruption au Canada et au niveau international
435P-3318	Mémoire du Mouvement du 24 septembre présenté à la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction

Cote	Pièce
436P-3319	Les CHUM, CUSM et CRCHUM en mode PPP: Pourquoi une enquête de la CEIC est nécessaire
437P-3320	Construction et corruption de politiciens: Un complot criminel contre la démocratie - Mémoire de Québec solidaire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
238P-3321	Mémoire du Comité de défense des contribuables
223P-3322	Report on the Applicability of Anti-Corruption Ethics and Compliance Programs in the Public Sector
223P-3323	Rapport sur l'applicabilité des programmes de conformité et d'éthique en matière de lutte anticorruption dans le secteur public
211P-3324	Mémoire soumis à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
209P-3325	La transparence pour éviter les dérapages
218P-3326	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
263P-3326	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
262P-3327	Encadrement du camionnage en vrac dans les marchés publics - Mémoire de l'Association nationale des camionneurs artisans inc.. présenté à la Commission Charbonneau
225P-3328	Mémoire présenté à la Commission Charbonneau par l'Association patronale des entreprises en construction du Québec
227P-3329	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
232P-3330	Réflexions du Conseil canadien des marchés publics
222P-3331	Mémoire déposé à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
237P-3332	Libérer l'information publique: un impératif pour lutter contre la corruption et la collusion
241P-3333	Recommandations de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec à l'attention de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics
240P-3334	Pour un encadrement efficace des pratiques dans le marché de la construction
243P-3335	Améliorer les pratiques de gestion pour combattre la collusion et la corruption

Cote	Pièce
242P-3336	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
228P-3337	Recommandations visant à enrayer la corruption et la collusion dans les secteurs municipal, universitaire et de l'administration publique québécoise
239P-3338	Commentaires et recommandations du Conseil du patronat du Québec à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
233P-3339	Mémoire portant sur l'enseignement de l'éthique dans les programmes d'ingénierie au Québec
191P-3340	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi des contrats publics dans l'industrie de la construction
231P-3341	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
224P-3342	Réflexions sur les attestations de l'Autorité des marchés financiers dans les contrats publics
224P-3343	Livre blanc sur l'octroi et la gestion des contrats publics au Québec
224P-3344	Les impacts du Bureau des soumissions déposées du Québec
199P-3345	Laval d'hier à demain: Préparer l'avenir, gérer de manière moderne, transparente et efficace - Mémoire présenté par Ville de Laval à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
195P-3346	Mémoire de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
194P-3347	Mémoire présenté par la Corporation des maîtres électriciens du Québec à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
438P-3348	Éthique, déontologie et démocratie
439P-3349	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
441P-3350	Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction par la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
226P-3351	Promouvoir l'intégrité
443P-3352	Mémoire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la Commission Charbonneau

Cote	Pièce
444P-3353	Commentaires de l'AQL à propos des travaux de la CEIC
445P-3354	Mémoire de l'Association des vérificateurs généraux municipaux du Québec présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
446P-3355	Intégrité, compétence et qualité - Réflexions sur les projets d'infrastructure publique au Québec
447P-3356	Pour une réforme de la gouvernance des marchés publics - Mémoire présenté à la Commission Charbonneau
448P-3357	Mémoire de l'UMQ présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
449P-3358	Les modes de prévention et de règlement des différends (PRD) « en temps réel » : Des outils pouvant assainir la gestion et prévenir la malversation dans les contrats publics de construction
450P-3359	Mémoire: Vers une société créatrice de confiance
357P-3360	Mémoire déposé par le Parti Québécois
452P-3361	Mémoire déposé par : Fonds de solidarité FTQ – Présenté à : Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
453P-3362	Mémoire déposé à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction - Rapport d'analyse et recommandations visant à enrayer les pratiques illégales dans les travaux de construction et à maximiser les retombées économiques et fiscales
454P-3363	L'Expérience des administrateurs de sociétés certifiés au service de l'amélioration des règles et des pratiques dans l'octroi et la gestion des contrats
455P-3364	Mémoire déposé à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
456P-3365	Mémoire à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats dans l'industrie de la construction dans le cadre de ses consultations publiques
235P-3366	Protection des délateurs
457P-3367	Le poids du silence: pour une réelle protection du dénonciateur et une fonction publique municipale moins vulnérable
221P-3368	Mémoire de la Sûreté du Québec - Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats dans l'industrie de la construction - Version mise à jour le 19 septembre 2014

Cote	Pièce
458P-3369	Plus jamais d'Omertà - Mémoire de la Ligue d'action civique à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
440P-3370	Mémoire de la FTQ-Construction à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
229P-3371	Pour un ministère des Transports qui a les moyens de ses responsabilités
244P-3372	Prévenir la fraude, la corruption et la collusion - Contribution des plus hauts fonctionnaires de l'administration municipale: les directeurs généraux
230P-3373	Mémoire du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec présenté à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
CEIC-R-3374	Guide gestion projets routiers MTQ
CEIC-R-3375	Surveillance travaux OIQ
CEIC-R-3376	Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique - SCT
CEIC-R-3377	L'organisation municipale et régionale au Québec en 2014 - MAMOT
CEIC-R-3378	Marchés publics dans le milieu municipal - MAMOT
CEIC-R-3379	Guide sur le programme d'infrastructures Québec-Municipalités - MAMROT
CEIC-R-3380	Fonds pour le développement du sport et de l'activités physique - MELS
CEIC-R-3382	Avis qualification SEAO 212088
CEIC-R-3383	Directive 2-2-9 2002 MTQ
CEIC-R-3384	Directive 2-2-9 2007 MTQ
CEIC-R-3385	Avis SEAO prix bitumes 2011-2014
CEIC-R-3386	Statistiques sur les contrats organismes publics du réseau de l'administration gouvernementale 2012-2013 - SCT
CEIC-R-3387	Guide d'estimation des honoraires pour contrats de services professionnels - Février 2009 - MTQ
CEIC-R-3388	Taux des ingénieurs
CEIC-R-3389	Processus de négociation des contrats de services professionnels en surveillance
CEIC-R-3390	Politique-cadre sur les partenariats public-privé
CEIC-R-3391	Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique 2009 - SCT

Cote	Pièce
CEIC-R-3392	Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique 2010 - SCT
CEIC-R-3393	Guide d'élaboration du dossier d'affaires des grands projets d'infrastructure publique - SCT
CEIC-R-3395	Tableau 282-0008 Enquête sur la population active
CEIC-R-3397	Statistiques annuelles de l'industrie de la construction 2014 - CCQ
CEIC-R-3399	Licence et examens - Sous-catégories d'entrepreneur général - RBQ
CEIC-R-3401	La RBQ en bref
CEIC-R-3402	Demande de qualité pour agir amendée ACRGTQ
CEIC-R-3403	Nombre de salariés selon la région de domicile par secteur 2014 - CCQ
CEIC-R-3406	Statistiques services génie (Québec) - Statistique Canada
CEIC-R-3413	Services professionnels, scientifiques et techniques - Architecture, génie et services connexes - MEIE
CEIC-R-3414	Tableau 360-0004 services architecture
CEIC-R-3415	Statistiques services d'architecture - 2012
CEIC-R-3418	Étude de marché de la fabrication et de la pose de l'enrobé bitumineux au Québec - MTQ
CEIC-R-3422	Le marché des travaux de génie et de voirie au Québec - ACRGTQ
CEIC-R-3424	Financement politique et contrôle dépenses électorales au Québec - D'hier à aujourd'hui
CEIC-R-3431	Organized Crime Task Force
CEIC-R-3436	Policy and Procedure Recommendation Program NYCGP
CEIC-R-3437	Anti-corruption Educational Campaign NYCGP
CEIC-R-3443	Bribery Act 2010 - Raising the Bar above the US Foreign Corrupt Practices Act
CEIC-R-3444	Bribery Act 2010 Guidance
CEIC-R-3445	Avoiding Corruption Risk in the City: The Bribery Act 2010 - Transparency International
CEIC-R-3447	Site Autorité de la concurrence
CEIC-R-3451	Communiqué CE - 12 novembre 2008
CEIC-R-3452	Communiqué BCC - 18 avril 2013

Cote	Pièce
CEIC-R-3454	Institutional Arrangements to Combat Corruption - A comparative Study - 2005 - UNDP
CEIC-R-3459	Site ICAC HK
CEIC-R-3460	119 forced to retire graft purge ICAC - 8 avril 1978
CEIC-R-3461	ICAC public housing case
CEIC-R-3462	Specialised Anti-corruption Institutions - OCDE
CEIC-R-3463	Site FCCA
CEIC-R-3464	Bundeskartellamt communiqué
CEIC-R-3465	Site Bundeskartellamt
CEIC-R-3466	Spain Barcenas affair: Documents implicate PM Rajoy BBC
CEIC-R-3467	Un gigantesque scandale de corruption ébranle le Brésil - Petrobras Figaro
CEIC-R-3468	TCLI_TECI_Rapport
CEIC-R-3469	Commission Gomery recommandations
CEIC-R-3470	Article Le Devoir, Comment contourner la loi, 22 février 2001, Kathleen Lévesque
CEIC-R-3471	Banque Mondiale - Curbing fraud, corruption and collusion in the roads sector - June 2011
CEIC-R-3472	Communiqué CRCD août 2015
CEIC-R-3473	Conseil du Trésor - Directive 1-81
CEIC-R-3474	Décret 609-2014 - 23 juin 2014
CEIC-R-3475	DGEQ - Directive D-M-8
CEIC-R-3476	DGEQ - Guide de l'agent officiel d'un parti 2012
CEIC-R-3477	DGEQ - Guide du représentant officiel d'un parti (provincial)
CEIC-R-3478	FRQ-Société et Culture - Plan d'action 2013-2014
CEIC-R-3479	Société et Culture - Rapport 2013-2014
CEIC-R-3480	Journal des débats, CAT, 5 juin 1998
CEIC-R-3481	Journal des débats, CAT, 23 avril 2013
CEIC-R-3482	Journal des débats, CI, 15 juin 2007
CEIC-R-3483	Journal des débats, CI, 17 novembre 2010
CEIC-R-3484	Journal des débats, CSLE, 1 ^{er} novembre 2005
CEIC-R-3485	CCQ - rapport annuel 2009

Cote	Pièce
CEIC-R-3486	Lettre de Benoît Pelletier au DGE 2005
CEIC-R-3487	MDDELCC - Livre Vert 2015
CEIC-R-3488	MTQ - CCDG - Construction et réparation
CEIC-R-3489	Réponse du DGE à Benoît Pelletier 2005
CEIC-R-3490	Sourour c Clavet 2008 QCCQ 3398
CEIC-R-3491	The global priniples on national security and the right to information - 12 June 2013
CEIC-R-3492	Whistleblowing - the inside story
CEIC-P-3493	Procès-verbal de cour du 6 juillet 2015 dans le dossier 500-01-123367-150, soit l'enregistrement du plaidoyer de culpabilité de Raynald Desjardins
CEIC-P-3493	Procès-verbal de cour du 6 juillet 2015 dans le dossier 500-01-123367-150, soit l'enregistrement du plaidoyer de culpabilité de Raynald Desjardins
CEIC-R-3494	Matériaux et produits de construction constituant des intrants pour l'industrie de la construction - MEIE
CEIC-R-3495	CPAE - Étude détaillée du projet loi 27 1987
CEIC-R-3496	Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise
CEIC-R-3497	Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale
CEIC-R-3498	Vérificateur Général du Québec - Vérification législative
459P-3499	J.-C. Cloutier - Les consortiums de génie-conseil et les contrats de voirie au Québec
459P-3500	J.-C. Cloutier - Les marchés publics et la concurrence - Étude des contrats du MTQ - septembre 2012
461P-3501	P. Trudel - Partages d'info entre les org. publics dans la lutte contre la criminalité écon - mai 2014
CEIC-R-3502	Seuils d'application-Accords de libéralisation des marchés publics
462RP-3503	Représentations écrites de Me Benoit Montgrain 17 septembre 2015
CEIC-R-3504	Loi modifiant la loi sur les relations de travail, chapitre 61, Projet de loi 142, 1993
CEIC-R-3505	Gazette Officielle du Québec Partie 2 - 12 janvier 1994
CEIC-R-3506	65302 British Columbia Ltd. c. Canada 1999 canlii 639
CEIC-R-3507	ACRC - les informations de base sur l'anti-corruption
CEIC-R-3508	Banque Mondiale - Helping countries combat corruption 1997

Cote	Pièce
CEIC-R-3509	BCC - au sujet des cartels
CEIC-R-3510	BCC - Truquage des offres - Sensibilisation et prévention
CEIC-R-3511	Beaulieu c. CSPQ 2015 qqcr 432
CEIC-R-3512	BIG - Indépendance
CEIC-R-3513	BIG - site web
CEIC-R-3514	Boyer c. Lavoie 2013 qqcs 4114
CEIC-R-3515	BSI - Beating Bribery
CEIC-R-3516	C.L. c. R. 2002 Canlii 35073
CEIC-R-3517	Center for audit quality - Deterring and detecting financial reporting fraud - October 2010
CEIC-R-3518	CNRTL - Définition de la corruption
CEIC-R-3519	CNRTL - Définition de s'infiltrer
CEIC-R-3520	Commission Européenne - Glossary of terms used in competition policy - July 2002
CEIC-R-3521	CSST - Statistiques annuelles 2013
CEIC-R-3522	D.T. c. Québec - (Ministère des Transports) 2014 qqca 109
CEIC-R-3523	Décret 646-2002
CEIC-R-3524	Décret 921-2012
CEIC-R-3525	Décret 1162-2011
CEIC-R-3526	DGEQ - Communiqué 28 avril 2005
CEIC-R-3527	DGEQ - Directive D-M-8 (avril 2011)
CEIC-R-3528	DGEQ Directive D-M-6
CEIC-R-3529	DGEQ Guide représentant officiel municipal 2013
CEIC-R-3530	FMI - le FMI et la bonne gouvernance
CEIC-R-3531	Francine Bordeleau - Études électorales - Financement politique - 2003
CEIC-R-3532	Gouvernement du Québec - Guide de soutien - Agendas des membres du CE - 2014
CEIC-R-3533	Géry Lecerf - Vers une limitation du cumul des mandats sociaux? 12 janvier 2011
CEIC-R-3534	Haydon c. Canada 2000 CanLII 16081 (CF)
CEIC-R-3536	Ingénieurs Canada - Cadre Canadien relatif au droit d'exercice

Cote	Pièce
CEIC-R-3537	Joanis et Chassin - Détecter et prévenir la collusion dans les marchés publics en construction - Septembre 2010
CEIC-R-3538	Klaus von Lampe - Definitions of organized crime
CEIC-R-3539	Leo F. Longo - Term limits for municipal council members 2013
CEIC-R-3540	Loi modifiant la loi sur les relations du travail - 1995 chapitre 8
CEIC-R-3541	MAMOT - Élections municipales 2013 - Je m'informe - résultats
CEIC-R-3542	MAMOT - Réorganisation territoriale de 2006 - Municipalités reconstituées
CEIC-R-3543	MAMOT Guide d'accueil et de référence pour les élus municipaux 2013
CEIC-R-3544	CDPQ - Code d'éthique et de déontologie - dirigeants et employés
CEIC-R-3545	MDERQ - Portrait industriel - Filière du génie-conseil - Avril 2003
CEIC-R-3546	Merck c. T.P.F.S.O., Section locale 771 - 2005 csc 70
CEIC-R-3547	MTQ - Directive 2-2-9 (2013-09-19)
CEIC-R-3548	MTQ - Directive 2-4-3 (2013-01-18)
CEIC-R-3549	MTQ Bilan de l'état des structures du réseau routier supérieur québécois 2013
CEIC-R-3550	OCDE - Collusion et corruption dans les marchés publics - Note liminaire du Secrétariat
CEIC-R-3551	OCDE - Corruption - Glossaire des normes pénales internationales
CEIC-R-3552	OCDE - Glossary of statistical terms
CEIC-R-3553	OCDE - Key terminology
CEIC-R-3554	Rapport annuel de gestion du MTQ 2014-2015
CEIC-R-3555	OCDE - Principles for integrity in public procurement
CEIC-R-3556	OCDE - Study on whistleblower protection frameworks
CEIC-R-3557	Ombudsman de l'Ontario - Rapport annuel OMLET 2013-2014
CEIC-R-3558	Open government guide - Transparency & Accountability Initiative - October 2013
CEIC-R-3559	Open Government Guide - Whistleblower protection
CEIC-R-3560	Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent... - Document d'orientation - 2015
CEIC-R-3561	Patrick Champagne - Élections municipales 2005 - Mai 2007
CEIC-R-3562	Pierre-Luc Turgeon - Les modèles de financement public des partis politiques et dans d'autres démocraties: perspectives comparées - 2012

Cote	Pièce
CEIC-R-3563	Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures 2015-2016 - SCT - Mars 2015
CEIC-R-3564	Plan Québécois des Infrastructures 2015-2025 - Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures 2015-2016
CEIC-R-3565	Premier Ministre du Québec - Mandat adressé aux membres du CE et aux députés autorisés à siéger au Conseil des ministres sans en être membres, au sujet de la diffusion de leur agenda - 6 novembre 2014
CEIC-R-3566	Projet Montréal - motion contre le dépôt de documents séance tenante - 27 avril 2015
CEIC-R-3567	Cour de cassation - Jean Lefèbvre - 6 octobre 1992 - 90-16.755
CEIC-R-3568	R. c. Lorne Wilson Transportation 1982 canlii 2174
CEIC-R-3569	R. c. Sheets 1971 canlii 130.
CEIC-R-3570	CDPQ - Code d'éthique et de déontologie des administrateurs
CEIC-R-3571	Rapport Martin - Ville de Laval et STL - 1995
CEIC-R-3572	Revenu Québec - rapport annuel 2013-2014
CEIC-R-3573	A matter of Trust - How the revolving door undermines public confidence in government - and what to do about it workgroup - Revolving Door Workins Group - October 2005
CEIC-R-3574	SCT - Taux horaires admissibles pour les services d'architectes (2011-03-08)
CEIC-R-3575	SCT - Taux horaires admissibles pour les services d'ingénieurs (2011-03-08)
CEIC-R-3576	Sécurité publique Canada - La corruption au Canada - Définitions et exécution - Mai 2014
CEIC-R-3577	Sécurité publique Canada - Secteurs économiques vulnérables au crime organisé: Construction commerciale - Janvier 2012
CEIC-R-3578	TI - Curbing corruption in public procurement 2006
CEIC-R-3579	TI - Global corruption report 2005
CEIC-R-3580	TI - International principles for whistleblower legislation 2013
CEIC-R-3581	TI - La lutte contre la corruption en termes clairs - 2009
CEIC-R-3582	TI - Transparency of state owned enterprises - 2013
CEIC-R-3583	TIME - The incredible Rise in Campaign Spending - 2014
CEIC-R-3584	U.S. DOJ - Fraud statistics overview - October 1, 1987 - September 30, 2014
CEIC-R-3585	UNODC - Digest of organized crime cases - 2012

Cote	Pièce
CEIC-R-3586	US Merit systems protection board - Blowing the Whistle:Barriers to Federal Employees Making Disclosures - November 2011
CEIC-R-3587	Ville de Laval - Comité exécutif - 24 mars 2015
CEIC-R-3588	Ville de Montréal - Mise à jour sur l'implantation Rapport de la Direction générale du 26 octobre 2009 - Rapport II - 19 avril 2010
CEIC-R-3589	Ville de Montréal - règlement 03-009
CEIC-R-3590	Code Pénal Italien, art. 416-bis et loi 646 de 1982
CEIC-R-3591	Corruption and Racketeering in the New York City Construction Industry Final Report - December 1989
CEIC-R-3592	NYDOI - Executive order 16, 72, 78 et 105
CEIC-R-3593	DGEQ - Taux de participation aux élections partielles entre 1998-2015
CEIC-R-3594	DGEQ-Tableau synthèse - Élections générales au Québec, 1867-2014
CEIC-R-3595	HEARN, NYCDI a century of oversight, winter 2011
CEIC-R-3596	Cour de justice des communautés européennes - Asia Motor France - 1994
CEIC-R-3597	Cour suprême du Canada - Dossier 35964 (Antonio Accurso)
CEIC-R-3598	Couture c. R. 2007 qqca 1609
CEIC-R-3599	Extrait du journal des débats - CET - 24 novembre 2009
CEIC-R-3600	Extrait du journal des débats - CI - 17 novembre 201
CEIC-R-3601	Financial Conduct Authority - Financial incentives for Whistleblowers
CEIC-R-3602	Fondaction CSN - Résultats annuels 2015
CEIC-R-3603	Fonds de solidarité FTQ - année record pour les actionnaires
CEIC-R-3604	FTQ - message du président 2009
CEIC-R-3605	Garneau c. Laplante 1962
CEIC-R-3606	HQ - Code de conduite
CEIC-R-3607	HQ - Code d'éthique et de déontologie
CEIC-R-3608	IQ - Code d'éthique - dirigeants et employés
CEIC-R-3609	IQ - Code d'éthique des administrateurs
CEIC-R-3610	Larousse - Définitions - ruse
CEIC-R-3611	Larousse - Définitions - stratagème

Cote	Pièce
CEIC-R-3612	<i>Le Devoir</i> - Christian Bordeleau - Le maillage privé-public explique les dérives- 23 avril 2009
CEIC-R-3613	MTQ - Plan Stratégique 2013-2015
CEIC-R-3614	MTQ - Rapport annuel 2013-2014
CEIC-R-3615	Pearson c. R. 2007 qccs 713
CEIC-R-3616	R. c. Lindsay 2005 canlii 24240
CEIC-R-3617	Radio-Canada - Richard Goyette ne reviendra pas - 31 mai 2010
CEIC-R-3618	RBQ - Responsabilités communes
CEIC-R-3619	RBQ - tableau des licences restreintes - septembre 2015
CEIC-R-3620	RIQ - Enquête sur la rémunération des ingénieurs
CEIC-R-3621	UNODC - Estimating Illicit financial flows 2011
CEIC-R-3622	Harrington, a Theory of Tacit Collusion
CEIC-R-3623	U.S. Department of Justice, Measurement of White-Collar Crime
CEIC-R-3624	Article de <i>La Presse</i> , André Noël, 31 mars 2009, Frank Zampino en croisière avec un promoteur
CEIC-R-3625	CNRTL - Définition de pantouflage
CEIC-R-3626	DOJ - Price fixing, bid rigging and marke allocation schemes
CEIC-R-3627	École du Barreau du Québec - Formation professionnelle
CEIC-R-3628	Jean-Marc Fournier - Point de presse - 19 septembre 2013
CEIC-R-3629	OCDE - Report on tax fraud - real estate sector
CEIC-R-3630	OSTP - 2014 open government plan
CEIC-R-3631	Raymond Doray - La mise en oeuvre des lois d'accès à l'information
CEIC-R-3632	RBQ - La RBQ en bref
CEIC-R-3633	Sentencing Projet - Deterrence in Criminal Justice
CEIC-R-3634	The Economist - The party's (largely) over
CEIC-R-3635	The White House - Transparency and Open Government
CEIC-R-3636	Ivaldi et coll., The Economics of Tacit Collusion, 2003
CEIC-R-3637	Building and Construction Industry Security of Payment Act
CEIC-R-3638	Directive du Parlement européen et du Conseil
CEIC-R-3639	Late payment of commercial debts act 1998

Cote	Pièce
CEIC-R-3640	Loi sur les paiements rapides des États-Unis
406PP-3641	Procès-verbal Comité exécutif Montréal 3 juillet 2002
406PP-3642	Procès-verbal Comité exécutif Montréal 8 janvier 2003
290PP-3643	Déclaration assermentée Jean-Francois Gauthier 17 juillet 2015
330PP-3644	Déclaration assermentée Jocelyn Drouin 20 juillet 2015
63A-001	Affidavit de Roger Desbois 5 juin 2013
5E-1a	Nombre de contrats analysés par l'Unité anti-collusion pour la période de 2005 à 2010